

حكايا من الأصل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12683 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

VENDREDI 8 NOVEMBRE 1985

Clarification franco-allemande ?

A l'automne 1963, le général de Gaulle, qui avait signé le 20 janvier précédent le traité de l'Elysée avec Conrad Adenauer, mais qui avait été furieux du préambule dont le Bundestag l'avait assorti, constatait que les traités se faisaient aussi vite que les roses. Toutes proportions gardées, M. Mitterrand serait sans doute fondé à trouver que lui aussi, malgré les fréquentes protestations d'antidote, n'est pas vraiment payé de retour par M. Kohl.

Le nouveau sommet franco-allemand s'est ouvert en effet ce jeudi 7 novembre à Bonn dans un climat un peu décevant. Depuis six mois, la collaboration entre les deux capitales a connu plus de déconvenues, en tout cas du côté français, que de motifs de satisfaction. Au sommet des sept pays occidentaux les plus industrialisés, au début de mai à Bonn, M. Kohl a adopté sur différents sujets des positions beaucoup plus proches de celles de la Maison Blanche que de l'Elysée.

Le projet d'avion de combat européen, qui reposait largement sur l'éventualité d'une mise en œuvre commune, a capoté, après celui d'un nouveau char franco-allemand, remplacé au dernier moment par un... hélicoptère antichar. Les réticences de la RFA sur le développement de l'ECU, souhaité par la France, pouvaient préfigurer celles, moins visibles il est vrai, du chancelier à propos du financement de l'opération Euréka, malgré quelques promesses globales.

La coopération entre grandes firmes industrielles, en dépit de certains accords spectaculaires, se heurte toujours à de sensibles différences entre les deux pays, en particulier le degré d'endettement des sociétés et la part respective du secteur public en RFA et en France. Quant à l'initiative de défense stratégique du président Reagan, elle a manifestement trouvé à Bonn une oreille beaucoup plus complaisante qu'à Paris.

Pourtant jamais autant qu'aujourd'hui l'avenir de la Communauté européenne n'a semblé à ce point lié à la capacité des Français et des Allemands d'agir de concert. C'est vrai du projet Euréka bien sûr, auquel les travaux de la conférence de Hanovre viennent de donner un départ beaucoup plus prometteur qu'on ne le prévoyait. Mais c'est aussi le cas de la réforme des institutions de la CEE. Dans le débat sur la marche à l'union européenne, la France et la RFA occupent en quelque sorte, parmi les « grands » de la Communauté, une position centrée, à égale distance des maximalistes (l'Italie et la Commission de Bruxelles) et des réservés : les Britanniques.

C'est pourquoi il importe que MM. Kohl et Mitterrand ajustent leurs positions avant le prochain conseil des Douze, convoqué les 2 et 3 décembre à Luxembourg. L'un et l'autre, aux prises avec de sérieuses difficultés électorales, ressentent la nécessité de prouver le mouvement en marchant. M. Mitterrand par conviction philosophique déjà ancienne, M. Kohl moins profondément sans doute, mais sous la pression d'un ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, qui fait désormais figure de « grand européen » du cabinet.

Le tête-à-tête Paris-Bonn, qui a parfois si fort indisposé d'autres capitales de la Communauté, n'a de sens qu'un service d'une cause plus vaste : celle de l'Europe. C'est la conclusion à laquelle on est arrivé du côté français et sans doute aussi du côté allemand.

(Lire nos Informations page 3.)

LA PRISE D'OTAGES EN COLOMBIE

Affrontement à Bogota entre l'armée et la guérilla

L'armée colombienne continuait ce jeudi 7 novembre à donner l'assaut au palais de justice de Bogota, occupé depuis la veille par un commando d'insurgés membres du M-19 détenant des otages. La plupart de ceux-ci auraient cependant été libérés. Selon les premières informations les combats ont fait une vingtaine de morts.

De notre envoyé spécial

Bogota. - C'est la place que M. Mitterrand a traversée voici quinze jours avant d'entendre M. Betancur lui parler du processus de paix engagé avec la guérilla. La place Bolivar, au cœur de Bogota. Les jours ordinaires, on y voit des pigeons et des soldats à casque à pointe qui font la relève de la garde. Depuis vingt-quatre heures, les chars y sont en position, et les soldats en casque de combat ont remplacé les fibres et les tambourins.

Un silence écrasant pèse sur le rectangle couleur ocre où le congrès et le palais de justice se font face, entre la cathédrale et un bâtiment de style colonial. De temps en temps, des tirs éclatent, ou bien de longues rafales. Des hommes se précipitent en courant la tête : des ambulanciers qui

emportent des blessés dans des couvertures, ou des soldats qui changent de position. Dans le palais de justice, aux vitres criblées de balles, les insurgés du M-19 tiennent en otages on ne sait au juste combien de magistrats. Leur action risque de tourner au fil des heures à l'opération kamikaze. Pour eux, il n'est pas de processus de paix qui tiennent. C'est la guerre, la vraie, que mène le plus jeune et le plus impatient des mouvements de guérilla colombiens.

La nuit s'étire, glaciale, traversée d'éclairs et de fumée. Au troisième étage du palais, vingt ou trente guérilleros continuent de tenir tête, avec leurs prisonniers, à plusieurs centaines de militaires et de policiers.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 6.)

CONTRAINTES TECHNIQUES ET LOIS DU MARCHÉ

Les télévisions privées dans l'impasse

La télévision privée est aujourd'hui dans l'impasse la plus complète. Le 4 janvier dernier, le président de la République décidait de libéraliser les ondes en donnant le feu vert à la création de télévisions locales. Onze mois plus tard, cette décision politique se trouve prise au piège d'un redoutable imbroglio technique et économique.

Le gouvernement et les candidats aux futures stations privées sont perdus dans le dédale du plan de fréquences et des problèmes de diffusion. Démentant l'optimisme inébranlable du président de Télédiffusion de France (TDF), techniciens et experts de l'établissement public sont convaincus que le découpage du pays en deux réseaux multi villes et une quarantaine de télévisions locales n'est pas viable. Le dossier des télévisions privées a été monté à l'envers.

« Le président de TDF affirme que les réseaux multi villes desserviront 18 millions d'habitants. Dans le meilleur des cas, nous pourrions en toucher 10 millions. » Cette remarque désabusée d'un ingénieur de TDF donne la mesure de l'étendue des dégâts. Ainsi on sait qu'à Lille, à Lyon, à Marseille les nouveaux émetteurs

ne desserviront que quelques centaines de milliers de téléspectateurs sur les millions d'habitants. Encore faudra-t-il que de nombreux foyers modifient leurs antennes, soit pour capter les futures chaînes, soit pour continuer à recevoir les émissions du service public. La télévision privée riche donc de n'être qu'un mirage pour les trois plus grands bassins de population après la capitale.

A Paris, la situation n'est guère plus brillante. La tour Eiffel pourrait permettre de toucher sept foyers sur dix, mais son utilisation par TIF dépend du bon vouloir de M. Chirac, et la négociation s'émiette en partie de bras de fer politico-financier.

JAN-FRANÇOIS LACAN.

(Lire la suite page 35.)

LES ÉMEUTES DANS LES QUARTIERS ANTILLAIS

L'Angleterre malade du racisme

Le discours du Trône prononcé, mercredi 6 novembre, par la reine confirme l'intention du gouvernement de M. Thatcher de renforcer la répression des violences.

De notre envoyé spécial

Londres. - « Felix qui potuit rerum cognoscere causas. » Heureux celui qui peut connaître le pourquoi des choses. Considérée avec les instruments de la pensée rationnelle, la crise de violence raciale que vient de subir la Grande-Bretagne en septembre et en octobre est un défi à l'analyse.

Ce qui fait dire à l'un des plus brillants éditorialistes de la presse britannique, Peter Jenkins, du Sunday Times, qu'une émeute est

un « événement à la recherche de sa propre signification ». La violence qui se déchaîne un soir un peu trop chaud dans une banlieue un peu trop pauvre face à des policiers un peu trop brutaux ne trouve, en définitive, sa raison qu'en elle-même, rétive à toutes les dissections des docteurs de la science et de la politique.

Handsworth, Toxteth, Tottenham et Brixton, faubourgs obscurs, ont brusquement éclairés leurs incendies les métropoles éberluées. Les deux quartiers de Birmingham de Liverpool et de Londres ont été contraints, malgré qu'ils en aient, de tourner leurs regards vers ces « trous noirs » qu'on souhaitait invisibles, mais qui se sont révélés de redoutables réservoirs d'énergie destructrice.

On avait cru que les émeutes de juillet 1981, sur ces mêmes lieux, ne se renouveleraient pas. Il s'en faisait, pensait-on, de suivre les recommandations de lord Scarman, doyen des juges britanniques, auteur d'un rapport célèbre sur les conditions de vie dans les ghettos noirs des grandes villes. Un cocktail de mesures sociales comprenant la création de « community relations councils » (conseils des relations intercommunautaires), le déblocage de crédits pour les centres sociaux et la formation professionnelle, et surtout la mise en œuvre de la « community policing », forme britannique de l'otage policier, pour garantir la paix civile.

Quatre ans plus tard, tout est à recommencer. L'échec de cette politique est flagrant, et au

malaise chronique de la population noire s'ajoute maintenant la grogne policière, fait rarissime outre Manche.

Il aura donc suffi de quatre week-ends consécutifs d'émeutes pour déstabiliser l'édifice social dont la solidité permettait vaillamment à l'Angleterre de faire face à ses difficultés. Le Royaume-Uni et la maîtresse femme qui le gouverne n'avaient vraiment pas besoin de cela, dans une période où il faut effectuer un parcours économique et psychologique à haut risque, reconstruire doucement un appareil industriel suranné, et s'habituer à n'être plus le centre d'un empire où le soldat ne se concevait jamais.

LUC ROSENZWEIG.

(Lire la suite page 4.)

M. Chirac en campagne

Après son débat avec M. Fabius, le président du RPR a le triomphe modeste.

PAGE 8

M. Jaruzelski chef de l'Etat polonais

Le général demeure premier secrétaire du parti.

PAGE 3

Paris-New-York pour 950 F

Une compagnie de charters casse les prix sur l'Atlantique.

PAGE 41

Mariages blancs

L'offensive de M. Tranchant contre les petites annonces.

PAGE 12

Traitement du cancer

La chimiothérapie en premier traitement pour réduire les risques.

PAGE 44

La Réunion île des paradoxes

Pages 15 à 24

Débats : pédagogie civique (2) • Etranger (3 à 6) • Politique (8 à 10) • Société (11 à 12) • Culture (33) • Communication (36) • Economie (38 à 43)

Programmes des spectacles (34) • Radio-télévision (35) • Informations services : Météorologie : Météo croisées ; Loterie nationale ; Loto (36) • Carnet (14) • Annonces classées (42)

Françoise Dolto



Françoise Dolto

Séminaire de psychanalyse d'enfants

2

Jean-François de Seneville

Seuil

L'enseignement porté, dans le vif de la parole, par l'expérience unique qui est celle de Françoise Dolto.

89 F

La passion des biographies

Il paraît deux biographies par jour. Autant que de romans policiers. Les vitrines de librairies se changent en galeries de portraits, en photos de presse, en éphémères. Demandez de la « vie » en tranche ! Un destin hors série ! Toute une époque !

Entre la photo de bébé sur son coussin, yeux au ciel, bouche ourlée et le masque du même sur son lit d'agonie, paupières bistrées, lèvres pincées par le vide, quels mélanges de hasards et d'envies, de chromosomes et d'histoire, de gènes et de plaisirs, ont fait de celle-ci une favorite, de celui-là un général, un poète, un meneur, un voyant ? La curiosité pour la genèse des grands destins ne s'étend pas, cet automne 1985 : elle submerge toutes les autres.

Les hautes figures toutes catégoriques continuent de fournir les gros bataillons. Après « les » Hugo - centenaire obligé - voici même des vies de la Duchesse de Chevreuse, Julie de Lespinasse, Voltaire. Ces dernières semaines, c'était le tour de de Gaulle (suite), Sartre, Céline. Suivent de près Tourgeniev, Strindberg, Simone de Beauvoir. Dans bien des cas d'écrivains, on lira leurs existences avant d'avoir lu leurs œuvres, sans intention de s'y reporter, comme s'il s'agissait de trapézistes ou de secrétaires d'Etat : pour le plaisir de manger de la vie.

Les gens de spectacle et leurs concurrents du show politique font désormais partie des biographiables : non plus seulement à l'âge de la retraite, mais à leur

zénith, à mi-vie. Pour griller les confrères, les éditeurs font porter leurs stars potentielles de demain. L'esprit « Loto » gagne l'édition : les livres sur Delors et Rocard alimenteront « les » Mitterrand.

Les vieilles s'épuisent, les vies anonymes s'ajoutent aux glorieuses, les souvenirs de sangsue d'éclat. La piétaille prend sa revanche, avec ses poils sépia, ses ailes en longues blouses, encore des vies, toujours des vies...

Pourquoi ces ventres de destinées augustes ou obscures ? C'est tout bête : parce que le public en redemande. Les chiffres sont là. Les achats de « vies » ont dépassé, ces derniers mois, ceux des livres d'histoire et des policiers. Ils approchent les records des romans sentimentaux. Les vieux lecteurs apaisent ainsi leur

nostalgie ; les jeunes, tout aussi preneurs, étanchent leur soif d'authenticité.

Personnalisation outrée de la vie politique, consommation forcée de prodiges à longueur d'antenne, nécrologies à tous les repas, besoin d'exister par procuration faute de vivre soi-même des vies photogéniques, rejet de romans trop nombreux et formalistes, sensation que notre Histoire n'est plus à faire, qu'elle est derrière nous ou bien qu'elle est le fait des hommes plus que des idées et des masses... les origines de cette boulimie ne manquent pas.

Le phénomène, lui, est là. L'avenir dira si l'édition du vingtième siècle a crevé ou non, bouche ouverte, de grande bouffe biographique !

B. POIROT-DELPECH.
(Lire « Le Monde des livres » pages 25, 30 et 31.)

Le Monde DES LIVRES

- Romans : Jean Blot et ses « Cosmopolites », l'Apocalypse selon saint Guy Hocquenghem.
- Lettres étrangères : le roi David de Joseph Heller, Henrik Stangerup ou la difficulté d'être danois.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech.

Pages 25 à 32

débats

PÉDAGOGIE CIVIQUE

Le citoyen est mal informé par le pouvoir. Jean Toulat s'étonne qu'on veuille afficher dans les écoles la Déclaration des droits de l'homme mais, que, en même temps, on fasse si peu de cas de la vie humaine. Sur un autre terrain, Mgr Georges Gilson déplore le manque de formation des Français sur l'impôt, ainsi que le goût de l'Etat pour les jeux et l'augmentation des amendes aux fins de moderniser la police.

Les jeux, les amendes et l'impôt

Ceux qui nous gouvernent ne doivent pas traiter les Français comme des enfants

par GEORGES GILSON (*)

LES Français n'aiment pas payer des impôts. Ils ne sont pas les seuls. Mais, dans notre pays, ceux qui nous gouvernent, plutôt que de chercher à former et à informer les citoyens sur l'utilité de la participation financière à l'œuvre commune, préfèrent parfois suivre une méthode pédagogique apparemment plus facile : celle du bonbon au miel.

Ma mère me donnait cette friandise pendant la guerre lorsqu'il me fallait prendre de l'huile de foie de morue. Le fortifiant était d'un goût détestable ; alors, pour faire « passer la pilule », elle me donnait une sucrerie.

Les Français seraient-ils de grands enfants ? Je ne le pense pas. Il faut alors avoir le courage de présenter les choses clairement. Parler vrai. Ceux que les Français ont délégués aux affaires de l'Etat doivent, sur ce point, s'interroger...

Deux exemples :
— Les jeux. Chacun sait que, par les loteries ou autres concours de pronostic, l'Etat fait une ponction non négligeable sur les biens d'il est peureux. Il se donne la part du lion. Or, depuis plusieurs années, le nombre de ces jeux de hasard a augmenté d'une manière absurde. On joue sur l'instinct du gain facile et beaucoup se laissent prendre à cette drogue qui interdit de bien gérer le présent, mais porte au rêve d'un demain merveilleux.

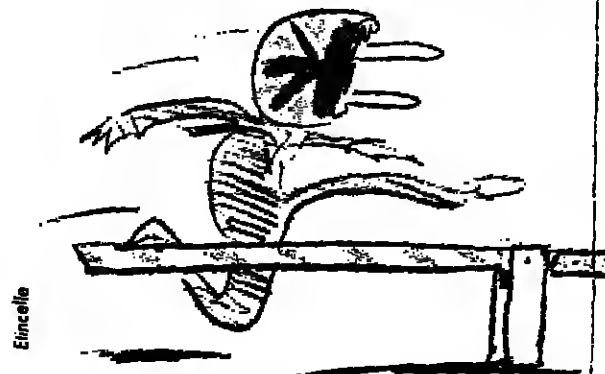
Pour un qui gagne des sommes inimaginables, des milliers et des milliers s'appauvrissent. Je ne dis pas que jouer est un mal. Toute activité ludique n'est pas contraire à la morale. Mais, comme pour l'alcool, l'excès est un très grand danger.

Et il n'est pas bon de jouer avec ce désir de l'argent qui, s'il n'est pas maîtrisé, anesthésie le sens des responsabilités familiales, le goût de la solidarité, l'exigence de l'engagement pour la justice.

— Est étonnante aussi l'extraordinaire augmentation des amendes que les autorités infligent, depuis le 1^{er} octobre, à la suite de certaines contraventions. La circulation automobile n'est pas un jeu. La faute de conduite n'est pas un moyen qui permettrait aux autorités de percevoir un impôt indirect.

L'automobile, même si certains y trouvent une réelle détente, voire un plaisir, est d'abord un moyen de transport. Contraindre aux règles du code de la route est une faute qui parfois peut être très grave. Puisse ici être souvent un bien.

L'anglais au sprint



Vous voulez parler l'anglais vite, très vite ? A vos marques ! Choisissez parmi les deux formules ILC réservées aux sprinters.

La semaine bloquée : 6 heures d'anglais chaque jour pendant une semaine. Un rythme féroce mais des progrès géants.

Les cours intensifs : 4 heures d'anglais par jour pendant deux semaines. Vos blocages n'y résisteront pas.

Si votre problème n'est pas d'aller vite, renseignez-vous sur nos différentes formules : cours trimestriels, cours à thèmes (conversations, anglais des affaires, anglais culturel), cours préparatoires aux examens, séjours linguistiques en Angleterre.

L'English Connexion
ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20, passage Daugline
75006 Paris - Tél. 43.24.37

Le droit à la vie

Il est temps d'initier les futurs citoyens, dès l'école, au prix inestimable de la personne humaine

par JEAN TOULAT (*)

AFFICHER dans les écoles la Déclaration des droits de l'homme : qui n'approuverait ce projet du ministre de l'éducation ? Il s'en faut, même en France, que soit parfaitement observée la Déclaration universelle qui fut promulguée à Paris, au palais de Chaillot, en 1948. C'est particulièrement vrai pour l'article 3, le plus fondamental : « Tout individu a droit à la vie ».

Aujourd'hui même, comme les trois cent soixante-quatre autres jours de l'année, quelque cent quatre personnes auront trouvé la mort sur nos routes, et huit cent quatre-vingts auront été blessées, peut-être mutilées à vie. C'est la moyenne quotidienne. L'opinion, si choquée par les deux accidents ferroviaires de Flaujac et d'Argentan, en soit étonnée, oublie trop que la route cause chaque jour une catastrophe comparable. Fatalité ? Nullement.

Si les citoyens français, par respect de la vie humaine, acceptaient et observaient certaines mesures, notre taux de mortalité routière se rapprocherait de celui de la Grande-Bretagne ou du Japon, deux fois moins élevé.

L'alcoolisme ? La France en détiendrait toujours le record mondial. Un fléau qui remplit les hôpitaux, les prisons, les cimetières, tout en vidant les caisses de la Sécurité sociale. Là encore, la loi pourrait reculer si, par exemple, on appliquait le rapport Bernard de 1980.

Mais les recommandations du professeur ont été noyées dans le parti. Les temps n'ont guère

changé depuis 1903, lorsque Péguy disait : « A la Chambre, l'empoisonnement alcoolique n'a jamais été mis en cause ».

A l'actif de nos dirigeants actuels : la condamnation à mort de la guillotine. Mais 60 % des Français continuent à regretter qu'un ne puisse « couper un homme en deux », selon le mot de Badinter, nublant que la meilleure façon d'inspirer le respect de la vie, c'est de refuser de l'enlever au nom de la loi.

En revanche, le pouvoir socialiste a aggravé ce qu'avait déjà légalisé le précédent septennat : la violation de ce droit primordial de l'enfant qu'a rappelé le Conseil de l'Europe le 3 octobre 1979 : « le droit à la vie dès la conception ».

Non seulement la suppression de l'enfant avant sa naissance est devenue licite, mais depuis 1983 elle est remboursée. Et cet acte — objectivement un meurtre — se répète, paraît-il, près de mille fois chaque jour.

« Nous avons du sang sur les mains », déplorait le pape Paul VI, le 1^{er} janvier 1970, à propos de la guerre et du commerce des armes. Dans ce dernier domaine, la France, là encore, reste championne du monde par rapport à sa population. En 1984, pour la première fois, nos livraisons d'armes (30 milliards de dollars) ont même dépassé — très légèrement — nos exportations agro-

(*) Auteur de *Un combat pour la vie* (Nouvelle Cité).

alimentaires (29,7 milliards) : les canons avant le pain ! Et ces armes ne servent pas seulement à la parade.

Nos chars AMX, aux mains des Irakiens, ont écrasé des villages kurdes, comme nos Exocet, pendant la guerre des Malouines, ont coulé le *Sheffield* et l'*Atlantic Conveyor*, envoyant ainsi par le fond plus de deux cents de nos amis britanniques.

Et le *Rainbow Warrior* ? A vrai dire, le sabotage du bateau de Greenpeace n'est « rien » par rapport à l'enjeu de notre stratégie anticitée, qui promeut l'extermination éventuelle de millions de personnes ; condamner l'explosif d'Auckland et justifier la bombe de Murron, c'est filtrer le mouchoir et avaler le chameau.

Il est grand temps d'initier les futurs citoyens, dès l'école, au prix inestimable de la personne humaine. A l'enseignement de la Déclaration des droits pourrait s'ajouter celui de la Déclaration des devoirs de l'homme qu'avait prévue la Constitution de l'an III, en 1795.

Elle comportait, entre autres, cet article fondamental : « Tous les devoirs de l'homme dérivent de ces deux principes, gravés par la nature dans tous les cœurs : ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit. Faites constamment aux autres le bien que vous voudriez en recevoir ».

Qui ne voudrait voir respecter son droit à l'existence ? Car, « même si la vie ne vaut rien, rien ne vaut la vie ».

COURRIER DES LECTEURS

L'impôt sur le jeu

Le Loto sportif fait recette. Le gouvernement et le mouvement sportif sont ravis de la recette de ces concours de pronostics qui beaucoup de monde, hier encore, condamnaient sévèrement. Ce nouvel « impôt sur le jeu » (Luis-Jean Calvet) vient boucher les trous d'un budget de rigueur mais vise aussi, en accentuant le refuge dans l'imagination, à combler le vide d'une vie très souvent dépourvue de sens. Idéologiquement, non plus l'opération n'est pas neutre. Si le jeu reflète le niveau de développement culturel d'un pays, l'image ludique de la France — avec la Loterie, le Tirage, le Quarté, le Derby, le Tiro-lac, les Binges, etc. — a de quoi inquiéter. Plus encore que les néo-mythiques, les jeux de hasard anesthésient le réel, calment la violence d'une population aujourd'hui durement touchée par la crise mais certaine, demain, de reconstruire la « divinité agent ».

Le gouvernement de gauche a renié sa parole. Peu de temps avant l'élection présidentielle de 1981, M. Mitterrand ne déclarait-il pas : « Les ressources extra-budgétaires ne sont pas un surplus mais un substitut. Le masque est jeté. Il est

donc temps de lever cette hypothèque et que l'Etat assume ses responsabilités ». Pendant trois ans, M^{me} Avon ne cessa de répéter qu'il fallait budgétiser les ressources extra-budgétaires et de souligner que « les concours de pronostics poseraient un important problème moral ».

Dans son livre *Les Jeux et les Hommes*, Roger Caillois note : « L'Etat est une démission de la volonté, un abandon du destin ». Les jeux de hasard sont des machines à distiller le rêve. Le peuple n'est pas l'acteur de sa existence. Son sort est entre les mains du destin. La gauche voudrait faire le bonheur réel de la population, elle ne lui offre qu'un bonheur illusoire. On était en droit d'attendre de ce gouvernement

autre chose que l'exploitation accablée de la crédulité.

MICHEL CAILLAT
réducteur de la revue *Quel Corps ?*,
coauteur des *Dessins de l'Olympisme*.
(Ed. La Découverte.)

Et Kautlmann et Seurat ?

La libération des otages soviétiques à Beyrouth confirme, une fois de plus, que la Syrie est capable de bien des choses au Liban. La puissance régionale qui a contraint des gendarmes fanatiques à libérer les diplomates russes est-elle vraiment incapable de provoquer la libération de Seurat, de Kautlmann et des autres ?

« CE QUE JE CROIS », de Jean Delumeau

N'ayez pas peur

PAR les temps qui courent, les voix serinent se font rares dans l'Eglise : d'où la bonne surprise que constitue la publication de *Ce que je crois* de Jean Delumeau. L'historien du Pâché et de la Peur (1) a une manière bien à lui de dire ce qui va et ce qui ne va pas. Son registre est celui de la confiance chrétienne, plus que de la pétition militante. Et son affection pour l'Eglise n'a d'égal que sa crainte d'un retour à une mentalité préconceptrice, celle de la « cité asséchée ».

Jean Delumeau est fasciné par l'infiniment grand et l'infiniment petit. Sa foi prend racine dans cet espace qui sépare Newton et François d'Assise. La science moderne, dit-il, ne nie pas Dieu : au contraire, elle accroît la part du mystère. « Science et religion s'épaulent mutuellement ».

Sa théologie n'est pas celle du Dieu tonnant et triomphant qui, pendant des siècles, a régné sur les consciences occidentales, mais celle d'un Dieu qui aime et respecte profondément la liberté de l'homme. Et c'est au nom même de cette liberté qu'il retourne au pape son propre appel : « N'ayez pas peur ».

N'ayez pas peur de reprendre hardiment la marche en avant de l'occidentalisme. Attaché à l'unité des chrétiens dont l'historien connaît toutes les vicissitudes, Jean Delumeau ne croit pas que les divergences de conception sur les ministères avec les protestants soient suffisantes pour reculer l'heure des retrouvailles.

N'ayez pas peur des expériences conjugales qui ne sont pas celles de la morale familiale et sexuelle de l'Eglise, mais n'en contribuent pas moins à une maturité différente du couple. Cet heureux grand-père n'est pas choqué par les mariages à l'essai. Il sort de ses gonds l'unique fois devant l'attitude de l'Eglise sur la contraception artificielle, qu'un gouvernement globaliste a condamné globalement, sans en avoir discuté, notamment avec les femmes.

N'ayez pas peur, enfin, de l'avant-garde théologique en Amérique latine ou en Asie. Jean Delumeau est convaincu que les Eglises ont une formidable carte à jouer sur le terrain de la lutte pour les droits de l'homme, la justice sociale et le développement. Entre marxisme et capitalisme, entre totalitarisme et réaction, entre Juarez et Pinochet, les chrétiens ne manquent pas de raisons de crier. « Il y a », dit l'auteur, « de leur crédibilité dans le monde actuel et de la fidélité à leur idéal spirituel ». Ce doux professeur ne désigne pas, au nom de sa foi, les engagements les plus radicaux !

HENRI TINCO.

(1) J. Delumeau, qui est professeur au Collège de France, a également écrit *La Peur en Occident et le Pâché et la Peur*.

★ Ce que je crois, de Jean Delumeau, Grasset, 360 p., 89 F.

Dans le marché syrien, où tout a un prix, la France est-elle prête à mettre en jeu toute son influence morale, culturelle, commerciale, financière, diplomatique et même militaire pour sauver sa dignité et les idées que défendent Seurat et Kautlmann, devenus hommes-symboles ? (...)

A quoi sert-il de parler aujourd'hui de dissuasion nucléaire quand on n'arrive, hélas, même pas à dissuader les plus lâches des groupuscules ? Quand on n'a même plus le courage de traiter à pied d'égalité avec un Etat du Proche-Orient ?

La peur... Ce fléau occidental ne libère pas les Français détenus ou à détenir. Dans le monde de la terreur, plus précisément en Orient, on admire les courageux, de quelque couleur qu'ils soient. On les craint, et on finit par les aimer. Cette psy-

choïe, la France continuera-t-elle à l'ignorer ?

ANTOINETTE DAHER,
médecin, Saint-Mandé.

Exécution

C'est à tort qu'un de vos lecteurs, dont la lettre a été publiée le 30 octobre, vous reproche d'employer le terme « exécuter » pour désigner — comme les journaux télévisés — la mise à mort d'otages. *Le Petit Robert* donne, en effet : « Par extension : Faire mourir pour se venger. Exécuter, assassiner, tuer. *Bandides qui exécutent un mouchard* ». Et la récente 2^e édition du *Grand Robert* : « Par extension. Faire mourir, sans jugement. Exécuter froidement, sauvagement quelqu'un » (c'est exactement notre cas !). (...)

J.-J. HEMARDINQUER,
maître-assistant à l'HEROS.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. 42-46-72-23

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société :

cinquante ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

500.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur :

Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

Imprimerie

du « Monde »

1, rue du Louvre

75001 Paris

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 290 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2 - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 890 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : avis par lettre.

Provisions (deux semaines ou plus) : nos

abonnés sont invités à formuler leur

demande au moins une semaine avant leur

départ. Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les sous-projets en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie,

400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche,

17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$;

Côte d'Ivoire, 318 F CFA ; Danemark,

7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,20 \$;

G.-B., 60 p. ; Grèce, 80 dr. ; Hongrie, 80 p. ;

Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,350 \$;

Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 8,00 kr. ;

Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Suède,

336 F CFA ; Suisse, 3 fr. ; Suisse, 1,80 \$;

Yugoslavie, 110 din.

Depuis le 4 novembre 1985
L'équipe éditoriale du MONDE se regroupe :
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

هكذا من الأصل

étranger

EUROPE

Italie

EN DÉPIT DE SES PROPOS SUR LE TERRORISME PALESTINIEN M. Craxi obtient une large majorité au Parlement

De notre correspondant

Rome. — Que le succès de la procédure de conciliation intervienne entre les cinq partis de la majorité italienne doit d'abord à la raison qu'à l'amour, on en a eu la preuve le mercredi 6 novembre, lors du débat de confiance devant le Parlement. Le premier ministre socialiste, M. Bettino Craxi, était en train de répondre aux différents intervenants lorsque, à propos de l'OLP, il se laissa aller à exprimer très franchement sa pensée : « La lutte armée et le terrorisme sont des méthodes de violence innocentes et ne résoudront pas le problème palestinien ; mais je n'en conteste pas la légitimité ». La première exclamation indignée partit-elle des bancs du Mouvement social italien (extrême droite) ou d'un éminent représentant du Parti républicain, membre de la majorité ? Toujours est-il que le grandement s'en alla au point que le président de l'Assemblée, M. Nide Jotti, dut lancer un rappel à l'ordre.

Le président du conseil, qui a le goût de la provocation, appela alors les grands ancêtres à la rescousse : « Lorsque Giuseppe Mazzini (1), dans sa solitude, se morfondait pour une Italie unifiée, libre, noble, religieuse, idéaliste, il envisageait tout à fait des assassinats politiques. Quand on veut libérer son pays de l'occupation étrangère, on a le droit de recourir à des armes et à aller contre l'histoire ». L'impensable arriva : aux applaudissements des socialistes se joignirent ceux, acérés, du PC et de l'extrême gauche ! Qu'allaient faire les républicains, par qui la crise avait été ouverte le 16 octobre à propos de la politique moyen-orientale du gouvernement ? Un de leurs représentants déclara, dans la salle des pas perdus, que son parti ne se reconnaissait pas dans les propos du M. Craxi ; mais il ajouta qu'il voterait cependant le document signé par les cinq partis de la majorité, sur quoi portait la question de confiance. Quant aux démocrates-chrétiens, ils firent savoir qu'ils approuvaient la déclaration d'ouverture du premier ministre, celle prononcée l'avant-veille !

Le record de longévité

Sur le devant de la scène restent donc aujourd'hui deux forces symbolisées par deux hommes : la démocratie chrétienne, conduite par M. De Mita, son secrétaire général, et le PS avec M. Craxi, bien décidé à démontrer qu'il ne sera pas l'otage des partenaires de sa majorité.

Cela confirme la situation nouvelle créée par M. Craxi : depuis quarante ans, l'Italie politique se résumait à un seul parti campé au beau milieu de la scène : la DC, avec un autre bloc énorme, le PC, respecté, mais installé dans les coulisses du pouvoir, sans véritable espoir de mener le jeu dans le contexte occidental contemporain. Les socialistes sont venus troubler cette belle ordonnance.

Comment l'un et l'autre des deux grands chercheront-ils à l'avenir à se débarrasser de ce remuant troisième larron ? La DC et le PC tiennent l'un et l'autre leur congrès au printemps. Les démocrates-chrétiens devraient en sortir « regonflés » à bloc, après leur traversée du désert de ce début des années 80. Les communistes réussiraient-ils, eux, à dépasser leurs cruelles incertitudes stratégiques actuelles ? En attendant, M. Craxi s'apprête à fêter, le 14 novembre, le record de longévité ministérielle de la République italienne.

JEAN-PIERRE CLERIC.

(1) Mazzini, patriote italien du dix-neuvième siècle, qui milita pour la libération et l'unification de l'Italie.

Pologne

Le général Jaruzelski devient chef de l'Etat Titre nouveau, problèmes anciens

Après avoir occupé pendant quatre ans et demi le poste de premier ministre, le général Jaruzelski a troqué cette charge pour celle de président du Conseil d'Etat. Il conserve naturellement son autre casquette, de très loin la plus importante, celle de premier secrétaire du parti. Ce changement d'attribution a été enregistré mercredi 6 novembre par la Diète nouvellement élue, en même temps qu'une redistribution des cartes et des fonctions qui devrait être complétée dans les prochains jours par une modification du gouvernement.

En quittant la direction du gouvernement pour celle du Conseil d'Etat, le général Jaruzelski donne une importance accrue à un organisme dont le rôle était plutôt formel et qui était présidé par un personnage d'importance secondaire, M. Jablonski. A l'inverse, le poids relatif du gouvernement, désormais conduit par M. Zbigniew Messner, jusqu'à vice-premier ministre, pourrait s'en trouver diminué.

Cette nouvelle répartition des rôles met fin à une anomalie. La Pologne rejoindrait la cohorte des pays socialistes où le chef du parti exerce aussi les fonctions protocolaires de chef de l'Etat (avec les deux exceptions que sont la Hongrie et, depuis peu, l'URSS). Le général Jaruzelski voudrait-il aller au-delà, et devenir un jour un véritable « président » ? On lui prête depuis longtemps cette intention, d'autant que ce serait là un moyen d'opérer un rapprochement au moins formel, avec les institutions de la Pologne d'avant-guerre, et le général Jaruzelski aime assez exploiter cette veine. On n'en est pas encore là. Mais on remarque tout de même que la composition du Conseil d'Etat, élu le 6 novembre, est renouvelée et que des proches du premier secrétaire y apparaissent désormais en grand nombre. Parmi les quatre vice-présidents, qui représentent traditionnellement les divers « courants politiques » associés au pouvoir, M. Borucki, un proche parmi les proches, qui occupe la place réservée au parti. D'autre part, depuis les modifications constitutionnelles qui ont été introduites il y a deux ans, c'est désormais le président du Conseil d'Etat — donc le général Jaruzelski — qui a le privilège de déclarer seul l'état de guerre ou l'état d'urgence ; plus besoin de convoquer

le secrétaire du comité central, où il coifferait le même secteur — occupant la place laissée vacante par M. Milner, mis sur la touche après l'assassinat, en octobre 1984, du père Popieluszko par des membres de la police politique.

Déconfiture de M. Rakowski

Mais dans tout ce remue-ménage, l'événement peut-être le plus significatif, c'est la déconfiture de M. Rakowski, qui vient d'être élu vice-président de la Diète. Pour occuper ce poste de troisième ordre, l'intéressé devra abandonner ses fonctions de vice-premier ministre, et aussi ses ambitions et son goût du pouvoir.

Le départ de M. Rakowski, c'est un peu la fin d'une époque, car il a longtemps été considéré comme la cheville ouvrière de l'équipe Jaruzelski (il était aussi le protecteur de porte-parole du gouvernement, M. Urban, dont le sort devient désormais incertain). C'est aussi l'échec personnel d'un personnage toujours considéré avec suspicion par les hommes de l'appareil, mais qui, en dépit de son aura d'ex-« libéral », s'était fait détester par une bonne part de la population. Son goût de l'engagement personnel et des projections l'avait d'ailleurs conduit à affronter en public, et sans grand succès, des hommes comme Lech Walesa. Mais il a surtout totalement refusé dans ce qui devait être la tâche essentielle de l'ancien rédacteur en chef de *Polityka*, lié par ses proches aux milieux artistiques : gagner les intellectuels et les créateurs à la cause du pouvoir.

M. Rakowski, profondément blessé de n'être pas reconnu à sa juste valeur par les intellectuels indépendants, avait adopté un comportement vindicatif, et avait d'ailleurs pu mesurer son impopularité lors des dernières élections. C'est lui, parmi toutes les personnalités

placées sur la liste unique des candidats qui avait recueilli le moins de voix. Par parenthèse, M. Rakowski semblait éprouver des sentiments de rancœur particulière à l'égard de la France, et sa perte d'influence pourrait être bénéfique aux relations officielles entre Varsovie et Paris.

Autre disparition, autre symbole : M. Stanislaw Kania, l'ancien premier secrétaire du parti, délogé à l'automne 1981 par le général Jaruzelski, quitte l'un des derniers postes qui lui restaient — un siège au Conseil d'Etat (il reste cependant député).

Quant au général Jaruzelski lui-même, sa position apparaît, au contraire, plus solide que jamais, et il va pouvoir s'atteler à la préparation du congrès du parti, prévu pour l'an prochain. Associé au pouvoir dès 1968, en tant que ministre de la Défense, nommé premier ministre en février 1981, premier secrétaire huit mois plus tard, l'homme qui imposa l'état de guerre à son pays — pour le sauver — ajoute un nouveau titre à sa panoplie.

Est-il pour autant au bout de ses peines, lui qui ne rêve que de normalisation ? Pourquoi a-t-il fallu que le jour même de son élection, M. Lech Walesa se rappelle à son bon souvenir en refusant de rendre à une nouvelle convocation du procureur, en dépit des six policiers qui avaient fait irruption chez lui ? M. Walesa était prié de rendre des comptes sur ses récentes déclarations par lesquelles il mettait en doute les résultats officiels des dernières élections, et communiquait les chiffres établis par Solidarité. Un médecin a certifié qu'il n'était pas en état de déposer. Ce n'est que partie remise, évidemment, mais c'est aussi un signe, parmi tant d'autres, que le général Jaruzelski a encore bien du pain sur la planche.

JAN KRAUZE.

URSS

Les chefs de l'armée et du KGB en vedette lors des cérémonies anniversaires de la révolution d'Octobre

De notre correspondant

Moscou. — Le maréchal Sokolov, ministre de la Défense, a affirmé ce jeudi 7 novembre que la situation internationale était « compliquée » et que le « danger de guerre » s'accroissait en raison de l'attitude des « milieux impérialistes agressifs ». Le maréchal prononçait du haut de la tribune du mausolée de Lénine sur la place Rouge en présence de la direction soviétique au complet, M. Gorbatchev en tête, le discours traditionnel précédant le défilé militaire à l'occasion du cinquante-huitième anniversaire de la révolution d'Octobre. « Un nouveau volet de la course aux armements nucléaires ouvert actuellement par les Etats-Unis, ainsi que leurs projets de militariser l'espace sont particulièrement dangereux », a déclaré le ministre de la Défense. « Par ses propositions constructives et par ses nouvelles initiatives de paix, y compris la mise en application d'importantes mesures unilatérales, l'Union soviétique manifeste sa volonté sincère d'éviter le danger de catastrophe nucléaire, d'assainir le climat international », a-t-il ajouté.

Le maréchal Sokolov a encore annoncé que la direction actuelle était décidée à « renforcer inlassablement la puissance économique et défensive de l'Etat, ainsi qu'à doter les forces armées de l'URSS de tout le nécessaire. Nous ne permettrons pas qu'on brise l'équilibre militaire stratégique entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, entre l'organisation

du pacte de Varsovie et l'OTAN », a-t-il affirmé.

Le défilé militaire lui-même n'a guère apporté d'éléments nouveaux par rapport à la grande parade qui avait marqué le 9 mai dernier le quarantième anniversaire de la victoire de 1945. On avait pu voir ce jour-là, pour la première fois, des SS-21. Ces missiles tactiques, d'une portée de 120 kilomètres, montés sur des châssis à six roues, ont été à nouveau présentés ce jeudi. Longs de 9,44 mètres, les SS-21 peuvent emporter une charge d'environ 200 kilogrammes et auraient une précision d'environ 300 mètres ; ils sont donc essentiellement une arme du champ de bataille, à la différence des SS-20 qui peuvent, eux, atteindre des cibles à plus de 4000 kilomètres. Comme chaque année depuis l'invasion de l'Afghanistan, les ambassadeurs occidentaux en poste à Moscou avaient bondé le défilé.

C'est à M. Victor Tchekoulov, président du KGB et membre du Politburo, qu'avait été échu l'honneur de prononcer mercredi, au Kremlin, le discours commémoratif « civil » pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre. Il a réuni l'exploit de ne jamais évoquer les tâches spécifiques du KGB, développant assez longuement, en revanche, le caractère « pacifique » de la politique étrangère de l'URSS. A propos du sommet de Genève, il a réaffirmé « la grande importance » de cette rencontre. La direction soviétique, a-t-il dit, « fait tout pour que celle-ci aboutisse à des résultats tangibles et concrets ».

bles et ouvrera à Genève pour une solution pacifique, et constructive des problèmes les plus cruciaux de notre époque ».

En politique intérieure, le président du KGB s'est montré disciple fidèle de M. Gorbatchev, qu'il a cité à plusieurs reprises et qu'il s'est souvent contenté de paraphraser. M. Tchekoulov est cependant allé plus loin que le secrétaire général ne le fait habituellement, dans l'évocation des « retards » accumulés pendant l'ère brejnevienne. Il a parlé d'un « ralentissement de la croissance de la productivité » et de divers phénomènes négatifs « qui avaient alors pu être constatés. L'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev a évidemment été présentée par le président du KGB comme un tournant vers le mieux. On peut voir déjà, a-t-il dit, qu'il y a « davantage d'ordre, de discipline et de responsabilité civique ».

M. Tchekoulov a souligné qu'on tiensse davantage compte des besoins de la population. « Il faut supprimer le diktas du producteur sur le consommateur », estime-t-il. Il a également reproché certains thèmes chers à M. Gorbatchev tels que la « publicité » ou plus exactement une meilleure information du public sur les décisions qui le concernent. Il a enfin appelé à intensifier la lutte contre « les dilapidations, les malversations, les pots-de-vin, les vols et le vandalisme » et, de façon plus générale, à un renforcement de la « santé morale » du pays.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

DIPLOMATIE

LA CONFÉRENCE DE HANOVRE

Dix plans sur la comète Eurêka

La conférence ministérielle consacrée à Eurêka s'est terminée, le mercredi 6 novembre, à Hanovre, sur des résultats plus positifs qu'on ne le prévoyait. Les dix-huit pays participants et la Commission européenne, après avoir adopté le projet de charte d'Eurêka, se sont notamment mis d'accord sur dix projets précis qui vont être immédiatement mis en œuvre. Ils se sont également entendus pour la mise en place d'un secrétariat « de petite envergure et souple » dont il reste cependant à préciser la composition d'ici au 31 janvier 1986. Autre problème en

suspens, et qui devra être résolu avant la prochaine conférence ministérielle prévue pour la fin mai au Royaume-Uni : quel droit de regard accorder sur un projet particulier à ceux des dix-huit qui n'y participent pas mais dont les intérêts pourraient être affectés ? Sous prétexte d'encourager la coopération technologique, deux ou trois Etats de la CEE ne vont-ils pas risquer, par le biais d'Eurêka, de porter préjudice à d'autres membres du Marché commun ?

L'ensemble des dix projets rendus publics représente un effort d'investissement global d'un peu plus de 2,1 milliards de francs, selon des estimations encore très imprécises, et sur une période d'environ cinq ans. Le plus ambitieux d'entre eux doit permettre de développer tout un système d'outils entièrement automatisés, utilisant les possibilités de la transmission par fibre optique et des lasers aussi bien dans la découpe des matériaux que dans les traitements des surfaces ou le guidage des éléments d'assemblage. Montant des investissements envisagés : 500 millions de francs. Trois firmes, française (la Compagnie générale de production du groupe Compagnie générale d'électrique), italienne (Comau, filiale de Fiat) et suisse (LASAG), y sont associées.

Un mini-ordinateur européen

Tout aussi intéressant à constater pour l'avenir d'Eurêka, aucun des dix-huit pays représentés à la conférence n'a voulu rester en marge de la liste de projets présentés. Le projet britannique d'ordinateur personnel à vocation éducative réunit l'anglais Acorn, le français Thomson et l'italien Olivetti. Il s'agit de mettre sur le marché un mini-ordinateur européen normalisé et évolutif pour les applications éducatives et les utilisations grand public.

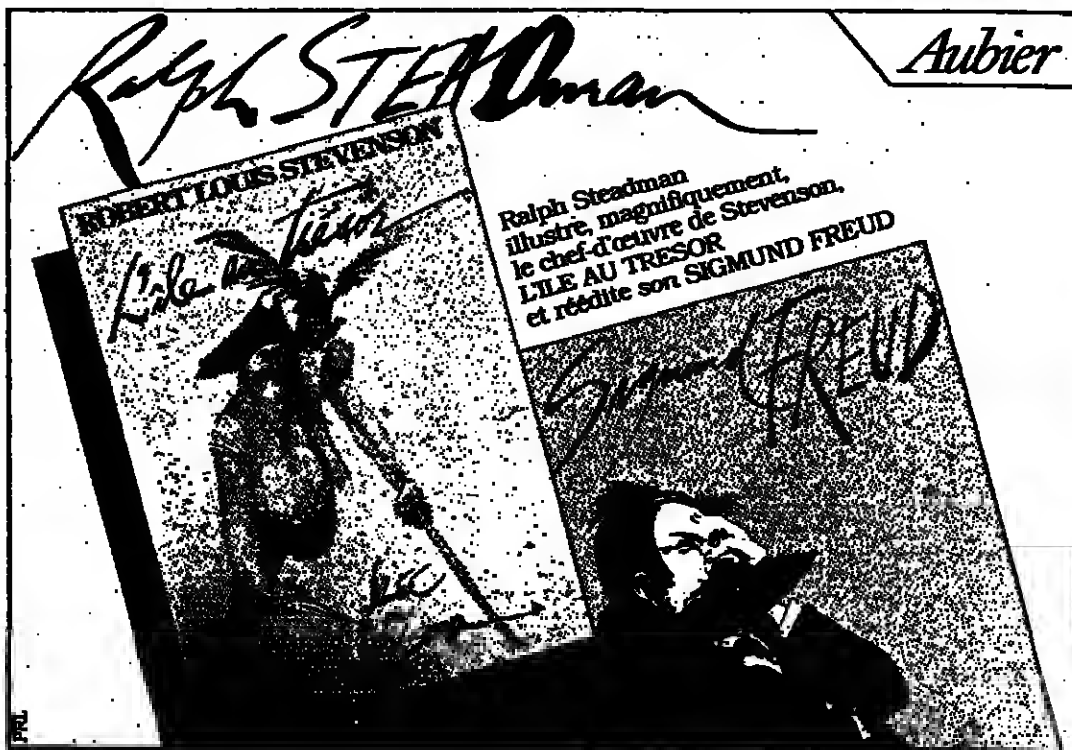
Deux firmes, française et danoise, la Lyonnaise des eaux et De Danske Sukkerfabrikker, vont travailler au développement de membranes perfectionnées qui seront utilisées dans les centrales d'épuration, système pour lequel les Pays-Bas ont fait connaître leur intérêt. Deux firmes, française et norvégienne, Matra

Data Systeme et Norsk Data, vont travailler de concert à un calculateur vectoriel compact. Solems, filiale du groupe Total, et MBB, la principale firme ouest-allemande, ont l'intention de développer les applications du silicium amorphe, matériau utilisable aussi bien dans les capteurs solaires que pour les écrans de visualisation extrêmement plats, importants pour la navette Hermès, par exemple.

L'Espagne et la Grande-Bretagne ont annoncé la conclusion d'un accord pour la mise au point d'un système de diagnostic « extrinsèque » perfectionné pour les maladies transmises sexuellement. Pas moins de six pays ont fait connaître leur intérêt pour le projet Eurêlaser présenté par la RFA et auquel sont déjà associés la France, l'Italie et la Grande-Bretagne, soit au total seize entreprises et plusieurs instituts de recherche. Le projet, également ouest-allemand, d'étude de la pollution atmosphérique regroupe cinq pays et la Commission européenne, cinq autres ayant exprimé à aussi leur intérêt.

A cette liste de projets déjà décidés devrait venir s'ajouter rapidement une autre série d'accords plus ambitieux encore, dont l'élaboration est déjà bien avancée. Ils incluent des domaines très importants comme les grands commutateurs numériques, les robots de sécurité civile ou encore le développement d'un superordinateur européen, dont la phase de définition devrait être prochainement lancée par Bull, Thomson et Iria du côté français, Siemens, Supramat, Krupp Atlas, Stollmann et GMD du côté ouest-allemand.

HENRI DE BRESSON.



EUROPE

L'Angleterre malade du racisme

(Suite de la première page.)

Telle une onde de choc, la violence des ghettos a été ressentie de haut en haut de l'échelle sociale. Du boutiquier pakistanais se lamentant devant les ruines de son échoppe jusqu'au palais de Buckingham, d'un prince Charles laisse, contrairement aux usages, filtrer son inquiétude, sans oublier le Parti travailliste confronté à l'urgence d'un « black power » en son sein même, tout le monde s'interroge.

Et d'autant plus que l'on connaît par cœur les éléments de base de la situation. Ceux-ci tiennent en trois formules simples dont la langue anglaise a le secret : *unemployment, bad housing, bad schooling*. Chômage, logements insalubres, déficit éducatif.

Et l'on reste désarmé devant une évidence : une communauté, celle des Antillais, les « Afro-Caribbeens », comme on les appelle ici, se refuse à jouer le jeu qui a permis au cours des siècles à d'autres couches sociales et ethniques de se faire une place dans la société britannique.

Divisée en castes plutôt qu'en classes, cette société fonctionne sur un modèle de juxtaposition de groupes sociaux et culturels qui se choient sans se mélanger. Les multiples barrières invisibles, mais profondément respectées, assurent à chacun un espace d'évolution propre. Pour peu qu'un groupe parvienne à se structurer, à dégager en son sein des élites, à se défendre contre les empiétements des autres, comme ce fut le cas dans les dernières décennies pour la classe ouvrière, il parvient à tirer son épingle du jeu.

Confiante dans sa capacité d'autorégulation, forte d'une expérience d'intégration de plusieurs vagues d'immigrants respectés des guerres continentales, ou sinistrés de la chute de l'Empire, la Grande-Bretagne voyait sans trop d'inquiétude, jusqu'à la fin des années 70, l'arrivée de sujets de Sa Majesté de toutes races et de toutes couleurs.

Juridiquement, il leur suffisait de poser le pied sur les îles Britanniques pour être considérés comme citoyens à part entière et disposer du droit de vote.

Un député conservateur d'extrême droite, M. Enoch Powell, s'est bien lancé, quelques années plus tôt, dans une violente campagne contre la politique libérale d'immigration des derniers gouvernements travaillistes, mais il est resté isolé. Il se reconvertisse bientôt dans la défense de la cause des unionistes d'Irlande du Nord, dont il est aujourd'hui le représentant à la Chambre des communes. Le « National Front », petit parti d'extrême droite passablement imprégné d'idéologie nazie, n'est pas jusqu'à ce jour parvenu à sortir de son statut groupusculaire, contrairement à son homologue français. On a été pas encore parvenu à rendre « fashionable » (à la mode) en Angleterre, le racisme de comptoir, qui pourtant s'exprime tout autant dans les pubs que sur les zines hexagonaux.

Malgré quelques frictions qui tenaient aux querelles de voisinage dans les quartiers mixtes - on supportait parfois mal les nuits entières de reggae troublant le week-end anglais traditionnel - il semblait que l'on s'accommodait d'une cohabitation sinon conviviale, du moins exempte d'affrontements violents.

Survint alors la crise économique, le chômage, M^{rs} Thatcher et sa morale du « chacun pour soi ». Il ne s'agit plus de s'enrichir dans un mouvement généralisé d'expansion, mais de préserver, autant que faire se peut, les avantages et les privilèges acquis. Les mécontents

d'auto-défense sociale se mettent à fonctionner à haut régime. La classe ouvrière se rassemble, pour quelques combats d'arrière-garde, comme la grève des mineurs en 1984, derrière ses trade-unions. Les immigrants les plus structurés, en provenance d'Asie de Sud-Est, d'Inde, du Pakistan, du Bangladesh, du Sri Lanka, du Chine, se protègent dans des structures familiales et claniques efficaces, et survivent grâce à leurs qualités de commerçants. Mais, en même temps que certains riches marchands sikhs parviennent à Rolls-Royce dans les rues de Kensington, la situation se dégrade pour les plus démunis, les habitants des bureaux d'aide sociale, les chômeurs à 20 livres 50 pence par semaine.

La solidarité nationale dans l'épreuve, qui fut le point fort des Anglais pendant la seconde guerre mondiale, trouve rapidement ses limites : elle a du mal, pour ne pas dire plus, à s'exercer en faveur de ces Antillais, citoyens britanniques à part entière ou droit, mais entièrement à part en fait.

« A la sud-africaine »

Le Père Austin Smith, qui vit depuis plus de vingt ans dans le sous-sol d'une maison de Toxteth, le quartier noir de Liverpool, est un témoin privilégié de cette évolution des mentalités. Cet ecclésiastique catholique appartient à l'ordre des passionnistes, créé tout exprès au dix-huitième siècle pour convertir les hérétiques anglicans. Aujourd'hui, cette mission s'est plus à

La communauté antillaise - 600 000 Noirs vivant en marge des grandes villes - est la principale victime du racisme rampant de la société britannique. Une poudrière qui risque d'exploser...

l'ordre du jour, et c'est en la main dans la main avec ses collègues de l'Eglise d'Angleterre qu'il tente de mener à bien une action sociale et pastorale dans le quartier déshérité de la ville du royaume la plus touchée par le chômage.

En effet, à Londres, à Liverpool, à Birmingham, la délimitation des villes en zones noires et en zones blanches est très stricte, sans pour autant qu'elle soit inscrite dans les plans d'urbanisme. Les choses se sont faites « naturellement », et l'on se retrouve avec des villes « en peau de léopard ». Il ne s'agit pas de grandes concentrations, parfois seulement quelques blocs de maisons, deux, trois rues, comme à Handsworth, à Londres, le très chic quartier de Chelsea jointe le ghetto noir de World's End, la « fin du monde », au-delà duquel on trouve à nouveau les cottages pimpants de la *middle class* londonienne.

Proximité, ici, ne signifie pas mélange, communication, échanges. La sociabilité s'arrête au voisin immédiat ou aux habitants du pub voisin, dont très peu ont une clientèle multiraciale.

Une blague que l'on se raconte dans les beaux quartiers, le dimanche, entre le gigot à la menthe et la tarte aux pommes, est révélatrice de cet état d'esprit. Un Anglais fait connaissance avec son nouveau voisin. Horreur ! il est pakistanais. Mais, politesse oblige, l'Anglais se présente : « Je m'appelle John Smith, j'ai quatre enfants, une Volvo, un salaire de 20 000 livres par an, et vous ? »

« Moi de même, répond le Pakistanais, j'ai une voiture, un bon salaire, une belle maison, mais je suis supérieur à vous. »

« Comment cela ? s'offusque le Britannique. »

« Je n'ai pas de voisin pakistanais ! »

De cette anecdote, il faut aussi remarquer que le ressort humoristique serait brisé si, au lieu d'un Asiatique, elle mettait en scène un Antillais : il y manquerait le grain de vérité semblant faire d'une histoire bête et raciste une histoire drôle - quelque chose de plus.

Pour quelque temps encore, les six cent mille Antillais qui habitent les îles Britanniques semblent condamnés, selon l'expression du Père Austin Smith, à « stagner sur le dernier barreau de l'échelle ». Venant de pays sans forte conscience nationale comme la Jamaïque (60 % des immigrants) ou de la poussière d'Iles formant les Indes occidentales, ce sont des déracinés historiques. Objet jadis du « commerce triangulaire », les esclaves noirs ont des descendants qui se retrouvent, quelques générations plus tard, sans autre référence que leur appartenance physique d'abord, culturelle ensuite, à un monde disparu : celui où la couronne britannique régnait, imposait sa loi et ses mœurs, durcissant parfois, mais protégeant aussi ses sujets.

Le « ras-le-bol » policier

« On appelle encore « Immigrants » des Noirs qui sont ici depuis trois générations, poursuit le Père Austin Smith, il en résulte un immense malentendu, un hiatus entre des gens qui pensaient trouver ici une patrie évidente et le rejet dont ils font l'objet... »

Le durcissement des rapports sociaux n'a pas laissé suffisamment de temps aux afro-caribbeens pour se forger un appareil politique et social efficace. Une élite politique antillaise commence, certes, à émerger - incarnée par exemple par Bernie Grant, qui devrait être le premier député noir à siéger sur les bancs travaillistes à la chambre des Communes lors du prochain renouvellement du Parlement - mais elle évolue sur le fil du rasoir.

La « notabilisation » d'une élite noire porte en elle les germes de son rejet par une communauté qu'elle est censée représenter et défendre. Les jeunes de Brixton ou de Handsworth mettaient, au lendemain des émeutes, dans le même sac les policiers honnêtes et les dirigeants communautaires, qu'ils accusaient de « faire carrière en exploitant leur misère ».

Peu à peu depuis 1981, le problème social des ghettos s'est transformé en un problème purement policier. Faute de régulation interne, la communauté antillaise se trouvait réduite, pour survivre, à affronter quotidiennement les représentants de l'ordre, le plus souvent le bobby chargé de maintenir un minimum de légalité.

« Nous préférons quelques entorses à la loi plutôt que des émeutes. » Telle était, depuis la publication, début 1982, du rapport Scarman, la ligne de conduite des policiers dans les quartiers noirs. De fil en aiguille, ce laisser-faire bonasse est devenu de plus en plus dur à assumer par les policiers sur le terrain. M. Anthony Judge, porte-parole de la toute-puissante Police Federation, syndicat unique des bobbies, se fait l'avocat de ce ras-le-bol policier. « Comprenez-nous, plaide-t-il, nous en avons assez d'être insultés dans des quartiers où les trafiquants de drogue font la loi. Les héros de ces émeutes, le modèle qu'ils veulent tous imiter, c'est le gros dealer en Mercedes... »

Anthony Judge, pourtant, n'a rien d'un support de l'extrême droite. Il est conseiller municipal travailliste d'un faubourg de Londres, et il s'oppose par exemple à une extension, comme cela est le cas dans d'autres pays d'Europe, d'unités spéciales anti-émeutes au nom de la tradition-

nelle polyvalence du policier britannique. Mais, aujourd'hui, il ne peut que se faire l'écho du traumatisme subi ces dernières semaines par ses collègues. La mort atroce d'un policier à Tottenham - les émeutiers voulaient le décapiter - et le fait d'avoir à subir sans bouger des assauts au cocktail Molotov et aux jets de briques pendant les soirées chaudes ont définitivement brouillé la base policière avec la pratique douce de la *community policing*, où on leur demandait d'être tout à la fois des gardiens de l'ordre et des travailleurs sociaux.

Le gouvernement de M^{rs} Thatcher, par la voix du ministre de l'Intérieur, M. Douglas Hurd, a eu tôt fait de relayer le discours musclé des policiers. La seule réponse qui n'est pour l'instant apportée aux émeutiers des faubourgs a été celle de la force, de la réaffirmation de la primauté de la loi et de l'ordre sur la justice sociale. On se prend même à

réver, dans les milieux toriers à un « effet Brixton » qui se substituerait dans l'opinion, à l'« effet Mau Mau », qui n'a si bien réussi à M^{rs} Thatcher, mais qui a fini par s'estomper dans l'opinion publique.

Cette manière de voir les choses n'est pas celle, on s'en doute, de l'homme de terrain qu'est le Père Austin Smith : « Les remèdes qu'on veut appliquer ne tiennent pas compte d'une donnée fondamentale : tous ces gens, à Toxteth ou ailleurs, sont dépossédés de la moindre parcelle de pouvoir. Au lieu d'envoyer des policiers, on devrait leur donner plus de responsabilités. Sinon, la réponse qu'ils apporteront à M^{rs} Thatcher sera à chaque fois plus violente. Les gens d'ici regardent la télévision, et ce qui se passe en Afrique du Sud leur donne des idées... »

LUC ROSENZWEIG.

A TRAVERS LE MONDE

CHILI

Deux jours de « protesta » : trois morts et neuf cents arrestations

Santiago-du-Chili. - Trois personnes tuées par balles, quarante blessées et six cents arrestations : tel est le bilan de la deuxième journée de « protesta », mercredi 6 novembre, contre le régime Pinochet. Des policiers et des unités de l'armée de l'air à bord de véhicules blindés ont ouvert le feu dans la capitale, tandis que des hélicoptères larguaient des grenades lacrymogènes. L'armée est également intervenue en force à Arica, à la frontière avec le Pérou. De violents affrontements ont eu lieu à Concepcion, à Valparaíso, à Temuco, à La Serena, à Osorno, à Valdivia et à San Antonio, sur la côte. Les dirigeants du Commandement national des travailleurs (CNT), qui avaient organisé les deux journées de « protesta » avec le soutien des partis de gauche, ont remis, mercredi au ministère de l'Intérieur, une lettre réclamant la libération de six syndicalistes détenus. Ils ont été arrêtés ensuite devant le palais présidentiel. Plus de neuf cents personnes ont été appréhendées dans tout le pays en quarante-huit heures. - (AFP, UPI.)

VIETNAM

Des Américains associés aux recherches de disparus

Bangkok. - Pour la première fois, des Américains vont être associés, sur le terrain, à la recherche des militaires disparus pendant la guerre du Vietnam. Le 18 novembre, une équipe d'experts participera à des fouilles sur l'emplacement où s'est écrasé, en 1972, un bombardier géant B-52. Ils demeureront dix jours sur place. Deux mille quatre cent quarante-six Américains sont toujours portés disparus au Laos, au Cambodge et au Vietnam. Jusqu'ici les autorités vietnamiennes avaient refusé d'associer des Américains à leurs recherches sur le terrain. - (AFP, UPI.)

MAROC

Succès de l'emprunt pour le Sahara occidental

Dans un discours prononcé, le mercredi 16 novembre, pour le dixième anniversaire de la « marche verte » - celle de la population marocaine sur l'ancien Sahara espagnol - le roi Hassan II a annoncé que l'emprunt pour la mise en valeur de ce territoire lancé le mois dernier avait déjà permis de collecter 1,65 milliard de dirhams (1,32 milliard de francs), alors que l'objectif visé au départ était de 500 millions. Cet emprunt a été souscrit à hauteur de 35 % par les particuliers et de 65 % par les sociétés et les banques.

Le Maroc, a dit en substance le roi, recherche le dialogue avec l'Algérie au sujet du conflit saharien et a accepté toutes les propositions de bons offices, dont la dernière a été celle de l'Arabie saoudite. Mais ce dialogue, a-t-il ajouté, a été « gelé » de la part de l'Algérie. Le roi Hassan II a rejeté la demande de retrait de l'administration marocaine pendant le référendum, expliquant que, si une telle demande était satisfaite, il faudrait « armer les populations » favorables à Rabat pour faire face à la menace du Polisario équipé par l'Algérie. - (AP.)

GUINÉE-BISSAU

Arrestation du vice-président Correia

M. Paulo Correia, premier vice-président de Guinée-Bissau, a été arrêté, le mercredi 6 novembre, à Bissau, pour « activités portant atteinte à la sécurité de l'Etat ». Selon le Conseil d'Etat (au pouvoir), des preuves montrant la culpabilité de M. Correia, qui est le numéro deux du régime du président Jose Bernardo Viera, seront prochainement présentées. M. Correia, qui défendait également la portefeuille de la justice, avait joué un rôle-clé dans le coup d'Etat qui avait renversé le président Luis Cabral en 1980. Le chef de l'Etat l'avait nommé vice-président en mars 1984, à la suite de la disgrâce de M. Victor Saude Maria, alors premier ministre, qui avait été accusé de complot. - (Routier.)

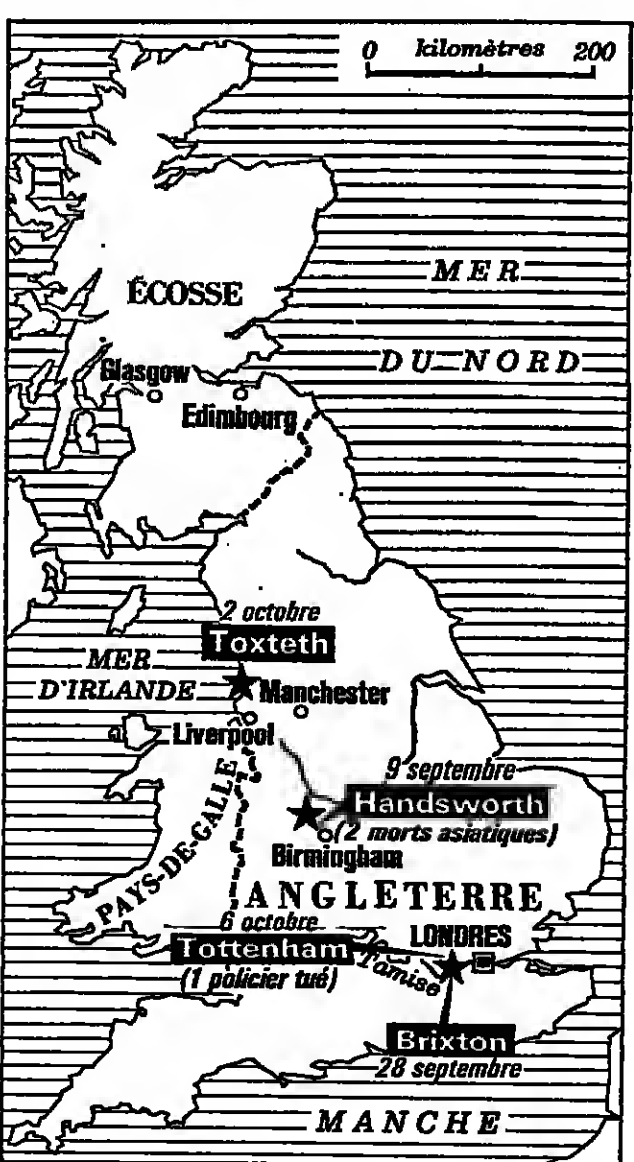
URSS

Un prêtre lituanien a échappé à une tentative d'assassinat

Rome (AFP). - Un prêtre catholique lituanien, unique membre encore en liberté du Comité [lituanien] d'Helsinki, a échappé de peu à la mort l'été dernier après avoir été battu, ligoté et jeté dans un étang par des inconnus, a-t-on appris dans les milieux religieux européens à Rome. L'abbé Vladas Stakenas, un homme robuste de cinquante et un ans, est le curé de la paroisse de Krokelauskas, village de quelques centaines d'habitants dans le sud de la Lituanie. Dans la nuit du 22 août dernier, il a été réveillé par deux femmes, venues à bord d'un taxi, qui lui ont demandé de se rendre au chevet d'une malade.

Sorti du village, le taxi s'est arrêté à l'improviste pour embarquer deux hommes sortis des buissons. Il est reparti, pour s'arrêter dans un endroit isolé. Les deux hommes ont frappé le prêtre, l'ont ligoté et le croyant mort, l'ont jeté dans un étang - un scénario qui rappelle fortement celui dont fut victime en Pologne l'abbé Popieluski. L'étang n'étant pas très profond, l'abbé Stakenas est parvenu à se traîner hors de l'eau. Le lendemain matin, il a été secouru par un jeune motard qui l'a conduit à un poste de police. Là, les fonctionnaires ont manifesté peu d'intérêt pour l'agression, qu'ils ont attribuée à des « hooligans ». Deux prêtres catholiques lituaniens, Leonas Sapota et Leonas Masulka, ont été assassinés au début des années 80. Les auteurs des deux meurtres n'ont pas été retrouvés.

LES ÉMEUTES DE SEPTEMBRE-OCTOBRE 1985



LE DISCOURS DU TRÔNE

Renforcement du maintien de l'ordre et poursuite des dénationalisations

De notre correspondant

Londres. - Le renforcement de la répression pour maintenir l'ordre, notamment après les récentes émeutes dans les grandes villes et les scènes de violence sur les stades de football n'ont pas empêché le ministre de l'Intérieur, M. Douglas Hurd, d'affirmer, de son côté, que l'annonce de nouvelles dispositions répressives n'avait pas pour but de « gagner des voix ». Mais la presse britannique n'a pas manqué de remarquer la coïncidence entre ce nouveau rappel d'une volonté de fermeté et les résultats des tout derniers sondages confirmant que cette façon d'insister sur les questions de sécurité est un gros atout pour le gouvernement et pour le parti conservateur, qui parvient à retrouver la première place perdue les mois précédents.

La lutte contre la drogue

Conformément aux indications fournies par M^{rs} Thatcher aussitôt après les émeutes, le gouvernement va présenter aux Communes un ensemble de projets de loi destinés à aggraver sensiblement les peines dans les cas de violence déjà prévus et à définir de nouvelles infractions, celle de « conduite désordonnée », par exemple, qui devrait permet-

tre à la police d'intervenir bien plus rapidement. D'autre part, la réglementation des manifestations et les conditions de leur naturalisation seront rendues beaucoup plus sévères. Dans la lutte contre la drogue, le gouvernement souhaite aussi innover pour que l'on puisse saisir les biens d'un trafiquant à moins que celui-ci ne puisse prouver qu'ils ne proviennent pas de son activité criminelle.

Dans le domaine économique, le gouvernement - pour compenser de nouvelles réductions d'impôt - entend accélérer sa campagne de privatisation. British Gas est la prochaine grande entreprise nationale sur la liste. Cette seule opération (évaluée à 8 milliards de livres) pourrait rapporter au Trésor plus que l'ensemble des dénationalisations déjà réalisées.

En politique étrangère, les négociations entre Londres et Dublin à propos de l'Irlande du Nord ont fait l'objet d'une motion particulière au moment où arrivait de nouveau dans la capitale britannique une délégation irlandaise pour ce qui pourrait être la dernière discussion avant l'annonce d'un accord.

FRANCIS CORNU.

فكرنا من الأصل

PROCHE-ORIENT AFRIQUE

Regain de tension à Beyrouth

De notre correspondant

Beyrouth. — Parce que l'accord entre les milices libanaises parrainé ou plus exactement imposé par la Syrie n'en finit pas d'être remis sur le métier, l'apaisement ou brusquement fait place cette semaine à un regain de tension et d'appréhensions. Excellent baromètre de la situation, le cours du dollar, après être revenu à la faveur des perspectives favorables de 18 à 16,25 LL, est remonté, quasiment en un jour à 17,50 LL. Certes on s'attendait de l'arrangement tripartite Amal (chilite), PSP (droze), Forces libanaises (chrétiennes), en gestation à Damas qu'une trêve, que l'on espérait voir atteindre le stade de la « semi-paix » : arrêt des hostilités sur les lignes de démarcation, accompagnement de la réouverture de plus d'une voie de passage entre les deux secteurs de Beyrouth. Personne n'osait croire que le Liban était à la veille de la paix. Mais cet essai de pacification était bon à prendre, même pour quelques mois.

en fait, en dépit des soubresauts et atermoiements des deux jours sensibles sur les lignes de démarcation et aux voies de passage intersectorielles fermées ce 7 novembre pour la première fois depuis plus d'un mois, les chances de voir l'accord de Damas finalement conclure prépondérantes. Le vice-

président syrien, M. Abdel Khad-dam, a pris vigoureusement les choses en main. Même si le PSP a exprimé des réserves, si Amal n'est pas seul maître au sein de la communauté chiite et si les sunnites finalement incités dans le processus par consultation tardive à Damas d'une partie de leurs dirigeants, sont réservés, le camp CAMP musulman a peu de choses à refuser à la Syrie. Le CAMP chrétien également : Les « Forces libanaises », ayant officiellement pour politique, après être redevenues un interlocuteur pour Damas.

De jouer le rôle d'alié sur et crédible, défendant, au prix d'une épreuve de force dans le camp chrétien, l'accord en voie de conclusion.

Les réticences du camp chrétien

Ce sont leurs exigences concernant notamment les pouvoirs du président de la République qui sont à l'origine de la relance de la tension. On croyait l'accord acquis et le voici remis en question : le président Amine Gemayel apparaît réticent et le parti phalangiste soutient le chef de l'Etat, mm. François et Chamsoun critiquant l'essence de l'accord (*le Monde* du 7 novembre).

Le fond du problème réside dans les termes mêmes de l'accord en ges-

tion. Dans l'immédiat, il instaure un cessez-le-feu garanti par Damas, sous l'ombrelle de son armée, mais sans la participation directe de celle-ci ni à Beyrouth, ni dans le reste du secteur chrétien, ni dans la montagne druze. Chaque milice préserve donc grosso modo son pouvoir et à tout lieu d'en être satisfait à court et moyen terme.

Pour l'avenir, l'accord définit les grandes lignes des nouvelles structures politiques du Liban fondées sur le principe de la décon-fessionnalisation. Mais ce n'est qu'un principe. Dans l'intervalle, le système confessionnel, codifié en 1943, est réaménagé dans le sens d'un réajustement des pouvoirs au détriment, en particulier, du président de la République.

Les compromis ont été tellement nuancés qu'on en arrive à des majorités de sept dixièmes et à une sorte de direction collégiale doublant pratiquement le président de la République.

Une solution tellement compliquée que même avec le maximum de bonne volonté et dans un pays sans grand problème, elle exigerait en permanence. De plus, il ne s'agit que de principes appelés à être mis en forme dans un texte constitutionnel. Chaque point pourrait être source de mille litiges qui, au Liban, s'expriment à coups de canons.

LUCIEN GEORGE

Algérie

Cent millions d'euros importés... malgré la surproduction

L'Algérie va importer dans les prochaines semaines cent millions d'euros... malgré une surproduction annoncée triplement il y a peu. Dans son édition du lundi 4 novembre, le quotidien *El Moudjahid* rappelle que, grâce à un important soutien financier de l'Etat à la production agricole, le problème numéro un des ménagères algériennes était résolu, du moins selon les statistiques. Cette année, l'excédent déposé était, en principe, de cinquante millions d'euros. Les sociétés nationales compétentes en la matière n'ont pu en stocker que quatre millions pour assurer la soudure entre les pontes d'été et celles de l'automne, d'où une pénurie depuis plusieurs semaines.

Il y a aussi une « indisponibilité » de viandes rouges. La production nationale stagne à 150 000 tonnes par an, soit 8 kilos par consommateur. Des importations supplémentaires sont annoncées pour pallier, là aussi, une pénurie qui « décourage » même « les bourses les mieux garnies », indique le quotidien.

Prochain retour de M. Boule-fika en Algérie ? — M. Abdelaziz Boule-fika, ancien ministre algérien des affaires étrangères, exilé en Suisse depuis cinq ans, et mis en cause par la Cour des comptes algérienne pour sa gestion passée, était présent, mercredi 6 novembre, à une réception offerte par l'ambassade d'Algérie en France. Il s'est rendu à New-York pour le quarantième anniversaire de l'ONU, avec un passeport diplomatique algérien, et serait sur le point de rentrer dans son pays pour se voir confier un poste important dans une organisation internationale.

TANZANIE : M. Salim Ahmed Salim est nommé ministre de la défense. — Au lendemain de sa prestation de serment, le nouveau président tanzanien, M. Ali Hassan Mwinyi, a rendu public, mercredi 6 novembre, la composition de son premier gouvernement, dirigé par M. Joseph Wariboba. M. Salim Ahmed Salim, premier ministre sortant et qui était l'un des candidats potentiels à la succession de M. Julius Nyerere, est nommé vice-premier ministre et ministre de la défense. Le ministre des affaires étrangères sortant, M. Benjamin Mkandawire, conserve ses attributions et M. Chagwa Mnyasa prend en charge les finances, l'économie et le Plan. Le deuxième vice-président et président de Zanzibar est M. Idris Abdul Wakil. — (Reuter.)

LE SOMMET DE MASCATE

Les monarchies du Golfe ont fait une timide tentative pour se rapprocher de l'Iran

De notre envoyé spécial

Masqate (sultanat d'Oman). — Le sixième sommet du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui s'est réuni du 3 au 6 novembre à Masqate, la capitale du sultanat d'Oman, en présence des souverains d'Arabie saoudite, du Koweït, du Bahreïn, du Qatar, d'Oman et des Emirats arabes unis, a été marqué par une timide et discrète tentative de rapprochement avec l'Iran. Au cours du précédent sommet, qui s'était tenu il y a un an à Koweït, les six chefs d'Etat du Golfe s'étaient mis d'accord sur la nécessité de mener des négociations de paix. Cette prise de position non équivoque en faveur de Bagdad disqualifiait d'emblée les dirigeants du CCG aux yeux de Téhéran qui ne pouvait que récuser toute médiation proposée par des Etats accusés de « faire partie intégrante du conflit ».

Le sommet de Masqate a voulu dissiper cette impression d'alignement sur un des belligérants en présence. Dès le début des travaux de la conférence préparatoire des ministres des affaires étrangères, chargés de préparer l'ordre du jour, divers propos officiels et officieux ont laissé apparaître la volonté d'inaugurer une nouvelle politique à l'égard du conflit du Golfe. Evitant, comme cela était d'usage dans le passé, de rejeter l'entière responsabilité de l'impasse sur Téhéran, le ministre omanais des affaires étrangères, M. Alacai, affirmait, au cours d'une conférence de presse fort remarquée, que l'unique objectif des pays du CCG était de « résoudre les problèmes que nous avons avec l'Iran dans notre intérêt commun ».

Pas de réajustement aux dépens de Bagdad

Dans la brève allocution qu'il a prononcée lors de la séance inaugurale du sommet, le sultan Qabous d'Oman est encore allé plus loin en invitant les dirigeants de l'Irak et de l'Iran « à faire preuve de souplesse », afin d'assurer le succès des diverses tentatives de médiation. Certains observateurs étrangers estiment que cette « petite phrase », qui sous-entend que l'Irak est autant responsable actuellement que l'Iran, trahit la volonté du souverain omanais et de ses pairs d'introduire désormais un « certain équilibre » dans leurs relations avec les deux pays en guerre. Il semble que les Etats du Golfe entendent désormais améliorer leurs rapports avec l'Iran, avec le secret espoir qu'ils pourront éventuellement infléchir l'intransigeance de Téhéran et l'amener à négocier à plus ou moins longue échéance un accord de compromis avec l'Irak.

Il ne faudra cependant pas attendre que ce « réajustement » s'effectue aux dépens de Bagdad. La déclaration finale publiée à l'issue des travaux du sommet ne fait aucune référence à l'Irak lorsqu'elle déplore « la récente escalade dans les eaux du Golfe qui constitue une menace à la sécurité et la stabilité de toute la

région, ainsi qu'à la liberté de la navigation dans le Golfe », bien que la plupart des observateurs jugent que ce sont les Irakiens qui ont déclenché cette escalade et qui sont mis en cause par ce texte. En revanche, l'Iran, et l'Iran seul, est invité à observer les résolutions 540 de 1983 et 552 de 1984 « qui expriment la position de la communauté internationale en ce qui concerne la liberté de navigation dans les voies d'eau internationales et la liberté de passage des navires de commerce en provenance ou à destination des ports des pays du CCG ».

Apparemment, l'absence de toute remarque désobligeante à l'égard de Bagdad est due au désir de la majorité du conseil de ne pas trop heurter les sentiments de ceux qui souhaitent que le sommet de Masqate, suivant l'exemple des sommets de Doha (1983) et de Koweït (1984), fasse la part belle à l'Irak, « pays membre de la Ligue arabe et à traditionnal des Etats du Golfe ». Interrogé avec insistance par les journalistes qui souhaitent savoir pourquoi l'Irak, qui est en grande partie responsable de l'escalade dans les eaux du Golfe, et des attitudes contre la liberté de navigation, n'est pas nommé dans le texte, M. Abdallah Bicharra, secrétaire

général du CCG, s'est réfugié dans des généralités, affirmant que l'important était de mettre fin à cette guerre qui « ruine nos pays ». « Tout ce que je peux vous dire, a-t-il dit, est que nous allons entreprendre des contacts aussi bien avec les Irakiens qu'avec les Iraniens, afin de savoir s'il existe un climat propice à des pourparlers destinés à mettre fin à l'hostilité ».

La déclaration finale attache également une grande importance à la lutte contre « l'escalade terroriste dirigée contre certains des Etats membres du CCG dans le but de miner leur stabilité ». Elle affirme que le sommet a débattu sur ce point une « stratégie de sécurité » que tous les pays du conseil sont invités à mettre en application. Aucune information n'a filtré sur les modalités de cette stratégie. On apprend cependant, de source officielle, que le Koweït refuse toujours de signer l'accord de sécurité qui prévoit le droit d'extradition et le droit de poursuite à l'intérieur du CCG deux mesures que le Parlement koweïtien juge anticonstitutionnelles. Le problème de la signature de l'accord semble donc avoir été ajourné au prochain sommet qui aura lieu à Abou-Dhabi en novembre 1986.

JEAN GUEYRAS.

Collection MONDES
EN DEVENIR
Direction : Edmond Jouve
L'ÉCHO DES MUTATIONS
ET DES ESPÉRANCES
DES PAYS
DU TIERS-MONDE
Berger-Levrault

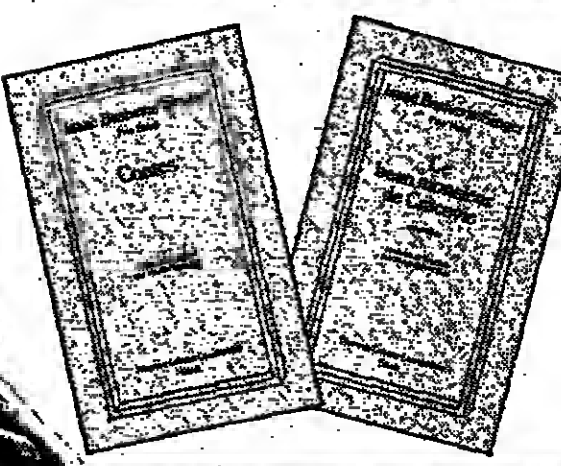
RECORD
PILIN
PICARD
LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !
3 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Étoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances
4, rue Saint-Sauveur, 75002 Paris. Tél. 233.44.85 +

ISAAC BASHEVIS SINGER

Prix Nobel

« C'est la vie quotidienne, ce sont des existences presque médiocres, mais illuminées tout à coup du dedans par toutes les magies de l'esprit... »

Jean d'ORMESSON, de l'Académie française



Stock

LES IDÉES DE LA RENTRÉE SONT CHEZ ROBERT LAFFONT

- Michel Drancourt et Albert Merlin
DEMAIN LA CROISSANCE
Collection Liberté 2000
- Bertrand Jacquillat
DESETATISER
Collection Liberté 2000
- Pascal Salin
L'ARBITRAIRE FISCAL
Collection Liberté 2000
- Philippe Sassier et François de Witt
LES FRANÇAIS A LA CORBEILLE
Collection Liberté 2000
- Jean-Marie Benoist
LES OUTILS DE LA LIBERTÉ
- Jacques Lesourne et Michel Godet
LA FIN DES HABITUDES
Collection Les images de l'avenir
SEGHERS



ROBERT LAFFONT

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P.
64, rue La Boétie - 563-12-66

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'ÉVRY (Seine-et-Marne)
Mardi 19 novembre 1985 à 14 h
UN APPARTEMENT
av. parking, bâtiment C3, 1^{er} et 2^e étages, 2, rue Talma - d'Arcueil à
CROISNE (Seine-et-Marne)
Mise à Prix : 70.000 F.
Consignation : 10.000 F. ench.
Rens. : SCP AROUN TRUXILLO, avocats, 4, bd de l'Europe à EVRY (91).
Tél. : 60-79-39-45.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE
le JEUDI 21 NOVEMBRE 1985 à 14 heures
UNE PROPRIÉTÉ À LA GARENNE-COLOMBES (92)
2, rue Crémieux - MISE À PRIX : 497.200 F.
S'adresser à M^{re} OLIVIER GOUJAT, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, demeurant à RUEIL-MALMAISON (92500), 2, rue de la Réunion - Tél. : 47-51-90-86 -
M^{re} WISLIN, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, demeurant à NEUILLY-SUR-SEINE (92200), 7, avenue de Madrid - Tél. : 47-25-30 - M^{re} BONDI DESCHLOEALX, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, demeurant à NANTERRE (92200), 35-60, boulevard du Coteau - Tél. : 47-21-57-05.

Vente sur publication judiciaire au Palais de Justice de VERSAILLES
le mercredi 20 novembre 1985 à 9 h 30
dépendant d'un ensemble immobilier
rue Georges-Lesclapart, numéro 5
à RAMBOUILLET (78)
1^{er} STUDIO - Mise à Prix : 155.000 F.
S'adr. à M^{re} CRIES COURTAIGNE, avocat, 32, av. de Saint-Cloud à VERSAILLES -
Tél. : 39-50-02-28 - M^{re} Jean-Michel REYNAUD, avocat à VERSAILLES, et à tous
avocats postulant près le T.G.I. VERSAILLES.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à CRÉTEIL
le JEUDI 21 NOVEMBRE 1985, à 9 h 30 - EN UN LOT
UN APPARTEMENT
de 3 pièces, au 6^e et 7^e étages, 2, rue de la République -
au 3^e et 4^e étages, emplacement de voiture au 2^e et 3^e étages, dans ens. immob.
1 à 5, RUE DU 18-JUIN-1940 - MAISONS-ALFORT (94)
à 11, cours des Juillottes
S'adr. à M^{re} CASTINEAU, MALANGEAU et
BOITTELE-COISSAU, avocats associés à PARIS-1^{er},
29, rue des Pyramides - Tél. : 42-60-46-79. Tous avocats près du Tribunal de Grande
Instance de CRÉTEIL. Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'ÉVRY (91)
Rue des Miroirs le mardi 19 novembre 1985 à 14 heures
IMMEUBLE à usage INDUSTRIEL
sur un terrain de 31 ares 24 centiares situé
Zone Industrielle rue Ampère
à IGNY (Seine-et-Marne)
MISE À PRIX : 3.000.000 F.
Consignation indispensable pour enchérir. Renseignements : SCP AROUN &
TRUXILLO, avocats, 4, bd de l'Europe à EVRY (91). Téléphone : 60-79-39-45.

Vente au Palais de Justice à PARIS, JEUDI 28 NOVEMBRE 1985, à 14 h
EN UN SEUL LOT
UN APPARTEMENT DE TROIS PIÈCES PRINCIPALES
cuisine, s. d'eau, w.c., rangements, C.V.E., emplacement pour VOITURE
AUTOMOBILE, dans un ensemble immobilier
65-69, RUE DUNOIS, PARIS (13^e)
Mise à Prix : 280.000 F - S'adr. M^{re} Marcel BRAZIER
avocat à PARIS (9^e), 178, boulevard Haussmann - Tél. : 43-62-39-03.

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de NANTERRE
le jeudi 21 novembre 1985 à 14 heures - En un seul lot
UNE PETITE PROPRIÉTÉ dénommée « ORGUEIL »
située sur le territoire de
FERRIÈRE-LA-VERRIÈRE (Orne)
MISE À PRIX : 150.000 F.
M^{re} GUILBERTAU, avocat au barreau des Hauts-de-Seine demeurant à
NANTERRE, « Le Vallon », 38, square de la Brèche-aux-Loups - Tél. : 42-60-48-09 -
M^{re} OUIZILLE, syndic, 72, avenue Georges-Clemenceau à NANTERRE - Au greffe
des Créés du T.G.I. de NANTERRE, où le cahier des charges est déposé.
Et sur les lieux pour visiter.

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de NANTERRE
le jeudi 21 novembre 1985 à 14 heures - En un lot
ENSEMBLE IMMOBILIER à us. INDUSTRIEL
comp. 2 bâtiments accolés, BÂTIMENT 1 à us. d'entrepôt édifié sur terrain plein d'un
r.-de-ch. et un étage. Bâtiment 2 à us. de bureaux et locaux sociaux édifié sur terrain plein
d'un r.-de-ch. et de 2 étages. 1, avenue Marcelle-Berthelot et av. de la Redoute, en ar.
à VILLENEUVE-LA-GARENNE (92)
BAIL COMMERCIAL - MISE À PRIX : 2.000.000 F.
Oltre le paiement d'une somme de 143.757,83 F au 30-3-85 à parer, montant des
charges de copropriété arriérées.
S'adr. et se rend. à M^{re} GUILBERTAU, avocat à NANTERRE, « Le Vallon »,
38, square de la Brèche-aux-Loups - Tél. : 42-60-48-09 - M^{re} OUIZILLE, syndic à
NANTERRE, 72, av. Georges-Clemenceau - Au greffe des Créés du T.G.I. de
NANTERRE, où le cahier des charges est déposé. Sur les lieux pour visiter.

Vente sur conversion de saisié imm. en vente volontaire au Palais de Justice de PARIS
Lundi 18 novembre 1985 à 14 h
En trente-cinq lots
3 LOCAUX COMMERCIAUX et 11 APPARTEMENTS
aux rez-de-chaussée, 1^{er} étage, 2^e étage, 3^e étage, 4^e étage, 5^e et 6^e étages ainsi que
8 CHAMBRES de SERVICE au 6^e étage
et 13 caves dans un immeuble sis à
PARIS-18^e - 49, rue Lepic
2, rue Tournaise - (OCCUPATION - Voir cahier des charges)
MISES À PRIX : 1^{er} lot : 40.000 F. - 2^e lot : 80.000 F.
3^e lot : 40.000 F. - 4^e lot : 100.000 F. - 5^e lot : 160.000 F.
6^e lot : 160.000 F. - 7^e lot : 160.000 F. - 8^e lot : 160.000 F.
9^e lot : 160.000 F. - 10^e lot : 130.000 F. - 11^e lot : 150.000 F.
12^e lot : 120.000 F. - 13^e lot : 140.000 F. - 14^e lot : 100.000 F.
Du 15^e au 25^e lot : 160.000 F. par lot. Du 26^e au 35^e lot : 1.000 F.
Renseignements : M^{re} F. SIMONNET, avocat à PARIS-1^{er}, 18 bis, boulevard Arago -
Tél. : 47-07-30-85, dépositaire d'une copie du cahier des charges - M^{re} Guy BERNARD,
avocat à PARIS-7^e, 37, rue de Lille - Au greffe du T.G.I. de PARIS, où le cahier des
charges est déposé. Sur les lieux pour visiter.

AFRIQUE

En visite à Paris

**M. JESSIE JACKSON
JUGE QUE LA FRANCE
JOUÉ UN « RÔLE ESSEN-
TIEL » DANS LA LUTTE
CONTRE L'APARTHEID**

« Les sanctions économiques contre l'Afrique du Sud ont eu de l'effet. Il faut maintenant peser de tout son poids pour les étendre. » Tel est le message que l'ancien ministre à ses interlocuteurs français M. Jessie Jackson, l'ancien candidat à l'investiture du Parti démocrate pour l'élection présidentielle américaine, qui est de passage à Paris cette semaine. Après un séjour à Londres, où il a participé à un grand rassemblement contre l'apartheid, le dirigeant noir devait être reçu, ce jeudi 7 novembre en fin de matinée, par M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures.

« Le mouvement de désinvestissement en Afrique du Sud a fait baisser le rand (la monnaie sud-africaine) et a obligé le gouvernement de Pretoria à prendre des mesures d'urgence », nous a déclaré M. Jackson, ajoutant : « Cela montre bien que les sanctions sont efficaces. »

Pour le révérend Jackson, qui est aux États-Unis l'un des principaux animateurs de la Rainbow Coalition, mouvement engagé activement dans la lutte contre l'apartheid, le rôle de la France est « essentiel » pour faire évoluer la position des autres pays occidentaux, et cela parce que la politique étrangère de la France est indépendante. « La position prise par le gouvernement de M. Mitterrand a été un défi pour le monde occidental, nous a-t-il dit. C'est une position moralement correcte. Les sociétés françaises qui travaillent avec l'Afrique du Sud, indique-t-il, doivent reconsidérer leur attitude. Et pour ce qui est du gouvernement français, je pense qu'il devrait tirer les conclusions logiques de sa position de principe, notamment pour éliminer tout contact militaire. »

« L'Afrique du Sud possède des Miroirs - et supprimer les achats occidentaux, c'est la terreur. Ceux qui commercent avec ce pays sont complices de cette terreur. »

M. Jessie Jackson condamne, d'autre part, les récentes mesures de censure frappant la presse internationale. « Les despotes ont besoin des médias », dit-il, tout en regrettant que M. Reagan continue de considérer M. Pieter Botha « comme un allié politique » pour la seule raison qu'il « n'est pas communiste ». Il souligne à ce propos : « Hitler, lui non plus, n'était pas communiste. Les pays occidentaux n'ont pas pour autant traité avec lui. »

M. L.

Guinée

« Pas de procès bâclé » pour les dirigeants de l'ancien régime. Le capitaine Facine Touré, ministre guinéen des affaires étrangères, a assuré, mardi 5 novembre, à Bamako, que les anciens responsables du régime Sekou Touré, aujourd'hui emprisonnés, étaient « en sécurité ». Des enquêtes sont actuellement en cours pour situer les responsabilités des anciens dignitaires, a ajouté le capitaine Facine Touré, affirmant, d'autre part, que le gouvernement guinéen ne fera pas de « procès bâclé ». - (Reuters.)

AMÉRIQUES

Colombie

Affrontement à Bogota entre l'armée et la guérilla

(Suite de la première page.)

Un étage plus bas, une femme membre du commando, dit-on, empêchée sous le feu de son arme les soldats de progresser. Une heure après la prise du bâtiment, qui a commencé mercredi à 11 h 40 (heure locale), un char Cascavel a défoncé l'un des murs du chantier qui jouxte le palais. Une centaine d'hommes en uniforme se sont alors précipités dans la brèche. Puis un hélicoptère a

Rouge déposé ses brancards à la verticale contre la façade du bâtiment où résonne la mitraille. Sur le frontispice, une phrase gravée dans la pierre, celle d'un général colombien : « Si les armes nous ont donné l'indépendance et les lois, dit un jour le général Santander, elles nous donneront aussi la liberté. »

Les guérilleros ne demandent pas la liberté. Sans doute ils ont baptisé leur opération du nom

des jours précédant l'opération. Visiblement, il s'attendait à un siège prolongé.

A la tête des guérilleros se trouve Luis Otero, l'homme des coups d'éclat, le quatrième dans la hiérarchie de l'organisation. Et aussi Andres Almarales, le responsable des fronts urbains. Il y a deux semaines, les deux hommes avaient failli réussir une autre action d'éclat : l'assassinat du chef d'état-major de l'armée, le

Lucho, le chef du commando :

« Nous ne nous battons pas pour prendre le pouvoir... »

« Je m'appelle Luis Otero. On m'appelle aussi Lucho. » L'homme, petit, sourit, de ses yeux fatigués. Il n'a pas dormi de la nuit. On nous a promis un rendez-vous avec un dirigeant du M 19 sans préciser avec qui. Après les précautions d'usage, la rencontre a lieu dans une cafétéria de Bogota. Le personnage qui sort de sa Renault 4 se présente aussitôt. Il demande un thé, c'est-à-dire un café noir, et répond à nos questions sur le Mouvement. Il ne cesse pas de sourire un seul instant. Quatre jours après, c'est lui qui a pris d'assaut le palais de justice à la tête d'un commando.

« J'ai quarante et un ans, dit-il, et j'ai toujours entendu parler de réforme agraire. Or il n'y en a jamais eu. » Lucho ne croit à aucune des promesses de réforme faites par le gouvernement. Même l'élection des maires réclamée avec insistance par la gauche lui paraît irréalisable. Le projet pourtant est en train de sortir de la poussière au Congrès. « Mais il ne passera pas », affirme-t-il.

Quelques noms sont évoqués, des communistes ou d'anciens communistes partisans du processus de paix et qui critiquent aujourd'hui la voie armée suivie par le M 19. Luis Otero les connaît bien. Il a été communiste lui-même, il a commencé sa carrière de guérillero dans les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie). « Ces gens-là sont hors de la réalité », dit-il. La réalité, pour lui, ce sont les persé-

ctions incessantes de l'armée pendant les dix mois où le M 19 a respecté la trêve et l'ouverture démocratique promise mais pas réalisée.

Comment le dialogue serait-il possible ? « Le ministre de l'intérieur, Jaime Castro, dit que la seule façon d'en finir avec le M 19, c'est de liquider tous ses dirigeants. » Le M 19 s'est efforcé de démontrer quelques jours auparavant comment il traitait ses prisonniers en livrant seuls et sans un groupe de journalistes et cinq soldats qu'il détenait depuis plusieurs mois. « Mais nos hommes, quand ils tombent aux mains de l'armée, sont tués ou torturés. »

Lucho explique la politique de son mouvement : « Organiser la population dans les bidonvilles et affronter l'ennemi sur le terrain. » Il précise : « Nous avons des milices dans les quartiers qui exproprient des entreprises et distribuent parmi les pauvres le produit de ces expropriations. Et dans la montagne, nous avons une véritable armée avec des spécialistes en artillerie et en explosifs. Nous ne luttons pas pour une prise immédiate du pouvoir, mais pour des transformations radicales. Dans la région où nous opérons, cela de Cali et de Popayan, les paysans nous donnent leurs enfants pour que nous les enrôlions à la guérilla. Et vous savez pourquoi ils nous les donnent ? Parce qu'ils sont sûrs qu'avec nous leurs enfants pourront manger trois fois par jour. »

C. V.

Méché sur le toit les membres d'un groupe spécialisé dans la lutte antiguérilla.

On a entendu des crépitements rapides et les claquements sourds, puissants du char. Des hommes ont rampé jusqu'à un passant étendu à terre, hlessé d'une balle perdue. Au début de l'après-midi, une voix s'est fait entendre à la radio : celle du principal otage, M. Alfonso Reyes, président de la Cour suprême. Le feu doit cesser, dit-il, pour qu'on puisse négocier. Le feu ne cessera pas. L'armée, la police, s'installent. Le centre de Bogota est bouclé. La Croix-

d'Antonio Narino, qui a donné à la Colombie une version espagnole de la Déclaration des droits de l'homme. Mais leurs exigences sont plus prosaïques : ils veulent un temps d'antenne et la publication de textes dans les journaux pour expliquer pendant quatre jours pourquoi le M 19 a rompu, en juin dernier, l'accord de cessez-le-feu signé dix mois auparavant. Ils veulent dire à leurs compatriotes que l'armée n'a pas cessé pendant la trêve de les attaquer, et que les conditions politiques de cette trêve (une série de réformes) n'ont pas été respectées.

général Rafael Samudio Molina, au centre de Bogota. Le général a eu la vie sauve en s'accrochant à une voiture trouée de balles.

« Le M-19 a changé de stratégie, a dit le ministre de l'intérieur, M. Jaime Castro. De la guérilla, il est passé au terrorisme. » Luis Otero se sent-il terroriste ? « Nous ne faisons que nous défendre », répond-il. Les Colombiens qu'on écoutait dans la rue, mercredi soir, étaient sardoniques ou attristés.

CHARLES VANHECKE.

Haïti

LE PRÉSIDENT DUVALIER A LARGEMENT REMANIÉ SON GOUVERNEMENT

Port-au-Prince (AFP). - Le président Jean-Claude Duvalier a procédé mardi 5 novembre à un important remaniement ministériel. Le cabinet haïtien compte désormais cinq « super ministres d'Etat » aux compétences élargies, seulement deux ministres et vingt et un secrétaires d'Etat.

Huit ministres quittent le gouvernement. Il s'agit de MM. François Guillaume (intérieur et défense nationale), Yves Blanchard (plan), Jean-Michel Ligondé (commerce), Emmanuel Filis-Aimé (éducation nationale), Serge Conille (jeunesse et sports), Hervé Denis (affaires sociales), Maxime Leon (travaux publics) et Frank Roman (mines et ressources énergétiques). Les huit portefeuilles des ministres sortants ont été répartis par M. Duvalier entre les ministres d'Etat.

Les trois ministres d'Etat reconduits dans leurs fonctions sont MM. Jean-Marie Chanoine (présidence, information et relations publiques, intérieur et défense nationale), François Merceron (économie, finances et industrie, plan et commerce), Théophile Achille (justice, éducation nationale, jeunesse et sports).

Les deux nouveaux ministres d'Etat sont M. Jean-Robert Estimé (affaires étrangères et cultes, affaires sociales) et M. Alix Cines (travaux publics, transports et communications, mines et ressources énergétiques). M. Estimé était déjà ministre des affaires étrangères dans le précédent cabinet.

L'ENSPTT présente
2 CONFÉRENCES-DEBATS
Relations Internationales
Coordonnateur du cycle :
M. Charles ZORGBIBE
• Doyen de la Faculté de Droit de Paris-Sud.
• Conférencier à l'ENS PTT.
• Conseiller de la Rédaction pour la revue
« Regards - ENS PTT ».

NICARAGUA - SALVADOR
par M. Guy HERMET
• Directeur du Centre d'Etudes et de Recherches Internationales.
• Directeur de Recherche Fondation Nationale des Sciences Politiques.
Jeudi 14 novembre, à 15 h.

**LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE
FACE AUX CRISES ET AUX CONFLITS**
par M. René-Jean DUPUY
• Professeur au Collège de France.
• Secrétaire Général de l'Académie Internationale de La Haye.
Vendredi 22 novembre, à 15 h.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES PTT
46, rue Barrault - 75013 PARIS - Amphithéâtre
THEVENIN - Metro Corvisart (Entrée libre).
Renseignements complémentaires : (1) 45.80.87.02.

هكذا من الأصل

صكنا من الأصل

... LE MONDE - Vendredi 8 novembre 1985 - Page 7

L'ENFER C'EST (SANS) LES AUTRES.



Cosmopolitiques est un nouveau mensuel de politique internationale qui replacera les crises et les rapports de force dans le cadre planétaire, qui rendra compte du développement des technologies, des contraintes du marché mondial, des mouvements de population, qui montrera notre interdépendance sans cesse plus étroite et dévoilera les liens toujours plus nombreux qui tissent l'Europe d'aujourd'hui et encore plus celle de demain.

En kiosque (20 F) ou par abonnement (200 F - 12 numéros).
Cosmopolitiques: 71, bd Richard-Lenoir - 75011 Paris - Tél.: (1) 43.38.36.92.

LE JOURNAL QUI A LES YEUX AUSSI GRANDS QUE LE MONDE.

politique

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DU RPR

A « L'HEURE DE VÉRITÉ »

M. TOUBON :

aucune alliance avec le Front national

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, hôte de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, mercredi 6 novembre, a indiqué que en cas d'alternance, « dans les trois mois » des mesures seront prises concernant l'immigration et l'insécurité, le rétablissement du scrutin majoritaire, l'allègement de la réglementation, « notamment celle qui se retourne aujourd'hui contre le salarié qu'elle prétend vouloir protéger ».

M. Toubon a affirmé : « Nous ne ferons aucune alliance avec le Front national (...) ». Il y aura des régions où l'on n'aura pas la majorité. Un candidat RPR ou UDF se présentera. Les électeurs du Front national devront choisir entre lui et un socialiste. Ce sera un excellent test pour voir si le Front national est un allié objectif ou non de M. Mitterrand ».

La promesse

d'un recul du chômage

A propos de l'immigration, le secrétaire général du RPR a dénoncé le comportement des socialistes. « Forme sur la forme et non sur le fond ». Il a précisé : « On ne touchera pas aux prestations familiales de base résultant des cotisations, mais les prestations supplémentaires en faveur du développement de la natalité française ne seront plus attribuées aux immigrés. Le retour, accompagné des aides nécessaires, se fera à la suite d'accords avec les pays d'origine. Les naturalisations devront être volontaires et non plus automatiques. Les contrôles d'identité seront renforcés, ainsi que les cartes d'identité infalsifiables ».

Concernant le programme social du RPR, M. Toubon a assuré : « Pour le chômage, en deux ans, il y aura stabilisation puis recul. Ne gagneront plus que ceux qui travailleront plus. Pas question néanmoins de toucher aux trente-neuf heures, à la retraite à soixante ans, à la cinquième semaine de congé. La taxe sur les magnétoscopes sera supprimée ».

Parmi les allègements fiscaux il a annoncé : 17 milliards de réduction sur la taxe professionnelle, soit le quart du produit prévu pour 1987 ; 3 milliards de francs sur la succession des entreprises, la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; 16 milliards sur l'impôt sur le revenu (retour à un maximum de prélèvement de 50 % sur deux ou trois ans), et 40 milliards d'économies, soit 10 milliards sur les recettes provenant de la dénationalisation (banques, assurances, etc.), 5 milliards sur la fonction publique (un départ à la retraite sur deux seulement sera compensé, mais il y aura recrutement pour les administrations prioritaires : police, gendarmerie, justice, prison, et meilleure répartition dans les autres) ; 5 milliards sur le train de vie de l'Etat (grands travaux). Les 20 milliards qui restent seront pris sur les interventions en faveur des entreprises nationalisées.

Le sondage instantané effectué pendant l'émission a indiqué que 55 % des téléspectateurs estimaient qu'il y avait trop de fonctionnaires. Le taux de conviction de M. Toubon a été de 53 % pour l'immigration, de 52 % pour l'économie et de 50 % pour la critique de la politique du gouvernement.

De notre correspondant régional

Lyon. — M. Jacques Chirac a ratissé large pendant une journée trépidante dans le Rhône, mercredi 6 novembre : il a successivement rencontré des agriculteurs, des investisseurs dans le domaine économique — au cours d'une étape dans le canton de Saint-Laurent-de-Chamousset — des associations familiales et, le soir, à Vaulx-en-Velin, quinze cents sympathisants dans une ville gérée par le Parti communiste, mais où le RPR a gagné la bataille des cantonales. C'est sa dernière intervention qui a retenu l'attention. Au cours de ses deux premières, le maître de Paris était resté classique : soutien aux agriculteurs, coup de chapeau à une entreprise — AGDE — qui joue avec bonheur le créneau de l'information en milieu rural.

A Vaulx-en-Velin, le président du RPR a été mis sur orbite par une introduction mordante du député Michel Noir, futur tête de liste RPR, face à M. Barre. M. Noir a exécuté ses autres rivaux avec une insistance particulière pour M. Charles Hémou. « Le Charles, comme dirait Collob [Francisque, maire de Lyon], depuis qu'il s'est fait virer du gouvernement, il est sous euphorisme : il se voit président de la République, il joue les James Bond place Bellecour, le voilà qui se prend d'affection soudaine pour le curé d'Arles ».

En cent minutes, M. Chirac a prononcé un discours-programme,

réquisitoire serré contre les socialistes. Il a notamment évoqué le chômage, la baisse de l'investissement — qui a un « électro-encéphalo-

travailleurs clandestins », autant de faits qui auraient « exacerbé » le problème. Mais le président du RPR voit dans cette question de l'immigration



Dessin de PLANTU.

logramme plat » et le fait que les socialistes « n'ont pas su créer un climat de confiance ».

A propos de l'immigration et de l'insécurité — deux thèmes attendus dans une ville de l'Est lyonnais, — M. Chirac a fustigé la politique gouvernementale : « Ouverture systématique des frontières, régularisation d'un grand nombre de

gration un « double danger » : « Le développement de l'extrême droite, non pas par adhésion philosophique mais par ras le bol de la gestion des socialistes », et surtout le « développement d'un sentiment raciste ». Et le racisme, pour M. Chirac, c'est « ce qu'un peuple peut exprimer de plus bestial et de plus vil comme sentiment collectif ». Il y a, a-t-il poursuivi, une petite graine qui

existe dans le cœur de chaque homme, et tout doit être fait pour l'empêcher de germer. Les socialistes sont les « responsables directs » du développement de ce sentiment, qui n'est « rien d'autre qu'une réaction à la politique irresponsable qui a été menée ».

Le ton du discours a été tout aussi offensif en matière de défense : « Pas question de consensus dans ce domaine », que dans le domaine de la politique étrangère. L'Europe ? « Une idée qui s'en va ». L'Afrique du Sud ? « Une étonnante gestulation » de M. Fabius, alors que M. Chirac préférerait une « politique de pression permanente sur ce pays pour le faire évoluer ».

A propos du cumul des mandats, M. Chirac, « qui ne se sent pas directement concerné », a saisi l'occasion pour résumer en une formule : « Ras le bol de ce socialisme qui n'a qu'une idée en tête : réglementer tout et en permanence ». Plus précisément, M. Chirac voit dans cette « loi de circonstance » une « atteinte à la démocratie » qui s'ajoute à celle que représente le changement de mode de scrutin : « Je ne peux pas supporter que l'on prenne les citoyens pour des assistés ou des primaires. Bref, ce serait aux électeurs et à eux seuls de décider si tel ou tel peut se voir confier plusieurs mandats. Il y a des gens qui, par nature, sont incapables d'exercer la moitié d'un mandat, d'autres qui peuvent fort bien en assurer deux, trois ou quatre ».

CLAUDE RÉGENT.

Prudence et modestie

en lançant le 13 juin : « La route est dure mais elle est belle ! Le but est difficile mais il est grand ! ».

Ainsi si le 27 avril 1969 l'opposition l'a emporté par 52,4 % des suffrages en faisant voter « non » au référendum sur la réforme du Sénat et des régions, le pouvoir en place, c'est-à-dire de Gaulle, était largement contesté par le pays et son autorité ébranlée. Le slogan des étudiants du quartier Latin de mai 1968 « Dix ans, ça suffit ! » a sans doute plus d'écho en profondeur qu'on ne l'a cru tout d'abord. Georges Pompidou avait accablé par ses déclarations romanes l'idée qu'une relève était assurée. De Gaulle, enfin, par ce référendum complexe sur un sujet qui n'intéressait que les initiés, a fourni lui-même aux Français la tentation de relever le défi qu'il leur lançait en se mettant personnellement en jeu. Une chiquenotte a alors suffi.

De même, si en 1981 la gauche a gagné les élections, nul n'ignore que c'est plutôt en réalité M. Valéry Giscard d'Estaing qui les a perdues. Celui-ci n'a pas su se donner les moyens de prolonger au-delà de sept ans l'ère nouvelle qu'il avait annoncée en 1974. Comme en 1969, la majorité au pouvoir n'était plus cohérente. L'annonce par M. Chirac qu'il voterait « personnellement » pour M. Giscard d'Estaing a été interprétée comme une latitude implicite laissée aux partisans du président du RPR, de ne pas suivre son exemple. Lorsqu'en 1969, M. Giscard d'Estaing s'était lui aussi « personnellement » prononcé pour le « non » au référendum, ses amis avaient vu, sans doute à juste titre, un encouragement tacite. Il a suffi, il y a quatre ans, des promesses de changement sans risques et de l'annonce d'une « force tranquille » pour convaincre les électeurs. Sans compter l'habileté du

candidat socialiste qui était demeuré imprécis quant à une éventuelle participation des communistes au futur gouvernement.

L'histoire semble se répéter. Pourquoi ne le ferait-elle d'ailleurs pas après tant de mégalements ? Les plus lucides des membres de l'opposition n'ignorent pas que leur succès en mars 1986 sera dû pour partie à l'aide involontaire qu'ils auront reçue de la majorité actuellement en place. Car l'adhésion est toujours faite d'une réaction à une répulsion.

Il s'agit donc pour l'opposition, et plus particulièrement pour M. Chirac de ne pas freiner par des attitudes intempestives le mouvement du balancier qui s'est déclenché en sa faveur et si possible de l'accompagner en mettant l'accent sur tout ce qui, dans le comportement ou dans les énoncés de l'adversaire, peut le favoriser.

ANDRÉ PASSERON.

LA LIMITATION DU CUMUL DES MANDATS

Plusieurs « coups » en un seul !

En proposant de limiter très strictement le cumul des mandats électoraux, le pouvoir vient de donner un coup de pied dans la fourmilière politique. Que ce fût ou non un de ses objectifs, et quelle que soit la suite donnée à ce projet, ce résultat est d'ores et déjà atteint.

L'opposition de droite, qui réussissait tant bien que mal à faire oublier ses divergences économiques, est prise en flagrant délit de division. L'UDF, fidèle à la position qu'elle avait prise lorsqu'en 1978 M. Valéry Giscard d'Estaing avait déjà soulevé le problème, est franchement favorable au principe, souhaitant simplement en discuter les modalités d'application. Comme le dit M. Jean-Pierre Soisson, « on ne peut crier à la manœuvre politicienne chaque fois que le gouvernement nous propose une mesure justifiée ». Et puis, dit-on au PR, qui accepterait de défilier avec une pancarte : « Je veux être un cumulard » ?

Apparemment, le RPR y est prêt. Lui aussi fidèle à son opinion d'hier, le mouvement chiracien est fondamentalement opposé à cette mesure, que M. Jacques Chirac range parmi celles qu'il faudra annuler lorsque l'opposition deviendra majoritaire. Mais c'est toute la classe politique qui est prise à contre-pied. Au moment où, tous partis confondus, elle a le plus grand mal à constituer les listes pour les élections législatives et régionales de mars 1986, voilà qu'on lui demande de changer les règles du jeu. Certes, le gouvernement affirme que la nouvelle législation n'entrera en vigueur qu'après l'échec électoral. Mais comment se présenter devant les électeurs en contradiction avec une règle que l'on viendrait d'approuver ? Ce sont bien des difficultés équilibrées locales entre les divers postulats d'une même formation qui commencent à apparaître qui sont ainsi remis en cause.

Les sénateurs, enfin, vont être mis devant un choix bien délicat : pourront-ils apparaître comme ceux qui empêcheront la limitation des cumuls que les Français, selon les sondages, appellent de leurs vœux ?

Le coup est bien joué. Chacun le reconnaît de plus ou moins bon cœur. Mais il pourrait aller au-delà de ce qui apparaît aujourd'hui. C'est de moins la crainte de certains res-

pensables du RPR. Une telle législation relève à l'évidence de l'organisation des pouvoirs publics, sans toucher ni à la lettre ni à l'esprit de la Constitution. Le président de la République pourrait donc la soumettre à référendum, sans avoir besoin pour cela de l'accord du Parlement ! Et si M. François Mitterrand avait ainsi trouvé le sujet de consultation référendaire qu'il cherche vainement depuis plusieurs mois ?

Th. B.

En Europe : une pratique rare mais peu de restrictions

La réglementation sur le cumul des mandats est relativement libérale dans la plupart des pays d'Europe.

En Grande-Bretagne, les hommes politiques sont libres de siéger dans toutes les assemblées du Royaume, de la Chambre des communes aux conseils municipaux. Il leur est également possible d'être députés et de siéger au Parlement européen.

En Italie, quelques restrictions : la Constitution interdit le cumul d'un mandat de parlementaire national et de membre d'un conseil régional. Les présidents des assemblées provinciales ainsi que les maires des villes de plus de 20 000 habitants ne peuvent, d'autre part, siéger au Parlement.

En Espagne, en vertu d'une législation introduite depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir, mais qui n'est entrée en vigueur qu'en juin 1985, un député ne peut être en même temps membre d'un Parlement régional. Le cumul est en revanche autorisé pour les sénateurs. Tout parlementaire peut, d'autre part, exercer les fonctions de maire.

Dans les pays scandinaves enfin, aucun texte n'interdit le cumul des mandats. La pratique est fréquente en Finlande. Elle est beaucoup plus rare en Suède et en Norvège où les élus estiment ne pas avoir le temps de faire plusieurs choses à la fois, en particulier compte tenu du rôle étendu des conseils municipaux. Dans le dernier Parlement suédois, moins de dix députés, sur un total de trois cent quarante-neuf, exercent en même temps des responsabilités communales ou régionales. En Suède comme en Norvège, d'autre part, un député menant d'assiduité au Parlement n'a pratiquement aucune chance de se retrouver sur les listes de son parti aux élections suivantes.

En RFA, il n'existe pas de règle stricte concernant le cumul des mandats de député fédéral et de député dans les assemblées régionales. Les cas sont cependant très rares et le Cour constitutionnel considère que le travail d'un parlementaire est à temps complet. Il n'est pas exclu en revanche d'être député et d'exercer les fonctions de maire d'une grande ville. Le maire de Bonn siège au Bundestag.

« Vos papiers ! »

Le moment le moins convaincant de l'émission a été celui où il a été question des contrôles d'identité. Imprécision sur les projets de l'opposition, interprétation discutable des textes actuels : M. Toubon a fait, sur ce point, dans l'à-peu-près.

Il est inexact d'affirmer que la loi votée par la gauche est une véritable « loi des suspects » et qu'elle permet les contrôles d'identité « en fonction (...) de la bobine du bonhomme ». Ce jugement de M. Toubon est apparemment fondé sur la manière dont ce texte a, dans un premier temps, été appliqué par certains policiers, avec le feu vert de quelques tribunaux au cours d'appel.

Malgré la Cour de cassation a mis, depuis, la houle à cette interprétation, les limites qu'elle a fixées étant celles des lois auxquelles le gouvernement et la majorité entendaient soumettre ces contrôles. En application de ce texte, la vérification d'identité des simples passants n'est ainsi pas possible, pas davantage que celle d'individus à la peau bas-

née soupçonnés d'être en France en situation irrégulière. Que prépare le RPR à la place de ce texte, fruit d'un laborieux compromis au sein du PS ? Il est impossible de le savoir, car le mouvement de M. Chirac s'exprime sur ce point à plusieurs voix. Dans un entretien publié le 20 octobre 1984 par France-Soir Magazine, le président du RPR expliquait que les contrôles d'identité devaient être limités aux zones présumées dangereuses.

La position de M. Toubon est beaucoup plus radicale, si l'on en croit la proposition de loi qu'il a signée il y a un an et à laquelle il s'est référé au cours de l'émission. Elle indique que toute personne se trouvant sur la territoire français, « en quelque lieu public que ce soit », « doit être en mesure de justifier son identité ».

La réforme des contrôles d'identité que prépare le RPR s'inspirerait-elle des propos de son président ou de ceux tenus mercredi par son secrétaire général ?

B. L. G.

Qui croire ?

Les positions du RPR semblent parfois varier selon la personne qui parle. Sur deux points importants, on a pu l'observer à deux jours d'intervalle.

Sur l'emploi, M. Alain Juppé, devant les membres de l'AJIS (Association des journalistes de l'information sociale), lundi 4 novembre, se défendait de promettre une baisse rapide du chômage (« On ne peut pas dire : avant l'échéance de l'élection présidentielle nous aurons réduit le nombre de chômeurs... »). Il n'est pas possible d'obtenir des résultats dans ce délai. Mais M. Jacques Toubon, mercredi 6 novembre, à « L'heure de vérité », n'a pas hésité à annoncer un recul du chômage au bout de deux ans si le programme du RPR est appliqué.

Certes, il peut s'agir de simples divergences d'appréciation. Mais les incohérences sur les intentions du RPR en matière de

versement des prestations familiales aux immigrés semblent plus sérieuses. M. Juppé avait affirmé, lundi, que seule serait réservée aux « nationaux » la prestation nouvelle (un congé rémunéré d'un demi-SMIC pendant trente mois pour toute naissance à partir du troisième enfant). M. Toubon y a ajouté le complément familial (684 francs par mois) actuellement versé pendant trois ans aux familles de trois enfants, et qui fait partie des prestations familiales ordinaires.

Qui faut-il croire ? M. Toubon est secrétaire général du RPR, mais M. Juppé n'en est-il pas le délégué général chargé du redressement économique et social ? Ou bien y aurait-il deux versions, l'une pour le public, l'autre pour les journalistes spécialisés ?

GUY HERZLICH.

Numéro 76 novembre-décembre 1985

Le monde du travail

Les défis du libéralisme

Le printemps des thèses libérales est un pari sur le mort du socialisme. Pour une nouvelle synthèse de l'individu et du collectif.

Un débat collectif : vers de nouvelles frontières du syndicalisme, interview d'Edmond Milla.

Un numéro de 96 pages au prix de 36 F

En vente chez les marchands de journaux. cdt-ALJOURD'HUI : 4, boulevard de la Vierge - 75005 Paris cédex 19

Abonnement : 180 F (1 en 6 numéros) - CCP La Source 34.784.90 H

هكذا من الأصل

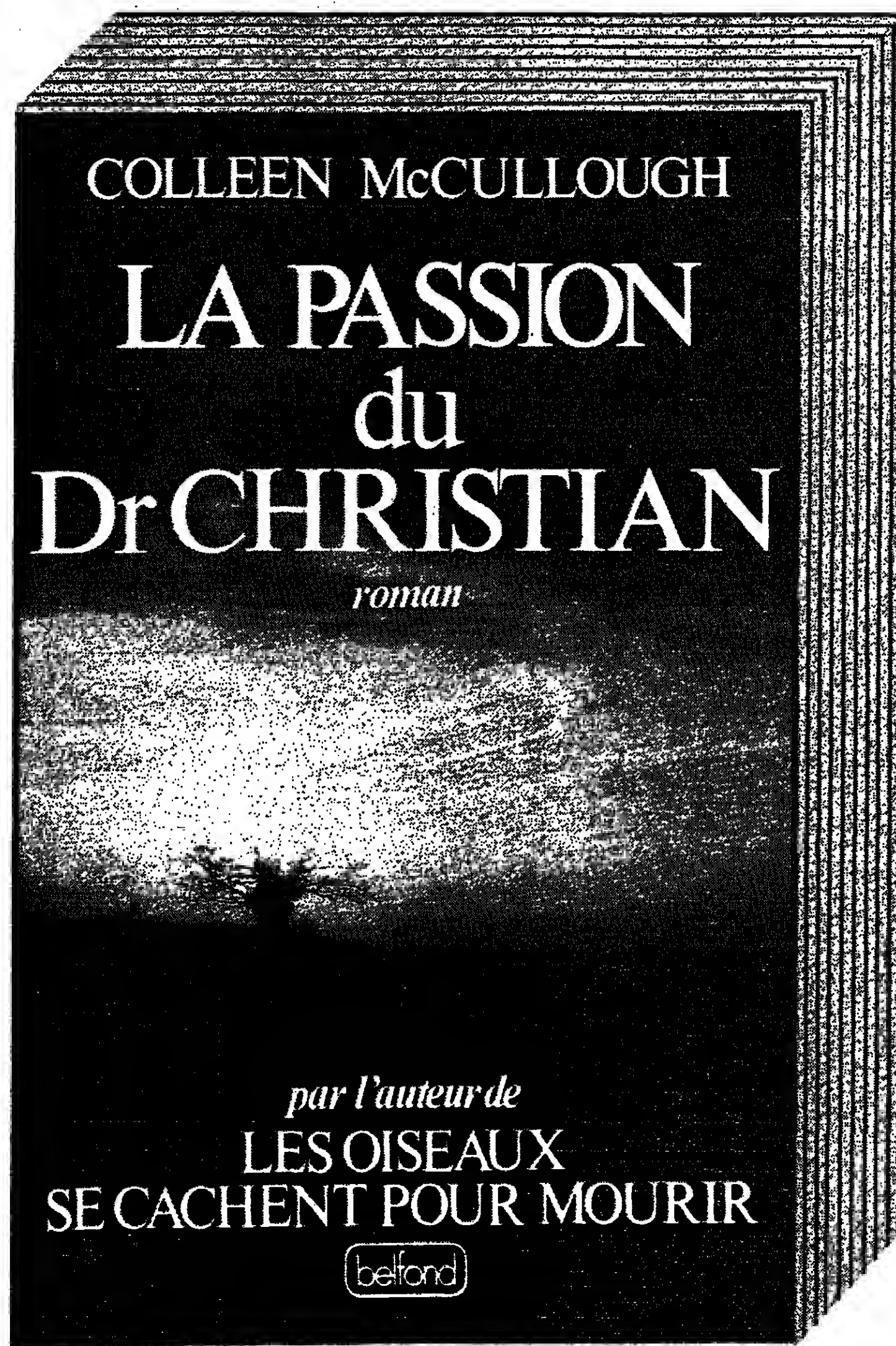
مكتبة الأمل

... LE MONDE - Vendredi 8 novembre 1985 - Page 9

Pierre Belfond

vous propose cette semaine

le nouveau roman de
Colleen McCullough



Publiscopie

POLITIQUE

SITUATIONS 86

DANS LE GARD

La stratégie électorale de M^{me} Dufoix divise le Parti socialiste

De notre correspondant

Nîmes. — Les militants socialistes du Gard ont été convoqués pour le jeudi 7 novembre au soir, afin de se prononcer sur les listes de candidats aux élections législatives et régionales de mars prochain. Le PS gardois, gravement perturbé l'été dernier par les velléités de ralliement au RPR de M. Gilbert Baumet, le président du conseil général, exclu du Parti socialiste en 1982, traverse une nouvelle crise.

La désignation de M^{me} Georgina Dufoix, conseiller municipal de Nîmes, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du gouvernement, par les instances nationales du parti, pour conduire la campagne, a heurté l'un des deux députés socialistes sortants, M. Georges Benedetti, maire de Bagnols-sur-Cèze, membre du courant A (mitterrandiste) comme M^{me} Dufoix. M. Benedetti se retrouvait en troisième position sur la liste des législatives mise sur pied à grand peine, voici une quinzaine de jours, par la commission exécutive fédérale, derrière le ministre et M. Alain Jourmet (courant B, maoïste), député sortant, maire du Vigan.

Dans un département où le PS compte emporter un siège, peut-être deux (sur cinq), la place dévolue au maire de Bagnols ne lui laissait, à l'évidence, que très peu de chances de retrouver le Palais Bourbon. Par l'intermédiaire du premier secrétaire de la fédération, M. René Praden, qui est aussi son assistant parlementaire, M. Benedetti est entré en guerre contre M^{me} Dufoix. M. Praden s'est élevé contre la présence, sur la liste des régionales présentée par M^{me} Dufoix, de deux conseillers généraux « baumétistes », suspendus du PS.

Le ministre veut empêcher, ainsi, M. Baumet de former sa ou ses propres listes, comme il en avait exprimé l'intention. Les amis de M^{me} Dufoix ont réuni la commission exécutive fédérale, le 4 novembre, sur la base de vote du tiers de ses membres, pour compléter les deux listes. Alliés aux rocardiens, auxquels ils assurent trois élus à

l'assemblée régionale, les partisans de M^{me} Dufoix ont confirmé la présence des deux baumétistes sur cette liste.

Pour le ministre, ces deux conseillers généraux peuvent être considérés comme des « personnalités extérieures » au Parti socialiste. Le secrétaire national du PS, particulièrement MM. Jean Popere et Marcel Debarge, ne l'entend pas de cette oreille et a rappelé à l'ordre, en vain, M^{me} Dufoix.

Fort de cet appui, MM. Benedetti et Praden ont de nouveau réuni la commission exécutive fédérale le 5 novembre. Ils ont trouvé le soutien de Jean-Marie Cambacérès, maire de Sommières, membre du cabinet de M. Gaston Defferre, et celui du CERES local pour contester la position de M^{me} Dufoix. Plutôt que de présenter des listes « alternatives », les adversaires du ministre ont préféré parier sur une forte abstention au niveau de la commission exécutive fédérale. Les listes présentées par M^{me} Dufoix ont recueilli, le 5 novembre, 29 voix ; il y a eu 24 refus de vote.

Mercredi, M. Benedetti a adressé par lettre aux militants socialistes ses propres propositions de listes, où il se place en tête pour les législatives et attribue à M^{me} Dufoix la direction de la liste régionale.

Après le vote fédéral de jeudi, la convention nationale du PS devra trancher. Du côté de M^{me} Dufoix, on fait valoir la nécessité d'un chef de file en position forte face au maire de Nîmes M. Jean Bousquet (opposition). Investi par l'UDF et par le RPR, ou par une seule de ces deux formations, M. Bousquet devrait jouer, dans les deux cas, un rôle de premier plan dans la campagne.

En outre M^{me} Dufoix, sans le dire publiquement, laisse entendre qu'elle n'a pas l'intention de siéger à l'Assemblée nationale et que ses ambitions se portent sur l'assemblée régionale, dont elle vise la présidence. C'est pourquoi elle a besoin de « neutraliser », voire de concilier la dissidence baumétiste. Il lui reste à convaincre la direction du PS du bien fondé de sa démarche.

OLIVIER CLERC.

EN GIRONDE

Robert Escarpit et le jazzman Bernard Lubat sur la liste communiste

De notre correspondant

Bordeaux. — Deux personnalités non communistes figurent sur la liste du PC en Gironde : Robert Escarpit, soixante-sept ans, universitaire, écrivain et ancien billettiste au théâtre, ainsi que Bernard Lubat, quarante ans, musicien de jazz et animateur depuis huit ans du Festival d'Uzeste en Gironde.

Dans une déclaration publiée par l'hebdomadaire *les Nouvelles*, organe du PC en Gironde, Robert Escarpit

a déclaré que la majorité actuelle ait « retardé abusivement la régionalisation », dans laquelle, selon lui, une grande partie des problèmes actuels pourraient trouver leur solution. Il attribue son choix du PC au fait que, homme de gauche, il l'a jugé « plus représentatif d'une gauche authentique », même s'il n'est toujours pas d'accord avec « certaines de ses positions ». Robert Escarpit, qui avait figuré en 1977 sur la liste municipale conduite à Bordeaux par M. Roland Dumas contre M. Jacques Chaban-Delmas, a déclaré que, ancien militant de la SFIO au temps du Front populaire, il avait, en mai 1981, applaudi avec émotion à une « victoire de la droite plus qu'à une victoire de la gauche », dont d'amers souvenirs faisaient craindre la fragilité. « Ces craintes, dit-il, étaient hélas fondées ».

Quant à Bernard Lubat, il veut que l'on voit dans sa candidature, non pas un retour aux sources, mais un véritable travail à la base, comparable à son engagement tardif : « Je ne veux plus qu'on nous prenne pour des saltimbanques, ni vivre dans un ghetto en chocolat. L'artiste est un citoyen à part entière au même titre que l'artisan ou le commerçant. Pour le prouver, une bagarre au ras des pâquerettes me paraît indispensable. Nous autres artistes, nous sommes comme les mineurs auxquels on dit que leur production n'est plus rentable. Je me bats pour une culture vivante, pas pour des garderies culturelles ».

Robert Escarpit, numéro deux sur la liste derrière M. Jean Barrière, secrétaire régional du PC, est assuré d'être élu. Il n'en va pas de même pour Bernard Lubat, numéro neuf. En effet, au vu des résultats des dernières élections européennes, le PC en Gironde ne peut guère espérer enlever plus de quatre sièges.

PIERRE CHERRUAU.

LES LISTES UDF SONT TOUJOURS EN PANNE

Les responsables de l'UDF se sont montrés optimistes en déclarant la semaine dernière qu'ils seraient en mesure, le mercredi 6 novembre, de publier la majorité de leurs listes de liste et chefs de file. La journée s'est passée en négociations — le matin au sein de la commission Gaudin, et l'après-midi au bureau politique de l'UDF — sans que l'on parvienne pour autant à avancer.

Saisi pour la première fois des investitures, le bureau politique n'a en effet rien réglé, pratiquant une sorte de « navigation à vue » sans examiner les dix-sept départements en situation de « blocage ». Il a plutôt été question de méthode, chaque composante se voyant attribuer un quota d'élus, qu'il faudra ensuite atteindre au cours des négociations qui devaient reprendre dans la matinée de ce jeudi. C'est ainsi que le PR pourrait se voir attribuer soixante-neuf élus, le CDS cinquante, les radicaux onze, les clubs Perspectives et Réalités quatre, le PSD quatre, et enfin les adhérents directs, douze ou treize.

Il semble peu probable que, en l'état actuel des négociations, l'UDF arrive à régler tous les cas litigieux au cours d'une seule réunion.

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Relations extérieures : je ne regrette rien affirme M. Dumas

L'opposition de droite et de gauche (communiste) a voté contre le budget du ministère des relations extérieures et celui de la coopération et du développement, mercredi 6 novembre à l'Assemblée nationale. Les crédits des services diplomatiques et généraux (9 786,2 millions de francs, en progression de 5,27 %, représentant 0,86 % du budget de l'Etat) et ceux de la coopération et du développement (6 341,2 millions, soit une croissance de 2,2 %, représentant 0,56 % du budget général) ont cependant été approuvés, les socialistes étant majoritaires à eux seuls.

Le RPR, l'UDF et le PC sont au moins d'accord sur les prémisses du raisonnement : la politique extérieure des socialistes a changé depuis 1981. Mais ils en tirent des leçons différentes.

M. Louis Orlu, pour les communistes, regrette ce « changement » de politique. M. Maurice Couve de Murville, pour le RPR, estime qu'il est insuffisant et trop entaché d'erreurs pour qu'il puisse pardonner au gouvernement ses nombreuses « fantaisies ». M. Bernard Stasi, pour les giscardistes, le regrette parce que les grands principes mis en avant au début du septennat ne satisfaisaient, mais il le juge indispensable car il fallait tenir compte des faits. Il reproche néanmoins aux ministres concernés de ne pas mettre leurs actes en conformité avec leurs paroles...

Une telle diversité dans la contestation facilitant la tâche des porte-paroles de la majorité.

L'orateur du PC a reproché au pouvoir d'avoir facilité l'installation de missiles américains en Europe, de ne pas utiliser « tout le poids de la France » pour « favoriser le désarmement », d'intégrer notre pays « peu à peu à la stratégie militaire américaine », de se soumettre les peuples des pays sous-développés en ne se battant plus pour un « nouvel ordre économique », de vouloir une « Europe intégrée » soumise « aux visées des Etats-Unis ». La réplique gouvernementale a été ferme : « Vous êtes contre tout, y compris contre la vérité », a dit M. Lalmière, secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes. « Pour se battre en faveur de la réduction des dettes des pays pauvres, il faut d'abord leur prêter, ce que ne fait pas l'Union soviétique », a affirmé M. Dumas, ministre des relations extérieures.

C'est d'un ancien premier ministre du général de Gaulle, M. Couve de Murville, qu'est venue la critique la plus sévère de l'action extérieure de la France depuis 1981 : « Il sera long de réparer les dégâts... ». L'affaire Greenpeace « met vraiment en cause la responsabilité du pouvoir politique à tous les niveaux », alors que notre diplomatie n'est intervenue « qu'après coup pour essayer de limiter certaines conséquences ». Les conditions de l'élargissement du Marché commun « remettent à plus tard le règlement des vrais problèmes ». Au Tchad, « la France a été bafouée ». En acceptant de discuter avec les Soviétiques des armements nucléaires en

Europe, le gouvernement crée « un problème sérieux pour notre défense ».

Pour M. Dumas, son lointain prédécesseur, « prend ses désirs pour des réalités quand il parle des atteintes portées à l'image de la France dans le monde », remarque que M. Couve de Murville approuve la position française sur l'IDS alors que M. Chirac la critique. Niant tout changement dans l'action menée depuis le début du septennat il affirme : « Je ne regrette rien de ce qui a été dit et fait depuis 1981 ».

Ses amis socialistes sont sur les mêmes positions. M. André Bellon (PS, Alpes-de-Haute-Provence) affirme que contrairement au passé la politique extérieure de la France a été marquée par sa « cohérence », et son adaptation « aux défis de notre temps ». Les droits de l'homme, le sous-développement, le surendettement. M. Alain Vivien (PS, Seine-et-Marne) est particulièrement fier du soutien au développement des pays pauvres, puisque l'aide que la France leur a accordée est passée de 0,4 % du produit national brut en 1982 à 0,56 % en 1986, avec une priorité pour les plus pauvres. M^{me} Veronique Neiertz (PS, Seine-Saint-Denis) a même obtenu du ministre que le gouvernement renonce à réduire les indemnités de résidence pour les couples envoyés ensemble à l'étranger. De quoi passer du baume au cœur des diplomates que M. Couve de Murville affirme être « découragés ».

Th. B.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 6 novembre. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

ADHESION DE L'ESPAGNE ET DU PORTUGAL A LA CEE

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne d'énergie atomique.

Ce traité, signé le 12 juin 1985 et qui prendra effet le 1^{er} juin 1986, est l'aboutissement de négociations longues et complexes, engagées depuis le 17 octobre 1978 avec le Portugal et depuis le 5 février 1979 avec l'Espagne, et auxquelles la France a pris une part déterminante conformément aux engagements du président de la République.

L'accord conclu entre les douze pays concernés est fondé sur les principes suivants :

— des leur adhésion, l'Espagne et le Portugal devront respecter l'ensemble des traités et accords régissant les Communautés et leurs rapports avec le reste du monde ;

— plusieurs adaptations aux règles communautaires sont prévues en faveur des deux pays adhérents, notamment dans le domaine institutionnel : ainsi, pour leur représentation dans les organisations européennes (Commission, Assemblée, etc.), le Portugal est assimilé à la Grèce, à la Belgique et aux Pays-Bas, et l'Espagne à la France, à l'Italie, à la République fédérale d'Allemagne et au Royaume-Uni ;

— des mesures transitoires sont prévues afin de régler, d'une manière progressive et équilibrée, les difficultés que l'élargissement pourrait provoquer dans les deux pays intéressés. Il s'agit, en particulier, et comme la France l'avait souhaité, des précautions nécessaires pour que les agriculteurs et les pêcheurs s'adaptent aux nouvelles conditions de la concurrence.

RESSOURCES DE LA COMMUNAUTÉ

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres deux projets de loi autorisant respectivement l'approbation de l'accord relatif au versement aux Communautés européennes d'avances non remboursables pour 1985, intervenu au sein du Conseil des Communautés les 23 et 24 avril 1985, et l'approbation de la décision de ce Conseil, en date du 7 mai 1985, relative au système des ressources propres des Communautés.

LIMITATION DES CUMULS

(Le Monde des 6 et 7 novembre)

RETRAITES DES AGRICULTEURS

Le ministre de l'Agriculture a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à l'abaissement de l'âge de la retraite des agriculteurs.

1) Le projet prévoit d'abaisser à soixante ans de façon progressive sur une période de cinq ans, l'âge auquel les agriculteurs peuvent bénéficier du droit à la retraite : cet âge sera réduit d'un an au 1^{er} janvier de chaque année à partir du 1^{er} janvier 1986.

Ce droit sera ouvert aux agriculteurs dans des conditions identiques à celles qui prévalent pour les salariés et pour les artisans et commerçants ; versement de la retraite subordonné à la cessation de toute activité professionnelle agricole ;

calcul du taux maximum de la pension de retraite forfaitaire sur la base de 37 années et demi de cotisation ;

2) Toutefois la spécificité du secteur agricole est prise en compte à travers diverses mesures particulières :

— comme par le passé, la retraite forfaitaire sera attribuée non seulement aux chefs d'exploitation, mais aussi aux membres de leur famille qui les ont aidés, à condition qu'ils aient été déclarés comme actifs et qu'ils aient payé des cotisations à ce titre ;

— l'agriculteur qui, prenant sa retraite, serait dans l'impossibilité de louer ou de céder ses terres pourra être autorisé à poursuivre son activité pour une durée d'un an éventuellement renouvelable dans des conditions fixées par le projet de loi ;

— le coefficient maximal de réévaluation des baux commerciaux de neuf ans renouvelables en 1986 est fixé à 2,15. Ce taux, établi après une large concertation avec les organisations représentatives des propriétaires, tient compte des résultats acquis dans la lutte contre l'inflation. Il contribuera à la modulation des charges des entreprises tout en permettant la conservation et l'entretien du patrimoine immobilier ;

3) Enfin, le gouvernement propose d'élargir le champ d'application du régime du crédit-bail à l'acquisition d'un fonds de commerce d'un établissement artisanal ou à l'acquisition de certains baux immobiliers ;

4) La poursuite de la lutte contre l'inflation conduit à limiter à 1,5 % l'évolution des loyers de trois catégories de biens immobiliers qui ne faisaient l'objet d'aucune réglementation particulière : les locaux à usage professionnel, certains garages et les locations saisonnières de toute nature ;

5) Enfin, le gouvernement propose d'élargir le champ d'application de l'acquisition d'un fonds de commerce d'un établissement artisanal. Ainsi sera levé un obstacle à la reprise des entreprises commerciales et artisanales.

LA PRÉVENTION DU RISQUE SISMIQUE

Le secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs a présenté au conseil des ministres une communication sur la prévention du risque sismique.

Avant la fin de l'année 1985, la cartographie des zones vulnérables au risque sismique sera achevée.

Par ailleurs, le gouvernement mettra en œuvre les mesures suivantes :

— généralisation, par voie réglementaire, des règles parasismiques existantes à l'ensemble des constructions nouvelles, non encore concernées, tels les bâtiments administratifs et industriels ;

— actions auprès de promoteurs, des architectes et des propriétaires pour les inciter à faire application de ces règles en matière de construction individuelle ;

— adaptation progressive du patrimoine bâti existant et aménagement parasismique de ses équipements les plus sensibles (conduites et canalisations par exemple) ;

— information et éducation des citoyens par l'intermédiaire des médias, des enseignants et des associations.

Ce texte répond aux demandes des élus de Polynésie française. Il

retient plusieurs suggestions formulées par l'assemblée territoriale.

1) Pour tenir compte de l'augmentation de la population du territoire depuis 1957, date à laquelle avait été fixée précédemment la composition de l'assemblée territoriale, le projet porte de 30 à 41 le nombre des membres de celle-ci.

2) Les conseillers territoriaux resteront élus, comme actuellement, à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne. Par ailleurs, le projet de loi rend applicable aux élections à l'assemblée territoriale, sous réserve de quelques adaptations nécessaires, les dispositions générales du code électoral métropolitain.

BAUX COMMERCIAUX, CRÉDIT-BAIL SUR FONDS DE COMMERCE LOYERS IMMOBILIERS

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux, au crédit-bail sur fonds de commerce et établissements artisanaux et à l'évolution de certains baux immobiliers ;

1) Le coefficient maximal de réévaluation des baux commerciaux de neuf ans renouvelables en 1986 est fixé à 2,15. Ce taux, établi après une large concertation avec les organisations représentatives des propriétaires, tient compte des résultats acquis dans la lutte contre l'inflation. Il contribuera à la modulation des charges des entreprises tout en permettant la conservation et l'entretien du patrimoine immobilier ;

2) La poursuite de la lutte contre l'inflation conduit à limiter à 1,5 % l'évolution des loyers de trois catégories de biens immobiliers qui ne faisaient l'objet d'aucune réglementation particulière : les locaux à usage professionnel, certains garages et les locations saisonnières de toute nature ;

3) Enfin, le gouvernement propose d'élargir le champ d'application du régime du crédit-bail à l'acquisition d'un fonds de commerce d'un établissement artisanal. Ainsi sera levé un obstacle à la reprise des entreprises commerciales et artisanales.

LA PRÉVENTION DU RISQUE SISMIQUE

Le secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques naturels et technologiques majeurs a présenté au conseil des ministres une communication sur la prévention du risque sismique.

Avant la fin de l'année 1985, la cartographie des zones vulnérables au risque sismique sera achevée.

Par ailleurs, le gouvernement mettra en œuvre les mesures suivantes :

— généralisation, par voie réglementaire, des règles parasismiques existantes à l'ensemble des constructions nouvelles, non encore concernées, tels les bâtiments administratifs et industriels ;

— actions auprès de promoteurs, des architectes et des propriétaires pour les inciter à faire application de ces règles en matière de construction individuelle ;

— adaptation progressive du patrimoine bâti existant et aménagement parasismique de ses équipements les plus sensibles (conduites et canalisations par exemple) ;

— information et éducation des citoyens par l'intermédiaire des médias, des enseignants et des associations.

Au Sénat

• OUI A UNE CINQUIÈME TRANCHE DE GRANDS TRAVAUX

• NON A LA RÉFORME DE LA DOTATION GLOBALE D'ÉQUIPEMENT

Le Sénat a adopté, mercredi 6 novembre, en première lecture, le projet de loi modifiant, à partir de décembre 1986, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers instituée par la loi du 3 août 1982, portant création du Fonds spécial de grands travaux. Les quatre premières tranches du Fonds représentent 18 milliards de francs (correspondant à un volume de travaux d'environ 50 milliards de francs). Cette cinquième tranche est inscrite, pour 6 milliards de francs, dans un volume prévisible de travaux de l'ordre de 16 milliards de francs. La taxe spécifique est augmentée de 2,5 centimes par litre. Comme lors de l'examen des précédents textes similaires, la commission des finances a observé, par la voix de son rapporteur, M. Joël Muinet (Gauche) dém., que le système de fonds spécial constitue un moyen de débudgétiser des dépenses. Toutefois, compte tenu de la situation délicate du bâtiment et des travaux publics, elle a donné un avis favorable à l'adoption du projet.

En revanche, le Sénat a repoussé le projet de loi modifiant les règles de répartition de la dotation globale d'équipement (DGE) en votant une question préalable (dont l'adoption équivaut à un rejet du texte). Les motifs de cette décision exposés par M. René Monory (Un. centr., Vienne), rapporteur de la commission des finances, et par M. Jean-Pierre Tizon (RI, Manche), rapporteur de la commission des lois, sont de deux ordres : premièrement, il était demandé au gouvernement un abondement du fonds de répartition de la DGE de 500 à 700 millions de francs, correspondant, a expliqué M. Monory, à un « manque à gagner » pour les communes ; deuxièmement, le projet proposé par M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, est apparu comme attentatoire à la décentralisation dans la mesure où le représentant de l'Etat dans le département se voit confier le soin de répartir les crédits sous forme de subventions spécifiques aux communes et groupements de communes de moins de 2 000 habitants, ainsi que pour les communes ou groupements de 2 000 à 10 000 habitants qui opteront pour cette nouvelle solution. A ces deux raisons, s'est ajouté le refus d'une « onction du Sénat », représentant traditionnel des collectivités locales pour une réforme de la DGE instituée par la loi du 7 janvier 1983, que 123 sénateurs seulement avaient approuvée (une majorité s'abstenait ou ne prenant pas part au vote).

A. Ch.

L'ANCIEN MAIRE DE NOISY-LE-GRAND VA COMPARAITRE EN CORRECTIONNELLE

Le parquet de Bobigny, au terme d'un an et demi d'investigation, vient de clore l'instruction relative au contentieux électoral qui avait suivi le scrutin municipal de mars 1983 à Noisy-le-Grand. L'ancien maire de cette localité, M^{me} Marie-Thérèse Guimann (PCF), aujourd'hui en deuxième position sur la liste présentée en Seine-Saint-Denis par le Parti communiste pour les élections régionales, ainsi que l'ancien secrétaire général de la mairie de Noisy-le-Grand, M. Falzère, tous deux inculpés d'atteinte à la sincérité d'un scrutin, devraient comparaître dans les quatre prochains mois devant la chambre correctionnelle de Bobigny, vers qui le dossier d'instruction a été renvoyé.

C'est le conseil d'Etat, qui, après avoir invalidé les élections municipales de mars 1983 à Noisy-le-Grand, avait transmis aux tribunaux le dossier du contentieux électoral. Le conseil des ministres avait ensuite, le 29 mars 1984, dissous le conseil municipal dirigé par M^{me} Guimann. Cette situation avait conduit à de nouvelles élections, remportées par la liste RPR-UDF-CNIP que conduisait M^{me} Françoise Richard (RPR).

La procédure judiciaire qui avait conduit, en 1984, à l'inculpation de M^{me} Guimann et de M. Falzère avait été engagée à la suite d'une plainte déposée par M^{me} Richard. — R. H.

تحتفظ من الأصل

elle-Zéla

semblée Natio

ndence s'im

des relation

M. Rouss

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

de la répu

société

LE SORT DES « TURENGE »

La Nouvelle-Zélande s'étonne de l'optimisme français

De notre envoyé spécial

Auckland. — Les milieux judiciaires néo-zélandais n'en finissent pas de commenter et de s'interroger sur la manière expéditive dont le procès des deux agents français a été évincé.

Dans la presse, les déclarations ont succédé aux mises au point pour démentir une quelconque influence du pouvoir politique sur l'appareil judiciaire. En début de semaine, l'agitation était telle que l'opposition parlementaire a déposé une demande d'enquête pour faire toute la lumière sur les tractations qui ont précédé l'audience écourtée du lundi 4 novembre. Sortant de sa réserve habituelle, le vice-premier ministre — également ministre de la justice — M. Geoffrey Palmer, a dû élever le ton pour calmer certains députés.

Parmi les avocats d'Auckland, les réactions sont différentes. En dépit de la publicité faite autour des négociations préalables entre l'accusation et la défense et que certains jugent déplacée, on reconnaît l'aspect bénéfique, à terme, de ce qui est d'abord apparu comme un électrochoc pour l'ensemble de la corporation. Si Peter Williams, président de l'association des avocats d'Auckland, ardent supporter de Greenpeace, ne ménage pas le gouvernement français dans ses critiques, il n'en considère pas moins que l'arrangement dont ont bénéficié Dominique Prieur et Alain Mafart a été conclu en conformité avec la loi, même si les méthodes employées par les avocats ont quelque peu malmené les usages.

Même Gerald Curry, le défenseur oéo-zélandais des « Turenge », a rompu le silence qu'il s'imposait depuis le début de l'affaire pour

expliquer son point de vue : « La négociation que nous avons menée pour obtenir une révision de la charge de meurtre n'a rien de comparable au « plea bargaining », tel qu'on le pratique aux Etats-Unis et cela pour trois raisons : premièrement, dit-il, là-bas, le juge est tou-

Wines, le plus gros producteur de vin de Nouvelle-Zélande.

Le 25 novembre, lorsqu'il condamnera Dominique Prieur et Alain Mafart, Sir Davison devra tenir compte de plusieurs facteurs contradictoires. Depuis le début de la semaine, au fil des articles et des

Dans les milieux judiciaires néo-zélandais, on estime que le délai d'expulsion des agents français pourrait être plus long qu'on ne l'espère en France.

Jours impliqués dans une discussion, ce qui n'est pas le cas chez nous, où le magistrat conserve la position qui doit être la sienne : deuxièmement, une fois que l'arrangement est conclu, les procureurs américains ne donnent au public aucune explication sur ce qui a motivé leur décision. Ils rendent la justice entre eux. Troisièmement, aux Etats-Unis, conclut M. Curry, la sentence finale fait partie intégrante de l'accord. C'est un juge indépendant et libre qui décide en dernier ressort. »

En outre, cette sentence sera prononcée, le 22 novembre dans l'affaire du Rainbow Warrior, par le premier magistrat du pays, Sir Ronald Davison. Agé de soixante-cinq ans, Sir Davison a le titre de « chief justice of New Zealand ». Entre autres prestigieuses attributions, il est le représentant de la reine dans le pays lorsque le gouverneur général est absent. Avant d'être nommé par la reine en 1975, Sir Davison était directeur d'une importante compagnie d'assurances. Aujourd'hui, il est le président-directeur général de la Montana

éditoriaux, les journaux d'Auckland se plaisent à rappeler que la sentence pour homicide involontaire peut très bien être la détention à vie, mais cela n'est vrai qu'en théorie, car aucune condamnation pour « manslaughter » n'a été jusqu'à maintenant supérieure à quatorze ans. De plus, on critique sévèrement l'optimisme dont ont fait preuve les médias et le gouvernement français après l'audience de lundi en précisant qu'une telle attitude ne peut être que préjudiciable à l'avenir des deux officiers et que, pour eux, rien n'était joué.

Arguments économiques

En écho à ces propos pessimistes qui reflètent une bonne partie de ce que pense l'opinion publique, beaucoup d'avocats d'Auckland estiment que, si l'on met à part les incidences politiques probables, une classique affaire d'homicide involontaire impliquant un étranger n'aboutirait pas à une expulsion avant une période d'une à trois années après le jugement final. Un témoin du barreau

d'Auckland résumait toutefois : « Le délai entre la condamnation et l'expulsion des « Turenge » sera d'autant plus court que les pressions économiques et politiques auront été appuyées. » Là est toute la question.

Il reste maintenant, à examiner les arguments économiques dont la France pourrait user contre les exigences du gouvernement néo-zélandais. Durant les sept premiers mois de l'année, la Nouvelle-Zélande a acheté pour 1 333 millions de francs de produits français alors que ses exportations vers l'Hexagone n'ont pas dépassé 378 millions. Parmi les produits les plus exportés par la Nouvelle-Zélande figurent la laine (70 %), la viande de mouton (15 %) et les peaux (10 %). L'arme pour d'éventuelles sanctions économiques se trouve donc toute désignée.

Si l'on ajoute à cela la très difficile conjoncture économique que connaît la Nouvelle-Zélande avec les agriculteurs dont les subventions ont été supprimées et un dollar largement surévalué, il apparaît qu'une réduction des possibilités d'exportations vers la France serait fort mal accueillie par nombre d'agents économiques. « Les grands groupes industriels qui contrôlent l'activité de ce pays ne verraient pas d'un très bon œil qu'une quelconque volonté politique puisse aggraver une situation qui ne s'annonce guère brillante pour 1986, estime le conseiller commercial français d'Auckland. De plus, les grands marchés sont inexistant pour la France, celle-ci n'aurait pas à perdre grand-chose dans un éventuel boycottage économique néo-zélandais. »

FREDERIC FILLOUX.

M. Lange accuse M. Dumas de méconnaissance du droit néo-zélandais

Le premier ministre oéo-zélandais, M. David Lange, a estimé, mercredi 6 novembre, que les déclarations du ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas, sur l'existence de négociations relatives au sort des « Turenge », relevaient soit d'un « effet de tribune à consommation intérieure », soit d'une méconnaissance du système judiciaire néo-zélandais. Le gouvernement néo-zélandais a affirmé à plusieurs reprises ne pas être intervenu dans la décision de la justice néo-zélandaise de transformer en « homicide involontaire » le « meurtre » reproché au commandant Alain Mafart et au capitaine Dominique Prieur, agents des services secrets français.

M. Lange, qui s'exprimait au Parlement néo-zélandais, a en particulier déclaré :

« Le ministre des affaires étrangères français ne connaît peut-être pas très bien notre système judiciaire notamment en ce qui concerne la position de l'avocat de la Couronne (...). Il a peut-être véritablement cru que, quand l'avocat français parlait avec le sollicitor général néo-zélandais (1). Il s'adressait à un agent du gouvernement, comme dans le système français, au lieu de prendre conscience de la position réelle et unique occupée par ce représentant de la Couronne. »

(Dans sa déclaration sur RF1, le 5 novembre, M. Dumas n'a, à aucun moment, parlé de négociations entre le gouvernement français et la justice néo-zélandaise dont il a, au contraire, affirmé respecter la souveraineté (nos

dernières éditions du 6 novembre). Il n'est certes fâché que les hommes de loi néo-zélandais soient revenus « à une plus juste appréciation des faits », mais les négociations qu'il a évoquées portaient sur la libération éventuelle des « Turenge » au terme de leur procès et non sur les charges retenues finalement contre eux par la justice d'Auckland. Propos qu'il a de nouveau soutenus à l'Assemblée nationale, mercredi 6 novembre.]

(1) L'équivalent en France du directeur des affaires criminelles et des grâces.

Remplacé à la tête de la 1^{re} DB par le général Beausant

LE GÉNÉRAL ARNOLD REÇOIT UNE NOUVELLE AFFECTATION

Le général de brigade François Beausant a été nommé, par le conseil des ministres du mercredi 6 novembre, commandant la 1^{re} division blindée française en Allemagne fédérale. A ce poste, le général Beausant remplace le général de brigade Philippe Arnold, qui a été suspendu de ses fonctions par le ministre de la défense, M. Paul Quilès, pour avoir tenu des propos jugés contraires au devoir de réserve des militaires.

Le même conseil des ministres a décidé de nommer le général Arnold au poste d'adjoint au général commandant la 1^{re} armée et gouverneur militaire de Strasbourg.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La prudence s'impose

estime le ministre des relations extérieures

M. André Soury, député communiste de la Charente s'est inquiété le mercredi 6 novembre, à l'Assemblée nationale, lors de la séance consacrée aux questions au gouvernement des négociations qui avaient pu précéder le procès d'Auckland, demandant « quel prix le gouvernement français paiera pour enterrer » l'affaire Greenpeace. Le député communiste, évoquant « les marchandages auxquels se livrerait le gouvernement français avec la Nouvelle-Zélande, important exportateur de viande de mouton et de beurre », a souligné : « Les agriculteurs français ne pourraient que faire les frais de telles tractations ».

M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, lui a notamment répondu : « Les rapports de la France et de la Nouvelle-Zélande sont traditionnellement bons et ils le sont restés ». Rappelant qu'il avait, à deux reprises, rencontré le vice-premier ministre de Nouvelle-Zélande à l'ONU, M. Dumas a expliqué que de ces conversations était née la création d'un groupe d'experts franco-zélandais : « Ces spécialistes ont été chargés d'étudier les solutions à apporter aux problèmes pendents entre les deux gouvernements. Nous avons nos griefs : la Nouvelle-Zélande a encouragé l'activité d'un mouvement hostile à nos essais nucléaires ; ils ont les leurs. L'ensemble de ces questions doit se régler par la négociation, y compris la libération, le moment venu, des deux officiers détenus ».

Parlant précisément du procès d'Auckland, M. Dumas a expliqué que de ces conversations était née la création d'un groupe d'experts franco-zélandais : « Ces spécialistes ont été chargés d'étudier les solutions à apporter aux problèmes pendents entre les deux gouvernements. Nous avons nos griefs : la Nouvelle-Zélande a encouragé l'activité d'un mouvement hostile à nos essais nucléaires ; ils ont les leurs. L'ensemble de ces questions doit se régler par la négociation, y compris la libération, le moment venu, des deux officiers détenus ».

Mais il s'est réjoui du succès obtenu par la défense de nos compatriotes, avant d'ajouter : « La prudence s'impose. Ce succès n'est qu'un début, et nos deux officiers ne sont pas encore libres, ce qui reste notre principal souci. Personne ne peut trouver à redire que le gouvernement de la République s'intéresse au sort de deux officiers de l'armée française dont le premier ministre a déclaré qu'ils s'étaient comportés conformément aux ordres qu'ils avaient reçus ».

FAITS DIVERS

L'incendie de l'hospice de Barbezieux était criminel

(De notre correspondant.)

Angoulême. — L'incendie de l'hôpital-hospice de Barbezieux (Charente), qui a entraîné, le 23 octobre, la mort de neuf personnes âgées, était criminel. L'auteur de l'incendie a avoué. Il a été écroué. Il s'agit d'un invalide, pensionnaire de l'établissement, Pierre Meynien, cinquante-huit ans.

Pierre Meynien avait, pour des motifs dérisoires, de fréquentes discussions avec un autre pensionnaire, unijambiste. C'est en mettant le feu, par vengeance, au fauteuil roulant de ce dernier qu'il a provoqué l'incendie.



Cannes 0h30

La ville où le 1 000^e invité d'un symposium informatique rejoint la chambre où dormit Alfred Hitchcock.

C'est étonnant, c'est Cannes.

PROFESSIONNELS DU BÂTIMENT, VENEZ DÈS DEMAIN VISITER VOTRE SALON !

batimat 85

15^e salon international de la construction et des industries du second œuvre.

8-17 Novembre

PARIS

Porte de Versailles

Organisé conjointement avec INTERCLIMA

141 av. de Wagram
75017 PARIS
Tel : (1) 47 65 03 44

CANNES

TEL 93.39.01.01 - TELEX 470749 F

Festival international du film, informatique, automobile, télécommunications, énergie, mécanique, beauté, publicité, danse, astrologie, programmes TV, médecine, sponsoring, vidéo, 5.000 m² de ville informatique dans le Palais des Festivals et plus de 200 marchés et congrès. Documentation gratuite sur simple demande à la Direction Générale du Tourisme.

SOCIÉTÉ

SUR L'INITIATIVE DE M. GEORGES TRANCHANT (RPR)

Croisade contre les mariages blancs

« Jeune Syrien désireux de faire du commerce en France, cherche femme française pour mariage blanc, rémunération et divorce assuré. » Cette petite annonce et d'autres du même genre, relevées dans les colonnes de *Libération*, du *Matin de Paris*, du *Nouvel Observateur*, constituent probablement, aux yeux de M. Georges Tranchant, député RPR des Hauts-de-Seine, un trouble grave à l'ordre public. Cet élu de l'opposition ne ménage pas sa peine, depuis le 23 octobre, pour attirer l'attention des pouvoirs publics, mais aussi des Français, sur cette affaire.

Le 23 octobre donc, M. Tranchant pose une question orale à l'Assemblée nationale. L'argumentation est simple : « Depuis plusieurs années un nombre de plus en plus important d'étrangers acquièrent la nationalité française frauduleusement, à l'aide de mariages de complaisance, le plus souvent rémunérés, à seule fin, chacun le comprend, de bénéficier des avantages que confère notre nationalité. Or, s'indigne le député, que fait le gouvernement pour lutter contre ces pratiques ?

Il commence par supprimer, par la loi du 29 octobre 1981, l'autorisation préalable de la préfecture qui était la condition nécessaire,

depuis l'ordonnance du 2 novembre 1945, au mariage mixte.

2) Le 25 juillet dernier, il fait envoyer au maire de Paris et aux officiers d'état civil des arrondissements parisiens une circulaire rappelant que la suppression de l'autorisation préfectorale ne confère pas aux officiers d'état civil le pouvoir « de vérifier la régularité de la situation de l'étranger en France (...) Il n'est donc pas possible d'exiger, même en vue de la vérification de son identité, la production de son passeport ou de sa carte de séjour. »

En revanche, la preuve de l'identité peut être apportée par tout moyen (permis de conduire, livret de famille, etc.).

Dans ces conditions, demande en substance M. Georges Tranchant, les autorités judiciaires ont-elles, eu moins, le souci de poursuivre les journaux qui, en publiant les annonces de candidats au mariage blanc se font les complices de la fraude au mariage ? Sur un mode badin, M. André Labarère, ministre chargé des relations avec le parlement, répond qu'en effet « le directeur de publications d'annonces de presse en faveur d'étrangers qui recherchent un mariage simulé avec un conjoint français peut-être, par application de l'article 21 de l'ordonnance du 2

Le député RPR réclame l'ouverture de poursuites contre les journaux publiant les petites annonces de candidats au mariage de complaisance. Le garde des sceaux s'y refuse.

novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers ». (...) « Mais pourquoi, s'interroge le ministre, ne se produirait-il pas un coup de foudre entre un étranger et une Française ? L'amour n'a pas de frontière. Mais, comme vous êtes tellement bûlé en la matière, conclut-il à l'adresse de M. Tranchant, vous ne l'avez pas compris. »

Changement de cap ?

Bûlé, M. Tranchant ? Le mot est dit, sans doute, à la fièvre des débats parlementaires. Mais très sûrement, puisque, le 30 octobre, le député des Hauts-de-Seine rend publique une lettre qu'il adresse au procureur général du tribunal de grande instance de Paris et dans laquelle il demande à celui-ci « de bien vouloir lui indiquer les raisons pour lesquelles le ministère public ne fait pas respecter l'ordre public face à de tels abus (NDLR : c'est-à-dire la publication de ces petites annonces) constituant des délits prévus et réprimés par la loi. Pouvez-vous me confirmer, poursuit-il, que des poursuites seront engagées à l'encontre des étrangers auteurs de ces annonces (...) ainsi qu'envers les publications incriminées ».

Cette lettre, rendue publique le 30 octobre et portant cette date n'est, en fait, postée que le 4 novembre et n'arrive pas, selon le parquet, avant le 6 novembre dans l'après-midi : un délai largement suffisant pour laisser s'enfler la polémique, alors que le procureur ne peut répondre à une missive qu'il n'a pas reçue.

Aussi, le 5 novembre, M. Tranchant revient-il, une nouvelle fois, à la charge. Cette fois, à l'occasion de la discussion du budget de la justice à l'Assemblée : « Tout étranger peut se marier en France, sans que sa situation soit contrôlée. Un terroriste, un repris de justice entré en France irrégulièrement peut s'y marier sous un faux nom et acquérir la nationalité française. Cette disposition me semble assez fâcheuse. Et je constate que vous ne veillez soigneusement à la faire appliquer », reproche M. Tranchant à M. Badinter, ministre de la justice. « Je ne vois pas l'utilité de s'engager dans la poursuite pénale systématique de ce genre d'annonces, répond le garde des sceaux. Ne dramatisons pas. Ne confondons par les vrais problèmes de l'immigration avec les fausses questions qui servent si heureusement votre publicité personnelle (...). Je prends la responsabilité de ne pas déclencher

juge d'instance. Ils déclarent alors, sur l'honneur, mener une vie commune depuis six mois et devront le justifier. Une enquête de police établissant la réalité de la vie commune, la moralité et « l'assimilation » du conjoint étranger doit compléter l'accession du candidat à la naturalisation. Comme par le passé, ne pourront être naturalisés les étrangers qui sont l'objet d'un arrêté d'expulsion, d'une assignation à résidence, ou les personnes condamnées définitivement pour des crimes et des délits tels que le vol, l'escroquerie, le chantage, le faux et usage de faux, l'attentat à la pudeur, le proxénétisme, etc. En revanche, depuis 1984, le conjoint étranger d'un ressortissant français obtient automatiquement et de plein droit une carte de résident valable dix ans. De même, depuis 1981, ne peuvent être reconduits à la frontière les étrangers mariés depuis plus de six mois à un (e) Français (e).

Reste la question des petites annonces. Curieusement, le droit français ne permet pas de poursuivre celui ou celle qui, par ce biais, souhaite faire un mariage blanc. Il s'agit certes d'un détournement de la loi, d'une fraude à la loi ; mais, si le fait de contracter un mariage blanc est illicite, il n'est pas illégal. Il n'existe pas, dans ce domaine, de prohibition pénale. En revanche, peuvent être poursuivis en vertu de l'article 21 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 (1) le Français ou la Française qui auront favorablement répondu à l'annonce et le directeur de publication du journal qui l'aura publiée.

AGATHE LOGEART.

(1) Ce texte punit tout individu qui, par aide directe ou indirecte a facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irrégulier d'un étranger. La peine encourue est une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans assortie ou non d'une amende allant de 2 000 à 20 000 francs.

Un président nommé Désir

Débattre publiquement avec Jean-Marie Le Pen ? « Pourquoi pas ? », répond Harlem Désir, après deux ou trois secondes de réflexion. « Ça pourrait être l'occasion de démontrer la mauvaise foi et la malhonnêteté, le caractère mensonger de certaines affirmations qui sont des simplifications et des fantasmes... »

Mais pour l'heure, le président de SOS-Racisme, a un autre interlocuteur : Alain Peyrefitte qu'il affronte ce jeudi 7 novembre à Paris, dans un « Grand débat » organisé par Paris-Match.

Harlem Désir, président de SOS-Racisme, ne refuserait pas de débattre avec Jean-Marie Le Pen

et Europe 1, sur « Immigration et identité nationale ». Harlem Désir restera parler de lui dans deux semaines, avec la parution de son livre « Touche pas à mon pote » (Grasset). Puis le 29 novembre, à l'occasion des « Six heures contre le racisme », organisées par son mouvement, et auxquelles participeront Marguerite Duras et de nombreux intellectuels. Enfin, le 7 décembre, lors d'une manifestation d'un nouveau type, « une manifestation de l'an 2000 » prolongée le soir par un double concert contre l'apartheid, à Paris et à Dakar.

Un nom aussi exotique qu'Harlem Désir semble être taillé sur mesure. « C'est trop beau pour être vrai, déclarait M. Le Pen le 16 juin dernier, il doit s'appeler Alphonse Bitru, comme tout le monde. »

Félicité par Jacques Chirac

L'intéressé hausse les épaules : « Encore un mensonge ! Ma famille s'appelle Désir. C'est un nom assez commun en Martinique. Et Harlem, alors ? C'est le prénom que m'a donné mon père, en hommage à une diaspora noire à laquelle il se sentait appartenir. M'appeler Harlem était sans doute à ses yeux une sorte de défi, mais je ne sentais pas, français, je ne sentais pas, comme dirait Coluche, que ça se soit imposé à moi. »

De père antillais et de mère alsacienne, Harlem Désir, vingt-six ans, n'a senti pousser ses racines que récemment. Et sans préparation, en quelques mois, il est devenu une vedette de l'actualité. Dans son livre, il raconte que le président de la République l'a fait assister à sa droite, lors d'un déjeuner à l'Élysée en avril dernier, et que Jacques Chirac l'a reçu inopinément à la mairie de Paris, après la fameuse nuit de SOS-Racisme à la Concorde, le félicitant pour cette belle « fête » et le « magnifique travail » accompli par son association.

Une star ? « Non, un simple haut-parleur, affirme-t-il en énumérant les noms de ceux qui ont créé ce mouvement avec lui en 1984. La star, c'est SOS-Racisme, la petite main qui pousse le char. C'est tout ce que j'ai fait. Deux millions d'exemplaires vendus en France, et plus d'un million dans d'autres pays européens. »

Mais où est-elle, cette petite main ? On ne le voit plus beaucoup, « Elle réapparaît quand une occasion se présente », répond Harlem Désir. Mais nous n'avons jamais fait de ce badge un fétiche. C'était une étape, le premier révélateur d'une génération qui voit l'immigration avec d'autres yeux. Elle ne considère pas Farida comme un taux de fécondité et

par de jeunes Maghrébines qui n'ont pas voulu se joindre à l'initiative de SOS-Racisme. « Nous avons accusé le 30 novembre, à son arrivée à Paris, dit Harlem Désir, il n'y a pas de contradictions entre le front intercommunautaire qu'est SOS-Racisme et l'expression d'une communauté particulière, leur en l'occurrence. Ce n'empêche d'ailleurs pas la moitié de notre bureau national et plus de la moitié des présidents de nos comités locaux d'être des jeunes Maghrébines. »

Ne pas crier

Parler de noyautage du mouvement par l'Union des étudiants juifs de France lui paraît absurde : « Notre fierté est de voir des juifs prendre la défense des Arabes et des Arabes dénoncer l'antisémitisme. »

Harlem Désir constate avec inquiétude que Jean-Marie Le Pen est au centre du débat sur l'immigration. « C'est lui qui en a fixé les termes. On ne parle plus des immigrés que par rapport au chômage et à la délinquance. Bientôt, on expliquera la crise par l'immigration. Camma bluc émigré, on ne fait pas mieux. » Les militants antiracistes ne portent pas une part de responsabilité dans cette situation ? A force de crier au loup... Harlem Désir ne supporte pas ce genre d'argument qu'on lui a déjà servi plusieurs fois. « Il faut être sérieux. Le racisme n'est pas né avec le Touche pas à mon pote. Affirmer que, par leur attitude provocatrice, les antiracistes généraient les racistes est une accusation extraordinaire. Non, le mot xénophobie ne lui paraît pas plus exact. C'est bien de racisme qu'il s'agit. L'immigration n'est parfois qu'un prétexte. On s'attaque aux Maghrébins, qui sont la cible la plus facile. Mais, derrière ça, le vrai antisémitisme, par exemple, montre le bout de son nez. »

Ne pourrait-on pas parler un peu moins du racisme des Français et davantage d'intégration (des immigrés) ? « La lutte contre le racisme, réplique-t-il, est inséparable de celle pour l'égalité des droits. Certains hommes politiques veulent revenir en arrière sur le code de la nationalité. Ils créeraient ainsi de nouveaux immigrés, alors qu'il faut au contraire aller de l'avant, faciliter l'accès à la nationalité française, et permettre le vote aux élections locales pour ceux qui vivent en France depuis un certain nombre d'années. »

Jean-Marie Le Pen lira-t-il le livre du faux Alphonse Bitru ? Il y trouverait à chaque page, à chaque ligne, une pensée diamétralement opposée à la sienne, avec des mots d'une autre génération. La génération multicolore d'un président nommé Désir... ROBERT SOLÉ.

SCIENCES

Challenger dans ses freins

La navette spatiale américaine a atterri, le mercredi 6 novembre, à 18 h 44 (heure française), sur l'une des pistes en terre battue de la base aérienne d'Edwards, en Californie. Les scientifiques américains se déclarent déjà très satisfaits de cette mission germano-américaine de huit jours. Ils estiment en effet que le laboratoire européen SpaceLab emporté par Challenger a été pleinement utilisé « et se félicitent qu'une seule des soixante-seize expériences embarquées ait échoué. Ce vol a d'autre part permis de tester un nouveau système de freinage des véhicules spatiaux. Sur vingt et un atterrissages de la navette, dix-neuf ont en effet connu des problèmes de freinage. Aussi la NASA avait-elle décidé de faire se poser la navette sur la base d'Edwards plutôt qu'à son centre spatial Kennedy en Floride — son point de départ, — dont les pistes sont soumises à de forts vents latéraux qui obligent les pilotes à trop user de leurs freins. Mais cela coûte du temps et de l'argent, puisqu'il faut à chaque fois reconduire Challenger ou le Discoverer à la Californie. Pour éviter ce transport à la NASA, aidée par l'armée de l'air américaine et la société Goodrich, a mis au point un système fournissant une assistance électronique au pilote qui permet de régler la vitesse spatiale déviée par les vents latéraux sans avoir à jouer sur les freins. Challenger a d'autre part été équipée de nouveaux freins en beryllium et matériau composite carbone-carbone.

MÉDECINE

Nouvelle épidémie de trichinose

Une trentaine de personnes sont actuellement hospitalisées à Lyon après une intoxication par une viande de cheval fortement suspectée d'être contaminée par le ver parasite responsable de la trichinose. Deux épidémies identiques avaient déjà été observées dans la région parisienne, l'une d'elles faisant deux morts le 17 et 21 septembre, et une troisième dans l'est de la France. « Les consommateurs peuvent reprendre sans problème aujourd'hui leurs achats de viande de cheval », a toutefois affirmé le 5 novembre, M. Gilbert Jolyet, directeur de la qualité au ministère de l'Agriculture.

(Publicité)

NANTES APPEL

Pour la pérennité et le développement de l'action socio-culturelle au service de tous les Nantais

Depuis plusieurs décennies, les efforts de milliers de militants de l'éducation populaire se sont concrétisés par la création d'un important tissu associatif à Nantes.

Le mouvement associatif, dans la diversité et le pluralisme, a construit un important réseau d'activités culturelles et éducatives sur les quartiers ou à proximité des lieux d'habitation. Que ce soit dans le cadre d'une animation globale (centres sociaux, maisons de quartier) ou dans un secteur spécifique (maisons de l'enfance, maisons des jeunes), les associations, par leur connaissance du terrain et leur dynamisme, ont su impulser une politique socio-culturelle très appréciée de la population, comme en témoigne le développement constant des actions entreprises.

Les municipalités successives ont reconnu leur mission de service public. Pour une plus grande efficacité et une utilisation concertée des fonds publics, certaines associations se sont regroupées : Office des centres sociaux, Fédération des centres de loisirs éducatifs.

A l'occasion de la restructuration décidée par la municipalité, ces organisations sont frappées d'un arrêt de mort. Par ailleurs, les associations de quartier sont menacées dans la mise en œuvre de leurs activités.

D'autre part, cette restructuration est une atteinte au droit d'association, liberté fondamentale, qui doit être assortie du subventionnement par les pouvoirs publics, et notamment par les collectivités locales.

Les soussignés demandent solennellement à la municipalité de Nantes de prendre en compte l'existence d'une vie associative dynamique et de favoriser son développement. Sinon dans un contexte de crise, de mutations sociales et de contraintes économiques rigoureuses, l'ensemble de la population en ferait les frais. De plus, l'important travail entrepris auprès des jeunes serait hypothéqué, avec le risque d'une accentuation de la marginalisation et de la délinquance.

Les soussignés, mesurant les enjeux, appellent la municipalité de Nantes à entreprendre dès à présent une authentique concertation avec les responsables du secteur associatif concerné. Celui-ci serait dangereusement amputé s'il ne pouvait plus bénéficier de leur expérience.

Premières signatures recueillies auprès de personnalités nantaises du monde associatif, socio-culturel et universitaire : PAUL ALLAIN ; Daniel ASSERAY ; Guy BOUTELIER ; Daniel BRIOLET ; Guy COIGNAC ; Lucien COSTE ; Roger DUPART ; Jean FEUNTEUN ; Jean FORTIS ; René-Jean GARÇON ; Yvette GRALEPOIS ; Lucien GUTTENY ; Mariette GOURBAUX ; M. GOUZIL ; Pierre HUBERT ; M. JAFFRE ; Roger LAUZEY ; Maurice LEFEUVRE ; Théodore LENOIR ; Lucien LOURGOULLOUX ; Jean-Claude LUCIEN ; M. MELET ; Emile MELUSSEAU ; M. NOGUES ; Gustave ORCEAU ; Georges PERRAUD ; Maurice PIGON ; Lolo TAMIC ; Léon THOMAS.

LE RÔLE RÉEL DES PETITES ANNONCES

Selon l'observatoire économique de l'INSEE, 21 080 mariages mixtes ont été célébrés en France en 1983, un chiffre à peu près constant depuis plusieurs années : 15 000 étrangers — sur les 30 000 à 35 000 naturalisations accordées chaque année — sont naturalisés à la suite du mariage. Combien parmi eux ont été « mariés blancs » ? De 1 500 à 2 000, soit au moins 1 sur 10, estime M. Tranchant, qui ne peut, bien entendu, assurer la réalité de cet énorme chiffre noir.

Lorsqu'on voit le Monde du 5 juillet 1982 que le taux de réponses aux demandes de mariage blanc (sans même parler des véritables mariages) formulées par le biais de *Libération* est de 20 à 40 réponses lorsque l'annonce est passée par une femme et de 0 dans le cas d'un homme, on peut s'interroger sur l'incidence réelle des petites annonces dans la nombre des mariages blancs contractés chaque année en France.

Ag. L.

1. — Voir l'article de Philippe Frémont (« Voulez-vous m'épouser à blanc » ?

ILS SE SONT MUTILES !

... ou mutile ? Pour couper court, un moyen simple : BESCHERELLE 3 La Grammaire Pour Tous HATIER

هكذا من الأصل

مكتبة الأصل

Miracle!

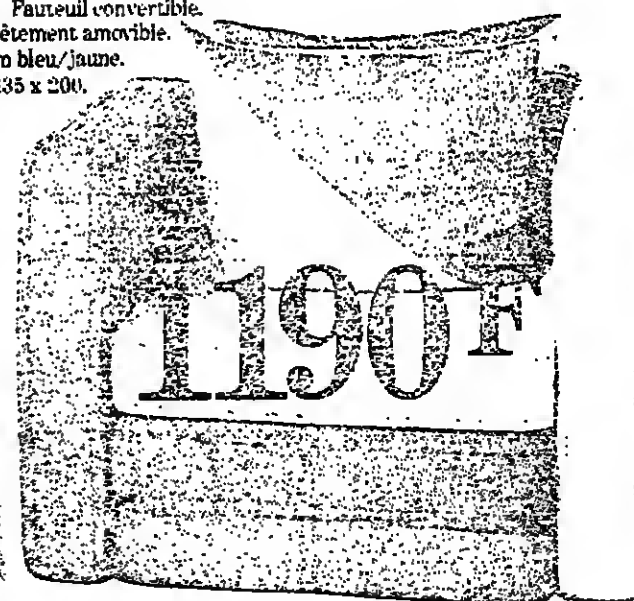
Un canapé se convertit pour 990F.



OSBY:
Canapé convertible.
L 150 H 79 P 79.
Revêtement bleu gris,
coton et viscose.

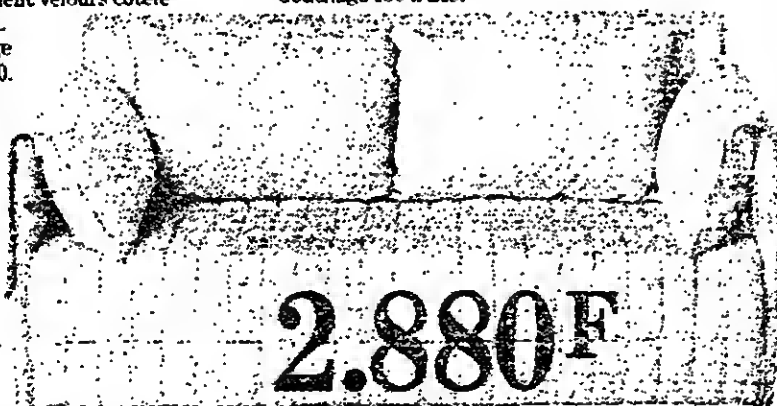
990F

TARNABY:
Fauteuil convertible.
Revêtement amovible.
Tissu Holm bleu/jaune.
Couchage 135 x 200.



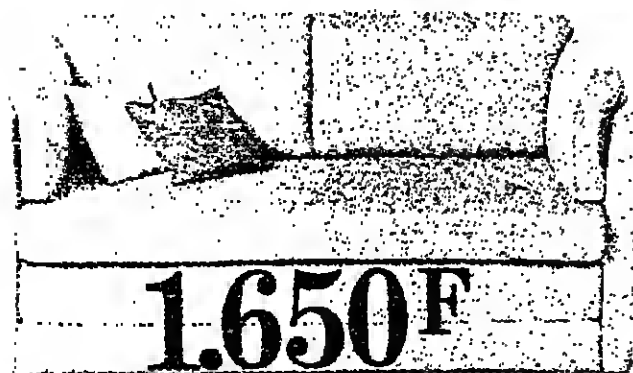
1190F

DAROTA:
Canapé convertible.
Revêtement amovible.
Tissu Holm écru ou jaune vif 100% coton.
Couchage 160 x 215.



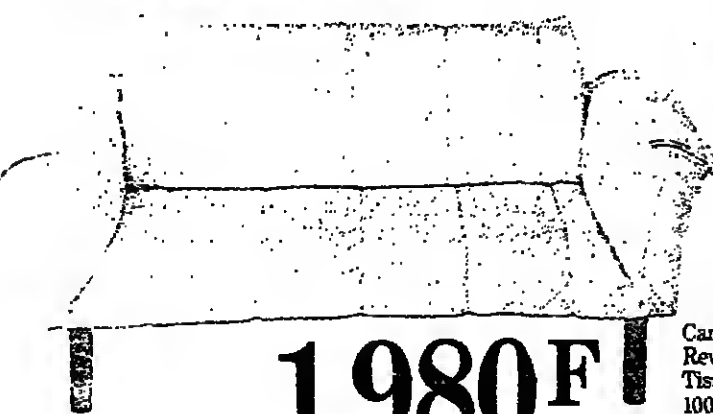
2.880F

HEDE:
Canapé convertible.
Revêtement velours coté
gris bleu.
Couchage
133 x 200.



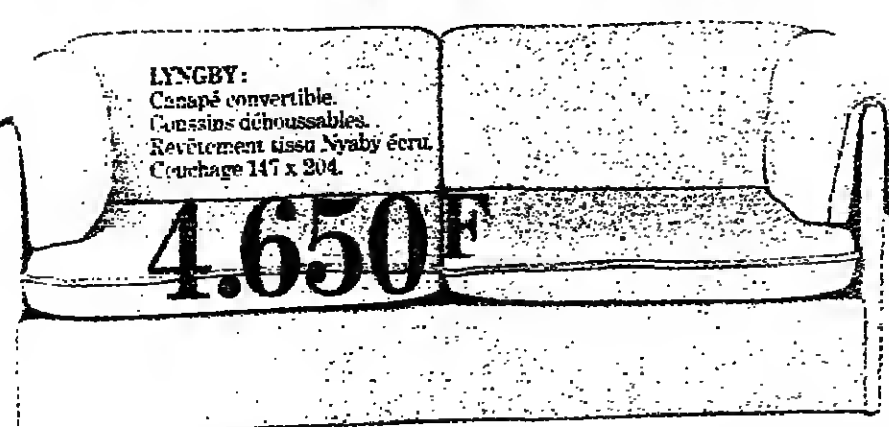
1.650F

FRESKATI:
Canapé convertible.
Revêtement amovible.
Tissu Holm écru
100% coton.
Couchage 80 x 197.



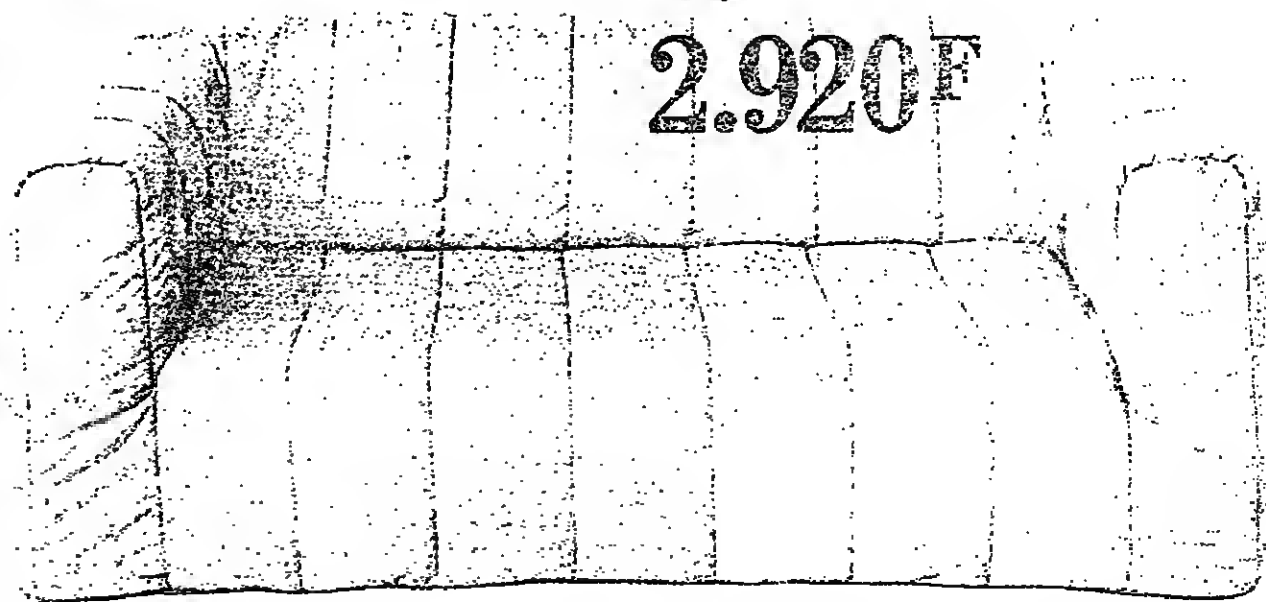
1.980F

LYNGBY:
Canapé convertible.
Consignes déhoussables.
Revêtement tissu Nyaby écru.
Couchage 147 x 204.



4.650F

KLIPPAN:
Canapé convertible.
Revêtement tissu Hallsta.
Déhoussable.
Couchage 138 x 200.



2.920F

On ne va pas vous faire un prêche mais, encore une fois, vous pouvez nous croire avant de voir: le miracle IKEA continue... A ce prix-là, un canapé ne serait déjà pas cher... Un lit non plus, d'ailleurs... Alors, comme on dit, les deux pour le prix d'un, c'est un peu renversant... En plus, ce n'est pas le seul. Et quand on connaît leurs prix, il y a vraiment de quoi se déplier en deux.
Aussi confortables la nuit que le jour, les convertibles IKEA se couchent ou s'assoient, à n'importe quelle heure

sans faire de caprice. Avec un drap, deux oreillers et une couette IKEA (en voilà une bonne idée!), ils vous transforment un living en chambre d'amis en moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire.
Vous êtes converti? Maintenant il faut choisir et ce n'est pas le plus facile. Un conseil: prenez votre temps. Faites un tour de canapés et réfléchissez: quel est celui qui ira le mieux chez vous, dans quelle couleur allez-vous le prendre, etc.

Pas encore sûr? Refaites donc un tour, ouvrez-en deux ou trois et allongez-vous un moment... De toute façon, si vous aviez un petit regret dans les 15 jours, IKEA reprend les choses avec le sourire. Miraculeux, non?



Ils sont fous ces Suédois

LE CARNET DU Monde

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 42-46-17-11 - Téléc : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 47-78-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, sauf indications particulières, * expo le matin de la vente.

MARDI 12 NOVEMBRE

- S. 8. - Art de la Chine et du Japon, expo vend. 8 de 11 h à 18 h.
- S. 10. - Bon mobilier, objets d'art. - M^{me} MILLON, JUTHEAU.
- S. 11. - Livres anciens et modernes. Bijoux. Mobilier. - M^{me} WAPLER.

MERCREDI 13 NOVEMBRE

- S. 1. - Estampes et tableaux modernes. M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. M^{me} Caille, M^{me} Renaud-Beaupère.
- S. 2. - Dessins anciens (16^e, 17^e et 18^e s.), dessins du 19^e s. M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 3. - Bijoux, argenterie. M^{me} COUTURIER, de NICOLAY, Cabinet de Fontenay, expert.
- S. 4. - Tableaux, beaux mobiliers. M^{me} DELAVENNE, LAFARGE.
- S. 5. - Livres anciens et modernes. M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. M. Méaudre, expert.
- S. 7. - Mob. 18^e. Tablx anc. - M^{me} BOSCHER.
- S. 12. - Timbres. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.
- S. 16. - Bibelots, meubles. - M^{me} BONDU.

JEUDI 14 NOVEMBRE

- S. 8. - Arts d'Afrique. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN. M. Montebon, expert.
- S. 13. - Livres anc. et mod. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

VENDREDI 15 NOVEMBRE

- S. 1. - Tab., bib., mob. - M^{me} BOISGIRARD.
- S. 2. - Art nègre, d'Amérique du nord et d'Océanie. M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 3. - Gogols. Peintures. M^{me} CHARBONNEAUX.
- S. 4. - Bons meubles, objets mob. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.
- S. 5. - Livres anciens. - M^{me} RENAUD.
- S. 6. - Art russe. - M^{me} CORNETTE DE SAINT-CYR.
- S. 11. - Bibelots, meubles. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.
- S. 12. - Timbres-poste. - M^{me} ADER, PICARD, DAYEN. M. Robineau, expert, chez l'expert 5, rue Drouot, 75009 Paris. Tél. (1) 47-70-16-50. Les 13 et 14 nov. de 9 à 12 h et 14 à 17 h.
- S. 15. - Tableaux, meubles. - M^{me} CHEVAL.
- S. 16. - Audio-visuel. - M^{me} BOSCHER.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
J.-P. et D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
BOSCHER, 3, rue d'Amboise (75002), 42-46-87-81.
Catherine CHARBONNEAUX, 134, Fg-St-Honoré (75008), 43-59-66-56.
CHEVAL, 33, rue de Fg-Montmartre (75009), 47-70-56-26.
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 47-20-15-94.
COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Bellechasse (75007), 45-55-85-44.
DELAVENNE, LAFARGE, 12, rue Grange-Batelière (75009), 48-24-71-60.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anc. RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hyppolyte-Lesb (75009), 42-81-50-91.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 42-46-46-44.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
WAPLER, 16, place des Vosges (75004), 42-78-37-10.

BERG: lettres inédites

Le Monde de la MUSIQUE



On fête cette année le centenaire d'Alban Berg, le plus « populaire » des compositeurs de l'Ecole de Vienne. Romantique attaché, ou révolutionnaire qui s'affranchit des formes pour mieux les réinventer ? Pierre Boulez et Michael Levinas, deux compositeurs-interprètes, s'attachent à situer l'auteur de « Wozzeck » dans la musique du XX^e siècle. Avec, notamment, des lettres inédites qui en disent long sur le souci qu'avait Berg d'être compris de son public. Vainqueur incontesté du Concours Chopin en 1925, Krystian Zimerman a su s'imposer en quelques années comme l'un des grands pianistes de notre temps. « Pas plus de vingt-cinq concerts par an ! », affirme-t-il dans un entretien où il raconte son enfance en Pologne, et livre sa vision de la musique.

« Ran », le dernier chef-d'œuvre de Kurosawa, a été mis en musique par Toru Takemitsu.

le grand compositeur japonais. Michel Chion a effectué pour Le Monde de la Musique un voyage dans les profondeurs d'une bande-son qui instaure des rapports privilégiés entre l'image et le son. Gustav Leonhardt donne un unique récital à Paris, fin novembre. Le Monde de la Musique brosse un portrait du claviciniste, véritable Descartes de la musique baroque. Au sommaire également, dix questions à Henri Dutilleul à propos de son « Concerto pour violon », qui sera donné en création mondiale par l'Orchestre national de France et Isaac Stern ; une interview-portrait de Martial Solal, et les carnets d'aventures de Louis-Moreau Gottschalk, pianiste, aventurier et compositeur, qui a fait les belles soirées des salons du XIX^e siècle.

Le Monde de la Musique de novembre. 22 F chez votre marchand de journaux

Le Monde de la MUSIQUE

Réceptions

- A l'occasion du cinquante-huitième anniversaire de la révolution d'Octobre, M. Youli Vorontsov, ambassadeur d'URSS en France, a donné une réception mercredi 6 novembre.

- A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur de la République algérienne et M^{me} Abdelhamid Meini ont donné une réception mercredi 6 novembre.

Décès

- Ses frères et ses neveux ont le douleur de faire part du décès, survenu le 1^{er} novembre 1985 dans sa quatre-vingt-deuxième année, de

M^{me} Marie CHATELET, ancienne élève de l'Ecole normale supérieure de Sèvres, ancien professeur au lycée Racine,

dont les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 5 novembre 1985.

Il prie d'associer à son souvenir celui de son frère, le doyen Albert Chatelet, décédé le 30 juin 1960.

- L'Agence MEDIA PA fait part du décès accidentel de

M. Patrick FORET,

survenu le 5 novembre 1985.

Les obsèques auront lieu le vendredi 8 novembre, à 14 heures, en l'église Sainte-Anne-de-Gasincourt, à Mantes-la-Jolie (78).

- M^{me} André Guillozet, son épouse, Nicolas Guillozet, Louis-André Guillozet et Sylviane Cochin, Martine Guillozet et Joël Caradee, Elisabeth et Jacques Laporte, Marie-Christine et Jean-Paul Hamon, Pierre Simon, Odile Nicolle, Et tous ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. André GUILLOZET, ingénieur ETR, ancien entrepreneur,

survenu le 31 octobre, à l'âge de soixante-trois ans.

L'inhumation a eu lieu à Arvey le 2 novembre 1985.

8, avenue du Palud, 56340 Carnac.

- Mireille, Ariel et Axel Kyron, Danièle Soudi,

ont la douleur de faire part du décès de leur épouse, père, frère,

Ado KYROU,

survenu le 4 novembre 1985.

La levée du corps aura lieu à 10 heures, sortie amphithéâtre de l'hôpital de la Salpêtrière, 22, rue Breton, Paris-13^e.

On se réunira au cimetière des Batignolles, 8-10, rue Saint-Just, Paris-17^e (entrée principale).

Samedi 9 novembre 1985, à 11 heures, 191, avenue du Maine, 75014 Paris.

(Le Monde du 6 novembre.)

- M. Jean Lassus, M^{me} Verve Paul-Marie Pons, M. et M^{me} Bernard Lassus, et leurs enfants, Antoine et Camille Lassus, M. Claude Lassus, M^{me} Micheline Lassus-Aiger, M^{me} Geneviève Lassus, et ses enfants, Bénédicte Bueher, James Arch et Ophélie, Marie-Dominique Bueher, Les familles Rocotte, Masson, Lassus et Verve, ont la douleur de faire part du décès de

Madeleine LASSUS, née Duchez,

endormie dans le sein du Seigneur le 31 octobre 1985, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 5 novembre 1985, dans la plus stricte intimité.

4, rue Bénard, 75014 Paris. 13, rue Poliveau, 75005 Paris. 3, rue des Deux-Ponts, 75004 Paris.

- M. et M^{me} Eric Dufour, M. Alec Dufour, M^{me} Carol Dufour, M. et M^{me} Doan Viet, ses enfants, Julie, Amaranthe, Alexis-Paul et Lactia,

ses petits-enfants,

M^{me} Hélène et Marie Lianine,

ses sœurs,

M^{me} Djangaroff,

sa tante,

Sa famille et tous ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Irène Galina LIAMINE,

survenue le 5 novembre 1985 dans sa cinquante-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 13 novembre, à 13 h 45, en l'église orthodoxe du Signe de la Vierge, 87, boulevard Exelmans, 75016 Paris.

L'inhumation aura lieu au cimetière russe de Sainte-Geneviève-des-Bois.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, allée d'Avignon, 75017 La Collette-Saint-Cloud.

[Tous les collaborateurs du Monde qui continuent à bien lire depuis quinze ans expriment leur plus sincère condoléance.]

Le gardien toujours le souvenir d'une personne exceptionnelle, non seulement par son courage mais aussi par son rayonnement, sa joie de vivre et son enthousiasme qui nous ont, pour chacun, comme une source de modèle à suivre.]

- On nous prie d'annoncer le décès de

docteur William PESCAROLO,

ancien interne des hôpitaux de Paris, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 2 novembre 1985, dans sa quatre-vingt-neufième année.

De la part de son épouse, de ses enfants et petits-enfants, et de ses amis.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

73, rue Jeanne-d'Arc, 94160 Saint-Mandé.

- Les membres du conseil d'administration de la Fédération nationale de la Mutualité des anciens combattants prisonniers de guerre, Déportés du travail et Combattants d'Algérie-Tunisie-Maroc, ont le regret de faire part du décès, survenu au Centre médical des Pins de Lamotte-Beuvron (Loir-et-Cher), le 5 novembre 1985, de leur président,

M. Albert PEYRE,

membre du Conseil supérieur de la mutualité, officier de la Légion d'honneur, ancien prisonnier de guerre.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale à Perpignan (Pyrénées-Orientales).

FNMPG DT CATM,

46, rue Copernic, 75782 Paris Cedex 16.

IVRY-SUR-SEINE

GALERIE FERNAND LEGER

89 bis, et 93, av. Georges-Gosnat (Métro Mairie d'Ivry)

« IMAGERIE POPULAIRE

DE L'INDE CONTEMPORAINE »

du 25 octobre au 30 novembre

L.J. de 14 h à 19 h sauf dim. et fêtes

Vernissage 24 octobre de 18 h à 21 h.

Remerciements

- 02220 Bazoche-sur-Verde, 75013 Paris.
M^{me} Marie-Louise Derriey, son épouse,
M^{me} Gisèle Chazeau, sa fille,
Cécile, Hélène, Emmanuelle, ses petites-filles, et toute la famille, remercient sincèrement toutes les personnes qui ont témoigné leur estime et leur amitié à

M. Marcel DERRIY

et ont pris part à la peine de sa famille et de ses amis par leur présence aux obsèques et leurs diverses marques de sympathie, et les prient de trouver ici l'expression de leur reconnaissance.

151, rue du Château-des-Rentiers, 75013 Paris.

Anniversaires

- Souvenons-nous ensemble de

Bernard GUYON,

mort il y a dix ans.

La messe sera célébrée pour lui le 8 novembre à 18 h 30 à Saint-Léon (Métro La Motte-Picquet).

- Pour le sixième anniversaire du décès de

Iqbal KHAN,

le 8 novembre, une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Services religieux

- Un service religieux sera célébré le 12 novembre, à 18 h 40, en la cathédrale Saint-Alexandre Nevsky, 12, rue Daru, Paris-8^e, à l'intention de

M^{me} Nathalie STEPANOFF, ancien professeur à l'Ecole alsacienne, décédée le 19 août 1985.

De la part de M. et M^{me} N. Gogoleff.

Avis de messes

- Une messe en souvenir de

Guy MADIOT

sera célébrée le mercredi 27 novembre, à 19 heures, en l'église Notre-Dame-de-Travail, 36, rue Guilleminault, Paris-14^e.

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

GALERIE GUIOT

18, av. Montaigne, 75008 PARIS

Tél. 42-68-85-84

SARTHOU

23 octobre - 23 novembre

FOUNDATION HÉBERT DUCKERMANN

PIERRE GAUDU

Peintures - Pastels

9 octobre-10 novembre 1985

Ouvrant de 14 h à 18 h (sauf mardi et fêtes)

38700 LA TRONCHE (GRENOBLE)

Le Monde DES PHILATÉLISTES

Tous les mois, toutes les nouvelles émissions, les expositions, les ventes et les cours. Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

SPÉCIAL SALON D'AUTOMNE

LA RUSSIE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

En vente chez votre marchand de journaux

فكرنا من الأصل



La Réunion île des paradoxes

La Réunion est le seul département français de l'océan Indien et de l'hémisphère Sud. Sa superficie est de 2 510 km², plus étendue que celle de la Martinique et de la Guadeloupe, mais beaucoup moins que celle de la Guyane. L'île est située à 9 342 km de Paris et peuplée de 515 798 habitants. C'est donc le département d'outre-mer le plus peuplé.

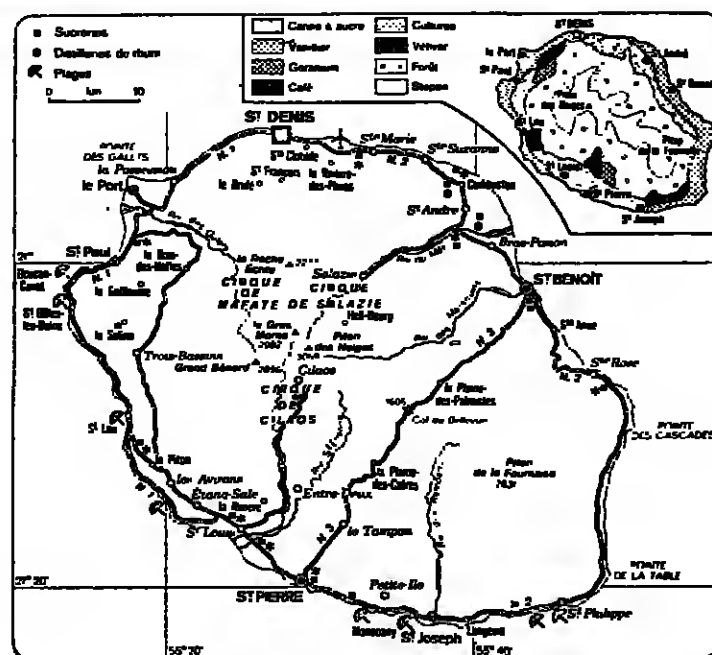
Découverte par les Portugais au début du XVI^e siècle, cette terre déserte fut occupée par les Français, qui la nommèrent île Bourbon, en 1663, sous la régie de la Compagnie des Indes. La Bourdonnais en fut gouverneur général de 1735 à 1746. Elle fut rachetée par la France à la Compagnie en 1764

et prit son nom actuel en 1793. Elle a le statut de département depuis 1946.

Depuis la réforme de 1982, la Réunion présente la particularité, comme les autres DOM, d'être une région monodépartementale.

Son conseil général est présidé par un élu RPR, M. Auguste Legros, maire du chef-lieu, Saint-Denis, tandis que le conseil régional est dirigé par un élu communiste, M. Mario Hoarau. Ses trois députés sont MM. Michel Debré (RPR), Jean Fontaine (apparenté au Front national) et Wilfrid Bertile (PS).

Ses trois sénateurs sont MM. Paul Bénard (apparenté RPR), Albert Ramassamy (PS) et Louis Virapoulle (centriste).



« Sous perfusion »

L'ANGOISSE ! C'est le sentiment qui prévaut aujourd'hui quand on examine l'état économique et social alarmant dans lequel se trouve la Réunion. Peu suspect d'esprit partisan à l'égard du gouvernement, le rapporteur spécial de la commission des finances de l'Assemblée nationale, chargé du budget des départements et territoires d'outre-mer, M. Maurice Pourchon, député socialiste du Puy-de-Dôme, constatait les dégâts avec effarement, mardi soir 5 novembre, au retour d'un premier voyage dans le département : « Une île étroitement dépendante de la métropole », « une balance commerciale lourdement déficitaire », « un chômage considérable », « des disparités sociales difficiles à justifier », « des logements à un coût prohibitif », « un potentiel touristique sous-exploité », bref, « une société sous perfusion ».

Ce sentiment d'angoisse se double d'un sentiment de révolte. Révolte devant le sort fait à ces milliers de jeunes condamnés au chômage dès qu'ils atteignent l'âge de travailler et qui ne peuvent même plus trouver une issue en métropole. Révolte aussi devant l'aggravation de la misère et la persistance de ces bidonvilles dont

chaque pouvoir promet, depuis trente ans, la disparition imminente.

Sentiment de gâchis, enfin, que ne mérite pas une île qui, par tant d'autres aspects, et surtout par l'harmonieuse cohabitation de ses diverses communautés ethniques, son refus des extrémismes, apparaissait jusqu'à présent comme un « modèle » humain, à défaut d'être un exemple économique.

A la veille de l'échéance électorale de 1986, personne, à la Réunion, n'a de raison de paresser. S'il est un domaine où la gauche a hérité d'un lourd héritage politique, en 1981, c'est bien celui de l'outre-mer. Mais si elle n'a pas répondu aux espérances, la faute n'en incombe certainement pas à la droite.

Pourtant, si l'on en croit les prises de position des uns et des autres, telles qu'elles apparaissent dans ce « numéro spécial » tourné vers l'avenir de la Réunion, et surtout préoccupé par le devenir de sa jeunesse, il existe entre les forces politiques et professionnelles et confessionnelles de l'île assez de convergences pour que le souci du bien commun l'emporte sur les calculs partisans. Est-ce trop espérer ?

ALAIN ROLLAT.

Si infortunée et pourtant si sage...

A ne rien y comprendre. A y perdre son créole des tropiques tricolores. A croire que, à force de considérer les DOM-TOM comme une entité, on se trompe lourdement en se persuadant qu'en ces îles lointaines les mêmes causes produisent nécessairement les mêmes effets.

Car, à ne retenir que les grands maux communs de la France d'outre-mer, les points de félicité inévitables que sont le chômage, le déséquilibre économique, la dépendance à l'égard de la métropole ou l'écart entre les plus riches et les plus pauvres, ce n'est pas de Guadeloupe que devraient nous parvenir les rumeurs de grogne.

Pas non plus de Guyane, de Tahiti ou de Nouvelle-Calédonie. Mais bien de la Réunion. De l'ancienne île Bourbon, isolée derrière Madagascar, dans son océan Indien à une encablure de l'Afrique du Sud. Du « petit pays », comme le nomment avec tendresse les Réunionnais, pays si sage, si tolérant, à la population si bien élevée qu'il n'a pas trouvé encore le moyen, dans le tohu-bohu antillais au canaquo-caldoche, de faire admettre son seul vrai particularisme : le fait d'être le coin de l'ensemble français le plus désolé.

Un haut fonctionnaire formule ainsi le premier paradoxe réunionnais, et ce point de vue exprime bien l'opinion moyenne de l'échiquier politique local : « L'Hexagone ne s'intéresse qu'à la Guadeloupe à cause de ses bombes ; à la Guyane à cause de la fusée Ariane ; à la Nouvelle-Calédonie à cause de ses fractures raciales ; la Martinique, pour se rappeler à son bon souvenir, met en avant Aimé Césaire, son flirt avec les Américains, ou, pour faire peur, le souvenir de l'écrit révolutionnaire Franz Fanon. Mururoa a ses lagons atomiques, et Tahiti ses paradis financiers. Nous, nous n'avons rien. Rien de particulier. La Réunion ne pose aucun problème de violence au de haine raciale. Rien ne la distingue. On nous néglige, alors que nous sommes certainement parmi les plus mal partis. »

Et c'est vrai. L'affirmation est incontournable, selon tous les critères socio-économiques en vigueur. La Réunion présente, sans qu'y montent trop de plaintes, sans trop de heurts ni de grèves, le bilan le plus catastrophique des DOM-TOM. Aucune autre île française ne l'égale pour les bandes d'objectivement insurmontables. Tous ses indices sont à un rouge qu'ailleurs on

craindrait vite couleur de sang. On peut égrener les données comme ébules de pierres sur les pentes volcaniques des « hauts », les montagnes de la Réunion. L'avalanche...

Quels que soient les coefficients retenus, qu'on applique les calculs nationaux des ASSEDIC ou les barèmes du BIT (Bureau international du travail), l'île comptera dans quelques mois 36 % de chômeurs parmi sa population active. Il s'en est inscrit à l'ANPE vingt mille de plus en moins de deux ans. Deux mille rien que ces derniers mois. Sur un peu plus de cinq cent cinquante mille habitants, soixante-dix mille, au calcul le plus bas, sont des adultes inactifs. « C'est un record européen », estime M. Patrick Guillaumin, animateur de l'Institut du développement régional (IDR). « Nous n'y pouvons rien », confirme M. Serge Payet, de l'Union patronale. Nous allons, à ce rythme, vers le score de cent mille sans-emploi à la fin de la décennie. Soit un habitant - enfants et vieillards compris - sur six. A l'échelle de l'Hexagone, un sixième des métropolitains aisés ou assistés.

Bien sûr, comme d'autres îles des DOM, la Réunion souffre de deux maux endémiques : la saturation du secteur tertiaire (qui

prospère artificiellement grâce aux transferts financiers de la métropole) et le manque d'emplois générateurs d'un véritable développement local (primaire et secondaire). Sur ces deux échapitres, le département de l'océan Indien réalise, hélas, de très beaux scores : 75 % de sa population active - donc son chômage - irriguent une fonction publique surchargée et, on le sait, non productrice de richesses. Il se crée moins de cent emplois nouveaux par an dans les secteurs productifs et il se produit sans doute, selon nos différents interlocuteurs, moins de mille libérations d'emplois globalement. Or, encore une fois en calculant au plus juste, c'est sept mille nouveaux postes de travail qu'il faudrait libérer chaque année, sans espérer un instant assurer pour autant le plein emploi insulaire.

Ce n'est, toutefois, pas encore le plus grave. La Réunion se distingue bien davantage par deux phénomènes accélératoires qui, partout ailleurs, conduiraient inévitablement à une explosion sociale : l'arrivée sur le marché du travail insulaire des vagues démographiques les plus incroyables que la France moderne ait jamais connues.

PHILIPPE BOGGIO.
(Lire la suite page 23.)

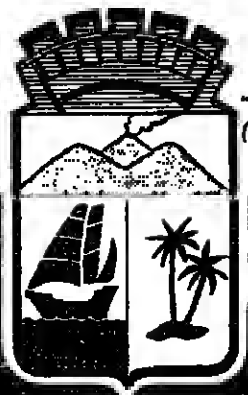
Saint-Denis de La Réunion



SAINT-DENIS

Cité tropicale aux charmes créoles
Capitale moderne d'une île en développement,
attend votre visite !

Pour tous renseignements, s'adresser à :
HÔTEL DE VILLE DE SAINT-DENIS
☎ 19 (262) 21.33.12



"PRAETER OMNES, ANGULUS RIDET"
(Plus que tous les autres,
ce petit coin de terre me sourit)

Saint-Denis

110 000 habitants • 14 500 ha
Chef-lieu du Département de la Réunion
et capitale de la France de l'Océan Indien,
mérite bien cette devise.

REGION REUNION: L'ENVOL



Et si la France c'était aussi autre chose? Quelque chose de rare comme le Paille-en-Queue, ce magnifique oiseau blanc au long plumage effilé qui est le symbole d'une Région: LA RÉUNION.

Française depuis 1638, érigée en Département depuis 1946, l'île de la Réunion c'est la France et l'Europe avec quelque chose en plus: une île à grand spectacle, riche en contrastes humains et physiques. Une fresque magnifique aux mille couleurs alliant à la fois les lumières de l'Afrique, les charmes de l'Asie et les douceurs de l'Europe. Une île qui comme le Paille-en-Queue s'envole vers un avenir prometteur.

En raison de sa nouvelle dimension de collectivité territoriale de plein exercice, le Conseil Régional mène aujourd'hui une politique volontariste en faveur du développement, qui concilie tradition et modernité.



En effet, le Conseil Régional a en charge:

- la formation professionnelle et l'apprentissage, qui visent à mieux adapter l'offre à la demande d'emploi;
- le développement de l'agriculture, en encourageant notamment la diversification des productions agricoles;
- le secteur des métiers, en favorisant notamment l'installation des jeunes artisans;
- le renforcement du tissu industriel, en multipliant les aides à la création d'entreprises et d'emplois;
- la promotion du tourisme, en privilégiant un tourisme de qualité adapté aux

charmes discrets des nombreux paysages qui façonnent la beauté de l'île;

- le développement de la pêche et de l'aquaculture;
- la promotion des activités culturelles, dans le respect des diverses identités culturelles;
- la coopération régionale, en permettant à la France et à l'Europe d'acquiescer une autre dimension au cœur de l'océan Indien;
- l'aménagement du territoire, par des efforts importants visant à maîtriser l'eau et l'énergie ainsi que la répartition spatiale des équipements collectifs, dans les Hauts de l'île comme sur le Littoral;
- l'amélioration de la desserte aérienne, enfin, grâce à l'association de la Région avec une compagnie privée de charters.

Mais le Conseil Régional est aussi le partenaire privilégié de tous ceux qui veulent entreprendre et investir à la Réunion. Vous avez des idées, nous pouvons vous aider à les réaliser. Ensemble, nous pourrions mettre en œuvre vos initiatives. Oui, vraiment.

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS
CONSEIL REGIONAL Région Réunion
 Télex REG-REU 916 040 RE - Tél. 19-262-20.21.91 - Palais Rontaunay 97488 St-Denis Cédex

Nom _____ Société _____
 Adresse _____

Agence Transitions

هكذا من الأصل

UNE ÉCONOMIE QUI SOMBRE

La grande erreur de la gauche

La gauche, qui affichait l'ambition de réussir la « départementalisation économique » de la Réunion, ne présente pas, à la fin de la législature, un bilan meilleur que celui de l'ancien pouvoir. La situation du département s'est même aggravée depuis 1981. Dans la pratique, faute sans doute d'un projet économique cohérent pour l'outre-mer et aussi par manque de volonté politique, les socialistes ont chassés les bottes toutes chaudes des giscardiens pour emprunter une route qui, fondamentalement, ne diffère guère de celle suivie sous le précédent septennat. La grande erreur de la gauche, en 1981, à la Réunion, aura été de placer le débat institutionnel (le statut de l'île, avec le statut de l'Assemblée unique censée résoudre les difficultés comme par magie) avant la question économique.

Il n'est donc pas étonnant qu'entre 1981 et 1985 le nombre des chômeurs ait augmenté de 50%, atteignant en cette fin d'année la barre officielle des quarante-six mille demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE, assez éloignée du nombre réel des chômeurs recensés, plus proche des soixante-dix mille personnes, pour une population active de cent quatre-vingt-dix mille âmes.

L'analyse des grands indicateurs de l'économie montre bien la parenté des politiques mises en œuvre par les gouvernements successifs de MM. Jacques Chirac et Raymond Barre d'une part, Pierre Mauroy et Laurent Fabius d'autre part. En effet, dans les deux années qui suivent le changement de pouvoir, on observe, à la Réunion, une croissance remarquable du produit intérieur brut (+ 20,5 % entre 1974 et 1975, + 18,6 % de 1981 à 1982) alimentée par une hausse des transferts sociaux et en partie par des crédits d'équipement. Au niveau de l'activité économique, 1975, en dépit du choc pétrolier, et 1982 figurent dans les annales comme de bonnes années pour les entreprises réunionnaises : le bâtiment se refait une santé, les achats de voitures neuves touchent des sommets, les commerces font d'excellentes affaires. Une étude réalisée en 1981 par l'Institut de développement régional illustre la corrélation perceptible entre la progression des importations du département et la croissance des transferts publics.

La rose de la relance ainsi offerte aux Réunionnais porte aussi des épines. A partir de 1983, l'économie de l'île se crispe (le même phénomène avait été enregistré en 1977), parce que le taux

de croissance du produit intérieur brut est tombé de + 19 % à + 9 % en 1984. Si la droite avait réussi à maintenir ce taux au-dessus de 10 %, tel n'est pas aujourd'hui le cas des socialistes. Depuis deux ans, l'île connaît une faible augmentation de son produit intérieur brut, mais celle-ci n'est toutefois pas à la hauteur des besoins des ménages et des entreprises. Le produit intérieur brut par tête d'habitant à la Réunion (25 000 F) représente à peu près la moitié du PIB du département le plus pauvre de l'Hexagone.

Le secteur du bâtiment est le plus touché

Habitée dans un passé récent à un taux de croissance à deux chiffres, l'économie locale donne à l'heure actuelle d'inquiétants signes d'essoufflement : les entreprises réunionnaises, réputées pour rembourser leurs prêts dans les délais, demandent de plus en plus de reports d'échéance. Les ménages cherchent également à maintenir coûte que coûte leur pouvoir d'achat de 1984 et accentuent leurs demandes de crédits auprès des établissements bancaires. « L'époque où l'argent coulait à flots et où l'on pouvait faire n'importe quoi est révolue », affirme volontiers un conseiller en gestion de trésorerie des entreprises, débordé de travail. Impression confirmée par le directeur de la caisse régionale du Crédit agricole, qui n'hésite pas à montrer au visiteur son nouvel outil de gestion : une énorme clé à pipe afin de mieux « serrer les boulons ».

Avec un décalage de deux ans, la rigueur budgétaire décrétée au niveau national aborde les rives de la Réunion. C'est une donnée toute neuve pour les habitants de l'île, peu rodés aux arcanes de l'économie et qui se laissent persuader que, quoi qu'il arrive, la généreuse « mère patrie » donnera toujours plus.

Sur le terrain, la crise affecte au premier chef le secteur du bâtiment et des travaux publics : il a perdu près de 15 % de ses effectifs entre 1983 et 1984. Cette activité de main-d'œuvre fonctionnant essentiellement sur des crédits publics, la demande privée demeurant peu soutenue (15 % du marché) ou échappant en partie à toute comptabilité puisqu'un grand nombre de maisons individuelles se réalisent sans permis de construire.

Le dépeuplement de l'activité du bâtiment et des travaux publics est certes imputable à la ri-

gueur et à la flambée des charges sociales, mais surtout à la raréfaction de gros marchés : les équipements en matière d'éducation et de santé sont déjà réalisés. La construction d'un nouveau port sur la côte ouest avait contribué au renforcement des effectifs du secteur, qui s'élevaient à plus de onze mille salariés en 1983. L'immense chantier touchant à sa fin, les entreprises ont profité de l'occasion pour se séparer d'une partie de leur sur-effectif. Une tendance qui se poursuit aujourd'hui encore. En 1980, on comptait dans l'île cinq entreprises de BTP employant plus de trois cents salariés. Fin 1984, il n'en restait plus que deux.

Paradoxe : le bâtiment s'effondre à la Réunion alors que la demande de logements est très forte. Pour résorber l'habitat insalubre dans le département, il faudrait construire environ six mille cinq cents logements chaque année. Les crédits consacrés au logement et centralisés sur une ligne budgétaire unique financent à peine trois mille constructions... Si le conseil général de la Réunion ainsi que divers organismes financiers multiplient leurs efforts en faveur de l'habitat (sous forme de prise de participation à l'apport personnel ou de prêts à taux réduits) sur l'île, un consensus s'est dégagé pour affirmer qu'une réelle amélioration ne pourra venir que de la suppression du critère d'activité pour le bénéfice de l'allocation logement.

Les métropolitains débarquent !

Difficultés dans le bâtiment, inquiétudes dans la petite et moyenne industrie. En dehors de l'activité sucrière, la PMI incarne le seul tissu industriel de la Réunion. Avec cent quatre-vingt entreprises, ce secteur employait six mille sept cents personnes à la fin du premier trimestre 1985, soit une stagnation depuis 1983. La PMI réunionnaise est dite d'« import substitution » et à plus de 43 % concentrée dans l'agro-alimentaire et les boissons. Ses perspectives de développement sont restreintes pour au moins trois raisons : tous les créneaux exploitables sur place le sont déjà ; la déréglementation des coûts d'approvisionnement par voie maritime affaiblit les structures des entreprises ; et enfin l'arrivée soudaine de vendeurs métropolitains, relais de grandes firmes nationales, bouleverse les schémas éta-

blés. Ce dernier phénomène suscite les plus grandes craintes quant à la pérennité des entreprises locales. « Il ne se passe pas une semaine sans qu'on voit débarquer sur l'île l'émigré d'une entreprise de l'Hexagone à la recherche d'une opération juteuse », indique le président de l'ADIR (Association pour le développement industriel de la Réunion), M. Abdelal Goulamaly. « Voici dix ans, poursuit-il, des sociétés telles que Bouygues ne s'intéressaient pas à la Réunion. En cette fin 1985, elle est bien introduite sur la place. » Dans le bâtiment, d'ailleurs, la plupart des grandes firmes réunionnaises ont disparu pour céder la place aux grandes firmes nationales (Bouygues, SGE, Grands Travaux de Marseille...). L'intérêt soudain pour la Réunion s'explique à la fois par la baisse de l'activité économique sur le marché français ainsi que sur des marchés du Moyen-Orient et par le fait que l'outre-mer représente un marché à l'importation d'une vingtaine de milliards de francs (dont 7 milliards pour la Réunion seulement, soit plus que les importations globales réunies de l'île Maurice et de Madagascar). Une situation particulière qui conforte une anomalie administrative qui attribue aux DOM le caractère de territoires d'exportation en matière douanière. L'île devient de plus en plus un marché protégé pour les entreprises françaises, qui, avec un minimum de frais de personnel et d'acquisitions immobilières, taillent tous les jours des croupilles aux PMI, ainsi qu'aux commerces spécialisés (quincaillerie, matériel électrique...) du département. Cela aboutit à des aberrations : un produit vendu 100 francs à Marseille arrive à 80 francs à Saint-Denis, alors que le coût du fret entre le port de la Pointe des Galets et l'Hexagone représente au moins 20 % de la valeur du produit. « Dans des conditions normales », souligne le président de l'ADIR, la PMI réunionnaise est capable de se défendre. Mais cette situation de concurrence déloyale déstabilise même les sociétés les mieux structurées. La concurrence est facilitée par la déréglementation du fret maritime à destination de la Réunion.

L'apparition d'un outsider (Mediterranean Shipping Company) à la conférence de plusieurs armements qui desservent auparavant le département a entraîné un resserrement de la grille tarifaire qui est tombée de 1 à 17 entre le fret pauvre et le fret riche à 1 à 1 en cinq ans. La PMI a vu

les prix de ses matières premières progresser sensiblement. De nombreux projets n'ont pu voir le jour, et pour la première fois depuis bien longtemps la commission locale d'agrément n'a pas un seul dossier de création de PMI à étudier.

L'artisanat dynamique

Dans les autres secteurs d'activité, la situation est moins tendue. Le commerce subit le contre-coup de la rigueur (baisse générale du pouvoir d'achat des ménages), mais ne licencie pas ou très peu. C'est dans cette branche que l'on trouve le plus gros chiffre d'affaires réunionnais (800 millions de francs) réalisé par le groupe de distribution SCORE (filiale de la SCOA) qui exploite sept grandes surfaces dans l'île. Une position attaquée en cette fin d'année par Euromarché qui, s'appuyant sur des hommes d'affaires réunion-

nais et antillais, projette de déployer sa bannière sur un vaste centre commercial moderne dont l'emplacement est situé à quelques centaines de mètres de l'aéroport de Gillot. La commission nationale d'urbanisme commercial vient de donner un avis favorable à ce dossier qui agit fortement le microcosme commercial réunionnais.

L'artisanat, avec ses quatre mille cinq cents entreprises et treize mille employés, affiche un dynamisme réel. Mais ce secteur s'apparente à un fourre-tout en raison du taux de chômage qui connaît l'île (35 % de la population active). D'où une forte mortalité d'entreprises due à un manque de formation. Le nombre d'inscriptions domine cependant d'assez haut les radiations, conséquence de l'effort consenti tant par l'Etat que par la région pour la formation des artisans et le développement de l'apprentissage.

ALIX DIJOUX.

La mutation de l'industrie sucrière

LES sucreries de Bourbon, elles, viennent d'annoncer leur intention de licencier deux cent quatre-vingt quatre personnes d'ici à la fin du premier trimestre 1986.

L'agriculture réunionnaise continue de perdre des bras au profit d'une mécanisation galopante pour la coupe et le transport de la canne. Pour éviter de sombrer comme aux Antilles, l'industrie sucrière de la Réunion poursuit sa mutation technologique et économique. L'objectif à atteindre est une production de 300 000 tonnes de sucre. La part de la canne à sucre dans la valeur de la production agricole est revenue de 59,5 % en 1980 à 49 % l'an dernier. La politique de diversification menée par les pouvoirs publics porte ses fruits. A moyen terme, l'irrigation, attendue, de plus de 9 000 hectares dans les hauts de l'ouest du département (un vaste projet dont le coût varie entre 0,8 et 1,5 milliard de francs) devrait donner un nouveau souffle à l'agriculture réunionnaise, et lui permettre de trouver des débouchés à l'exportation pour les légumes ou les fruits de contre-saison. L'agriculture demeure le principal atout de développement de la Réunion mais elle souffre de handicaps difficiles à corriger : une formation insuffisante des hommes, une parcelisation importante des terres (37,3 %

des exploitations avaient moins de 0,25 hectare en 1982) et enfin un élargissement des grands marchés internationaux accentué par des taux de fret pénalisants à l'export.

Au terme de la première législature de la gauche, l'économie réunionnaise est plus tributaire que jamais d'un « moteur externe » : les transferts publics de la métropole sous forme de salaires, de revenus sociaux ou de crédits d'investissement. Un grand débat se développe depuis quelques mois dans l'île sur le « désengagement financier » de l'Etat à l'égard du département. En réalité, le volume des crédits continue de croître à un rythme beaucoup moins rapide que par le passé. Un accroissement très surtout par les salaires de la fonction publique (ils représentent à l'heure actuelle plus de 51 % des dépenses de l'Etat) plus que par les crédits d'investissement, dont la progression est mieux maîtrisée par le gouvernement pour cause de rigueur.

Comme à l'approche de chaque élection d'importance, la vie économique locale est entrée dans une phase d'attente. Encore une, alors que sept mille jeunes viennent d'arriver sur le marché du travail local, qui n'a pas créé d'emplois nets en 1984.

A. D.

SAINT-JOSEPH, VILLE-JARDIN ET VILLE-SOUIRE

Saint-Joseph (23 300 habitants et une superficie de 17 500 hectares), ville-jardin enfoncée dans la verdure, vit comme à l'écart de la civilisation, dans un lieu protégé où l'on prend encore le temps de vivre, où le poids des difficultés économiques et le chômage dramatique n'ont pas encore atteint les habitants de la tranquillité légendaire de ses habitants.

Saint-Joseph, ville-souire, réputée pour la gentillesse de son accueil, garantit le développement et garde intactes les valeurs tant appréciées de l'hospitalité réunionnaise.

C'est l'arrivée du maire Raphaël Babet qui transforma cette ville en 1948. Il la modernisa, créa des routes, installa l'eau, l'électricité, une école pour garçons et filles, la poste, la mairie, l'hospice de vieillards, l'école d'agriculture, l'hôpital et le barrage de Langevin. Il a laissé un profond souvenir à Saint-Joseph. Il est entré au sommet du pignon de Saint-Joseph, debout face à la mer qu'il avait beaucoup aimée en grand voyageur qu'il était.

De 1956 à nos jours : le docteur Guy Hoarau

A la mort de Raphaël Babet, en 1956, son jeune premier adjoint, le docteur Hoarau, entreprit de continuer et parfaire l'œuvre qu'ils avaient commencée ensemble, huit ans plus tôt.

Trente années d'un véritable sacerdoce font qu'à ce jour la commune dispose de :

- 127 km de voies aménagées ;
- Un hôpital moderne de deux cents lits, avec centre d'hémodialyses ;
- Une vingtaine d'écoles neuves et fonctionnelles abritant une très forte population scolaire ;
- Deux collèges d'enseignement général ;
- Un lycée d'enseignement agricole (le seul de l'île) ;
- Une école musicale de musique permettant l'apprentissage de presque tous les instruments et l'étude du solfège ;
- Une maison des jeunes et de la culture et de nombreuses aménités dans les églises ;
- Un stade central et de nombreux plateaux sportifs ;
- Nombreux logements sociaux (L.T.S.) ;
- Un hôtel des postes tout neuf ;
- Un centre de protection maternelle et infantile (PMI) et des annexes, etc.

Elle réalise par ailleurs un ambitieux programme d'adduction et de distribution d'eau : 22 millions de FF en 1986. Sa desserte en électricité représente une programmation annuelle de 3 millions de FF. Parmi ses grands projets, citons :

- Un lycée d'enseignement professionnel (on 9 disciplines seront enseignées), construction en cours ;
- Une piscine ;
- Un lycée d'enseignement général réclamé pour faire face à la forte demande des populations scolaires de Saint-Joseph et des communes voisines, se réalisant actuellement au lycée du Tampon ;
- Un stade omnisports ;
- Un centre culturel (bibliothèque, salle de spectacle, de conférences...).

Ajoutons que l'agriculture est la principale activité de Saint-Joseph :

- Canne à sucre ;
- Plantes à parfum : vétiver (premier producteur mondial, dans les localités de Jean-Petit, Lamas, Carroux) ;
- Safran (plus exactement : curcuma, à la plaine des Grègues, seul producteur de l'île) ;
- Vanille ;
- Cultures maraîchères, vivrières et fruitières : (les avocats de Saint-Joseph, les melons de la Réunion, les tomates...).

Vous lisez le Monde, vous faites partie des catégories socioprofessionnelles dont les revenus sont divers, mais dont le point commun est censé être une approche « intelligente » de la manière de conduire vos activités et d'organiser vos loisirs.

Si, dans ce contexte, vous recherchez un tourisme intelligent

LA RÉUNION vous intéresse

Dans le décor de l'île tropicale à grand spectacle, vous rencontrerez en effet l'Afrique, l'Europe et l'Asie réunies.

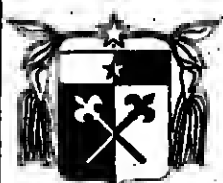
Un fait de société unique au monde qui vous donnera la possibilité d'enrichir votre expérience personnelle sans sacrifier vos loisirs.

Pour de plus amples informations et pour réserver vos prochains séjours à LA RÉUNION, adressez-vous à

la Maison de la Réunion, 1, rue Vignon, à Paris.

Tél. : 42-68-07-85 - A bientôt.

EDMOND LAURET, président de l'Agence régionale du tourisme et des loisirs de LA RÉUNION.



ST-ANDRÉ

Situé sur la Côte Est de la Réunion, Saint-André s'est fixé comme objectif de promouvoir par tous les moyens son développement économique et social.

Pour ce faire, sous l'égide de son Maire, Jean-Paul Virapoulé, également Premier vice-président du Conseil Général de la Réunion, cette commune de plus de 30 000 habitants consacre depuis plusieurs années une part exceptionnelle de son budget aux investissements, suivants :

S'agissant de la formation, l'ouverture cette année d'un Lycée d'Enseignement Professionnel qui accueille un millier de jeunes et dispense un enseignement résolument tourné vers les techniques d'avenir.

Soucieuse de créer des structures d'accueil pour favoriser l'implantation des activités commerciales, artisanales et industrielles sur son territoire, la commune s'est dotée de trois zones industrielles et artisanales, et d'un centre commercial.

Pour faire face à une croissance démographique elle a lancé un vaste programme de construction de logements sociaux, résidentiels et semi-résidentiels.

Cette politique audacieuse et volontariste a transformé en l'espace de dix ans la commune rurale qu'était Saint-André en une cité moderne, animée et en pleine expansion.

Le Maire entend bien poursuivre cette action et fait appel à tous les investisseurs qui croient à l'avenir de celle qu'on appelle déjà : « La capitale de l'Est ».

Avec nous, construisez l'avenir, investissez à Saint-André.

Pour tous renseignements, écrivez-nous : Monsieur le Maire - 97440 Saint-André

Tél. : (262) 46.24.24 - Telex : 916.425

LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES SOCIALISTES

M. Bertile défend une proposition de loi d'orientation qui préconise de nombreuses réformes

Le « plan » de M. Bertile comporte trois volets :

- 1) Le député de la Réunion préconise, outre-mer, un développement autocentré. « Il convient, écrit-il, de diminuer l'extorsion des économies des DOM. Il faut que la production locale travaille davantage pour le marché intérieur, alors que celui-ci est la chasse gardée des importateurs. Il faut créer les conditions d'un réajustement de la production locale. Les habitudes de consommation fondées sur des modèles culturels importés, la concurrence des produits importés des pays industriels et des pays ACP, l'insécurité de la distribution des produits fabriqués localement doivent faire l'objet de dispositions favorisant la production locale. »

En ce sens, M. Bertile propose que la publicité radiotélévisée concernant les productions locales bénéficie d'un abattement de 50 % sur les tarifs pratiqués pour les produits importés et que l'assiette des forfaits (bénéfices, TVA, taxe professionnelle) relatifs à la publicité pour les produits locaux soit minorée de 50 %. Il souhaite que les commissaires de la République soient habilités à contester les importations des produits qui concurrenceraient trop vivement les productions locales et à faire jouer les clauses de sauvegarde à l'encontre des produits concurrents en provenance des pays ACP. Il suggère que les entreprises commerciales privilégiant la distribution des produits locaux bénéficient d'un accès privilégié au crédit bancaire et que les commissaires de la République aient aussi autorité pour bloquer éventuellement les marges bénéficiaires sur les produits importés. Il ajoute qu'à la demande des producteurs une

taxe parafiscale pourrait être instituée sur les produits importés concurrençant les produits locaux. Le produit de cette taxe alimenterait une caisse de péréquation destinée à soutenir la production locale.

Pour renforcer l'appareil productif, M. Bertile propose d'augmenter le taux de profit des entreprises qui se consacrent à la production locale : les bénéfices industriels et commerciaux, ainsi que les revenus investis dans la production locale et la construction de logements seraient exonérés d'impôts. Une prime d'équipement de 50 % serait octroyée aux activités grosses utilisatrices de main-d'œuvre ou à fort effet d'entraînement sur l'économie locale. Dans toutes les régions d'outre-mer l'impôt sur les sociétés serait de 33 % pour le secteur industriel et de 50 % pour le secteur commercial.

« Boule de neige »

- 2) Pour M. Bertile le développement doit être aussi intégré. « Chaque activité économique doit trouver dans les autres secteurs un fournisseur et un client. Il faut créer dans l'économie de chacun des DOM des liens entre les différentes branches. Ainsi pourra se propager la croissance, par effet cumulatif, par effet « boule de neige » on pourra ainsi aboutir au développement. » Sa proposition de loi met donc l'accent sur l'effort à porter dans les secteurs à grand effet d'entraînement.

Postulant que « l'agriculture doit être la base du développement des régions d'outre-mer », le député de la Réunion propose que des moyens accrus soient donnés

« Une économie déséquilibrée, avec des services hypertrophiés et un appareil de production rachitique... » « Une extraordinaire dépendance pour les débouchés, l'approvisionnement, son organisation, le financement... » « Des inégalités sociales encore plus grandes qu'en France métropolitaine. Le nombre des assujettis à l'impôt sur les grandes fortunes est proportionnellement deux fois supérieur à celui de la métropole, pendant que 60 % de la population relèvent de l'assistance médicale gratuite... » « La misère demeure le lot quotidien de trop nombreux habitants... »

Ce constat négatif est fait par le député socialiste de la Réunion, M. Wilfrid Bertile, maire de Saint-Philippe, dans l'exposé des motifs de la proposition de loi qu'il vient d'élaborer et qu'il veut déposer, avec l'appui de ses collègues socialistes de la Guyane, de la Martinique et de la Guadeloupe. Un constat qui ne plaide pas, bien sûr, en faveur de la majorité sortante, dont M. Bertile fait partie. Mais, comme les autres élus de la gauche réunionnaise, le maire de Saint-Philippe trouve que la politique du gouvernement à l'égard de l'outre-mer laisse trop à désirer. Au moment où il s'apprête à conduire la liste socialiste aux législatives, M. Bertile prend l'initiative de présenter son projet de développement pour l'ensemble de l'outre-mer. La loi d'orientation qu'il préconise a, en effet, l'ambition de traiter globalement la question de l'économie réunionnaise.

aux SAFER « en vue de poursuivre et d'intensifier les réformes agraires », qu'un « prix-plancher soit institué pour les productions agricoles de consommation locale, que des reportages radiotélévisés soient « organisés afin de redonner aux agriculteurs la fierté de leurs métiers », que toute exploitation fasse l'objet d'un plan de développement.

Sus aux fonctionnaires !

D'autre part, M. Bertile préconise l'octroi de prêts bonifiés à long terme et d'une assistance technique spécifique aux importateurs de produits d'import-substitution ; l'implantation, outre-mer, de filiales-ateliers des entreprises nationalisées ; la

définition d'une prime spéciale destinée aux entrepreneurs métropolitains qui concluraient des contrats de franchise avec des promoteurs locaux.

Enfin, selon le député socialiste de la Réunion, le financement du développement doit « reposer sur la mobilisation de l'épargne privée, abondante dans les DOM, sur la solidarité nationale, qui n'est pas encore ce qu'elle doit être, et sur la solidarité interne. Les privilèges émanant d'un autre âge doivent progressivement disparaître et les crédits ainsi dégagés doivent servir à financer des actions de développement ».

La proposition de loi de M. Bertile réforme profondément le régime de rémunération des fonctionnaires exerçant outre-mer. « Primes et

frais de déménagement des fonctionnaires mutés outre-mer sont d'un coût exorbitant pour la collectivité et ne se justifient plus dans leur forme actuelle, affirme ce texte. Mis en place en 1948, à une époque où on se rendait dans des DOM déshérités, et sans confort, par voie maritime, ils coûtent actuellement, en moyenne, dans le cas d'une mutation pour la Réunion, de 400 000 à 600 000 F par fonctionnaire accompagné de sa famille (épouse plus deux enfants). Des « chapeaux de primes » se sont mutés successivement dans chacun des DOM et TOM et même dans les pays concernés par la coopération. Il est temps de revoir des privilèges dans des DOM qui offrent des conditions de vie qui ne sont plus celles de l'empire colonial. »

M. Bertile demande que les nouvelles modalités concernant les primes d'installation et les frais de déménagement soient fixées par décret. De même, il souhaite que les traitements et appointements des fonctionnaires affectés d'un index de correction et d'une indemnité de vie chère par rapport aux traitements et appointements correspondants en métropole soient « ramenés progressivement à un niveau qui tienne davantage compte de la différence du coût de la vie entre la métropole et les DOM ».

Cette proposition de loi affirme également que « tout le système de solidarité sociale métropolitain sera étendu aux DOM dans la logique politique de l'intégration » et que « les mêmes dépenses publiques de solidarité par habitant doivent se retrouver dans les DOM et en métropole ». M. Bertile propose donc que les prestations familiales et sociales soient étendues aux DOM « au même niveau qu'en métropole dans un délai maximal de dix ans ».

En vertu du principe selon lequel « il ne saurait y avoir deux catégories de Français », le texte du député socialiste ajoute que « le FASO sera alimenté par la totalité

des sommes provenant de la différence entre celles résultant de l'application du système dit de la « parité globale » et celles réellement versées aux familles ». Il souligne aussi la nécessité de « démocratiser la gestion » de ce fonds social.

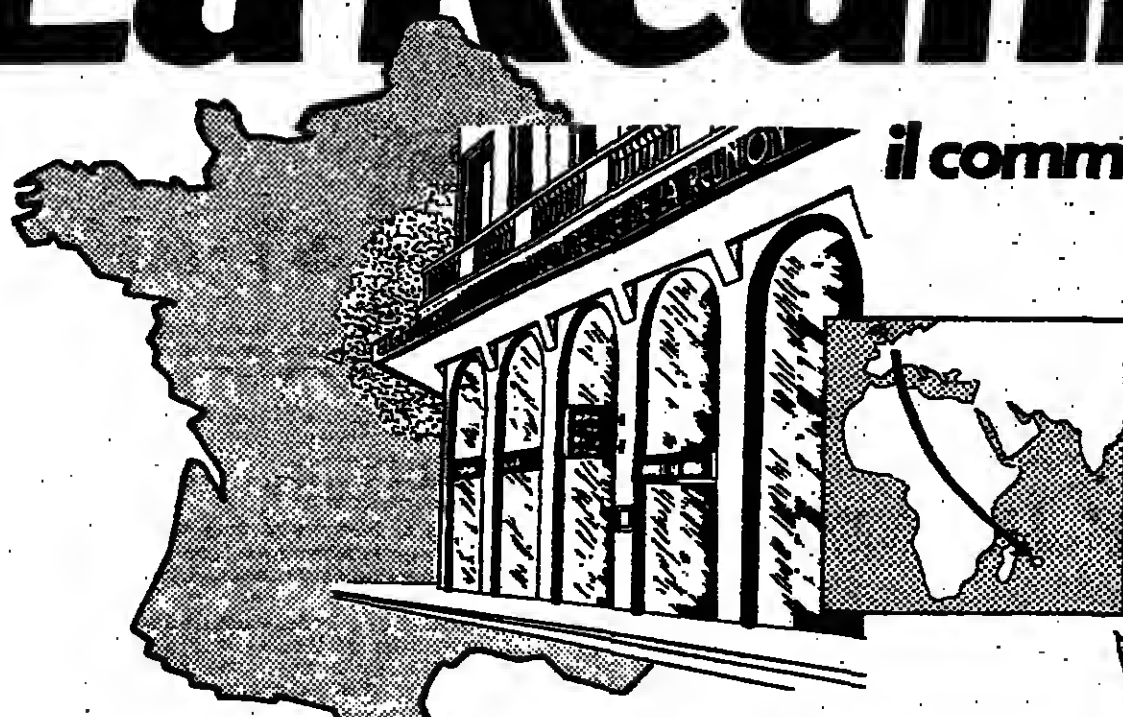
En outre, M. Bertile envisage la création, dans chacun des départements d'outre-mer, d'une banque régionale de développement en fusionnant les sociétés de développement régional et les sociétés financières (SOFIDER, etc.).

Pour compléter son dispositif le député socialiste formule plusieurs autres propositions relatives à l'organisation du développement tel qu'il le conçoit. Il propose ainsi que le secrétariat d'Etat aux DOM-TOM soit rattaché au premier ministre (et non plus au ministre de l'Intérieur), que soit créée dans chaque DOM une « commission de douze sages », désignée pour moitié par le gouvernement et pour moitié par les présidents du conseil général et du conseil régional, chargée de recenser les lois et règlements d'intérêt national qui ne sont pas appliqués dans la région, de suggérer l'extension de certains d'entre eux, de remettre chaque année des conclusions et des propositions au gouvernement et aux présidents des assemblées locales. Dans chaque région serait aussi créé un office de développement régional, et, dans le monde rural comme dans le milieu urbain, agiraient des équipes polyvalentes d'animateurs pédagogiques, techniques, sociaux.

L'ensemble de ce plan vise à faire du développement économique des départements d'outre-mer une « ambition nationale ». Dans l'immédiat, il devrait avoir au moins le mérite de provoquer une discussion sur des propositions précises, même si la proposition de loi de M. Bertile et de ses amis paraît avoir bien peu de chances d'être retenue, en tout cas sous forme de loi d'orientation, par le gouvernement.

Votre 1^{er} voyage à La Réunion?...

il commence à Paris 1, rue Vignon!..



Situé à la Madeleine, au cœur du Paris historique LA MAISON DE LA REUNION vous attend.

- Dans un décor et une ambiance exotiques, découvrez l'île de la Réunion à travers sa cuisine typique et son folklore.
- Pour vos cadeaux et vos souvenirs, sa boutique vous offre punchs, bijoux et objets en écaille de tortue, ses épices, sa vanille Bourbon et ses essences tropicales.
- Pour tout savoir sur la Réunion, l'ILE A GRAND SPECTACLE téléphonez-nous, ou mieux, faites le détour!.. Vous pourrez même y prendre votre billet!



Le Conseil Général de la Réunion vous y souhaite la bienvenue.

MAISON DE L'ILE DE LA REUNION

1, rue Vignon 75008 PARIS Tél : 10 lignes groupées. 268 07 85 à 88

تَكَذَّبُ مِنَ الْأَصْلِ

UN ANCIEN PREMIER MINISTRE ANCRÉ DANS SES CONVICTIONS

M. Michel Debré : Tout dépend de la mobilité

« A la Réunion, chacun en presque s'accorde à dire que l'explosion sociale est pour demain. Qu'en pensez-vous ? »

« La question est d'autant plus cruciale que le Parti communiste réunionnais cherche cette explosion sociale ! Mais ce problème ne date pas d'hier. Quand je suis venu à la Réunion pour la première fois, comme premier ministre, accompagnant le général de Gaulle en 1959, je me suis rendu compte que à côté des problèmes que j'ai essayé de résoudre très vite - l'alimentation, la santé... - il y avait une poussée démographique telle, dans cette île, qu'elle allait vite engendrer des difficultés insurmontables, d'autant plus vite que cette poussée allait être accentuée par la lutte contre la mortalité infantile. C'est pourquoi, quelques semaines après ce premier voyage, j'ai créé l'organisme qui allait devenir le Bureau des migrations des départements d'outre-mer - le BUMIDOM. - J'ai institué le service militaire des Réunionnais en métropole ou donnant aux jeunes la possibilité d'apprendre un métier au cours de ce service, et j'ai décidé que tout Réunionnais titulaire d'un contrat de travail ou d'une place dans un centre de formation professionnelle en métropole voyagerait gratuitement jusqu'à Paris. »

« En 1960, j'ai créé le BUMIDOM, trois ans plus tard, je me suis rendu compte que le mécanisme que j'avais mis en place supposait un développement considérable de l'enseignement et de la formation professionnelle, ainsi qu'un effort encore plus grand de recherche d'emplois en métropole. Le quadrillage scolaire de la Réunion a été bien fait, le développement des écoles et des centres de formation professionnelle a donné de bons résultats ; j'ai créé à Paris une Maison de la Réunion pour accueillir les gens, tandis que le BUMIDOM établissait un réseau de relations, et tout cela a permis le développement d'une assise réunionnaise en métropole. Moyennant quoi, le problème démographique, qui était déjà angoissant en 1960, a trouvé des solutions. Ce sont environ 75 000 Réunionnais qui sont alors venus en métropole en douze ans. »

« Mais, à partir de 1977-1978, les difficultés économiques de la métropole ont frappé de plein fouet la Réunion et, à cause aussi peut-être d'une faute d'attention de l'Agence nationale pour l'emploi, devenue entre-temps maîtresse du placement des Réunionnais en métropole, la mobilité a fortement diminué, passant de 4 000-5 000 à 2 000-2 500 personnes par an. »

« La grande coupure, toutefois, est intervenue en 1981. L'erreur de diagnostic a été totale. Le Parti communiste réunionnais, qui m'a traité pendant des années d'esclavagiste et qui a fait tout ce qu'il a pu pour faire échouer à cette mobilité, voulait à tout prix interrompre ce courant entre la Réunion et la métropole. Sachant que le cœur populaire réunionnais bat pour la Réunion - France de l'océan Indien, - les communistes pensaient créer les zébrures et le désordre par l'aggravation du chômage, et les socialistes, malheureusement, ont gâté cette thèse en enveloppant l'arrêt de la migration d'un papier argenté avec leur slogan « Vivre et travailler au pays... » »

« L'investissement sur place »

« Croyez-vous qu'on puisse lutter contre le chômage en préconisant uniquement l'augmentation des départs en métropole ? »

« La mobilité est la première des conditions, la condition de base. Tout le reste en dépend. Les Réunionnais sont bien formés, ils acceptent des emplois que n'acceptent pas les métropolitains, la plupart sont travailleurs et sérieux ; ils peuvent venir en métropole, en aussi grand nombre qu'au début des années 1970. Il faut donc reprendre la mobilité ainsi que la pratique des stages et des centres de formation en métropole, parce que les quatre centres actuellement ouverts à la Réunion ne peuvent pas répondre à toutes les aspirations. Avant 1981, il y avait un millier de places dans les centres de formation professionnelle ; depuis elles ont été pratiquement supprimées, et maintenant on se fait gloire d'avoir conclu un contrat entre la région et l'Etat pour 500 places, la moitié ! »

« Le futur gouvernement devra de toute façon mettre en place une politique démographique adaptée à chaque département et territoire d'outre-mer. Il devra le faire d'autant plus rapidement qu'il s'agit tout à la fois d'un problème humain de la plus grande importance et d'une œuvre lente et de longue haleine. »

« A la Réunion, le second problème, c'est celui du développement industriel, de l'investissement sur place. Il y a, en ce domaine, toute une série de mesures à prendre et notamment une décision peu populaire, dont je suis à peu près le seul défenseur : on ne peut pas assimiler les salaires à ceux de la métropole. Si l'on veut que la Réunion ait une

Entre M. Michel Debré et la Réunion, c'est une histoire de passion. Député de l'île depuis 1963, l'ancien premier ministre a toujours manifesté pour cette France de l'océan Indien un attachement exceptionnel, qu'il ne manque jamais une occasion d'exprimer, au Palais-Bourbon ou ailleurs. Un engagement qui prend la forme de violentes colères depuis que la gauche, parvenue au pouvoir, porte atteinte - selon lui - à ses œuvres personnelles. A soixante-trois ans, M. Debré s'engage donc dans une nouvelle bataille électorale, à la tête de l'opposition, avec la même ferveur que naguère. Une fois de plus, son ennemi juré sera le Parti communiste réunionnais, qui le lui rend bien. Ses réponses à nos questions confirment que l'ancien chef du gouvernement n'a rien perdu de son enthousiasme quand il s'agit d'évoquer l'avenir de cette île avec laquelle il s'identifie, même si ses convictions ne suscitent plus, sans doute à cause de l'usure du temps, les mêmes mouvements de foule qu'il y a vingt ans...

capacité industrielle dans cette région du monde, il ne faut pas aligner les salaires sur ceux de la métropole, du moins pas avant une vingtaine d'années. Il faut aussi réduire les importations de produits finis, les remplacer par des importations de matières premières ou de produits en voie de transformation et les transformer sur place... »

« Convient-il aussi, à votre avis, de modifier le régime fiscal du département ? »

« J'ai créé en 1959 le système des exonérations fiscales et des primes d'emploi. En 1981, le gouvernement n'a pas osé le supprimer mais il l'a fragilisé : il a commis l'erreur d'annuler les exonérations, alors que les chefs d'entreprise ont surtout besoin, en ce domaine, de savoir où ils vont. Il faut donc que les exonérations soient valables pour six ans au moins. Quant aux primes d'emploi, il ne suffit pas de les octroyer théoriquement ; il faut aussi débiter l'argent, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, car l'Etat n'en a pas les moyens. »

« Parité sociale globale »

« Êtes-vous favorable à une position sur les salaires des fonctionnaires dont le montant serait révisé sur place pour favoriser le développement économique et social ? »

« Cette idée a toujours été une sottise. C'est une idée politicienne par excellence, et elle est inapplicable. Regardez ce qui se passe avec le Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire. Le FASSO a été créé quand j'ai soutenu l'idée que, pour éviter que la natalité ne devienne uniquement une source de revenus, il fallait qu'à la Réunion les allocations familiales ne soient pas appliquées comme en métropole, mais qu'elles soient partiellement retenues pour financer la construction des cantines

la reconstitution des bidonvilles. La diminution abusive des crédits de logement a abouti au maintien des bidonvilles qui auraient dû être supprimés et même à la naissance de bidonvilles nouveaux là où ils avaient été supprimés ! »

Quatre orientations

« Mais alors, comment assurer le développement du département ? »

« C'est une question de confiance et de volonté, en même temps que de dispositions pratiques. Dans le domaine agricole, il convient d'avoir une double ambition : l'auto-alimentation, ensuite l'exportation de tel ou tel produit. Il ne faut pas sacrifier la canne à sucre, grand produit d'exportation, mais il faut en même temps développer les terres cultivables et les pâturages pour l'élevage. La pêche mérite une mention particulière. Ses possibilités sont considérables. Quand on constate le développement dans l'océan Indien des flottes soviétique, américaine, japonaise, coréenne, on se prend à rêver de ce que pourrait être une pêche française bien organisée. Dans le secteur du tourisme, il faut remédier aux insuffisances de l'équipement hôtelier. »

« Mais tout cela suppose le maintien des quatre orientations qui ont été utiles celles des débuts de la V^e République : »

1) Un plan : à condition que ce plan ne soit pas une collection de thèmes vieillissants ou de mots grisants et qu'il soit l'objet d'un examen scrupuleux, département par département et territoire par territoire.

2) Des équipements : c'est en ce domaine que les progrès ont été les plus spectaculaires : ports, aéroports, routes. Mais il faut poursuivre.

3) Des mesures concrètes : ainsi l'installation de jeunes agriculteurs sur des terres achetées, aménagées, équipées, notamment par les SAFER. Egalement la construction de surfaces cou-

vertes destinées à la location-vente au faveur d'industriels et d'artisans.

4) Des mesures d'encouragement et de protection : une protection, fût-elle provisoire, est nécessaire : c'est l'octroi de mer. La Commission de Bruxelles, si indulgente aux exceptions italiennes ou irlandaises, est à surveiller de près compte tenu de l'hostilité qu'elle manifeste et dont les raisons politiques ne sont pas exclues.

« Un patron »

« Et la volonté politique ? »

« Répondre à cette question, c'est notamment s'interroger sur l'opportunité de maintenir le secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer. Certains répondent par la négative, et voudraient soit sa suppression totale, soit sa suppression partielle, soit sa disparition à l'égard des départements. Cette solution ne paraît pas adaptée aux problèmes actuels, qui devraient voir une correction attentive, profonde et passionnée des déplorables erreurs du gouvernement socialiste. »

« C'est pourquoi, la meilleure formule est, à mes yeux, la seule formule est celle d'un ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer français, et que ce ministre d'Etat soit vraiment le patron des services d'Etat et le responsable des orientations économiques et sociales. Sans chercher quelle sera la meilleure formule dans une dizaine d'années, ce que je puis dire, du fait de mon expérience, c'est que au lendemain des élections de 1986, ce ministre devra apparaître aux Français et Françaises d'outre-mer à la fois comme le garant de leur destin et le responsable de leur progrès. »

A. R.

AIR FRANCE
DIRECTION GÉNÉRALE
Service de l'Information

5 novembre 1985

AIR FRANCE

AU SERVICE DE LA RÉUNION

Air France a reçu des pouvoirs publics la mission d'assurer, dans les meilleures conditions, le transport des passagers et du fret entre la Métropole, la Réunion, les Antilles et la Guyane.

Desservir les départements d'outre-mer dans les meilleures conditions, c'est avant tout :

- mettre en place les vols nécessaires à l'acheminement des passagers et du fret :
 - en garantissant à chacun, en période de pointe, un acheminement à une date aussi proche que possible de la date souhaitée ;
 - en assurant, en période de creux, une desserte de base permettant notamment de faire face aux besoins de transports de première nécessité (posts, presse, médicaments, évacuations sanitaires...);
- proposer les tarifs les plus avantageux compatibles avec le souci d'une gestion équilibrée de ces lignes, sans déficit à la charge du contribuable ;
- assurer un service de qualité, régulier et ponctuel, dans la tradition d'Air France.

Air France a toujours utilisé, pour la desserte des départements d'outre-mer, les appareils les plus performants de sa flotte. Aujourd'hui, tous ses vols sont assurés par des Boeing-747. Huit de ces appareils, coûtant chacun près de 800 millions de francs, sont quasiment réservés à la desserte de ces départements.

Lorsque la demande est la plus forte - 34 % du trafic annuel est concentré sur les trois mois d'été - jusqu'à quatorze Boeing-747, pouvant chacun transporter près de cinq cents passagers, se posent chaque semaine à la Réunion. Ces avions sont le plus souvent complets dans un sens et peu remplis dans l'autre.

Dans les semaines les plus creuses de l'année, la compagnie assure six vols par semaine - un vol par jour à partir du 17 décembre - entre la Réunion et la métropole grâce à l'apport de trafic fourni par les escales internationales de la ligne (Nairobi, Maurice, Seychelles).

Malgré des contraintes qui alourdissent ses coûts d'exploitation, la compagnie propose des tarifs calculés au plus juste.

La tarification « Voyage pour tous » d'Air France n'est pas uniquement applicable sur quelques vols qui feraient l'objet d'une promotion spectaculaire. Il est proposé sur tous les vols, est ouvert à tous, sans limitation de durée de séjour, et est utilisé par près de 85 % de la clientèle. Les enfants de moins de douze ans bénéficient, de plus, d'une réduction de 50 % sur ce tarif.

De ce fait, la compagnie enregistre sur cet axe, comme sur les autres départements d'outre-mer, le niveau de recette au kilomètre parcouru le plus bas de l'ensemble de son réseau. Ce qui n'a pas empêché Air France d'améliorer très sensiblement la qualité des prestations offertes à sa clientèle (service à la place remplaçant le self-service, boissons gratuites, cinéma, aménagements spéciaux pour bébés...).

Entre la métropole et la Réunion, Air France a transporté, en 1984, plus de 169 000 passagers, dont 21 000 enfants. Son trafic a ainsi triplé en dix ans, avec des tarifs en baisse, de 30 à 45 % selon les saisons, en francs constants.

Par ailleurs, 8 980 tonnes de fret ont été acheminées l'an dernier sur cette liaison.

La compagnie emploie directement 169 personnes à la Réunion (325 personnes en prenant en compte l'effectif de son hôtel Méridien et de sa filiale Servair). De plus, son activité contribue à l'existence, en amont et en aval, d'un nombre non négligeable d'emplois induits.

La compagnie contribue, enfin, à la promotion du tourisme à la Réunion par un important effort, tant en métropole qu'à l'étranger.

Prendre conscience de la dimension ultra-marine

La Réunion est une terre française. J'y suis né, je suis français. A ce titre, ce qui se passe en Lorraine (la conversion industrielle), en Corse (l'attentat), en Bretagne, dans le Sud-Ouest, m'intéresse et, chaque jour, je peux savoir quelle température il fait à Paris et même si les embouteillages ont été plus importants qu'à l'ordinaire. France-inter et Europe 1 nous apportent des nouvelles en direct dès 5 heures du matin. Mais quand un Français important arrive dans mon île, qu'il soit syndicaliste, patron, politicien, écrivain, professeur en médecine, journaliste, il me dit : « Vous avez des problèmes de ceci... Vous avez des problèmes de cela... » Non, monsieur ! Nous avons ensemble des problèmes de ceci. Nous avons des problèmes de cela ! La France n'a pas 551 000 kilomètres carrés, ni 53 000 000 habitants, elle a des zones marines qui bordent les côtes de l'Hexagone. Elle en a 11 000 000, pas moins, avec ses îles et autres terres réparties sur toute la planète. La France n'est pas la Suisse. Elle a des mers où le soleil ne se couche jamais tant elles couvrent le monde. Pourquoi les Français de l'Hexagone - de métropole disons-nous - ne tiennent-ils aucun compte de la dimension ultra-marine de notre pays ? C'est ce qui explique une grande partie des difficultés de l'outre-mer français.

Ce décalage et la méconnaissance des petites économies ouvertes - il n'existe pratiquement pas de littérature en français sur les *small open economies*, alors qu'elle abonde en anglais et en espagnol - sont à l'origine d'une politique économique keynésienne qui se poursuit depuis des décennies, alors que Keynes lui-même, dans la théorie générale, avait fixé les limites, voire évoqué l'inefficacité de sa méthode dans une économie où la

propension à importer est forte. Quand en France la relance par la consommation échoue en 1975-1976, comme en 1981-1982, compte tenu, entre autres, du déséquilibre de la balance commerciale, ne préfigure-t-elle pas - de manière caricaturale - cette situation ? Or en petite économie ouverte le flux culturel commande tout. La télévision, les magazines, l'école, etc., modifient le style de vie, et l'étréoussure du marché ne permet pas aux entreprises locales de répondre à la demande de biens sophistiqués des consommateurs bénéficiaires des transferts d'argent de la métropole vers l'île. Dès lors, il faut élargir le marché pour avoir un effet multiplicateur des activités économiques à partir de ces transferts. Mais le coût du travail à la Réunion, bien qu'inférieur à celui de la métropole, représente 40 F par heure contre 7 F à l'île Maurice et 4 F à Madagascar. Il faut s'en sortir en gagnant en productivité, donc en investissant en matière grise - deux cent trente mille personnes sont en formation à la Réunion sur les cinq cent cinquante mille habitants que compte notre île - mais cela ne suffit pas.

Une petite économie ouverte est en général ouverte à l'extérieur. Pour inverser les flux et la rendre ouverte vers l'intérieur, il faut que la France pranne conscience de sa dimension ultra-marine. Ce n'est pas Singapour, ce n'est pas Hongkong, ce n'est pas Hongkong, ce sont les grandes puissances économiques et les autorités locales qui, à un moment donné de l'histoire, ont eu besoin de transformer ces îlots en relais de production et d'exportation de biens et de services. L'infrastructure suit ou précède la décision. La France, qui n'aura plus que 1 % de la population mondiale, mais reste une grande puissance exportatrice, ne devra-t-elle pas utiliser

cette dimension ultra-marine pour garder ses marchés et faire face aux nouveaux pays industrialisés ?

La décentralisation outre-mer est peut-être une nécessité pour la gestion, mais on peut gérer très sagement la chute, si au-dessus des gestionnaires nous n'avons pas de stratèges. La Réunion est la département d'outre-mer le mieux géré. Les impôts rentrent bien, l'argent n'est pas gaspillé mais le chômage s'accroît et nous allons inéluctablement vers le cent mille chômeurs à la fin de la décennie pour cent quarante mille personnes au travail alors que les familles absorbent de moins en moins de jeunes au chômage car la structure familiale change avec l'urbanisation. Pour répondre à cela, on a fait de la politique, on a fait croire que la décentralisation voulait dire développement. Il n'y a rien de plus faux. La régionalisation outre-mer, c'est la gestion ; le développement, c'est forcément la stratégie de l'Etat, car elle doit être aux dimensions du problème, aux dimensions ultra-marines de la France, c'est-à-dire planétaires. Alors il faut remonter au plus haut niveau de l'Etat et, une fois la stratégie définie, se donner les moyens de l'appliquer par une exceptionnelle décentralisation.

Si nous voulons ensemble agrandir la France, donnons-nous des objectifs et envoyez-nous des hommes... les meilleurs. Il reste peu de temps pour se décider, les alternances politiques engorgent le rôle des assemblées pour deux ans ou trois ans à chaque fois. Si la préoccupation des leaders reste uniquement hexagonale alors elle est une manière de dire : « Le feu est dans la maison et l'outre-mer sont les acurius, on ne s'en occupe pas. »

SERGE PAYET,
président de la commission
« économie générale »
du conseil régional.

(Publicité)

SAINTE-SUZANNE

Superficie : 57,8 km²
Population : 13 195 habitants
Mairie : tél. 23-33-22
(tél. 916684)
Maire : Lucet LANGENIER (1980)

Située au nord-est de l'île, la commune de Sainte-Suzanne offre à ses habitants tout le charme, la prospérité et l'harmonie que l'on peut attendre d'une ville dont les élus veulent concilier le passé et les attraits d'une modernisation menée avec dynamisme.

Les bâtiments bien agencés, à l'ombre de grands arbres, sont mis en valeur par l'existence d'une rivière aux eaux abondantes qui fait la joie des promeneurs. En revanche, il n'y a point de plage ; mais le touriste de passage sera comblé en découvrant le cascade Niagara et de nombreux autres sites magnifiques tout au long de la rivière.

Et l'histoire nous rappelle que l'ecclésiastique Edmond Allouy y découvrit le procédé de fécondation artificielle de la fleur du vanille.

Du fait de son implantation en zone humide, Sainte-Suzanne est couverte de champs de canne à sucre et reste la première commune productrice de vanille, orchidée qui « aime » sur les pentes de Bellevue, Deux-Rives, Bras-Pistolet...

LA POSSESSION

Superficie : 118,35 km²
Population : 11 002 habitants
Mairie : tél. 22-20-02
(tél. 916067)
Maire : Roland ROBERT (1971)

Première possession au nom du roi de France mais longtemps isolée de la capitale de l'île, la commune de La Possession a pris un premier essor lors de la création du chemin de fer, puis elle a connu une nouvelle naissance après la construction de la coûteuse route du Littoral, au pied de la falaise et surplombant la mer. La population des trois villages composant la commune est en très forte progression.

La première ambition de la municipalité, compte tenu des prévisions de doublement de sa population en quinze ans, est de faire face au problème du logement. C'est à Sainte-Thérèse que les élus désignent concrétiser ce projet.

Sur le plan économique, l'agriculture prédomine : culture de la canne, du gommier et du tabac. Les cultures vivrières et l'élevage avicole contribuent également à l'économie de la commune.

Mais la zone artisanale récemment créée attire de nombreuses entreprises, dont l'une est désormais célèbre par ses produits exotiques présents aux plus grandes foires européennes.

Les richesses touristiques sont à découvrir dans les hauteurs, où les randonneurs aiment s'aventurer au milieu d'une végétation verdoyante.

LE PORT

Superficie : 16,6 km²
Population : 30 131 habitants
Mairie : tél. 42-04-88
(tél. 916001)
Maire : Paul VERGÈS (1971)

Une île habitée ne peut vivre sans un port. Commune de plein exercice depuis 1885, Le Port vit son premier bassin achevé dès 1886, travaux qui durèrent encore une dizaine d'années sous la conduite de l'ingénieur Lavalley, ancien collaborateur de Ferdinand de Lesseps. Dans le même temps, le chemin de fer fut construit, drainant vers le port les productions des sucreries des régions de Saint-Benoît et de Saint-Denis.

Le Port a toujours été une ville en chantier, ce qui explique l'importance du mouvement ouvrier, puisant ses forces et sa cohésion dans la port lui-même, les chantiers et dans ses puissantes zones industrielles. Ville en expansion, c'est un territoire multi-sites où se situent : ZI, zone artisanale, ZAC, ZUP et autres zones d'activités sur un territoire de 16,6 km².

Le Port, c'est aussi l'aménagement du littoral en zone de loisirs, un parc régional des sports, un parc boisé à proximité de zones d'habitations à caractère social ou privé, illustrant la politique volontariste qui veut que la ville et le littoral soient à toute la population.

Située dans une zone aride, Le Port est en passe de tenir son pari d'une ceinture boisée : passer, en une dizaine d'années, de moins de dix mille arbres à l'objectif d'un million d'arbres en 1989.

C'est aussi, un siècle plus tard, le gigantesque chantier du nouveau port d'une capacité trois fois plus importante que celui de 1886. La ville compte célébrer la centenaire du Port avec éclat, en proclamant encore plus sa volonté d'un développement rapide, original et maîtrisé, sur un territoire qui, bien que de dimensions modestes, demeure un pôle essentiel de l'économie locale.

LA SEMITTEL : TRANSPORTS EN COMMUN

La Société d'économie mixte de transports, tourisme, équipements et loisirs (SEMITTEL), avec un capital de 900 000 FF, a pour objet l'exploitation des services de transports de voyageurs à l'intérieur du périmètre urbain du SIVOMR.

Le lancement progressif du réseau a déjà eu lieu dans les communes de Saint-Louis et Saint-Pierre. Un contrat de développement des transports va être bientôt signé entre l'Etat et la SIVOMR pour un montant de 10 millions de francs. Le premier des projets dans ce domaine est l'établissement d'un plan de déplacements urbains dans toutes les communes adhérentes.

La SEMITTEL a l'ambition de réaliser enfin un véritable service public qui s'intégrera au schéma départemental des transports non encore élaboré.

SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE DE LA RÉUNION

Collecte des ordures ménagères

La Réunion, une des trois îles de l'archipel des Mascareignes au sud-ouest de l'Océan Indien, a connu une histoire tourmentée tant sur le plan politique qu'économique. De la tutelle coloniale à la départementalisation, l'île a vécu maintes péripéties politiques au travers de ses vingt-quatre communes et trente-six cantons.

La volonté de mettre en place une infrastructure économique moderne et de réaliser une assise scolaire et universitaire, objectifs primordiaux, a perdu en efficacité en raison d'une appréhension des problèmes en ordre dispersé.

En outre, le jeu institutionnel local des forces politiques a abouti au cumul des fonctions municipales et cantonales, créant ainsi une confusion d'intérêts peu propice au libre choix d'objectifs judicieux.

Il fallait briser le cocon communal et ouvrir les esprits à l'échelle de l'île. C'est de cette volonté que naquit le Syndicat intercom-

munal à vocation multiple de la Réunion (SIVOMR), puisant outil de travail à l'heure de la décentralisation.

« L'audace ne saurait écarter la rigueur et la prudence nécessaires », déclarait le président Paul Vergès le 3 octobre 1984, à la veille de la création du premier et unique SIVOM de la Réunion, regroupant les communes de Saint-Pierre, Saint-Louis, Saint-Leu, Le Port, La Possession et Sainte-Suzanne.

L'audace a porté ses fruits, car, en deux ans seulement d'existence, le SIVOMR, regroupant six communes d'une population globale de cinquante-quatre mille habitants, a accompli un travail spectaculaire au profit de ses administrés et n'a pas fait mentir ses dispositions statutaires, qui prévoient que le Syndicat, ouvert à tous, « a pour objet l'étude, la réalisation et la gestion de toutes œuvres ou tous services d'intérêt communal ou intercommunal, dans les limites fixées par les prescriptions légales ».

La rigueur et la prudence nécessaires dans le cadre des nouvelles compétences dévolues aux collectivités locales par les lois de décentralisation ont contribué à une réalisation pleine et sûre des projets du SIVOMR, en dépit des difficultés liées aux traditionnels comportements des communes et à la distance géographique entre ces dernières.

Schéma directeur informatique

Compte tenu du caractère vaste de la sphère de compétence du Syndicat, il a fallu au départ définir les priorités. Les élus ont d'abord fait le pari de la modernité en affirmant leur volonté d'informer les tâches de gestion communales pour disposer d'une bonne automatisation des tâches répétitives, préalable nécessaire à la mise en place de méthodes de travail performantes. L'élaboration d'un schéma directeur informatique témoigne du souhait profond des élus de persévérer dans cette voie.

Assurances, cantines scolaires, formation

Par ailleurs, les projets en cours de réalisation ont trait à la rationalisation de la politique en matière d'assurances, en matière de cantines scolaires, de formation du personnel. Sur le plan culturel, le projet de réalisation d'un écomusée à la Réunion a pour ambition de retracer les valeurs culturelles populaires et de mettre en évidence les diversités ethniques, l'évolution des formes de l'habitat, des savoirs techniques, un tel musée devant s'intégrer à un ensemble d'autres réalisations à l'échelle de l'île un musée « éclaté », vivant et tourné vers la recherche.

Enseignement

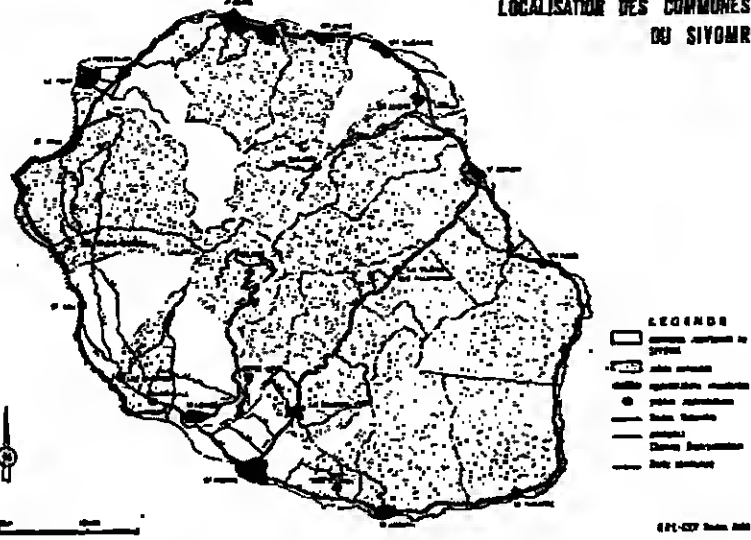
Très récemment, toujours en vertu des compétences nouvelles des collectivités locales, le SIVOMR a affirmé sa compétence en matière d'enseignement pour la prise en charge de la construction, de l'équipement et du fonctionnement des collèges et des lycées sur le territoire de ses communes adhérentes.

Deux autres domaines de grande importance ont conduit les élus à créer des sociétés d'économie mixte, instruments de gestion devenus efficaces grâce au processus général de décentralisation amorcé récemment. Il s'agit du domaine crucial des transports en commun à la Réunion et de celui de l'aménagement de l'île, où la création de la SEMITTEL et de la SEMADER a été déterminante dans la résolution de ces problèmes viraux.

Aménagements touristiques

Par ailleurs, la mise en valeur des atouts touristiques de la Réunion et le développement du tourisme social constituent un autre volet qui tient à cœur aux élus du Syndicat.

Les ambitions du SIVOMR sont grandes. Leurs succès sont le fruit d'une volonté véritable de coopérer au-delà des frontières communales.



LOCALISATION DES COMMUNES DU SIVOMR

LENDRE
Saint-Pierre
Saint-Louis
Saint-Leu
Le Port
La Possession
Sainte-Suzanne

SAINT-LEU

Superficie : 118 km²
Population : 18 207 habitants
Mairie : tél. 34-80-03
Maire : Mario HOARAU (1983)

Au sud de la Saline apparaît, isolée par de grandes falaises de basalte, la région de Saint-Leu, localité érigée en commune en 1790.

Cette petite ville de la côte ouest, assise au pied du massif montagneux, affiche l'attrait d'une station balnéaire toujours accueillante.

Son économie fondée, à la fin du dix-huitième siècle, sur la culture du café et du coton, repose aujourd'hui sur celle de la canne, du gommier et sur l'élevage dans les zones arides. Saint-Leu est également connue pour le courage et l'endurance de ses pêcheurs qui pour la qualité de ses produits de pêche.

C'est à Saint-Leu qu'a été créé un élevage de tortues de mer (la ferme Corail), expérience unique au monde et qui, outre la commercialisation de viande de tortue, produit des conserves de viande et de foie gras de tortue, et procure la matière première à des artisans travaillant la peau ou l'écaille de tortue, tout cela se faisant sous le contrôle des autorités internationales.

Saint-Leu, c'est la commune aux paysages multiples où la verdure des hauts contraste avec l'irrégularité d'un littoral à certains endroits hospitalier avec sa plage au sable clair, ou au contraire hostile et spectaculaire avec ses « souffleurs » naturels, dans lesquels s'engouffrent de splendides vagues qui, dans la région des plages, fournissent aux amateurs de surf, les plus beaux « tubes » de l'Océan Indien.

SAINT-LOUIS

Superficie : 98,89 km²
Population : 31 785 habitants
Mairie : tél. 20-10-60
(tél. 916 073 RE)
Maire : Claude HOARAU (1983)

Sur la rive droite de la rivière Saint-Etienne, s'étend la commune de Saint-Louis, créée en 1815 à la suite de divers événements qui ont contribué à orienter la colonisation vers le sud de l'île.

Saint-Louis offre à certaines époques de l'année le paysage d'une forêt de canne à sucre, culture de premier plan pratiquée à l'aide des moyens les plus divers, allant de la coupe à la fane des bras à la mécanisation la plus moderne. L'usine du Col assure le traitement de la canne.

L'autre volet de l'économie de la commune repose sur l'artisanat du bois. Des expositions annuelles témoignent de la qualité et de la vitalité de ce secteur.

Sur le plan touristique, l'étang du Col, à proximité de la plage, constitue un bon atout, auquel la municipalité accorde beaucoup d'attention.

Au nord de Saint-Louis, la plaine des Males, à 1 000 mètres d'altitude et entourée d'une belle forêt de fougères, est très appréciée des villageois.

SAINT-PIERRE

Superficie : 95,99 km²
Population : 50 081 habitants
Mairie : tél. 25-15-88
(tél. 916 064 RE)
Maire : Elie HOARAU (1983)

Volontiers surnommée capitale du Sud, la ville de Saint-Pierre, la plus peuplée des communes du SIVOMR, n'a pas volé cette appellation.

L'histoire de l'île témoigne d'ailleurs de cette vitalité.

Son port, bien connu des plaisanciers de l'île, ses plages, son logon, ouvrent à cette commune de belles perspectives en matière de tourisme. C'est une cité administrative et commerciale qui a connu récemment le développement d'une industrie agro-alimentaire.

Par ailleurs, l'agriculture entretient à flanc de coteau par un plan d'irrigation efficace a permis l'implémentation d'un institut de recherche sur les fruits et légumes.

La municipalité actuelle s'est lancée cette année dans une vaste politique d'investissement, pour lutter contre le chômage, dans les secteurs de l'industrie et du commerce, du logement, de la formation professionnelle et de la voirie.

Saint-Pierre est également une ville sportive, où la vie culturelle est relativement intense.

La ville de Saint-Pierre porte actuellement ses efforts sur sa politique en matière de logements et contribue ainsi au développement d'un nouveau quartier en son sein, le boulevard Bank.

LA SEMADER : HABITAT SOCIAL ET AMÉNAGEMENT

La Société d'économie mixte d'aménagement, de développement et d'équipement de la Réunion (SEMADER), dotée d'un capital social de 2 millions de francs, a pour objet l'étude, la construction ou l'aménagement, avec la caractéristique d'une mission d'intérêt général ayant trait au logement de la population, l'amélioration du cadre de vie, l'action en faveur des loisirs et du tourisme... Plus particulièrement, compte tenu de la gravité du problème de l'habitat à la Réunion, où les bidonvilles représentent près de 34 % des résidences principales, la SEMADER a pour vocation la mise en œuvre d'une politique de réorption des bidonvilles, entreprise de longue haleine, car l'éradication des logements insalubres dans l'île est prévue, avec les moyens actuels, pour l'an 2040. L'établissement d'un véritable programme local de l'habitat, conformément aux dispositions de la loi du 7 janvier 1983, va permettre de mener cette politique avec cohérence. Par ailleurs, l'année 1986 sera déjà marquée par un portefeuille de dix grands projets intéressant les communes membres.

MEMBRES DU BUREAU SYNDICAL

M. Paul VERGÈS, président;
M. Elie HOARAU, vice-président;
MM. Claude HOARAU
Mario HOARAU - Lucet LANGENIER
Roland ROBERT - Julien RAMIN
Raymond LAURET

تكونا من الأصل

UN CHEF COMMUNISTE EN QUÊTE... D'ECUMÉNISME !

M. Paul Vergès : « Lucidité et réalisme »

« Vous avez souligné à plusieurs reprises le risque d'une « explosion sociale » à la Réunion. Pourquoi ce risque vous paraît-il aujourd'hui plus grand qu'hier ?

— D'abord parce que dans notre population réunionnaise, dont la moitié a moins de vingt-cinq ans, les jeunes, qui sont aujourd'hui menacés et frappés par le chômage au sortir du collège ou du lycée d'enseignement professionnel, ont pas le même comportement que les générations de leurs pères, qu'on essaie de caser en préfabrique ou de « promener » à droite ou à gauche...

— Ces jeunes sont mieux formés, plus avides du mode de vie occidental, car ils ont connu que les meilleurs effets de la départementalisation jusqu'à ce qu'ils arrivent sur le marché du travail. Et ils s'acceptent pas sans réagir de ne pas avoir un métier au terme de leur formation scolaire ou de leur apprentissage. Le mois dernier, quand il y a eu les grandes manifestations des collégiens, on l'a vu à des adolescents affronter la police, la presse et une partie de la population ont crié au scandale parce que des voitures avaient été abîmées ! Ces gens-là n'ont pas compris que ce mouvement s'apparentait à un mal 68 tropical.

— Ensuite, il faut bien comprendre que les revendications légitimes des jeunes s'ajoutent à celles des travailleurs qui subsistent, eux, les conséquences des disparités de cette société réunionnaise où coexistent deux mondes : le monde de tous les bas revenus, plus ou moins indexés sur le traitement des fonctionnaires, supérieur de 53 % à celui de la métropole, et le monde des bas revenus, inférieurs aux revenus les plus modestes de la

métropole, puisque le SMIC est chez nous inférieur de 22 % à celui de la métropole. Voilà pourquoi la situation réunionnaise présente un caractère explosif.

— Craignez-vous que la Réunion connaisse des flambées de violence analogues à celles du jaillat en Guadeloupe ?

— Je ne le crains pas, je le prévois. Je suis persuadé que la société réunionnaise va connaître une remise en cause fondamentale de ses bases parce que les déséquilibres et les tensions y sont manifestement trop forts.

— Les événements de Nouvelle-Calédonie ont-ils également une répercussion chez vous ?

— Bien sûr ! Les Réunionnais ont la réputation d'être gentils, mais les manifestations des collégiens ont montré justement qu'il existe aussi chez nous une volonté qu'on ne peut plus contrôler. Notre passé d'esclavage et d'engagisme indien, les structures sociales et ethniques qui en résultent conduisent inévitablement les Réunionnais à des analogies avec ce qui se passe en Nouvelle-Calédonie, mais aussi avec ce qui se passe en Afrique du Sud. Les images que la télévision donne sur l'Afrique du Sud sont reçues à la Réunion d'une façon très différente de la perception qu'on en a en métropole. Chez nous, elles sont ressenties profondément par les gens : ce sont des Noirs comme eux qui sont pourchassés. C'est ce qui explique que les plus grands rassemblements, chez nous, sont les manifestations contre l'apartheid.

— Pensez-vous que les revendications des jeunes Réunionnais résultent vraiment d'une prise de conscience politique ?

Membre de l'Assemblée européenne depuis 1979, élu sur la liste du PCF, maire du Port, ancien député — et assuré de retourner en mars prochain au Palais-Bourbon, grâce à la proportionnelle. — M. Paul Vergès résume sans partage sur le Parti communiste réunionnais, qui demeure sans conteste la première force de gauche à la Réunion. Cet ancien journaliste aime la bagarre politique, et ses fils partagent aujourd'hui ses engagements dans les compétitions électorales. C'est le « bête noir » de Michel Debré et des frères Virapoulé (Louis, le sénateur contrainct, et Jean-Paul, le maire de Saint-André), avec lesquels l'entretient d'interminables et souvent vaines — électoralement parlant — polémiques. Avec l'arrivée des socialistes au pouvoir en métropole, il était devenu l'interlocuteur privilégié du gouvernement. S'il a pris ses distances vis-à-vis de la majorité, sa stratégie n'est pas calquée sur celle du Parti communiste français. En position de force, par rapport aux socialistes locaux, M. Vergès pratique avec réalisme, à la Réunion, la politique de la main tendue, ainsi qu'il l'explique dans ses réponses à nos questions.

— Jusqu'à présent les prises de position de la jeunesse n'ont pas eu vraiment une traduction électorale, mais ça va très vite, et je pense que le scrutin de mars 86 sera marqué par le vote des jeunes. Avant, nos militants avaient beaucoup de mal à capter l'intérêt des jeunes. Maintenant, ils sont parmi les jeunes comme des poissons dans l'eau, et ils sont suivis par une majorité de jeunes.

— L'évolution économique et sociale de votre département traduit-elle, à vos yeux, l'échec de la politique d'intégration menée par tous les pouvoirs depuis quarante ans ?

— Oui, à court pour cent ! La droite avait réussi à estomper les problèmes de développement économique et social en focalisant l'attention de la population sur les problèmes institutionnels — comme on l'a vu une fois encore avec sa bataille contre le projet d'assemblée unique, — puis les socialistes ont dit : arrêtons le débat institutionnel, assurons le développement, et nous réussirons par l'intégration sans l'assimilation. Alors nous avons dit : nous prenons le pari mais nous sommes sceptiques ; nous sommes persuadés que les problèmes sont tels que si l'on s'engage dans la voie du développement, il faudra tourner le dos à l'intégration. C'est ce qui arrive : le volume des transferts sociaux continue d'augmenter sans qu'on puisse de toute façon espérer atteindre la parité avec la métropole, car le retard est trop considérable. Il manque par tête d'habitant environ 10 000 F de couverture sociale par rapport à la France. Nous arrivons ainsi au bout du rouleau, et la persistance de cette politique d'assistance confirme que le système d'intégration est mortel, c'est le SIDA.

— Imputez-vous cet échec à la politique suivie par la gauche depuis 1981 ?

— Pas du tout ! Ce serait vraiment partial et injuste de ne pas relever les progrès accomplis qui aident à l'expression politique des réalités. Il est évident, par exemple, que chez nous les libertés syndicales et la liberté de manifester s'expriment désormais sans comparaison aucune avec le passé et cela est irréversible. Les gens ont appris à utiliser les libertés garanties, et c'est un acquis qu'on ne pourra plus effacer. Mais la gauche a manqué d'imagination, d'humilité devant l'économie et de volonté politique. Un langage de courage aurait été compris par les masses.

— Quel langage de courage ?

— Il aurait fallu dire aux gens : vous avez été chloroformés, la crise sera longue, nous avons devant nous des années de difficultés. Les crédits considérables qui nous parviennent de France sont suffisants pour engager le développement de l'île à condition qu'on sorte du système d'intégration. Pour notre part, nous avons demandé depuis longtemps que l'aide de la métropole à la Réunion soit globalisée, puis utilisée en fonction des priorités locales. C'est désormais une conception à peu près admise par tous.

— L'échec de la politique d'intégration condamne-t-il aussi, à vos yeux, la départementalisation ?

— Je n'attache pas une importance considérable aux mots. Je préférerais une Réunion vraiment autonome dans un cadre défini départemental qu'un département de la Réunion qu'on appellerait « autonome » pour la forme... Mais il est vrai que s'il y avait une explosion sociale, elle devrait se traduire obligatoirement par un vote politique.

— Comment posez-vous la question de la participation des fonctionnaires qui bénéficient de revenus privilégiés, au développement de la Réunion ?

— Nous ne voulons pas considérer les fonctionnaires comme des boues émissaires mais ils se rendent compte eux-mêmes que les choses ne peuvent pas durer ainsi éternellement. En 1982, quand il a soulevé la question, le pouvoir a eu en face de lui des représentants syndicaux qui disaient : si le prélèvement envisagé sur nos traitements doit être réinvesti sur place, alors nous sommes d'accord ! C'était la première fois qu'on voyait une catégorie privilégiée accepter de discuter ce sens. Cela a duré un an mais le pouvoir n'a pas saisi cette occasion historique de concertation et chacun a alors abandonné les objectifs globaux du développement pour se rabattre sur une défense corporatiste de ses revenus.

— C'est d'autant plus regrettable que l'analyse de la gravité de la situation est partagée par tout le monde, à droite comme à gauche, y compris par l'Eglise catholique.

— Dans les sept communes que votre parti administre, que faites-vous pour résoudre les difficultés quotidiennes des Réunionnais ?

— Nous améliorons, par exemple, les transports en mettant en place un service public qui assure le transport des gens à un prix modique alors que jusqu'à présent ce soin était laissé aux sociétés privées. Nous lutons aussi pour la disparition des 42 000 taudis occupés en général par des chômeurs. Comment faire payer les chômeurs quand il s'agit de construire des logements neufs ? Nous pensons qu'il est possible de faire participer les chômeurs eux-mêmes à la construction de leurs maisons, mais évidemment nos orientations se situent en dehors des normes métropolitaines.

— Nous constatons simplement que, à cause de la crise du secteur du bâtiment, il existe à peu près huit mille professionnels inoccupés. Or ces gens-là peuvent très bien fournir l'encadrement nécessaire pour aider les habitants des bidonvilles à édifier des logis convenables à des prix réduits. A Saint-André, où il a mené campagne, mon fils Laurent a pu constater qu'une famille avait construit elle-même sa maison pour 80 000 F alors que la subvention gouvernementale pour la construction d'un logement social est supérieure à 200 000 F ! Il faut donc sortir des procédures habituelles et avoir la volonté de le faire !

« Aucune exclusive ! »

— Le scrutin à la proportionnelle vous assure en principe deux députés. Comment envisagez-vous votre collaboration locale avec la droite pour l'avenir de la Réunion ?

— Il y a actuellement un divorce entre l'analyse de la situation économique et sociale, partagée par tous, et les choix politiques. Il y a la voie des ultra-assistés : elle consiste à demander toujours plus d'argent à la métropole dans l'espoir illusoire de calmer la jante. Et il y a l'autre voie, celle qui consiste à dire, comme nous le faisons, que tous les Réunionnais doivent prendre leurs responsabilités pour développer leur pays.

— Nous pensons que nous ne pourrions en sortir que par un accord entre la très grande majorité des Réunionnais. Si le conseil régional n'a pas eu assez de pouvoirs et de moyens pour assurer de façon significative une politique de développement, il n'empêche que, au sein de son bureau, les représentants de tous les partis ont été amenés à discuter, à se concerter et à constater l'existence d'un accord véritable pour une politique coördonnée de développement.

— La situation créée par la gauche a eu au moins le mérite d'avoir fait prendre conscience à tout le monde qu'on ne pourra pas faire la Réunion sans les communistes et encore moins contre eux, qu'on ne pourra plus les isoler comme M. Debré tentait désespérément de la faire dans les années 60. Nous disons : chacun doit apporter son analyse et ses propositions et on doit trouver la voie vers un accord entre les formations politiques de l'île.

— Vous êtes partie prenante d'un accord politique ? Vous pensez que les convergences sont assez fortes pour qu'il y ait un programme commun de développement acceptable par tous ?

— Oui. Nous sommes preneurs d'un accord politique, de tous les accords politiques, mais c'est vrai qu'il s'agit d'une voie très divergente, par rapport à la vie politique de la métropole.

— Sans exclusive ?

— Aucune exclusive ! Il faut que la droite locale ne cherche plus à appliquer chez nous les directives parisiennes !

— Vous vous sentez une vocation à l'écuménisme ?

— J'ai la lucidité politique du réalisme.

A. R.

Retour au calme après la révolte des collégiens

De notre correspondant

« A U moindre incident, je ferme tout », déclarait, jeudi 17 octobre, le recteur d'académie M. Jacques Georgel n'a pas mis sa menace à exécution, malgré la persistance de troubles aux abords des écoles de Saint-Louis et de Saint-Benoît. Dans cette dernière ville, huit élèves, tous mineurs, ont été interpellés et incriminés de dégradation volontaire d'édifices publics, de violence avec arme et de port d'arme prohibée, mais après une semaine de vacances forcées supplémentaires et la fermeture de trente-cinq collèges à l'île pendant une huitaine de jours la rentrée scolaire a eu lieu dans le calme. La « révolte » des collégiens réunionnais, passée très insipide en métropole, s'est ainsi apaisée après un début de mois d'octobre extrêmement tendu dans plusieurs villes du département. Au centre des troubles, qui ont provoqué une dizaine de blessés et quelques bris de vitres dans les collèges de Saint-Louis (sud de l'île), une revendication essentielle : la gratuité de la cantine pour tous les boursiers du premier cycle du second degré et de l'enseignement technique.

L'enjeu était de taille, puisque la cantine scolaire s'apparente à une véritable institution dans l'île. Elle est l'un des rares points de consensus entre les différentes formations politiques réunionnaises. Les manifestations d'octobre ont cependant ouvert une brèche dans cette unité : le RPR, l'UDF ainsi que les socialistes, accusant le Parti communiste réunionnais (PCR) de « manipulation » des collégiens, dans des perspectives purement électorales.

A la charge du PCR, l'engagement actif de certains de ses militants dans les débordements de violence aux abords des collèges. En outre, une structure proche du secrétariat général du PCR, M. Paul Vergès, député européen, le Comité d'organisation pour le rassemblement de la jeunesse (CORJ) s'attache à « canaliser » le mécontentement des jeunes et présente la grève des élèves comme une étape historique du devenir de la Réunion.

A la décharge du PCR, pourtant, il faut citer tout d'abord une série de maladresses du gouvernement, dont celle d'avoir calqué, à partir de 1984, le régime des

bourses servies à la Réunion sur celui de l'Hexagone. Une « gaffe monumentale », selon le député socialiste M. Wilfrid Bertila : « Pour une fois qu'une mesure sociale avantageait les DOM [le taux des bourses est majoré de 50 % outre-mer], on le supprime sur la base du rapport d'un obscur fonctionnaire qui n'a pas mesuré les implications politiques du dossier. »

Le fonctionnement des cantines scolaires est spécifique à la Réunion. Dans le principe, elles sont financées depuis 1963 par les crédits du Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire (FASSO), qui est lui-même budgétisé à partir d'un prélèvement sur les allocations familiales des salariés du secteur privé. « L'existence du FASSO est justifiée à la fois par l'absence de généralisation des prestations sociales à toutes les familles et par la situation économique et sociale de chaque département d'outre-mer », expliquait, en 1982, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM. Le FASSO compensait ainsi la non-parité sociale entre la Réunion et la métropole (1). Outre-mer, en effet, le critère d'activité est toujours exigé pour le versement de certaines prestations (allocations familiales, allocation logement...). A l'époque, le FASSO fut aussi créé parce que les pouvoirs publics jugeaient les familles réunionnaises incapables de bien gérer leur budget, l'argent des allocations n'étant pas utilisé entièrement pour les enfants. Quarante ans après la départementalisation, l'argument, soulevé en des termes plus ou moins voilés, est encore d'actualité...

Sentiment d'injustice

En 1980, le montant du FASSO est gelé à son niveau de 1979 (109 millions de francs) par le gouvernement de M. Raymond Barre, qui estimait la parité sociale atteinte ; il a fallu recourir aux crédits de la Caisse nationale d'allocations familiales pour que les enfants du primaire puissent bénéficier comme avant de la cantine gratuite si les revenus familiaux ne dépassaient pas un plafond dans onze des vingt-quatre communes de l'île.

Dans le premier cycle du second degré, la situation est différente. En théorie le FASSO intervient dans le financement des cantines en vertu d'un arrêté de 1974. Mais, en raison du blocage du FASSO, notamment, cet

arrêté n'a jamais été appliqué. Pour contourner la difficulté l'habitude fut prise d'opérer un prélèvement sur les bourses des élèves du secondaire désirant bénéficier d'un service de restauration.

De ces deux systèmes il résulte un sentiment d'injustice profonde chez beaucoup de familles réunionnaises, surtout celles dont les enfants fréquentent des collèges ou des LEP. Elles contribuent par deux fois au financement des cantines scolaires : par une ponction sur leurs allocations familiales et par une seconde retenue sur les bourses. Un rapport de la Cour des comptes, jugeant cette situation illégale (le fait notamment que le taux des bourses est majoré outre-mer et sert dans le premier cycle du second degré à financer les cantines) demandait au gouvernement, en 1982, d'y mettre fin. Ce qui fut fait : les bourses ont été ramenées au niveau métropolitain et totalement dissociées des cantines.

Un déficit budgétaire est immédiatement apparu, que le gouvernement a combié en 1984 par une ligne de crédits de 12 millions de francs, après une série de manifestations dans les collèges. Cette ligne a été portée à 44 millions de francs pour l'année scolaire 1985-1986. Les fonds débloqués permettent d'assurer la restauration gratuite de vingt-cinq mille élèves du premier cycle : les anciens demi-pensionnaires d'avant la réforme ainsi que les jeunes entrant en système ou en première année de LEP. Tous les autres boursiers échappent à la gratuité de la cantine, ce qui a motivé la grève des collégiens du début d'octobre. A la rentrée de 1985 seuls vingt et un mille collégiens se sont inscrits à la cantine gratuite. Une liste complémentaire, ouverte dans les établissements n'a enregistré que quatre mille inscriptions. Une seconde liste d'attente a été mise en place.

Cette ouverture a contribué à faire baisser la tension d'un cran. Toutefois la CORJ estime la proposition encore insuffisante et appelle les collégiens à maintenir leur mobilisation. Pour le préfet, M. Michel Blangy, les décisions sont prises, à la pression de la rue ne les changeront pas.

A. D.

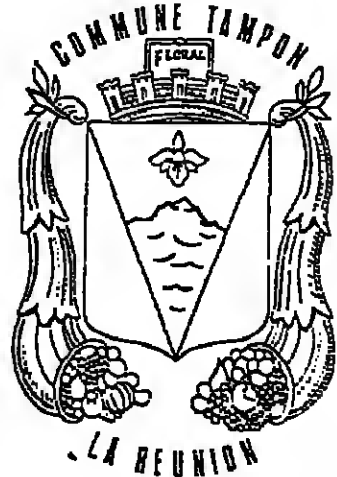
(1) Diverses estimations chiffrent le manque à gagner pour les familles réunionnaises entre 500 et 650 millions de francs au titre de la parité sociale.

LE TAMPON

Entre mer et volcan, le Tampon, île de la Réunion, vous séduira par ses cultures florales, sa production d'essence de géranium et du meilleur miel du monde, ainsi que la beauté de ses sites, la douceur du climat et son cadre de vie.

Hôtel de ville

Tél. : 27-00-04
Service urbanisme : poste 39
Service développement économique : poste 59
Service de l'animation : poste 38



Si infortunée

(Suite de la page)

Ensuite, un fort ralentissement de l'émigration vers la métropole, qui, jusqu'en 1982, parvenait, vaillamment, à camoufler la gravité du mal social réunionnais.

Le « piège »

1) Les vagues démographiques. — Depuis cinq ou six ans, près de quinze mille jeunes Réunionnais débarquent chaque année, et sans espoir, sur le marché du travail. Les plus optimistes des économistes estiment que l'importance de ce flux durera jusqu'au début de la prochaine décennie. « C'est incroyable, jamais vu », dit encore Serge Payet, 50% de la population réunionnaise se trouvent actuellement en formation et, sur ce pourcentage, il faut compter cent quatre-vingt-dix mille jeunes à l'école. »

Aujourd'hui encore, le flux nataliste de la Réunion, bien que sévèrement réfréné, est encore nettement supérieur à celui de la métropole (2,8 contre 1,7). Les filles sont mères à quinze ans, répète-t-on volontiers à Saint-Denis, les mères, grandes-mères à trente, les grands-mères, arrière-grands-mères à quarante-cinq... Rien de comparable, cependant, avec ce que la Réunion a connu durant les années 50 et 60. Souffrant d'un fort taux de mortalité, en partie dû au paludisme et aux privations de la dernière guerre, l'île, par réflexe, s'était jetée, toutes communautés ethniques confondues, dans une fuite en avant nataliste dont elle ressent désormais les effets négatifs.

En quarante ans, la population a plus que doublé. « Par principe de survie », note M. Guillaumin. En 1950, un enfant sur cinq mourait avant l'âge d'un an. Nous étions, en 1946, la colonie française la plus ruinée par la guerre. Plus ruinée que notre voisin l'île Maurice. Mille personnes mouraient chaque année du paludisme, et, toujours en 1950, l'île ne pouvait s'honorer que de 100 kilomètres de routes bitumées. Nous étions, à l'époque, plus bas que la Côte d'Ivoire. »

Passionné, comme tous nos interlocuteurs réunionnais, Patrick Guillaumin cherche d'autres exemples pour que l'observateur et le lecteur métropolitains mesurent bien « le piège réunionnais ». « Vous rendez-vous compte qu'en 1960 ce département n'a offert à la France que quatre-vingt-onze bacheliers ; 1960, c'est la génération de bacheliers de Fabius, à quelque chose près ! »

Donc, des vagues impressionnantes de jeunes gens soignés, nourris, éduqués par les bienfaits de la départementalisation, pendant que l'espérance de vie remonte, que le paludisme disparaît et que la « vie à la métropolitaine » donnait aux femmes le goût du travail et à toute la population l'aspiration à la fonction publique. Le sursaut réunionnais, cette volonté de vivre, débouche aujourd'hui sur une impasse.

Fin le temps béni

2) L'arrêt de l'émigration. — Nombreux sont les Réunionnais à regretter le temps béni où la métropole accueillait chaque année, pour des scolarités longues, des stages de formation, plus simplement des emplois, plus de trois mille insulaires. « Renault, Peugeot, venaient corrément recruter sur place pour leurs usines », se rappelle avec nostalgie un enseignant. « L'homme de la Réunion », M. Michel Debré, député RPR, jouait de son influence auprès du BUMIDOM (Bureau de migration), pour que les Réunionnais candidats au départ ne soient pas trop lésés par rapport aux Antillais, plus sollicités et plus souvent réem-pensés.

Puis, sous le septennat de gauche, fin 1981, et surtout en 1982, l'exode volontaire vers la métropole a été tari sur ordre du gouvernement. « So grande idée, vivre et travailler au pays, pour nous, en fait, vivre et chômer au pays », se plaint un fonctionnaire proche de l'UDF. Dans l'ensemble, pourtant, les positions des

Réunionnais, même dans la classe politique, sont plus nuancées sur ce chapitre de l'émigration. Personne, par exemple, du RPR au Parti communiste réunionnais (PCR), ne conteste la réalité de la crise économique dans l'Hexagone, et ceux des Réunionnais qui sont allés « chômer dans les banlieues parisiennes », reconnaissent qu'il est plus agréable encore d'être inactif sous les tropiques.

L'île ressent aussi très mal l'écho de xénophobie qui lui vient de la métropole et comprend un peu mieux, cette fois, l'argument psychologique mis en avant par le gouvernement en 1982. Cette assimilation rampante des Français de couleur à de simples étrangers est surtout vécue par les communautés antillaises. Mais, malgré son métissage plus complexe — Africain, Indien, Chinois, Blanc, — malgré son goût pour la discrétion, le Réunionnais se sait, ces années-là, « plus indésirable en France que dans le passé ».

A Saint-Denis, on vous le déclare tout de go : l'Hexagone a, en fait, peur des Antillais. Et M. Wilfrid Bertile, député PS, se dit « le premier navré de cette globalisation de la politique socialiste vis-à-vis de l'émigration ». « J'approuve », explique-t-il, « le ralentissement des arrivées d'Antillais à Paris. Mais on aurait dû considérer la Réunion comme un cas à part ». Tenir compte, par exemple, de la modeste bien comme du Réunionnais et de sa débrouillardise. « Au lieu de cela, nous confie encore M. Bertile, l'ANT (agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer), successeur du BUMIDOM laisse des gosses partir à leurs frais — 3500 F l'aller simple — pour la capitale, sans aucune garantie d'emploi, puis se trouve contrainte de les assister socialement. » Jusqu'au jour où ces mêmes gosses se font jeter dehors en fin de droits, « comme des Africains ».

Cette nouvelle agence de l'emploi pour les DOM-TOM a, on le voit, bien mauvaise réputation à la Réunion. « Comme avant, les Antillais en profitent

beaucoup plus que nous », explique un membre du PCR. Et il aura fallu dans l'île, depuis 1984, toutes les énergies politiques additionnées, de la gauche à la droite, pour que cette ANT consente à proposer quatre cents stages de formation en métropole pour l'année. Toutes les énergies et, surtout, la crainte du ridicule de ne pas faire au moins aussi bien que le conseil général de la Réunion, qui, lui, a trouvé sur ses propres deniers les fonds nécessaires au financement de quatre cents autres stages.

« Dites-nous s'il n'y a pas là, dans tous ces phénomènes mêlés, de quoi justifier l'idée que la Réunion est vraiment une marmite prête à exploser ? », demande M. Elie Hnarean, numéro deux du PCR. L'île communisante fait allusion à cette formule de « la marmite », souvent employée par son chef de file, M. Paul Vergès. Le PCR, ces dernières années, n'a eu de cesse de prévenir que la Réunion allait droit au dérapage. Ses adversaires l'accusent même de jeter, dès qu'il le peut, de l'huile sur le feu. En septembre dernier, par exemple, lors de grèves lycéennes pour les bourses et les cantines scolaires.

« Cela cassera »

Dans l'opposition insulaire, quelques voix se sont élevées pour trouver derrière cette agitation étudiante de quelques jours la main du CORJ (Comité d'organisation pour le rassemblement de la jeunesse), animé par de jeunes communistes. M. Hoareau réfute l'accusation. « Le CORJ, nous dit-il, n'a été que l'interlocuteur d'un mécontentement beaucoup plus profond et qui dépassait de loin le cadre de nos militants. » Les observateurs les plus impartiaux admettent volontiers que si, ces derniers mois, dans les grèves ou les mécontentements juvéniles, le PCR est toujours en première ligne, celui-ci ne pousse jamais très loin son avantage. « Il souffle ici ou là ce qu'il faut de brâises, dit un conseiller de l'UDF, mais il

ne va jamais plus loin. » En clair, le PCR est simplement accusé de chercher à maintenir son audience à un niveau de 30% du corps électoral et de tout faire, mais rien de plus, pour obtenir deux sièges de député aux prochaines élections législatives de mars 1986.

C'est l'autre paradoxe, sans doute, qu'offre la Réunion face à une situation socioéconomique jugée insupportable : son seul d'intolérance n'est pas atteint. Personne ici ne parle d'indépendance. Personne n'en rêve, en dehors de quelques intellectuels du MIR (Mouvement indépendantiste réunionnais), groupuscule et en constante perte de vitesse. Le « créolisme » reste une idée vague, rarement revendiquée.

Le PCR ? De l'avis unanime, « d'abord un parti réunionnais » qui tient, face aux problèmes de l'heure, à quelques nuances près, le même langage que l'Union patronale. Même la notion d'autonomie paraît ne plus exprimer, ces derniers mois, une quelconque pensée idéologique ou un modèle administratif. « Pour nous, précise M. Hoareau, l'autonomie n'est qu'une façon de poser les problèmes du développement de la Réunion. » En somme, un point de vue économique, à croire l'île communisante, qu'on pourrait très bien entendre aussi dans l'opposition.

Pourtant, pour la gauche comme pour la droite, la Réunion est anormalement calme. « Un jour, dans un mois, dans un an, cela cassera quelque part », affirme M. Guillaumin. Beaucoup redoutent ce coup de sang, une tempête, une dérive. Mais bien malin qui pourrait dire où s'allumera la mèche. Les Réunionnais, les derniers sondages locaux le prouvent, se sentent « à 97% Français » et très curieusement, des Français sur lesquels les stigmates de la crise, du chômage en particulier, sont encore peu visibles.

« Ne vous y fiez pas : la Réunion, comme un fruit des tropiques, pourrit de l'intérieur en gardant une belle apparence. »

Propos alarmiste ? On explique souvent l'« harmonie réunionnaise », cette façon d'encasser les plus mauvais coups par le métissage ethnique et religieux le plus réussi de l'ensemble français. Il est vrai, à en croire, par exemple, les magistrats du tribunal de Saint-Denis ou des animateurs sociaux, qu'un dénombrement beaucoup moins d'incidents à caractère raciste qu'il y a dix ans. Que le réflexe « anti-zoreilles » (métropolitains), si pratique quand l'orage gronde, est ici peu sensible et ce, alors que les fonctionnaires blancs perçoivent à la Réunion le plus fort index d'éloignement et de vie chère de tous les DOM-TOM (53% du salaire de base).

Miracle des miracles

Miracle des miracles, les Réunionnais ignorent le racisme. Les communautés de « petits blancs » (petits agriculteurs des « hauts »), de « grands blancs » (suciaires plus travailleurs et moins arrogants qu'aux Antilles), de Cafres (descendants d'Afrique orientale et de Madagascar), de Tamouls (Indiens de religion hindouiste) de « z'arabes » (Indiens d'origine musulmane) et de Chinois composent, en apparence, une société sans véritable enjeu ethnique. « Vous connaissez les origines de l'île Bourbon », demande le Père Jean de Puybaudet, vicaire général : « D'auz hommes blancs et trois femmes malgaches. Le premier Réunionnais de souche était dans un mépris. »

Aussi attribue-t-on à ce métissage une bonne part de « l'effacement » de la Réunion à la crise insulaire. Les valeurs culturelles sont ici plus « solidaristes » qu'ailleurs. Chaque communauté agit comme un régulateur sur l'autre. Les mariages mixtes sont des facteurs d'apaisement et le regroupement des familles, des forces psychologiques autant qu'économiques. Et il n'y a plus guère que l'armée à s'évertuer à dénigrer, avec des chiffres très approximatifs, à vouloir identifier les origines des jeunes appelés.



CAPRICORNE : VERS LES ILES DE L'OCEAN INDIEN

Capricorne, des hommes et des femmes qui ne vous laisseront pas à qui.

Capricorne vous offre trois lignes régulières à fréquences rapprochées entre l'Europe d'une part et Djibouti, La Réunion, Maurice, Madagascar, les Seychelles et les Comores d'autre part. Capricorne s'adapte aux exigences spécifiques de vos produits. Les 14 navires mis en service par notre ligne vous permettent l'exportation de biens de consommation en conteneurs de tous types, en fret conventionnel et par roulage et l'importation de produits non manufacturés comme les sucres, les rhums, le café et le sisal.

DANS LA COMPETITION INTERNATIONALE, L'APPUI DU 1^{er} GROUPE MARITIME FRANÇAIS



CGM PARIS, SIÈGE SOCIAL
102, QUAI DE LA SEINE, CEDEX 18
92000 PARIS-14 DÉPARTEMENT
TEL : (1) 47.78.70.00 - TÉLEX : 630 387

هكذا من الأصل

guerre

La France 4 dépa 2 colle

La France 4 dépa 2 colle



et pourtant si sage...

Les plus pessimistes affirment toutefois que le chômage, notamment des jeunes, est le symptôme du soulassement des relations intercommunales. Les Cafres, plus nombreux à souffrir encore de l'assimilationnisme sont considérés comme les plus grandes victimes de cette crise. Accablés, dans ce pays, viennent les « petits blancs des Hauts », agriculteurs pauvres qui voient leur rôle économique s'effondrer dans une société vouée à l'exportation des transferts financiers de la métropole. Les plus déçus pour les études supérieures sont les enseignants, sont les Chinois. Les jeunes chômeurs seront aussi mis en cause par la structure familiale s'ils sont « *farabes* » ou Chinois, dont les familles riches, tiennent le commerce de l'île.

Alors, qui croire ? L'optimiste qui se rassure en voulant espérer que les structures communautaires insulaires pourront prendre longtemps encore leurs chômeurs en charge ? Se serrer un peu plus, vivre à plusieurs sur une retraite ou une indemnité de maternité ? Ou le pessimiste qui, lui, voit dans l'évolution actuelle la lente substitution de « l'horizontalité égalitaire des communautés » par des couches sociales verticales ?

Croire l'optimiste qui, comme ces magistrats, ne relèvent toujours aucun signe de « *délinquance par oisiveté* » ? Comme l'Eglise catholique (90 % de la population, même parmi les Tamouls qui conservent parallèlement leurs rites) qui parie, à coups de rassemblements populaires, sur « *un èveil possible de la jeunesse* », sur une prise de conscience à la réunionnaise, c'est-à-dire d'une autre nature que la race, le rang ou le rêve d'évasion vers la métropole ?

La Réunion s'interroge. Stupéfaite de sa propre passivité, de ses week-ends à la plage et de ses semaines très provinciales, elle jauge le moindre signe. Elle a trouvé récemment « hors proportion » le succès du concert, au stade de l'Est, de Touré Kunda, devant plus de vingt mille jeunes. Mais comment l'interpréter ?

L'île se sent pour l'instant à l'abri des dérapages sociaux, des plus grosses explosions de rue. Sa *dérive*, pour reprendre un mot à la mode à Saint-Denis, se niche plutôt dans son évolution psychologique.

A gauche, comme à droite, on parle beaucoup ces temps-ci du rôle que l'île Bourbon pourrait jouer, au nom de la France, dans

l'océan Indien. Certains croient possible une coopération, avec Madagascar, l'île Maurice ou les Comores, « gérée directement depuis les instances régionales ». D'autres envisagent une politique d'échanges commerciaux, une Réunion « phare de la formation », qui enverrait ses cerveaux assister les voisins en voie de développement.

Ces projets ne sont hélas encore que des chimères apaisantes. Les économistes du conseil général tempèrent ces rêves de recherche d'identité, ces utopies, en affirmant que la coopération régionale ne dépassera jamais le stade de quelques milliers d'emplois. Que l'ensemble de l'océan Indien ne suffira jamais à lui seul à combler les manques d'une île qui veut vivre au rythme d'une métropole située à douze mille kilomètres de distance.

Que faire alors ? La Réunion, si calme, si sage, regarde, sans réagir, sa propre situation se dégrader avec une sûreté implacable. Ce sentiment l'étonne bien un peu. Mais, après tout, les dieux nombreux dans cette région du monde, comme Kali ou ceux des corsaires, feront peut-être quelques miracles...

PHI NPE BOGGIO



Saint-Paul de la Reunion

Le Bernica, la Petite France, la Maïdo, Cap la Houssaye... autant de lieux-dit qui à eux seuls témoignent de la richesse d'un patrimoine historique de Saint-Paul, la première commune de l'île de la Réunion, si l'on se réfère à l'histoire et à la géographie.

Avec ses plages de sable fin de Saint-Gilles, son cirque de Matate au relief tourmenté parsemé d'îlets où vivent encore -et parfois en complète autarcie- les p'tits blancs des hauts, Saint-Paul est la plaque tournante du tourisme réunionnais.

Connue des marins, mais aussi des corsaires et flibustiers de l'époque, comme étant le lieu de mouillage le plus sûr de cette île - déserte il y a encore 300 ans seulement ! - la magnifique baie de Saint-Paul a été le théâtre des débarquements colonisateurs. C'est ici, au pied de l'actuelle ville, sous préfecture du département qu'est partie l'histoire. Un passé fertile en événements, des plages parmi les plus belles du département, des montagnes qui n'ont rien à envier à ceux du Jura ou de la Savoie... Saint-Paul

Pour tout renseignement :
Mairie : Tél. 19 (262) 22.51.28
Syndicat d'initiative :
Boulevard du Front de mer -
Tél. 19 (262) 22.58.60

regorga d'atouts qui rendent son sénateur-maire, Paul Bénard, plus dynamique que jamais à l'heure où les pouvoirs publics - état et région - s'accordent à faire du tourisme, leur préoccupation première. Du coup, l'aménagement des plages bordées de filets devient aussi bien l'affaire du département que celle de la municipalité.

La Mairie de Saint-Paul qui vient par exemple de mettre sur pied tout un réseau de bibliobus pour couvrir sa commune, la plus vaste de l'île, s'efforce d'améliorer l'animation culturelle de la commune.

Les investisseurs de leur côté s'intéressent fortement au devenir de Saint-Paul qui pourrait fort bien servir de dégagement au Port de la Pointe des Galets, déjà complet.

Même si les travaux à la mer coûtent très chers, la municipalité envisage de mettre en chantier à plus ou moins long terme un véritable port balnéaire sur le superbe port d'eau de l'Etang Saint-Paul.

Des Marlamas sous les tropiques. Voilà de quoi faire rêver les promoteurs... et les autres !

La guerre des airs

LE 22 décembre prochain, un DC-8 baptisé *Région Réunion* décollera de l'aéroport de Bâle-Mulhouse sous les couleurs du Point de Mulhouse. Cet avion apportera aux Réunionnais, chaque semaine, deux cent cinquante passagers ayant payé le billet aller-retour 4300 F. On sait que le prix du billet aller-retour Paris-Saint-Denis est vendu par la compagnie Air France au prix de 6920 F, on saisit mieux l'enjeu de la guerre microcholine qui continue de faire rage à propos de la desserte aérienne de l'île de la Réunion.

Cette tragédie-mise tarifaire se joue à trois personnages. Le premier est bien évidemment l'opinion publique réunionnaise. Elle éprouve le sentiment de claustrophobie des populations illéennes, qui supportent les restrictions de circulation, le blocage et à cri, de la Guadeloupe à la Nouvelle-Calédonie, un lien aérien renforcé avec la mère patrie ou avec un continent proche. Voilà des amies que les Réunionnais chargent le transporteur officiel, la compagnie nationale, de satisfaire. Celle-ci pratique, selon eux, des tarifs trop élevés qui empêchent les liens les moins fortunés de se rendre en métropole dans leur famille et qui dissuadent les touristes carcépins de venir dans les hôtels de Saint-Denis, et dans les villages de vacances de la Grande Réunion. L'opinion publique reprise et amplifiée par les élus, la compagnie nationale n'assure pas les fréquences et les capacités exigées par des passagers désireux de quitter l'île ou d'y revenir en vacances, les grands départs et les arrivées qui s'étendent de décembre à février.

Le deuxième protagoniste n'est autre qu'Aïr France. La compagnie réplique à ces critiques : « Nous assurons un service public qui nous conduit à assurer six ou huit vols par semaine et même à supporter des points de quatorze ou quinze fréquences pour assurer des vols réguliers à l'étranger. Dans nos modes, nous avions voulu à l'aller ou au retour à vide. Cette saisonnalité et cette directionnalité font tomber à 69 % ou à 70 % le remplissage de nos appareils et donc nos recettes. Sur Londres, nous avons 11 avions, 52 centimètres sur New-York, 52 centimètres et sur Saint-Denis, 38 centimètres. Vous, Réunionnais, qui voulez des tarifs moins chers, sachez que cela comporte des inconvénients. Si l'on nous dispensait de la police, du trafic aérien, de la douane, nous pourrions faire 90 % de remplissage, nous baisserions de 35 % nos tarifs, mais cela voudrait dire que certains d'entre vous paieraient deux mois pour s'envoyer, car aucun charter n'accepterait de prendre pied sur la Réunion. Vous ne pouvez pas à la fois les avantages du service public et les bas tarifs des charters qui se contentent d'écrimer le tarif rentable. »

Troisième acteur : Le Point de Mulhouse. Cette association de touristes, qui possède deux quadricycleurs, par l'intermédiaire de sa filiale aérienne, a débarqué en 1983 ses premiers passagers à la Réunion. L'autorisation qui lui avait été donnée stipulait qu'il en venait au moins un par semaine. Mais elle n'a pas assuré que c'était la fois toutes les quinze jours. Elle n'a pas non plus exigé qu'il devrait transporter au moins 50 % de passagers suisses pour ne pas faire concurrence à Air France et pour renforcer le tourisme de l'île. Le président du Point, Maurice Freund, a su trouver le moyen de se convaincre que ces réjouissances de se masser sur une carte de tourisme aérienne grâce à son association. Le 18 avril dernier, le conseil régional unanime décidait de

prêter sans intérêt au Point les 65 millions de francs nécessaires à l'achat d'un DC-8 71 d'occasion, mais équipé de réacteurs neufs. En contrepartie, le Point s'est engagé à assurer pendant dix ans le développement touristique de l'île grâce à un vol hebdomadaire rempli à moitié, au moins, de passagers étrangers. Le DC-8 entrera donc en ligne entre Bâle-Mulhouse et Saint-Denis, le 22 décembre, sous l'appellation *Région Réunion*. Une fesse comme une autre pour les élus de détenir un

L'affaire n'en restera pas là. La direction générale de l'aviation civile souhaiterait qu'Air France baïsse ses tarifs vers la Réunion de façon plus substantielle en période creuse. Des tarifs « verts » conçus sur le modèle des vols « bleus » d'Air Inter sont en discussion.

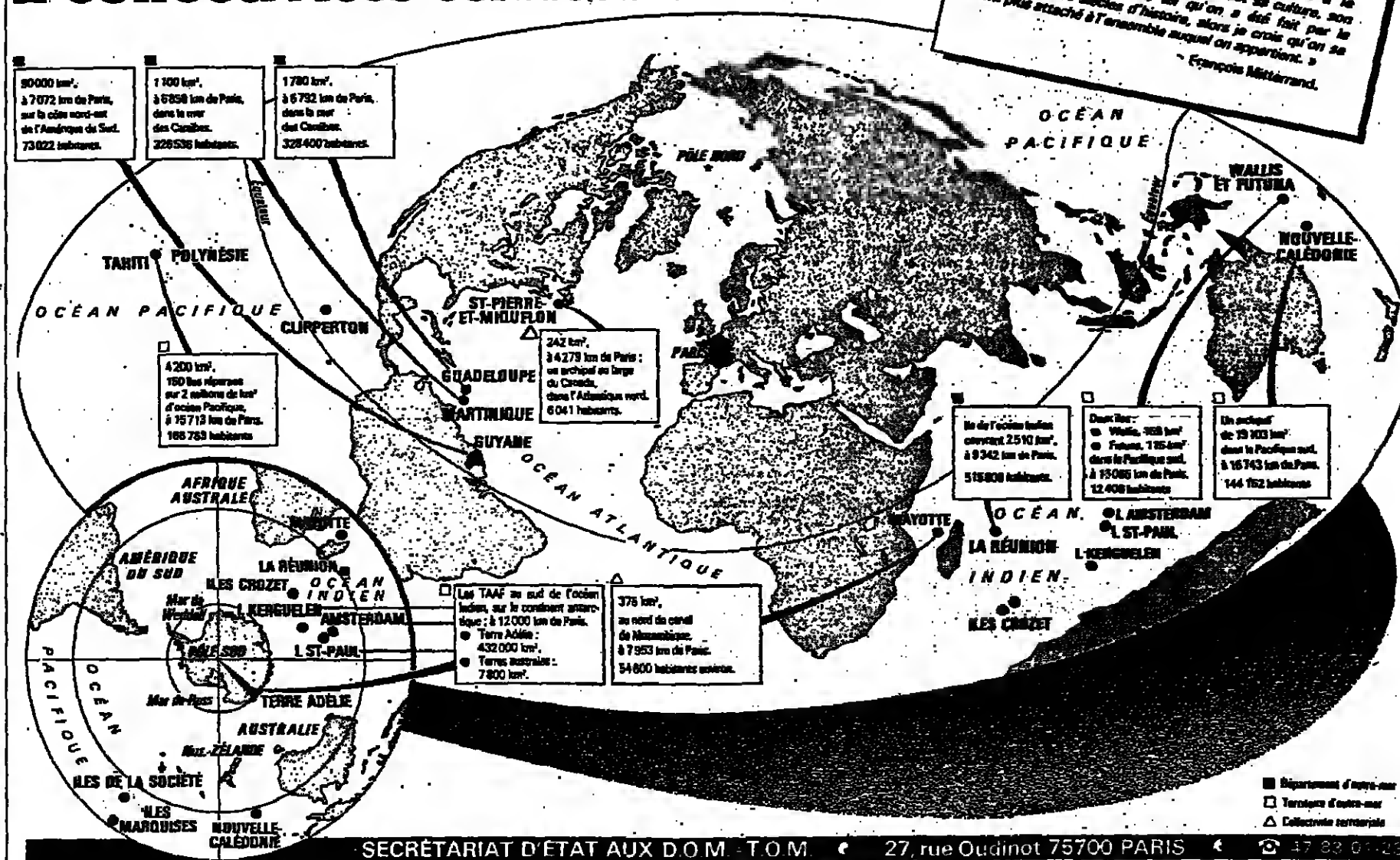
Le Point, lui, s'efforce de prendre la compagnie nationale à son propre discours afin d'élargir son créneau. « Vous dites que les périodes de pointe vous coûtent de l'argent,

pluque vos « jumbos » descendant à vide et remonte à plein. Nous vous offrons de prendre à notre charge quatre vols supplémentaires : par exemple, en décembre, nous quitterions Bâle-Mulhouse avec nos adhérents et des touristes suisses et allemands, et nous reviendrions de Saint-Denis à Paris avec les vacanciers réunionnais qui vous content si cher. Nous vous épargnerions ainsi des vols déficitaires. N'est-ce pas la complémentarité à laquelle nous aspirons l'un et l'autre ?

Air France n'a dit ni oui ni non. La compagnie nationale aimerait convaincre, au préalable, Le Point de participer à un pool français de charters long-courriers qu'elle rêve de créer sur le modèle de celui qu'elle a inventé, en 1982, sous le label Air Charter. Air France aimerait contrôler son partenaire. Le Point n'a guère envie de se placer sous la houlette d'Air France. Pour l'instant, on s'observe, mais on ne couche rien.

ALAIN FAUJAS.

La France de l'outre-mer: 4 départements, 4 territoires 2 collectivités territoriales



UN « CENTRISTE » QUI MONTE, QUI MONTE...

M. André Thien Ah Koon : « Libéralisme et tolérance ! »

« Pourquoi cultivez-vous l'apollonisme ? »

Ma non-appartenance à un quelconque parti ne relève pas d'une question de principe puisque je ne rejette pas l'idée d'être tenu, en fonction des événements futurs, à adhérer à une formation politique, car le système constitutionnel français est ainsi fait qu'il accorde la plus grande place aux groupes constitués en bonne et due forme et qu'il ne permet pas aux solitaires de faire valoir leur point de vue. Bien entendu, si j'adhère à une formation politique, ce sera en fonction des affinités réciproques qui pourraient se nouer.

Je préfère insister sur l'importance du fait économique à la Réunion : il me paraît nécessaire de promouvoir avant tout le développement. Cela explique que je ne me sente pas un anticommuniste primaire au sens caricatural du terme. Si, politiquement, je me situe dans le contexte réunionnais, centriste d'opposition et viscéralement départementaliste, je n'exclurai pas de reconnaître, le cas échéant, le bien-fondé de certaines options de gauche dès l'instant où elles traitent dans le sens du développement de l'île et où elles n'auraient pas d'arrière-pensée autonome voire indépendantiste. Je vous cite un exemple concret : le conseil régional de la Réunion élu en 1983 comporte 23 conseillers régionaux de droite et 22 de gauche, dont 1 président communiste élu au bénéfice de l'âge. Il est l'un des tout premiers conseils régionaux créés en France. S'il n'y avait pas eu de convergence sur certaines idées et sur certains points d'un programme minimum, comment voulez-vous que cette institution, souhaitable par certains côtés, ait pu fonctionner à la Réunion, et je reconnais qu'avec de nombreux autres conseillers régionaux tant de droite que de gauche j'ai œuvré dans le cadre de la gestion dans le sens des intérêts supérieurs de l'île.

« Être honnête envers les jeunes »

On vous dit « bariste »... Prêchez des idées de M. Barre, certainement ! Mais je souhaite par-dessus tout que soit créée, notamment lors de la prochaine échéance législative, une liste d'union de l'opposition départementaliste associant les grandes sensibilités politiques réunionnaises, car il est bien évident que l'exclusion de l'une de ces sensibilités ne pourrait que susciter la création d'une deuxième liste séparée, facilitant elle-même, par le jeu du mode de scrutin, les chances d'élection d'un deuxième candidat de la liste communiste.

Sur ce point, en conclusion, ma position est la suivante : avant tout économiste de profession et de formation, j'estime que c'est au sein d'une formation située au centre de l'échiquier politique que je pourrais le mieux susciter ou accueillir toutes les propositions positives allant dans le sens de l'intégration de la Réunion à la France. Mon attitude et mon comportement politique peuvent se résumer ainsi : tolérance, libéralisme, dynamisme et détermination.

Comment posez-vous le problème de la migration, et quels remèdes proposez-vous au chômage ?

Transposés au plan métropolitain, les chiffres représenteraient environ 9 millions de chômeurs. Seul l'esprit de famille des Réunionnais, beaucoup plus développé que dans l'ensemble métropolitain, permet, par le jeu de sa solidarité, de compenser en partie les effets néfastes de cette situation. En ce qui concerne ces nombreux jeunes, on ne peut affirmer que leur chômage résulte d'une absence de qualification puisque de nombreux établissements secondaires et techniques dispensent une formation de qualité largement reconnue d'ailleurs par nos visiteurs métropolitains. Les problèmes résultent donc essentiellement de la démographie et de l'absence de matières premières à la Réunion, leur importation étant grevée par les frais d'approvisionnement et par l'éloignement de l'île.

Je pense qu'il faut, en abordant la question, être honnête envers tous les jeunes qui interpellent les hommes politiques réunionnais. Leur île ne pourra jamais créer suffisamment d'emplois pour l'ensemble des jeunes arrivant sur le marché du travail. Elle ne le pourra pas, en tout cas, si l'on souhaite maintenir le régime de protection sociale actuel dans son intégralité, si l'on veut également maintenir le SMIC, les prélèvements sociaux et la protection du travail qui en découle.

Or ces secteurs que je viens d'évoquer constituent des droits intangibles et irréductibles pour tout citoyen français, et l'on sait que dans leur immense majorité les Réunionnais sont français et veulent le rester. Ils ne veulent surtout pas devenir à l'image de ces régimes de pays voisins où existe une exploitation forcée de la main-d'œuvre à des salaires dérisoires, sans garantie de l'emploi, et sans protection sociale.

Dès l'instant où le choix de mes compatriotes est celui du respect de leurs racines historiques, et autant vous dire que j'adhère pleinement à ce choix, il leur faut admettre l'idée que le départ vers la métropole devient une nécessité. Si ce départ se fait dans des conditions de préparation non satisfaisantes, l'idée émerge d'une sorte de fatalité de l'exil qui n'est

Pas étonnant que M. André Thien Ah Koon se sente proche de M. Raymond Barre ! Comme l'ancien premier ministre, le maire du Tampon (44 000 habitants) a l'art de faire de la politique sans y toucher...

Ce fils d'un petit épicerie chinois venu de Canton en 1930 est le prototype réunionnais du self-made man. Il a commencé à travailler à l'épicerie familiale pour subvenir aux besoins de ses frères cadets qui faisaient leurs études en métropole, puis, à vingt-quatre ans, il a commencé à suivre à son tour des cours universitaires de gestion et de droit des affaires, en les assurant si bien qu'il figure aujourd'hui au nombre des plus dynamiques entrepreneurs de son île natale. A quarante-cinq ans, M. Thien Ah Koon dirige un groupe qui emploie trois cent cinquante personnes et prospère à la fois dans le négoce de distribution, l'industrie du caoutchouc, celle du bâtiment, mais aussi dans le secteur de l'hôtellerie. M. Thien Ah Koon est même devenu le « roi du gazon » depuis qu'il a expérimenté, le premier (brevet à la clé), une espèce tropicale de gazon que l'on s'arrache - si l'on ose dire - en Afrique du Sud, en Australie et aux Antilles !

De la réussite professionnelle à la réussite politique, il n'y a qu'un pas. M. Thien Ah Koon l'a franchi en se faisant élire conseiller général depuis 1965, puis maire du Tampon en 1983, avant d'occuper les fonctions de vice-président du conseil régional, où il siège parmi les élus divers droite. Estimé par la plupart des autres élus ruraux qui professent souvent le même « apollonisme », cet ancien membre de l'Union (gaulliste) des jeunes pour le progrès - « J'ai suivi l'homme », dit-il, à propos du général de Gaulle, pas l'idéologie... - se pose maintenant en arbitre entre les deux « blocs » du Parti communiste réunionnais et du RPR. Fortement départementaliste, comme les autres élus de la droite, il prêche, toutefois, pour un dialogue « sans exclusive », et donc pour la collaboration avec les communistes et les socialistes dès lors qu'il s'agit de préparer l'avenir de l'île. M. Thien Ah Koon, qui figure sans doute en troisième position sur la liste conduite par M. Debré, a répondu à nos questions.

bonne ni pour les mentalités ni d'un point de vue économique.

Par contre, si ces jeunes sont préparés au départ et si, on leur offre des structures d'accueil en métropole créant un environnement psychologique favorable, si des retours réguliers au pays sont assurés, alors il n'y aura plus de

« Trois réajustements nécessaires »

Et le « cas » des fonctionnaires ? Comment le traiterez-vous ?

Je tiens à dire l'importance pour l'économie réunionnaise de l'injection des crédits relatifs à la masse salariale des fonctionnaires

à la Réunion, expression la plus parfaite de la solidarité nationale. A mon sens, toute mesure éventuelle permettant le réajustement des rémunérations en cause ne devra pas entraîner une réduction du volume des crédits publics en circulation dans l'île. Si tel était le cas, je serais plutôt favorable au maintien de la situation actuelle, car dans mon esprit les moyens mis à la disposition de notre économie constituent l'élément d'appréciation le plus important.

Cela dit, un certain nombre de réajustements sont à faire dans le sens d'une plus grande justice, et j'en citerai trois :

1. - Il y a des chasseurs de prime qui sévissent dans les départements, sur les territoires d'outre-mer et en partie au ministère de la coopération. Savez-vous qu'un fonctionnaire venant à la Réunion, marié et père de deux enfants, percevant un salaire de base de 10 000 F, a droit à une prime d'éloignement correspondant à dix-huit mois de salaire sur quatre ans, soit 180 000 F ? Bien entendu, si le salaire est de 30 000 F, la prime est de 540 000 F. Sans commentaire. Cette prime est versable par tiers : à l'arrivée, après deux ans, et à la fin du séjour. Ce même fonctionnaire partant quatre ans après pour un autre département ou un autre territoire d'outre-mer bénéficiera d'une nouvelle fois de ce critère d'attribution de prime.

2. - Sait-on encore que ce fonctionnaire et sa famille auront droit tous les trois ans à un congé bonifié avec voyage pris en charge par l'Etat, alors que le même fonctionnaire réunionnais n'aura droit au voyage que tous les cinq ans et devra prendre en charge la moitié du billet ?

3. - Sait-on enfin que les fonctionnaires d'Etat et de certaines collectivités territoriales cotisent sur un régime de retraite à partir de leur salaire majoré et indexé, leur retraite étant bien entendu elle-même majorée et indexée dans les mêmes proportions, alors que les fonctionnaires titulaires des communes cotisent à même hauteur que leurs homologues de la fonction publique d'Etat, mais ne perçoivent qu'une retraite non indexée et non majorée identique à celle de leurs homologues métropolitains ? Ce qui revient à dire qu'ils subventionnent les hauts régimes de retraite au mépris de l'égalité des charges et des droits traditionnels en la matière !

Pour ce qui est enfin du niveau de rémunération de la fonction publique à la Réunion, et dans les autres DOM et TOM, il est évident que le problème est posé et que toute solution ne devra pas léser les fonctionnaires, qui sont les artisans nécessaires du développement de l'île. Il conviendrait de procéder à une étude objective du coût de la vie à la Réunion, et les négociations devront ensuite s'ouvrir à partir de critères justes et admis par tous. En toute hypothèse, personne ne songe en France métropolitaine à verser au fonctionnaire muté à Nice un « sur-salaire » : toute proportion gardée, la Réunion est plus ensoleillée encore que la région de Nice et rattrape le retard qu'elle peut encore avoir sur cette région.

D'où vient cette passion qui vous habite quand vous parlez de votre île ?

La France étant un pays de grande tradition démocratique épris de liberté, il est bon que la Réunion soit un exemple pour son environnement immédiat, où les droits de l'homme ne sont pas toujours respectés. Il est bon que la France puisse, à la face du monde, opposer au régime sud-africain l'image d'une société multiraciale en harmonie et prouvant que son rôle historique de gardienne des droits de l'homme se perpétue et s'enrichit. Enfin, d'un point de vue économique, et ce n'est pas négligeable, nous devons pouvoir exporter notre technologie et notre savoir-faire dans tous les domaines, y compris dans les domaines sportifs et culturels. Je dois dire que c'est ce que nous faisons puisque, aux derniers Jeux des Iles, à l'île Maurice, c'est nous qui avons remporté le plus de médailles dans les disciplines techniques et que la commune dont je suis maire, Le Tampon, exportait tout récemment un spectacle de ballets modernes coproduit par notre théâtre.

LES RELATIONS AVEC L'AFRIQUE DU SUD

« Touche pas à mon frère ! »

« TOUCHE pas à mon frère ! », « Formez le consulat ! », « N'oubliez pas Soweto ! », scandaient cinq mille personnes le 10 août dernier dans les rues de Saint-Denis. En majorité, les manifestants étaient issus des rangs du Parti communiste réunionnais et de ses « relais » (l'Union des femmes de la Réunion, le Comité d'organisation pour le rassemblement de la jeunesse, le CGTR) bien que d'autres franges de la gauche réunionnaise - tels la Fédération socialiste ou encore le Mouvement progressiste de gauche - aient, elles aussi, lancé un appel à la mobilisation de leurs troupes.

La lutte active contre l'apartheid n'est pas le monopole du PCR, dans l'île, mais presque ! L'audience du Mouvement antiraciste et antiraciste (MAFAAR), créé au début de l'année, demeure très restreinte, et le 30 juillet il n'a rassemblé qu'une cinquantaine de personnes à l'aéroport de Gillot, à l'arrivée de l'Airbus de la South African Airways, qui touche l'île deux fois par semaine.

De fait, même si les Réunionnais condamnent moralement la politique de développement séparé mise en pratique par le pouvoir sud-africain, ils ne se mobilisent pas volontiers contre l'apartheid, pour une simple raison : ils ont du mal à appréhender ce qui se passe à 2 500 kilomè-

tres de chez eux, malgré le choc des images à la télévision et la place importante accordée par la presse locale à la situation en Afrique du Sud. Cela explique également le peu de succès rencontré par la campagne de boycottage des produits sud-africains importés dans l'île (agrumes, boissons gazeuses), ravivée de temps à autre.

Les oranges Outspan sont toujours vendues dans la plupart des supermarchés de l'île, et une sorte de consensus a été instauré entre les importateurs et les producteurs d'agrumes réunionnais pour que les oranges venant d'Afrique du Sud ne concurrencent pas la production locale sur toute la période où celle-ci est capable de répondre à la demande.

Pragmatisme

A l'hostilité viscérale de la gauche vis-à-vis du gouvernement de Pretoria répond une attitude plus pragmatique de la droite qui tout en affirmant son désaccord contre la violation des droits de l'homme dans ce pays, considère l'Afrique du Sud comme un marché potentiel intéressant pour la Réunion. En 1984, ce pays représentait en effet le quatrième partenaire commercial de l'île.

Les échanges économiques sont encore modestes, mais en progression sensible d'une année sur l'autre. Les importations de la

Réunion en provenance d'Afrique du Sud se sont élevées à plus de 233 millions de francs, en 1984 (pour une valeur globale des importations de près de 7 milliards de francs). Les achats du département concernent surtout des produits sidérurgiques, des céréales (dont 45 000 tonnes de maïs pour l'alimentation du bétail), des matériaux de construction ainsi que des fruits et légumes. Quant aux exportations de l'île en direction d'Afrique du Sud, elles sont faibles, mais ont doublé entre 1983 et 1984 pour atteindre quelques milliers de francs seulement.

Insulte

Les échanges humains entre la pointe sud du continent noir et l'île ne sont guère plus actifs. Le nombre de touristes et d'hommes d'affaires sud-africains qui se rendent à la Réunion chaque année est évalué à neuf cents et les demandes de visa formulées par les Réunionnais pour Johannesburg plafonnent à mille deux cents. Le trafic aérien entre l'île et l'Afrique du Sud ne dépasse pas 0,7 % du trafic aérien global du département, dominé par la compagnie Air France. D'une manière générale, les Sud-Africains qui séjournent dans l'île se montrent très discrets, et, jusqu'à présent, aucun incident les opposant à des Réunionnais n'a été enregistré.

A. D.

la **vani** e... quel parfum!

Compagnie des Parfums de Vanille de la Réunion - Tél. 51.50.51 - 893 97415 - 893 97416 - 893 97417

هكذا من الأصل

29. Romans : Jean Blot et Guy Hocquenghem

32. Lettres étrangères : Joseph Heller et Henrik Stangerup

Le Monde DES LIVRES

Les biographies
sont à la mode.
Après Sartre et Céline,
voici Kant
et Alexandre Dumas,
Strindberg,
Tourgueniev
— raconté par
un maître du genre,
Henri Troyat, —
Julie de Lespinasse
et la duchesse
de Chevreuse.
De plus, on attend
un Voltaire
par Roger Peyrefitte...
Du beau monde
pour satisfaire
toutes les curiosités.



Ce dessin de Sempé est extrait
de son nouvel album, *Vaguerment
compétitif*, qui vient de paraître
aux Éditions Denoël et dont
nous reparlerons prochainement.

— Je finis en pensant au nombre d'incertitudes qu'il y avait
quand, après ma mort, tu devrais me biographier !

Kant ardent, obstiné, serein, sénile...

Publiée à Moscou en 1981, la biographie intellectuelle du philosophe allemand, par Arsenij Goulyga, est un modèle du genre.

EMMANUEL KANT a-t-il vécu ? On pouvait se le demander. Son œuvre a suscité des milliers de commentaires, sa biographie demeurait squelettique. A côté du moment des trois *Critiques*, à l'arrière-plan des vingt-neuf volumes des œuvres complètes publiées par l'Académie de Berlin, n'y a-t-il vraiment que cet automate de légende qui se promenait à heure fixe sans respirer par la bouche ? Cette vie discrète se réduirait-elle au fonctionnement sans à-coups d'une machine célibataire ?

On commence à saisir que ce n'est qu'un leurre. Il y a quelques mois, Jean Mistler avait eu l'heureuse idée de traduire de larges extraits des trois recueils de souvenirs dus à Borowski, Jachmann et Wasianski (1). Les pieux témoignages de ces disciples nous restituaient, à travers un cortège d'anecdotes touchantes ou risibles, l'intimité du vieux maître. Ces faits et gestes restaient cependant coupés de la philosophie. Le livre d'Arsenij Goulyga a d'autres ambitions : retracer ensemble la vie de Kant et l'évolution de son œuvre, les replacer dans l'histoire

intellectuelle et politique de leur temps. Bien qu'il subsiste des zones d'ombre, le squelette prend chair.

La Bible et l'armée

Le décor est rude, voire austère. Königsberg, aux confins de la Baltique, est une ville de garnison. C'est dans cette vieille capitale des chevaliers teutoniques que le philosophe passa presque toute son existence. Il y est né en 1724, dans la famille, relativement pauvre, d'un artisan sellier. Famille piétiste, où la ferveur du sentiment religieux est intense.

L'époque n'est pas tendre pour les philosophes. Frédéric-Guillaume I^{er}, au pouvoir jusqu'en 1740, n'est pas exactement un monarque éclairé. Il ne lit que la Bible et les règlements de l'armée. Sous son règne, l'Académie des sciences eut, sur ordre, à débattre d'une grande question : les savants sont-ils autre chose que des bavards et des déments ?

ROGER-POL DROIT.

(Lire la suite page 31.)

(1) Kant intime (Grasset). Voir « Le Monde des livres » du 19 avril 1985.

Alexandre Dumas

superbe et généreux...

Racontée par Claude Schopp, une vie pleine de chance, de triomphes et de catastrophes

IL y a deux sortes de gens : ceux qui mettent plus haut que tout *Vingt ans après*, et les autres. Mais Dumas, le mal-aimé des anthologies scolaires, a toujours autant d'amoureux, qui vont être bien contents.

Car un livre est paru, qui s'intitule tout simplement *Dumas*. Et qui est très gros. Grâce à son auteur, Claude Schopp, ceux qui n'ont lu ni *Clouard* ni *Mauvais*, les deux biographies en titre de notre bérus, vont passer quelques heures requinquantes. Parce que la vie de Dumas, qu'on ne connaît guère, qu'on ne connaît pas, est comme un pouvait l'espérer : mélo, explosive, désordonnée, pleine de coups de chance, de triomphes, de catastrophes, hénarisme. Michelet disait du bonhomme : « Ce n'est pas un être humain, c'est une des forces de la nature. » Claude Schopp a tenté le pari, et souvent l'a tenu,

de restituer une vie-tourbillon. A vrai dire, il a manqué de place, ou de temps, pour nous donner à réfléchir, pour faire l'analyse de la genèse de cette œuvre aussi. Mais on aurait grand tort de bouder l'aventure.

Ca commence avec la naissance, à Villers-Cotterêts, d'un gros bébé qu'un surnomme « Berliet », une histoire de diable. Son grand-père est un aristocrate ; sa grand-mère, native de Saint-Domingue, est noire. Il est bourgeois par sa mère, et peuple il va devenir. Orphelin de père à quatre ans, garçon de nulle part, il sera de son époque. « Un des débouchements du siècle, une de ses consultations », dit Hugon, qui passe son temps à l'asphyxier de compliments quand il ne lui jauge pas des tours pendables.

GENEVIÈVE BRISAC.

(Lire la suite page 31.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Strindberg, une vie, de Per Olov Enquist ; Tourgueniev, de Henri Troyat

Au bord du nid d'un autre

QUI était Strindberg ? Qui était Tourgueniev ? A part quelques milliers de théâtres et de slavissants, la France profonde, même liseuse, remettrait, craignons-le, copie blanche. On imagine de jolis à-peu-près de cancras. Strindberg ? Un Tchekhov venu du Nord, donc plus désespéré. Tourgueniev ? Un Tolstoï avec une moins longue barbe...

Ne nous plaignons pas : ce n'est pas tous les jours que les éditeurs bravent notre incuriosité. Avec un peu de chance, les amateurs de « vies » qui liront celles-ci sans connaître les œuvres allant avec seront incités à les découvrir. Rappelons que Strindberg est édité à L'Arche, pour le théâtre, et au Mercure de France pour le reste ; les œuvres complètes de Tourgueniev sont en cours de publication dans la Pléiade.

STRINDBERG, UNE VIE n'est pas un livre directement conçu pour le cheminement bien particulier de la lecture. Il s'agit d'un scénario « novellisé », selon le barbarisme en usage : six épisodes d'une heure chacun, diffusés en Suède au printemps dernier, achetés, nous dit-on, par treize pays, et sur le point de l'être par FR3.

La découpage est habile. On n'en attendait pas moins de Per Olov Enquist, qui compte parmi les meilleurs romanciers suédois : le *Cinquième Hiver* du magnétiseur (Flammarion,

1975), le *Départ des musiciens* (Flammarion, 1980), l'*Extradition des Baïtes* (Actes Sud 1985). Pour les besoins de la publication, l'écriture télégraphique des scénarios (« extérieur-jour », « fondu-enchaîné », etc.) a été agrémentée de descriptions ou de réflexions, efficaces dans leur brièveté. Mais le récit lui-même se ressent d'avoir été bâti à l'intention d'un public nourri au berceau de l'œuvre de Strindberg, et pour une dramatisation télévisuelle. Les fréquents flash-back et les trop rares références aux textes empêchent de vivre de l'intérieur les anxiétés de l'écrivain, de même que ses démentis sentimentaux.

CES derniers furent particulièrement aigus, on le sait peut-être, avec Harriet Bosse, l'actrice de vingt-deux ans dont Strindberg fit, à cinquante et un ans, sa troisième épouse, en 1901. Malgré la naissance d'une petite fille, ce fut l'enfer et bientôt la séparation (1904), à laquelle le dramaturge ne se résigna que lors du remariage d'Harriet, en 1908.

Il se trouve que Strindberg a laissé, sur ce drame, des témoignages abondants et dont certains sont des chefs-d'œuvre : *Inferno*, le *Plaidoyer d'un fou*, *Seul*, *Journal occulte*. Mieux vaut s'y reporter que de s'en tenir à la transcription après coup d'images simplifiées.

(Lire la suite page 30.)

ORLANDO DE RUDDER



LEE JACKSON

roman

Ce roman de « pur néant » est un pur plaisir qu'Orlando de Rudder, le plus facétieux des docteurs en lettres, a voulu partager avec tous ceux qui aiment le jazz et Guillaume d'Aquitaine.

Dominique Durand / LE CANARD ENCHAÎNÉ

ROBERT LAFFONT

A LA VITRINE

EN POCHÉ

● Dans son *Anthologie des poètes français*, qui mêle les plus modernes et les plus anciens, Jacques Imbert a choisi et classé les textes en cinq thèmes : « Quand le poème parle de poésie », « Le chant des profondeurs », « Regards », « Présence de l'histoire », « Présence du mythe ». (Présentation de Guillevic ; deux cents notices de l'auteur ; Livre de poche, n° 6064.)

● L'amour contrarié par des familles ennemies : c'est le thème de *Belle*, mais traité avec tout le charme et la désinvolture de Jean Giraudoux. (« Les Cahiers rouges » ; Grasset.)

● Dans « Les Cahiers rouges » également, *L'Europe galante*, un portrait des années 20 par Paul Morand. Du même auteur, Stock a réuni deux nouvelles : *Parfait de Saligny* et *Le Ciel du souterrain*.

● Aux Presses Pocket (n° 2377), *les Femmes et l'Amour*, recueil de pensées de Sacha Guity sur le deuxième sexe. Dans le même volume : *Toutes réflexions faites* et *l'Évocation du maître*, par S. Prince, qui fut son secrétaire.

● Louis Nucéra présente *Une page d'amour*, de Zola, huitième roman des Rougon-Macquart. (Le Livre de poche, n° 681-1)

● Deux volumes paraissent dans la série « Grands reporters » (Éditions UGE « 10/18 », n° 1535 et 1740) : *Une femme chez les chasseurs de têtes*, de Tréyna — pseudonyme d'Elisabeth Soury, — qui s'est parcouru le monde comme journaliste dans les années 30, et *Terre d'amour et de feu*, de Joseph Kessel, série de trois reportages sur Israël, du temps des pionniers au procès d'Eichmann, en 1961. Les deux ouvrages sont préfacés par Francis Lacassin.

● Les Presses universitaires de France rééditent dans la collection « Quadrige » (n° 79) l'ouvrage de Roland Mousnier et Ernest Labrousse, *le XVIII^e Siècle, l'époque des Lumières (1715-1815)*.

● Le Livre de poche (n° 6046) reprend le roman érotique et plutôt bacé d'Henry Miller, *Opus pistorum*, découvert et publié aux États-Unis en 1983.

● Chez le même éditeur paraît le troisième tome de la saga louisianaise de Maurice Denzaire, *Bagatelle*, un considérable succès de librairie.

● Toujours au Livre de poche, dans la collection « Biblio-essais » (n° 4028), est réédité l'ouvrage d'Anna Martin-Fugier, *la Place des femmes*, portrait de la domesticité féminine en 1900.

SCIENCES HUMAINES

Greimas

en Lituanie

La sémiotique continue parfois à intimider : on met en cause son « formalisme », on se plaint de son « jargon ». Pour apprécier ce qu'est réellement la sémiotique, il faut lire *Des dieux et des hommes*, le dernier ouvrage de Greimas. L'objet que l'auteur s'est donné est, cette fois, la mythologie lituanienne, telle qu'elle se lit aussi, parfois sous une forme dégradée, dans les contes merveilleux. Car la Lituanie, tardivement atteinte par le christianisme, a conservé, jusqu'en plein XV^e siècle (et, à titre résiduel, bien plus tard encore), son ancienne religion « domestique ». Ainsi le mythe d'Ausine (la lointaine parenté historique du français et du lituanien) permet de reconnaître le racine du nom de l'Aurore est reconstruit à partir d'un conte merveilleux, dont sont mises en jour les significations profondes. Naturellement, l'analyse s'appuie ici sur les travaux de Dumézil et de Lévi-Strauss.

Le lecteur de *Sémiotique structurale*, de Du sens I et II, de Maupassant, du *Dictionnaire de sémiotique*, peut ignorer que le français n'est pas la langue maternelle de Greimas. *Des dieux et des hommes* a été rédigé en lituanien : c'est là, sans doute, l'une des rares (le

seule ?) traductions du lituanien publiées en France cette année. Greimas — c'est un attrait supplémentaire de son beau livre — s'abouche avec délectation dans sa langue maternelle. Il pourchasse avec zèle les faits d'onomatopée et de polysémie, et les utilise avec virtuosité pour reconstruire exactement les données mythologiques.

Ainsi, le nom des *kaukas* — ces gnomes bienfaisants qu'on fait adorer grâce à la couvée des testicules d'un verrier — est aussi celui de la motte de terre, d'un champignon, et encore, sous une forme légèrement différente, celui du mortier et du furoncle : ainsi se dessine de proche en proche la caractéristique de la fois terrestre et aquatique du *kaukas*. Bel exemple de convergence entre l'analyse linguistique et la recherche mythologique, elle-même appuyée sur la méthode sémiotique.

M. A.
★ **DES DIEUX ET DES HOMMES, ÉTUDES DE MYTHOLOGIE LITUANIENNE**, d'Algirdas Julien Greimas, F.U.F., 236 p., 120 F. Traduction d'Édith Rechner.

ROMANS

1940

vu du pont

Cela se passe en juin 1940 : du 10 au 21 exactement. Un lieutenant, un sergent et trois soldats, dont un Noir, gardent un pont dans l'ouest de la France. On les y a oubliés. Tout autour, la France s'écroule. Ils regardent. Le lieutenant est désespéré. Il finit par faire un enfant à la petite-fille d'un fermier qui lui a demandé. Puis ils quittent leur pont. Et se font tuer après tout le monde, le 21 juin, parce qu'ils n'ont pu laisser passer cette guerre sans se battre.

Ils sont là pour faire contraste, les gardiens du pont. Ils sont purs, ils sont simples. Ils sont bien connus. On a déjà rencontré quelque part l'intellectuel - antimilitariste - qui - finit - par - mourir - pour - la - patrie, - la - jeune - officier - frais - émoulu - de - Saint-Cyr, avide de gloire, un peu coïné, le bon - tireur - « sénégalais », la bergère - amoureuse et son grand-père - qui - songe - à - l'événir. Tous ces gens-là, ce sont des clichés d'avant guerre et Jean Cau les aime bien : les hommes sont vils et fraternels, malgré les apparences. Seule femme supportable, la petite paysanne à tous les charmes plus un : elle est sourde-muette.

Mais l'anecdote importe peu. Si *Mon lieutenant* est un livre qu'il faut lire, c'est à cause du reste. Le reste, terrifiant, défilant, grotesque, c'est le défilé, la France broyée, liquéfiée, qui coule vers le bas de la carte, le chevauchée triomphale des vainqueurs, les minables péripéties politiques.

Jean Cau n'invente pas. Pas la peine : on n'invente pas les routes où l'on meurt, où l'on naît au revers d'un fossé, où l'on trafique du malheur et de la peur. On n'invente pas le massacre éprouvé par la troupe à Blois, des éléphants, des chameaux, des lions et des tigres du cirque Amar. Les détails, même les pires, sont vrais ou vraisemblables. Les phrases définitives, atroces ou imbéciles, Hitler qui danse de joie, Pétain qui, appuyé à la fenêtre, tourne le dos au conseil des ministres, Reynaud et sa gymnastique quotidienne et son insupportable maîtresse.

Les portraits sont féroces : dictateurs, maréchal, généraux, politiciens, épiques en fuite, personne n'est épargné, hors les braves garçons couchés dans l'herbe près de leur pont. Et de Gaulle « un poteau télégraphique qui marche », dit quelqu'un. « La fou s'est envolée pour Londres », ironise Pierre Laval. La statue du Commandeur fuit ces Don Juan de pacotille. Jean Cau avait quinze ans en 1940. Une défaite à cet âge-là, c'est dur à avaler. Il la rattrache quarante-cinq ans après avec une superbe violence d'adolescent.

J. P.
★ **MON LIEUTENANT**, de Jean Cau, Julliard, 265 p., 80 F.

Out collaboré aux pages 26, 27 et 28 : Michel Arrivé, Michel Contat, Lydia Flein, Patrick Kéchichian, Serge Koster, Pierre Lepape, Alain Peyraube, Jean Planchais, Raphaëlle Rérolle, Gabrielle Rolin, Marc de Sainte-Marie et Suzanne Zeghidour.

Un monde englouti

Les Rendez-vous de l'aube est la chronique nostalgique d'un monde englouti : le haut société vietnamienne du milieu du dix-neuvième siècle y est peinte avec un brin de mélancolie.

Noëlle et Anne Berghaud, la mère et la fille, ont puisé dans leurs archives familiales pour ressusciter cet univers ; parmi les palais chatoyants, les femmes belles comme des « orchidées de jade » et les jardins précieux, les destins s'entre-croisent : au carrefour entre la Chine et l'Occident, Phang Kiem, l'oncle, diplomate et son neveu Vang Kiem, poète et lettré, vivent des amours contradictoires : leurs passions pour une héritière mandchoue et une banquière française préfigurent, à leur manière, l'écartèlement de ce pays entre deux cultures étrangères.

Emporté par la douceur du souvenir, le récit s'édulcore quelquefois : des sentiments dévorants balaient les héros comme des fétus, l'écriture s'alanguit dans la description ; « broderies d'or », « velours aux coloris lumineux » et mets délicats, l'atmosphère est celle d'une caverne d'Ali Baba qui manquerait parfois de profondeur.

Mais toute caverne comporte des recoins remplis de richesses. Celle-ci mérite donc d'être visitée pour la douceur de sa langue. — R. R.

★ **LES RENDEZ-VOUS DE L'AUBE**, d'Anne et Noëlle Berghaud, Olivier Orban, 318 p., 89 F.

Catherine Breillat

et « Police »

Police, roman, est signé Catherine Breillat. *Police*, film, est signé Maurice Piolet (*le Monde* du 29 août). Ils sont tous deux parmi les quatre coauteurs du scénario. Le résultat est le suivant : un film de cinéaste inspiré, avec ce style que l'on connaît, d'apparence spontanée, de stupéfiante maîtrise et souplesse dans le mouvement, le cadrage, la conduite de l'histoire. Et puis le livre, « adapté du film », lui-même né d'une « idée originale » de Catherine Breillat.

Catherine Breillat a enquêté à Belleville, parmi les flics et les voyous. Cette étude de mœurs centrée sur un groupe de truands parisiens qui tour à tour rivalisent et fraternisent avec les policiers, elle y a mêlé une histoire d'amour entre une jeune délinquante et le narrateur, l'inspecteur Mangin. Il a des allures de cogue, de coiffeur de persuasion et une déontologie face aux voyous : « Quand j'ai les arrêts, je les arrête. Mais je les traite jamais. Je respecte la règle du jeu et, en échange, ils me font confiance. » Avec eux il négocie ou s'empêche, pour le respect de la loi ou de son propre code.

L'intrigue : enquêtant sur un trafic de drogue, Mangin arrête Simone, dit Simon, et la maîtresse de celui-ci, Anne, dite Nora, qui sera bientôt relâchée grâce au concours de l'avocat Lambert, qu'on voit plus



Dessin de CAGNAT.

Bâtir,

c'est mourir un peu

Toute passion porte en soi son châtiment, même celle apparemment inoffensive que peut inspirer une maison. Lorsqu'il décide de construire le sien, Quentin Rétaud ne se doutait pas qu'il mettrait le doigt dans un engrenage fatal. Comment se serait-il méfié de ce parfait village de l'Essonne qui lui avait gardé une place, à l'ombre d'un anique platane ? Noblesse oblige, il s'agit de se montrer à la hauteur du décor, d'embellir le pas et les pierres aux leçons du passé. Architecte autodidacte, il parcourt la France, feuillette les manuels, discute avec les vieux maîtres, apprend ainsi l'art des « briquettes en point de Hongrie » ou des « lambourdes supportées par des consoles corbeaux ». L'heureux homme ! Durant plus de dix ans, il édifie son œuvre, la bichonne, la fignole, la défendra contre les menaces du progrès, les passages d'une autoroute. Il lui sacrifiera son foyer, sa fortune, sa santé et, pour finir, mourra loin d'elle. Mais elle lui survivra.

Le roman de Jean-Yves Plancot monte un cri nostalgique, un rappel à l'ordre ancien, qui perceront les murs des résidences secondaires. Avant de vous mettre un presbytère, une ferme ou quelque mas au cou, regardez-y à deux fois ! G. R.

★ **LA MAISON RÉTAUD**, de Jean-Yves Plancot, Julliard, 290 p., 80 F.

souvent dans les bars de Belleville qu'au Palais de justice. La spécialité de Nora, belle et sombre fille, c'est le mensonge. Elle mènera tout le monde en bateau, y compris l'inspecteur, devenu son fougueux et bref amant.

Catherine Breillat a tenté le mariage du documentaire et du polar. Ce qu'avait réussi W. R. Burnett, peu avant sa mort, dans *Goodbye, Chicago* (Série noire, 1981). Dans *Police*, l'auteur s'est confondue en discours oral et platitude stylistique. Aucune vibration ne vient mettre en branle notre imagination, pas même là où l'on attendrait un minimum de trouble. Il reste toujours la solution d'aller revoir le film.

S. K.
★ **POLICE**, de Catherine Breillat, Albin Michel, 245 p., 69 F.

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

et l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e

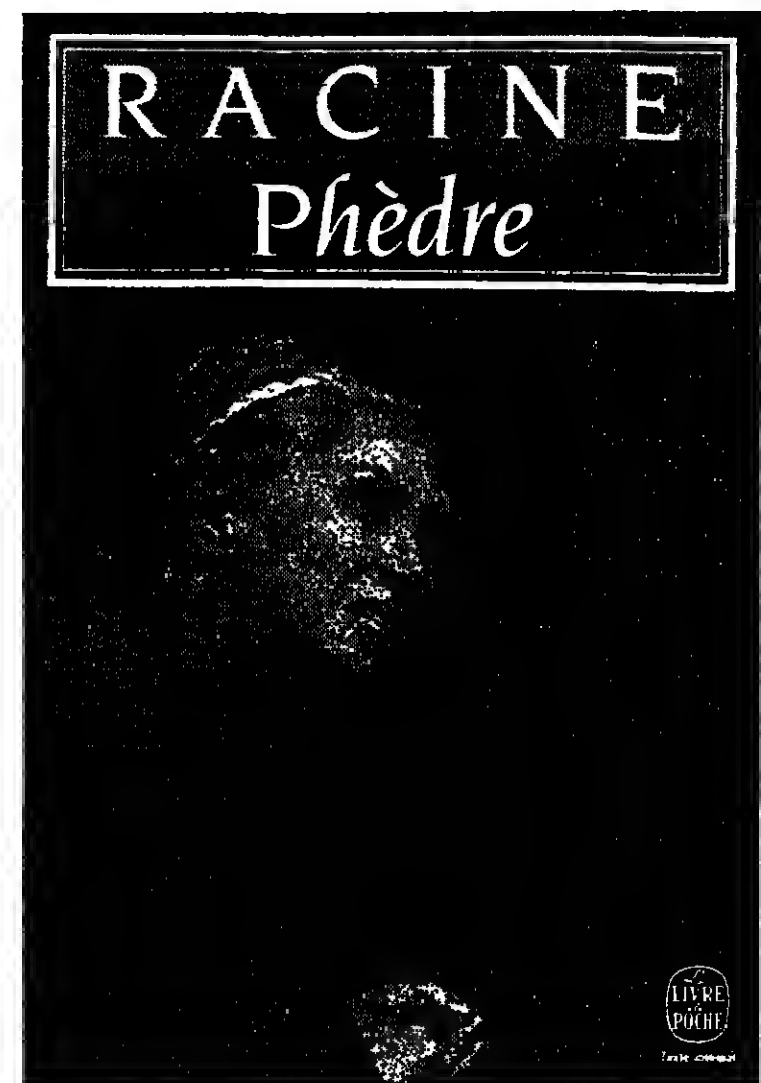
Tél : 326-51-09

"Apostrophe" du 8 novembre

RACINE

chez Pivot

par la voix de Silvia Monfort



Série Théâtre du Livre de Poche
Préface de Silvia Monfort
Commentaires et notes d'Alain Viala



16.50F

هكذا من الأصل

DU LIBRAIRE

LETTRES ÉTRANGÈRES

Une femme

raconte la Chine des années 20

Xie Bingying est une représentante célèbre de la littérature chinoise des années 30. Une femme en guerre a été écrite une trentaine de fois en chinois et traduit en anglais, en japonais, en coréen. Mais son auteur est resté inconnu en France, sans doute parce qu'elle choisit de partir pour Taiwan lorsque les communistes prirent le pouvoir en Chine.

La récit autobiographique de Xie Bingying est pourtant aussi intéressant que bien des romans de la même période (de Ba Jin, par exemple) qui ont pour thème la révolte des jeunes contre la tradition. Elle n'a pas créé de personnage, elle raconte simplement sa propre expérience et les aventures d'une époque tourmentée - la Chine des années 20 - auxquelles elle a été mêlée. Dès l'âge de douze ans, elle entre en rébellion contre sa mère en arrachant les bandelettes qui mutilent ses pieds, après avoir mené victorieusement une grève de la faim pour obtenir de ses parents le droit d'aller à l'école. Plus tard, elle s'engage aux côtés des troupes nationalistes et participe à l'expédition du Nord de 1927 contre les seigneurs de la guerre. Démobilisée, elle réintègre la prison familiale, mais elle ne tarde pas à s'en évader, en acceptant un mariage imposé qu'elle refuse de consacrer. Elle quitte rapidement son malheureux époux et vit libre et indépendante. Elle connaît la prison, l'amour avec un militant révolutionnaire, les difficultés matérielles, la lassitude et la douleur de ne pas pouvoir récupérer l'enfant qu'elle a été contrainte d'abandonner à la mère de son compagnon, lorsque ce dernier a été à son tour incarcéré.

Outre son intérêt documentaire évident, ce roman n'est pas dénué de qualités littéraires que la traduction, excellente, de Marie Holzman a bien restituées. - A. Pa.

★ UNE FEMME EN GUERRE, de Xie Bingying, traduit du chinois par Marie Holzman, éd. Rocher, 179 pages, 85 F.

CONTES

Les mystères de l'océan

Il n'est besoin que d'écouter Joseph Le Huenen père narrer avec la verve caractéristique du vieux conteur une légende des îles Saint-Pierre-et-Miquelon pour se faire son opinion du livre qu'il vient de publier avec son fils, Roland, universitaire au Canada. Joseph a apporté la matière première, c'est-à-dire l'histoire et les légendes enveloppées dans leur écorce aux vives couleurs locales.

Le fils a pour sa part transformé cette matière brute, effaçant le langage et ordonnant le récit où le lecteur pénètre grâce à un historique bref mais précis sur les trois îles de l'archipel, Saint-Pierre, Miquelon et Langlade. Résultat tangible de cet

DERNIÈRES LIVRAISONS

LITTÉRATURE

● Antonin Artaud : *Cahiers de Rodez*, avril-25 mai 1946. - Ce tome XXI des *Œuvres complètes* est le dernier des sept volumes consacrés aux écrits de Rodez. (Éditions Gallimard, 582 p., 240 F.)

ESSAIS

● Benoit Mély : *Jean-Jacques Rousseau, un intellectuel en rupture*. - Cet essai, issu d'une thèse soutenue par l'auteur en 1981, analyse les conflits qui ont émaillé la vie de l'auteur des *Confessions*. Ces conflits et ruptures sont, pour l'auteur, les signes de la volonté d'indépendance de Rousseau. (Éditions Minerve, diffusion Alternative, 334 p., 129 F.)

● Stefan Zweig : *Emile Verhaeren*. - Réédition du célèbre essai publié en 1910 par Zweig comme un hommage à la culture flamande et à l'âme belge, sur un poète célèbre et tombé dans l'oubli. (Éditions Belfond, traduit de l'allemand par P. Morisse et H. Chervet, 216 p., 95 F.)

● William M. Johnston : *L'Esprit viennois. Une histoire intellectuelle et sociale 1848-1938*. - Une somme sur l'histoire intellectuelle de la « Casanie », Hongrie et Bohême comprises, qui révisent beaucoup d'idées reçues. (Éditions PUF, traduit de l'anglais par P. Dauzat, 844 p., 200 F.)

SOCIÉTÉ

● André Essel : *Je voulais changer le monde*. - L'ancien PDG de la FNAC raconte les péripéties qui ont conduit le militant trotskiste qu'il fut à devenir chef d'entreprise et combattant acharné contre la prixe unique du livre. (Éditions Stock, 453 p., 99 F.)

● Ouvrage collectif : *Figure de la ville. Autour de Max Weber*. - Les auteurs des contributions publiées dans ce volume, élaboré sous la direction de Monique Hirschhorn et d'Alain Bourdin, analysent les données nouvelles du phénomène urbain à la lumière de la pensée du sociologue allemand. (Éditions Aubier, 208 p., 83 F.)

ROMAN

● Frédéric Grendel : *Le Traité de paix*, suivi de *La Cérémonie*. - Ces deux romans avaient été publiés respectivement en 1980 et en 1981. Entre

le récit d'aventure et le roman policier. *Le Traité de paix* vient d'être adapté pour la télévision. (Éditions Flammarion, 263 p., 85 F.)

HISTOIRE

● Jean Markale : *Le Chêne de la sagesse*. - L'auteur raconte, sous une forme romancée, la vie mouvementée d'un roi nommé Saint-Louis et tente de dégager de l'imaginaire déformant une figure plus plausible. (Éditions Hermé, 302 p., 85 F.)

SCIENCE

● Anny-Chantal Levesseur-Regourd et Philippe de La Cotardière : *Halley, le roman des comètes*. - Après soixante-seize ans d'absence, la comète de Halley est de retour ! Les auteurs apportent, sous une forme simple, des réponses aux questions posées par l'existence, l'origine, la nature et les légendes de ces astres mystérieux. (Éditions Denoël, 289 p., 128 F.)

MUSIQUE

● Alejo Carpentier : *La Musique à Cuba*. - La première édition de ce livre remonte à 1946. L'auteur de *Concert baroque* étudie l'évolution et le place de la musique cubaine, des origines jusqu'au début de notre siècle. (Éditions Gallimard, traduit de l'espagnol par René L.-F. Durand, 312 p., 130 F.)

LETTRES ÉTRANGÈRES

● Saul Bellow : *La journée s'est-elle bien passée ?* - Quatre récits qui se déroulent à Chicago, autour du thème de la vieillesse, par le lauréat du Nobel de littérature 1976. (Éditions Flammarion, traduit de l'américain par Henri Robillot, 296 p., 110 F.)

● Mikhaïl Lermontov : *Œuvres poétiques*. Cette traduction en vers, publiée sous la direction d'Efim Etkind, permet de découvrir l'œuvre poétique du grand romantique russe, surtout connu en France pour ses romans. Lermontov eut le même destin tragique que Pouchkine : tué dans un duel, à l'âge de vingt-sept ans, en 1841. (Éditions L'Age d'homme, 430 p., 150 F.)

EN BREF

HISTOIRE

« La Tsarine aux pieds nus »

Histoire romanesque plutôt que roman historique, *La Tsarine aux pieds nus* conte l'ascension fulgurante d'une petite pauvre de Livonie devenue Catharina I^{re}, épouse de Pierre le Grand, tsar de toutes les Russies. Conformément aux lois du genre, il y est question d'émou, de sexe et de gloire.

D'une manière simpliste, sans doute, l'auteur fait appel à l'exotisme slave du décor et joue sur la clavier éprouvé des valeurs traditionnelles. Et ça fonctionne. L'héroïne est la femme éternelle qui joue de sa séduction (et de ses talents de blanchisseuse) pour se constituer gibier de chasseurs toujours plus élevés dans la hiérarchie sociale. Mais elle est aussi une femme douée de qualités personnelles - désir de revanche sur le dénuement, volonté, intelligence et gaieté - qui expliquent son exceptionnel destin.

Solide comme un « framboisier sauvage », Catherine devient la compagne puis l'héritière d'un tsar sanglant, mais visionnaire qui rivalise d'une Russie moderne, savante et ouverte. - L. F.

★ LA TSARINE AUX PIEDS NUS, CATHERINE I^{re} DE RUSSIE, de Evélyne Deber. Robert Laffont, 409 p., 82 F.

EN BREF

● ANDRÉ GIDE ET L'ANGLETTERRE sera le thème d'un colloque organisé les 22, 23 et 24 novembre par l'Institut français de Royaume-Uni et le Birbeck College, à Londres. (Pour toute information écrire à Eric Marty, Institut français, 17 Queensberry Place, London SW 7, Grande Bretagne).

● Un colloque autour de l'œuvre de MARIE NOËL, injustement méconnue, se tiendra les 8 et 9 novembre à la Sorbonne, salle Louis-Liard. Pour tout renseignement, appelez le 45-49-15-74.

● LA LIBRAIRIE ITALIENNE Tour de Babylone, 10, rue de la République, 75004 Paris, Maurice Nadeau, Nino Frank et François Bouchard organisent une rencontre avec le romancier italien Giuseppe Pontiggia à l'occasion de la publication de *Jouer invisible*, aux éditions Maurice Nadeau (trad. Nino Frank), le mercredi 13 novembre à partir de 18 heures.

● HOMMAGE à MICHEL FOULCAULT : à l'initiative de la CFDT, plusieurs manifestations sont organisées à l'Espace Belleville (4, boulevard de la Villette, 75019 Paris), dont une exposition - du 6 novembre au 20 décembre, - et la projection, le 12 novembre à 18 h 30, du film de René Allio, *Moi Pierre Rivière*. Un ouvrage collectif sera en outre publié aux éditions Syros.

Jeanne Champion

Le Bunker
roman

« Il est difficile de ne pas se laisser fasciner par ces personnages. »
« Le Bunker prouve que Jeanne Champion est un des tous premiers écrivains de notre temps. »
« Ce livre devrait être lu trois fois : pour l'histoire, pour le style, pour aller au-delà des mots. »

JEAN-JACQUES BROCHIER, LE MAGAZINE LITTÉRAIRE
JEAN VENEUX, POURQUOI PAS ?
@mann Levy

GRAND PRIX DE LA VILLE DE BORDEAUX

Philippe SOLLERS

Portrait du joueur
roman

GALLIMARD

Michel Braudeau

Apostrophes le 8 novembre

Un superbe roman de la jeunesse retrouvée, chatoyant, attendri, ironique et aventureux.
Matthieu Galey / L'Express
« Quel beau livre ! Une page, une autre, prises au hasard, et l'évidence s'impose : nous avons affaire à un écrivain. »
François Nourissier / Le Figaro Magazine (99 F.)

SEUIL

LE NOUVEAU COMMERCE
CAHIER 82/83 - AUTOMNE 1985

LUCE IRIGARAY, Une lacune natale
"Pour Unica Zürn"

Robert WALSER
Aperçu de la vie d'un écrivain
(traduit par Claude Mouchard et Hans Horitz)

★
ANDRÉ DALMAS
Dialectica

★
Giorgio AGAMBEN, Pierre MINET, Georges BEMBERG

★
PELADAN
La dernière leçon de Léonard de Vinci

UN NOUVEAU SUPPLÉMENT
RAYMOND LULLE, L'Ami et l'Aimé
51 versets traduits du catalan médiéval
HORS TEXTE RN COULEURS - 100 F

En librairie 75 F - Abon. 200 F - N° 78, bd Saint-Michel, PARIS 6

FLORENT GABORIAU

Théologie Nouvelle
Ouvrir le débat

170 p. 80 F

30, rue Madame - 75006 Paris OIM Tequi

MONIQUE LUCENET

Les grandes pestes en France

Des millions de morts de la peste noire jusqu'aux 27 victimes de la "maladie n° 9" en 1920.

Aubier

LA VIE LITTÉRAIRE

Sélection

de l'Académie :

plus que trois

La dernière sélection pour le Grand Prix du roman de l'Académie française, prévue pour le jeudi 14 novembre, n'a retenu que trois livres. Ce sont dans l'ordre alphabétique : Patrick Besson : *Dara* (Le Seuil); Jean Blot : *Tout l'été* (Albin Michel); et François-Olivier Rousseau : *Sébastien Doré* (Mercure de France).

Quarantième

anniversaire des

« Temps modernes »

En octobre 1945, sortait le premier numéro des *Temps modernes* avec, signé de son directeur, Jean-Paul Sartre, une « présentation » qui, par son caractère de manifeste de la littérature engagée, devait mettre pour longtemps l'intelligenti-

sia en émoi. La revue qui, exerça le plus forte influence intellectuelle durant l'après-guerre et jusque dans les années 60, cédait, avec son 47^e numéro, son quarantième anniversaire.

La pièce maîtresse de ce numéro est un long extrait du tome II de la *Critique de la raison dialectique* (à paraître fin novembre chez Gallimard), où Sartre examine la question de l'intelligibilité de la lutte sur l'exemple d'un match de boxe. De son côté, Simone de Beauvoir reprend des pages de ses « Mémoires » pour rappeler le sens qu'eut en 1945 la création de la revue, dont le titre évoquant Charlot fut préféré à celui du *Grabuge*, proposé par Michel Leiris. Ce dernier, qui fut du premier comité de rédaction, témoigne de sa fidélité en donnant à ce numéro spécial, sous le titre « Ondes », une suite de courts poèmes dont celui-ci, intitulé *Calme plat* :

*Cartes,
une ruine est une ruine
mais y a-t-il silence pire
que celui qui survole
un théâtre décaulé.*

Henri Guillemin propose des réflexions sur sa propre démarche

d'historien et sur sa désobéissance à une convention tacite : se taire sur certaines choses. Michel Graud, l'un des jeunes collaborateurs de la revue, voit dans l'anticolonialisme l'invariant idéologique de celle-ci. On lire enfin le véhément démenti de Claude Lutzmann contre toutes les contestations dont Sartre a pu, peut et pourra, faire l'objet et aussi les incantations proposées d'André Gorz pour un socialisme repensé.

M. C.

★ LES TEMPS MODERNES, n° 471, octobre 85, 577 p., 43,60 F.

Charles-Louis

Philippe

au complet

Les éditions Imprimé et les Amis du Théâtre populaire de Montuçon publient la première édition des œuvres complètes de Charles-Louis Philippe, présentée par David Rose, un professeur de Leeds, auteur d'une thèse sur l'écrivain bourbon-

On ne s'étonne pas trop qu'il ait fallu attendre soixante-quinze ans — Philippe est mort d'une méningite à trente-cinq ans en 1909 — pour voir enfin rassemblée une œuvre aussi originale : Charles-Louis Philippe est un incassable, et cela nuit chez nous aux réputations littéraires. Écrivain populiste et anarchisant, sans doute, mais aussi ami de Barres, de Mallarmé et de Valéry Larbaud, qui lui consacra un livre en 1921. Romancier à la fois violent et évangélique exaltant le rôle messianique des pauvres et du peuple dont il se veut le porte-voix, mais aussi littérateur au style classique et membre de l'équipe fondatrice de la *Nouvelle Revue française*, Charles-Louis Philippe a probablement pâti d'être la réflexion la plus fidèle de toutes les idées contradictoires qui agitent le tournant du siècle.

Les œuvres complètes en quatre volumes, illustrées par Jacky Poinson, seront disponibles en librairie en décembre prochain au prix de 900 F. Elles sont déjà disponibles en souscription pour 750 F chez les Amis du Théâtre populaire de Montuçon (M. et M^{me} Couderc, 51, rue de l'Herminette, 03410 Domest. Tél. : (70) 23-09-79. — P.L.

Colloque à Marseille
autour d'Amrouche

En 1983, Marseille organisait un colloque à l'occasion du dixième anniversaire de la disparition du poète Jean Sène (le Monde du 30 septembre 1983), Européen qui opta passionnément pour l'Algérie indépendante.

En octobre 1985, les archives communales de la cité phocéenne ont récidivé et accueilli durant trois jours une rencontre internationale autour de la vie et de l'œuvre d'un autre poète franco-algérien, Jean Amrouche.

Le romancier Malek Oury, qui fut son compagne, insiste sur l'« enrachement berbère » d'Amrouche. Dans une vibrante évocation, Jules Roy fit ressortir ce que la destinée de Moutchou — la prison musulmane de Jean Amrouche — signifie « talentueux » — avait de tragique et de épique, mais aussi d'ordinaire et d'actuel. Une correspondance entre les deux hommes vient de paraître, bien à propos, chez Edisud.

Jean Amrouche est né en 1906 en Petite-Kabylie, dans une famille berbère christianisée et francisée. Riche de tant d'apports et d'arrachements, Jean Amrouche en déploya l'énergie dans diverses activités. Homme de lettres, il écrivit dans les *Cahiers de Barbarie*, l'*Arche* et le *Monde*; homme d'idées, il est l'interlocuteur estimé de Gide, Mauriac, Giono et Ungaretti avec lesquels il réalisa maintes entretiens à la radio; homme d'action, il n'hésita pas à prendre position contre la guerre d'Algérie, introduisant tant auprès du général de Gaulle que du FLN, il veut rester un trait d'union entre ses deux patries. « La France est l'âme de cet esprit », proclamait-il.

Dependant, c'est surtout l'auteur de *Canaris* (1934) et d'*Étoile sacrée* (1937), le poète fougueux à la fois exalté et désespéré qui fut à l'honneur durant le colloque, et que consacre au Palais des beaux-arts une riche exposition qui dure jusqu'au 30 novembre.

S. Z.

(1) Rédigé par L'Harmattan, 1983.

● BANDES DESSINÉES

Que d'histoires !

● HONNEUR ET TARDI. — Jacques Tardi est-il le meilleur dessinateur de la bande dessinée francophone actuelle ? A ceux qui hésiteraient à répondre positivement, on ne peut que conseiller la lecture de deux de ses productions les plus récentes. Il s'agit, d'une part, du sixième volume des « Aventures extraordinaires d'Adèle Blanc-Sec », intitulé *le Noyé à deux têtes*, parce que, bien sûr, il y est vaguement question d'un noyé à deux têtes, mais peut-être surtout parce que cette histoire sans queues ni têtes est une pure balade onirique dans le Paris marginal du 11 novembre 1918. Jour de gloire, jour de mort, jour béré et maudit à la fois, puisque la guerre s'achève tandis que la mort continue.

Monstres déprimants, Paris noir et trempé, capitale des solitudes et des hallucinations, fusion de la pierre et du métal : Tardi, créateur de la « ligne sombre », a appris à lire la vie chez les grands anciens de la « ligne claire » (Hergé, Jacobs) — dont il n'aime pas les épigones. Dans *Mine de plomb*, recueil de diverses planches inédites ou anciennes, d'essais, de couvertures, d'œuvres alimentaires, Tardi entreprend une sorte d'autobiographie thématique et esthétique. C'est une manière de récit à propos de ses récits. On suit son parcours ponctué de réussites magistrales mais aussi d'œuvres avortées, d'histoires sans histoire. Tardi écrit ceci, que beaucoup devraient méditer : « Inutile de faire de la bande dessinée si on n'a pas d'histoires à raconter. » Tardi nous gîte : on annonce un prochain septième épisode d'Adèle Blanc-Sec (*Tous des monstres !*) et un second volume de son autocélébration (*Chiures de gomme*).

★ LE NOYÉ À DEUX TÊTES, édit. Casterman, 48 p., 38,50 F.

★ MINE DE PLOMB, édit. Futuropolis, 148 p., 225 F.

● FONTAINEBLEAU MORNE PLAINE. — Léo est une jeune fille de quinze ans, attirante — trop sans doute — et qui tombe à pic dans les fantasmes presque avoués de Julius Antoine, quadragénaire sur la pente descendante. Entre cette agucheuse que sa mère surveille mal et cet homme obsédé par des pulsions peu rattachables se noue une idylle incomplète, un début de flirt qu'une mort violente — à laquelle il est étranger — interrompra brusquement. Fontainebleau — la ville et la forêt — est le décor de cette aventure qui pourrait n'être que sordide si elle n'était pas hantée par le socrate (Le Tendre) et par le dessinateur (Roc) avec une certaine retenue. Une rapide excursion aux limites de la vie réelle et de la vie rêvée, dans ces marges où le passage à l'acte est proscrit et furieusement désiré.

★ LÉA, édit. L'Écho des savanes, Albin Michel, 52 p., 55 F.

● QUARANTE ANS ET TOUTES SES DENTS. — 1945-1985 : qu'avons-nous fait pendant ces quarante années, forcément les plus importantes de l'histoire des siècles, puisque ce sont les nôtres ? Une dizaine de personnages plus ou moins fatigués, en tout cas solidement névrosés, se retrouvent pour fêter, dans une opulente et insolente villa d'Afrique du Nord, la guérison d'un cancer qui se croit sorti d'affaire. Illusions, pulsions, souvenirs communs, trajectoires sans rencontres, rencontres sans lendemain, l'histoire qui se déroule, chaotique : quarante ans de rêve éveillé mal dirigé. Sombre tableau, malgré bilan : la première BD pour quadragénaires. Et l'on nous annonce que les quarante années qui suivront seront « encore plus drôles ! ». On en tremble.

★ UN MALAISE PASSAGER, par Guy Vidal et Alain Bigon, édit. Jarguet, 60 p., 56 F.

● AU BALCON ! — Deux grotesques passent leur vie sur un balcon qui domine Venise. Ils commentent l'actualité d'une ville qui, sous eux, change sans cesse et délire. Et ils sont bavards ! Bavards et savants, ces Bouvard et Pécuchet de la

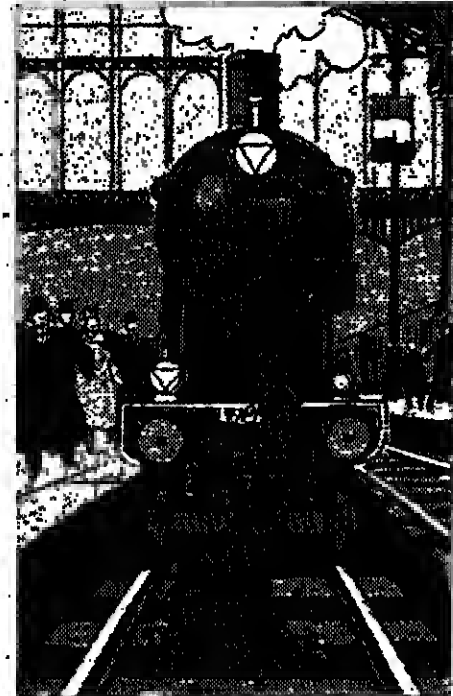


Illustration de Tardi.

balustrade ! Rien de ce qui est scientifique, biologique, végétal, architectural, géométrique, physico-chimique, ne leur est étranger. Il faut toute la folie de Mase pour déverser sur nous cette logorrhée insupportable et tout son art d'illustrateur pour nous empêcher de le reformer avant la dernière page. Balcon de Mase, chaire de l'absurde, qui dit tant et tant que cela doit bien signifier quelque chose. Ne serait-ce que le plaisir de s'y perdre...

★ LES DEUX DU BALCON, édit. Casterman (A. série...), 62 p., 64 F.

● RÉMINISCENCES. — Voici, avec le *Signe de Shiva*, la cinquième aventure de Marc Mathieu par Dominique Hé. Dans les décors de *Tintin au Tibet*, des personnages, qui ressemblent à ceux du *Secret de l'espion*, ont des projets encore plus fous que le sinistre Orik. Exotisme, espionnage, meurtres, science devenue folle, souterrains, comètes déviées, électronique incontrôlable : un récit débridé, haché et auquel on s'agrippe par désir de comprendre. On finit par être récompensé, et l'on se dit que Dominique Hé a bien du talent pour nous piéger ainsi avec des histoires qui ont l'air classiques et qui ne le sont plus à force de clins d'œil, de faussemblances, de citations et de détournements divers. Une belle BD ironique.

★ LE SINGE DE SHIVA, par Dominique Hé, édit. Les Humanoïdes associés, 56 p., 39 F.

● GASTON L'INTROUVABLE. — Le dernier album de Gaston Lagaffe était le premier. Il a une histoire. Quand, en 1957, apparaît dans les pages de l'hebdomadaire *Spirou* un héros sans emploi baptisé Gaston Lagaffe, rares sont ceux qui ont le sentiment qu'André Franquin vient de créer l'un des futurs monstres sacrés de la BD. Quelques mois plus tard, certaines planches — les premières — sont réunies dans un album au format réduit et imprimé sur du papier de récupération. Aujourd'hui, les collectionneurs s'attachent à prix d'or (des milliers de francs, dit-on !) les rares exemplaires qui ont survécu à l'indifférence ou à la négligence. Après un quart de siècle, voici enfin républiques ces premières bandes où il apparaît clairement que, dès sa première intrusion, Gaston serait M. Gaffe, le prince de la brioche, l'empereur de la optica, le grotesque incarné.

★ GASTON « ZÉRO », GAFFES ET GAD-GETS, par A. Franquin, éd. Dupuis, 48 p., 33 F.

BRUNO FRAPPAT.

TOUT
HUGO
EN
V.O.

BOUQUINS

Éditions Robert Laffont



Éditions Robert Laffont

هكذا من الأصل

● ROMANS

Jean Blot et ses « Cosmopolites »

Le dénouement d'une fresque contemporaine où l'auteur nous a fait beaucoup voyager.

TOUT l'été termine la trilogie que Jean Blot a consacrée à la famille Stern, ces juifs d'Odessa émigrés à travers le monde. Des cosmopolites : ce titre donné au premier volume révélait que l'auteur cherchait à saisir « cette nouvelle humanité supranationale et nomade » qu'avait annoncée Nietzsche. Mais tous les personnages pittoresques et attachants qui peuplaient cette fresque et son second volet, *Gris du ciel* (1), n'en relevaient pas.

Cosmopolite, le père Stern ? Oui, sans doute, qui, venu à Paris après la révolution russe, avait émigré aux États-Unis à la seconde guerre mondiale, ayant quitté deux épouses et semé ses trois enfants aux quatre coins de la planète. Cosmopolite, oui encore, David, le cadet des deux fils, devenu, comme Jean Blot, fonctionnaire d'organisations internationales, et qui passait sa vie à courir de New-York à Genève, à Londres, à Paris, jusqu'en Grèce... Mais Edward, le frère aîné, mais Nadejda, la fille ? Celle-ci, restée à Moscou, avait subi les rigueurs d'un régime qui l'avait longtemps séparée de l'homme qu'elle aimait. Quant à Edward, élevé en Angleterre, il avait plié sur son visage et sur son être la marque du parfait gentleman, jusqu'à épouser à l'église anglicane une fille de la « gentry ».

Vacances à Dinard

Il n'y sera presque plus question que d'eux, constamment mis en parallèle, d'abord dans l'éducation qu'ils ont reçue : David, en France, dans l'indulgente pension mixte de Vaucresson, où sa sexualité, grâce à quelques jeux interdits, s'éveille sans heurts ; Edward, dans son rigoriste collège d'Elmsgrove, dont le puritanisme fausse son rapport à l'amour.

Un peu étrangers l'un à l'autre, agacés l'un par l'autre, ils se retrouvent pour passer des vacances à Dinard, au moment où la guerre éclate. L'évocation de cette station balnéaire remplie de touristes britanniques, où paraît réaliser le vieux rêve d'une association, d'une osmose, entre la France et l'Angleterre, témoigne du génie du lieu que possède Jean Blot.

La guerre sépare à nouveau les deux frères. Edward se bat dans l'armée anglaise. Blessé à El-Alamein, il découvre l'absurdité de la souffrance et ne songe plus, croit-il, qu'à être heureux. David, resté en France, est condamné comme juif et comme russe à la clandestinité. Il la vivra à Lynn, près d'un de ses lointains parents venu de Kiev, supérieurement habile à jouer, pour la survie des siens, des contradictions dans lesquelles les Français se débattaient. L'image nuancée de l'Occupation, où l'ironie sans malveillance et l'humour de Jean Blot se donnent libre cours, devrait être retenue par l'histoire, si difficile à faire, de ce temps.

Sa patrie sera la française

David, juif traqué mais sauvé, rejoint les maquis de l'Ain et participe à la libération de Lyon. *Tout l'été* retentit ainsi du choc des armes et du bruit des combats. Et pourtant ce livre de guerre est avant tout un roman de formation. Qu'est-ce qui mène l'homme à être ce qu'il devient en sa maturité ? Ses origines, son éducation, l'histoire ? Quand le roman retrouve les deux frères vingt ans plus tard, ceux-ci n'auront pas abouti au même port.

Edward, qui s'était fait plus Anglais qu'un Anglais, arrachera ce masque et, lassé de son hédonisme, ira reprendre vie dans un kibboutz du Neguev. David, l'écrivain qui veut prêter sa voix au monde muet des choses et des gens, ne se choisit pas une terre, mais une langue. Sa patrie sera la française, « dans les phrases majestueuses et lentes, patientes infiniment, susceptibles d'accueillir chaque nuance et tous les faits, de dessiner les rêves aussi bien que les actes, de peindre le saupir aussi vif que la pensée, s'étaient enfin données à lui ».

Ce cri d'amour pour la française définit l'art qui préside à *Tout l'été*, œuvre très écrite, allant jusqu'à la préciosité dans l'accord recherché entre l'homme et le monde. Il souligne la souple période, chargée d'incidentes, où viennent se fondre la réflexion et l'action, la fiction et le souvenir. Jean Blot, juif russe devenu écrivain français, n'a jamais été plus près de lui-même que dans ce finale poétique donné à une œuvre ample où s'est poursuivie, à travers l'histoire contemporaine, la quête la plus sincère de soi.

JACQUELINE PIATIER.

* *TOUT L'ÉTÉ*, de Jean Blot. Albin Michel, 316 p., 89 F.

(1) Ces deux premiers livres ont été publiés chez Gallimard.

L'Apocalypse selon saint Guy Hocquenghem

Le premier siècle de notre ère raconté à travers les portraits de Paul et de Jean. Une prouesse romanesque.

Le roman inspiré de l'antique est un genre périlleux. Certains de ces récits sont des monuments d'ennui : *Salammbo* de Flaubert, *Marius* l'épique de Walter Pater. D'autres sont très inférieurs aux textes grecs ou latins que leurs auteurs, misant sur l'ignorance du public d'aujourd'hui, pillent sans vergogne : mieux vaut cent mille fois les historiens romains qui, sous le titre collectif d'*Histoire auguste*, ont raconté les vies d'Hadrien, de Marc-Aurèle, d'Héliogabale et des autres empereurs qui ont régné après les douze Césars, que les fades compilations et le délayage de tant d'écrivains contemporains.

L'intérêt enthousiaste que suscite la lecture de la *Colère de l'Agneau* est donc une très agréable surprise pour celui qui est à la fois un amoureux de la Rome antique et un passionné de théologie orthodoxe. Rarement une telle somme d'érudition a été ainsi mise au service de tant d'impétuosité romanesque. C'est, de la première à la dernière ligne, surprenant, captivant, époustoufflant.

La *Colère de l'Agneau* est un roman dont les trois hauts lieux sont le temple de Jérusalem, le cirque de Rome et la grotte de Patmos : le temple, qui allait

représenter sur l'univers entier la poudre de ses pierres détruites ; le cirque, où le sang des martyrs fut la semence de l'Eglise primitive ; la grotte, où l'apôtre Jean a reçu les révélations de l'Apocalypse. Ce roman, qui se déroule au premier siècle de notre ère, dans le monde soumis à la *pax romana*, est celui d'une époque où la conquête de l'Orient par les soldats romains et la conquête de Rome par les dieux orientaux ont opéré un choc dont les vibrations destructrices et fécondes troublent jusqu'à nos jours le cœur de chacun d'entre nous. Trois siècles après les événements racontés par Hocquenghem, celui qu'on tient pour le dernier poète du paganisme, Rutilius Namatianus, s'écriera : « Plut aux dieux que la Judée n'eût jamais été conquise ! »

Un nabot à la force d'Hercule

Un des thèmes de la *Colère de l'Agneau* est précisément cette conquête ; la prise de Jérusalem et la destruction du temple par les armées de Titus ; Israël vaincu et captif, les rouleaux de la Torah enchaînés à un char et hués par la populace romaine, l'arc de triomphe

commémorant la soumission du dieu des juifs. Mais qui est le maître, et qui est l'esclave ? A travers le destin, la prédication et l'œuvre de l'apôtre Jean, Hocquenghem montre l'infiltration de la société gréco-romaine par les sectateurs de l'Ancienne et de la Nouvelle Alliance, la victoire de la Jérusalem mystique sur un Olympe à jamais déserté.

Dionysos contre le Crucifié ; le Christ contre l'antéchrist ; Néron contre Jésus. Oui, il y a tout cela dans la *Colère de l'Agneau* ; mais aussi, et peut-être surtout, Jean contre Paul.

Hocquenghem trace un étourdissant portrait du futur saint Paul, nabot à la force d'Hercule, aux jambes torses, dont la voix aiguë, incisive, « avait l'éloquence brutale des bourreaux ». Hocquenghem est horrifié et fasciné par ce Saul de Tarse qui, à peine devenu chrétien, se met à expliquer le christianisme aux premiers disciples du Christ ; par ce converti de fraîche date donnant des leçons d'orthodoxie aux orthodoxes de son temps ; par cet assassin qui de son repentir s'est forgé une arme ; par ce Paul plus grec que les Grecs, plus juif que les juifs, plus romain que les Romains, cet insaisissable démon de Tarse, ce séducteur des femmes du monde, cet ami des prétoriens, ce bondissant renégat.

A Paul, le « mal-aimé trop sensible », Hocquenghem oppose la vénérable figure de Jean, le fil d'or qui unit l'Eglise avec la synagogue, l'apôtre bien-aimé auquel Jésus, avant de mourir, a confié la Vierge Marie, le prophète dont l'Apocalypse parachève la révélation chrétienne ; Jean, qui fulmine des anathèmes contre ceux qui prétendent échapper au fardeau de la loi mosaïque ; Jean, qui tient Paul pour un pseudo-apôtre, un anti-prophète, un faux inspiré, un fourrier de l'Antéchrist.

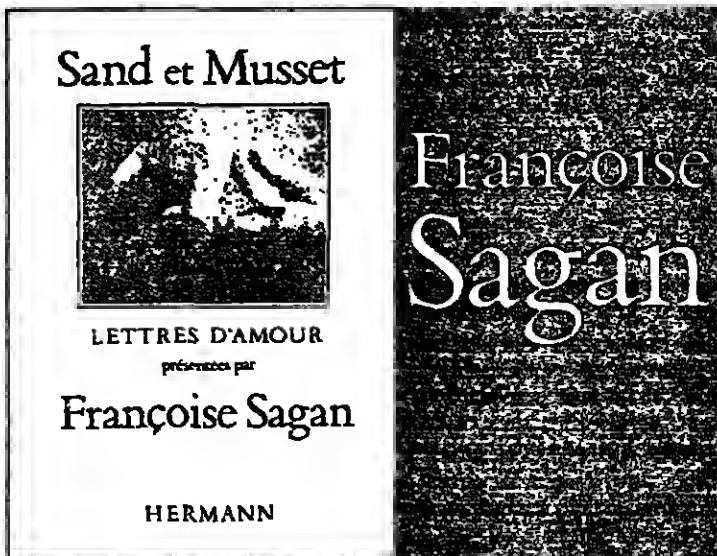
An demeurant, la théologie n'est ici que le support de l'élan romanesque. Tous ces personnages crépitent de vie, à Jérusalem, à Antioche, à Alexandrie, à Rome, à Patmos, dans ces lieux brûlants d'une Méditerranée cosmopolite dont Hocquenghem restitue les furies, les bruits, les parfums, les passions, et cela avec une force d'évocation, une beauté d'écriture, qui placent la *Colère de l'Agneau* très au-dessus de *Quo Vadis* et des récents sous-bibliothèques. Ce livre ne fait peut-être pas croire en Dieu ; il fait assurément croire en Guy Hocquenghem.

GRÉGOIRE MATARO.

* LA COLÈRE DE L'AGNEAU, de Guy Hocquenghem, Albin Michel, 568 p., 98 F.



Quel secret se cache derrière le visage lisse, éternellement adolescent de Tintin ?

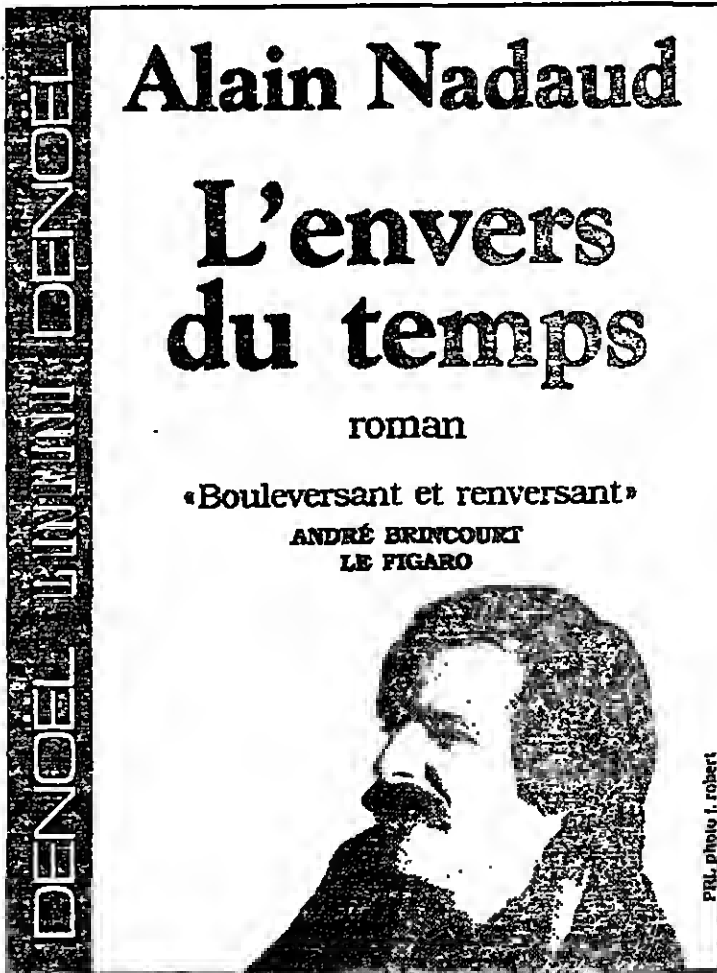


Sand et Musset

LETTRES D'AMOUR

Françoise Sagan

HERMANN



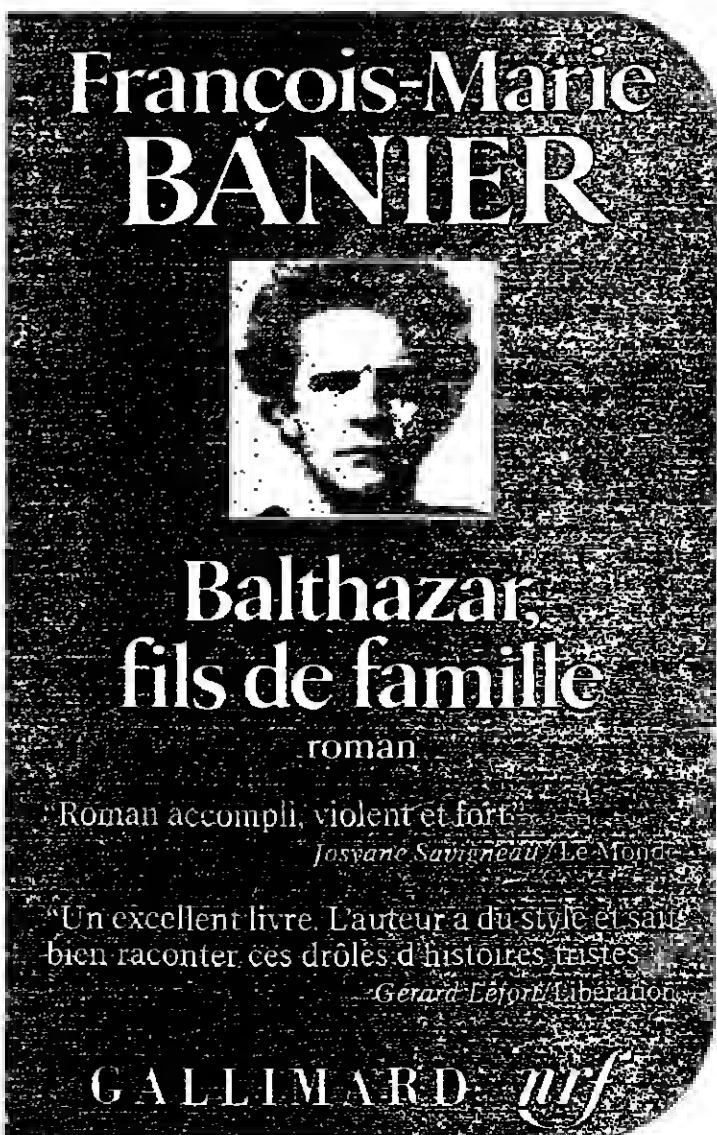
Alain Nadaud

L'envers du temps

roman

«Bouleversant et renversant»

ANDRÉ BRINCOURT
LE FIGARO



François-Marie BANNIER

Balthazar, fils de famille

roman

Roman accompli, violent et fort

Josyane Savigneau / Le Monde

Un excellent livre. L'auteur a du style et sait bien raconter ces drôles d'histoires racontées

Gerard Lefort / Libération

GALLIMARD



SAINT LOUIS
A APOSTROPHES
LA VOIE ROYALE.

JEAN MARKALE
Le chène de la sagesse

85 F



les maîtres du Tch'an (zen) en Chine

La vie éblouissante des grands Maîtres du V^e au VII^e siècle et, à travers leurs dialogues, leur pensée profonde.

Collection «Lumière d'Asie» 120 F

MAISONNEUVE ET LAROSE

1 rue Véro-Casas 75005 Paris 5 - Tél. 354.32.70

BIOGRAPHIES

L'écrivain amoureux de la duchesse

Denis Tillinac fait subir un « lifting » à M^{me} de Chevreuse : il la présente comme « l'ange du désordre ».

Pour ce qui est du « désordre », la Chevreuse s'est entendue, sa vie durant, à en mettre partout où elle passait, et comme elle passa partout ou presque, de France en Angleterre, de Lorraine en Espagne, on reconnaît qu'en partie au moins le titre est bien trouvé d'un livre né d'un coup de passion. Mais Marie de Rohan, comtesse de Luynes et duchesse de Chevreuse, était-elle un ange ?

Elle a ensorcelé Denis Tillinac depuis les *Trois Mousquetaires*. Celle qui a inspiré à Dumas le personnage équivoque de Milady continue, trois cents ans après sa mort, à diffuser le même charme que l'héroïne du roman : « Elle ne plaisait pas, elle enivrait. » Voilà donc notre romancier enivré par une femme dont la réputation historique est on ne peut plus mauvaise et décidé « à lui rendre justice ».

Autant révéler tout de suite que ce projet d'amoureux reste irréalisable parce que irréalisable. Tillinac a pourtant tout tenté pour réussir sa mission. Il a pisté la duchesse chez ses précédents biographes, Victor Cousin et Louis

Batiffol, dans les mémoires du temps — et il y en a ! — chez les historiens qui, récemment, se sont intéressés au règne de Louis XIII et à la Fronde, et jusque auprès des descendants actuels de M^{me} de Chevreuse. Mais le cas est pendable. Marie a, sa vie durant, accumulé les intrigues, les complots, les trahisons, les volte-face, et même les tentatives régicides, championne en sédition dans une époque où tout le monde (les grands de ce monde) tend des pièges à son prochain.

Un style arsouille

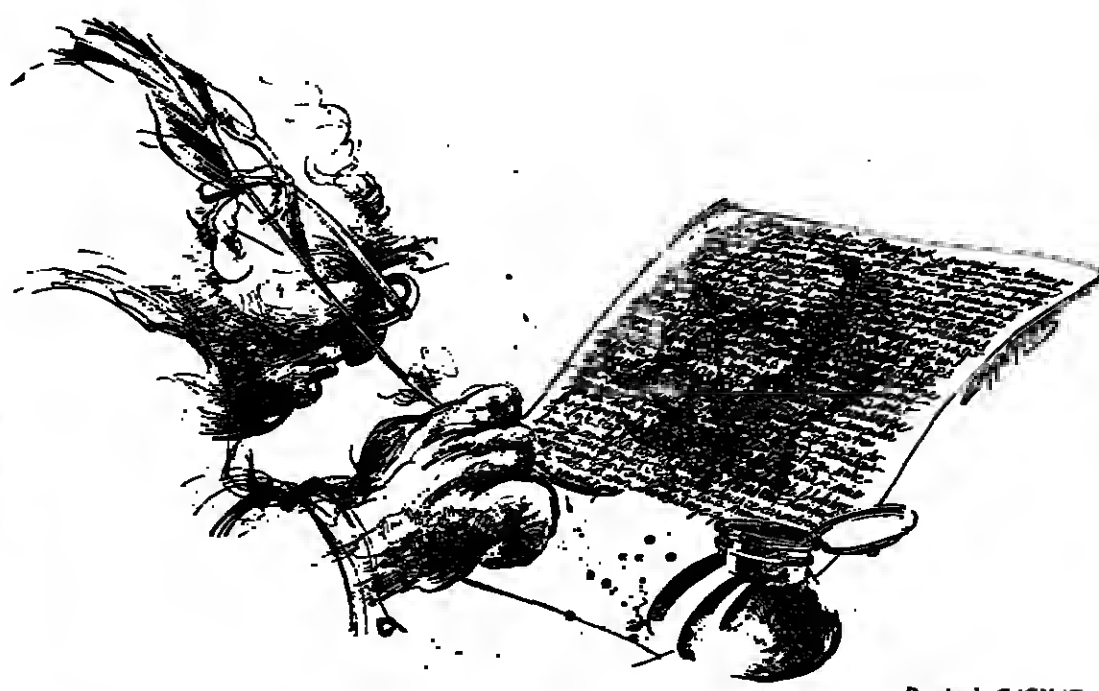
La « Chevreuse », ubiquiste, va de l'un à l'autre et embrouille les fils, sème de pagaille comme on en a rarement vu. Elle trouve sa raison d'être dans le désordre, le temps d'aimer (un peu) et de coucher (davantage), mais jamais par intérêt, ce qui est à sa décharge. C'est bien le seul argument de défense qu'on peut avancer concernant une personne dont on ne souhaite à aucun gouvernant de rencontrer la pareille sur sa route. Elle donne le tournis.

Son biographe aussi. Voici un écrivain fougueux, bourré d'intelligence et de verve, d'une bonne santé qui crève l'œil. Qui crève aussi les pages, dans ses meilleurs moments, et souvent de façon réjouissante. Pourquoi faut-il qu'il ait adopté ici un style arsouille dont il n'est pas coutumier ? Sous sa plume, Mazarin « arrose » M^{me} de Chevreuse qui, ayant en vain « tapé » son mari et « sauché », refuse « la fric » offert par « le beau Rital »...

On sourit, d'abord, et puis on « râle ». A soixante-trois ans, lorsqu'il écrit son *Fouquet*, un modèle auquel Tillinac se réfère, Morand s'est refusé ce genre de « lifting » (Tillinac aime aussi beaucoup les anglicismes). Vingt-cinq ans après, le livre de Morand est resté frais comme au premier jour. Je crains que, dans un quart de siècle, il ne faille un glossaire pour comprendre le modernisme, un brin canaille et tout à fait incongru, de cet ouvrage-ci.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

* L'ANGE DU DÉSORDRE, M^{me} DE ROHAN, DUCHESSE DE CHEVREUSE, de Denis Tillinac, Laffont, 271 p., 30 F.



Dessin de CAGNAT.

Les deux passions de Julie

Ressuscitée par le duc de Castries, M^{me} de Lespinasse délaissa les Lumières pour se jeter dans des amours romantiques et tragiques.

« UNE âme de feu, pleine d'énergie, qui avait tout jugé, tout apprécié, et qui, revenue et dégoûtée de tout, s'était abandonnée au besoin et au plaisir d'aimer » : voilà le portrait que Julie de Lespinasse, au sommet de sa gloire mondaine, trace d'elle-même. Muse de l'Encyclopédie, première dame des salons littéraires, Julie de Lespinasse nous bouleverse davantage aujourd'hui par la passion qu'elle éprouva pour deux hommes sensiblement plus jeunes qu'elle et par sa correspondance amoureuse que par son apparition dans le *Rêve de*

d'Alembert, écrit par Diderot en 1769.

La naissance irrégulière de Julie, son arrivée à Paris, dans le brillant salon de sa tante naturelle, la marquise du Deffand, sa rupture avec la vieille tante aveugle et jalouse de ses succès, sa vie sans passion aux côtés de d'Alembert... L'existence entière de Julie de Lespinasse, aujourd'hui racontée par le duc de Castries avec son talent d'historien, tendait vers le « drame de ce double amour » dont elle fut l'héroïne tragique.

Deux malades

En 1766, Julie, alors âgée de trente-quatre ans, rencontre le marquis de Mora, de douze ans son cadet. Sa liaison avec le jeune noble d'Espagne, malade et romantique, dura jusqu'en 1772 : Mora, atteint de tuberculose, fut repartir pour Madrid. Julie fit alors la connaissance d'un officier à la mode, le comte de Guibert, auteur de l'*Essai général de tactique*, qui allait être pendant longtemps le bréviaire de Napoléon. La muse de l'Encyclopédie délaissa d'Alembert et son salon pour se jeter avec fureur dans cette autre passion. Mais Guibert, jeune ambitieux de vingt-neuf ans — Julie en avait exactement quarante — songeait avant tout à la gloire : « Nous sommes deux malades », écrit Julie à son amant. Mais la différence que vous êtes un malade plein de force et de raison, qui vous conduisez de manière à jouir incessamment de la plus excellente santé, tandis que moi je suis atteinte d'une maladie mortelle. »

En mai 1774, le marquis de Mora mourut sur la route qui le

ramenait vers sa bien-aimée. Rongée de remords et atteinte à son tour de tuberculose, Julie, foudroyée, apprit la nouvelle du mariage de Guibert. Pendant douze mois, l'épistolaire prolifique submergea Guibert, marié à une jeune fille de dix-sept ans, de soixante-huit lettres, perpétuelles variantes d'un même cri : « J'aurai la force du martyre ». Le 22 mai 1776, Julie s'éteignit à l'âge de quarante-quatre ans.

ROLAND JACCARD.

* JULIE DE LESPINASSE. LE DRAME D'UN DOUBLE AMOUR, de duc de Castries. Albin Michel, 302 p., nombreuses illustrations, 120 F.

Autres biographies parues

- La Reine Margot, par François Péron (Laffont, 434 p., 89 F.).
- Beaumarchais, par le duc de Castries. (Tallendier, 522 p., 120 F.).
- La Cardinal de Bernis, par René Vaillant. (Albin Michel, 352 p., 120 F.).
- Madame de Genlis, par Gabriel de Broglie. (Librairie académique Perrin, 530 p., 125 F.).
- Berthier, frère d'armes de Napoléon, par Jérôme Zienkiewicz. (Belfond, 308 p., 98 F.).
- Madame Roland, une femme en révolution, par Guy Chaussemard-Nogaret. (Seuil, 358 p., 88 F.).
- Joseph Fiévée, conseiller secret de Napoléon, par Jean Tulard. (Fayard, 252 p., 75 F.).
- Le Marquis de Custine, par Julien-Frédéric Tarn. (Fayard, 816 p., 180 F.).
- Galignani, par Christophe Monat. (Jean-Cyrille Godefroy, 216 p., 79 F.).
- Elisabeth d'Autriche, (Sissi), par Brigitte Hemann, trad. de l'allemand par Jean-Baptiste Grassat. (Fayard, 611 p., 150 F.).
- Paul Desolles, un anar de la Belle Époque, par Jean Meitron. (Fayard, 197 p., voir « Le Monde des livres » du 30 août).
- Simone de Beauvoir, par Claude Francis et Fernande Gontier. (Perrin, 416 p., 120 F.).
- De Gaulle, par Jean Lacouture. Tome II : *La politique*. (Seuil, 723 p., 120 F.). (Voir le Monde des livres du 11 octobre).

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

« Au bord du nid d'un autre »

(Suite de la page 25.)

Ni les malheurs affectifs ni les affres de la création ne peuvent se réduire à du spectacle. Le talent d'Enquist ne saurait suffire à où Strindberg lui-même a renoncé à la transposition. Rien ne remplace la confiance de première main et l'échange fin de l'écriture-lecture, affranchi des visualisations saillantes et du défilément forcé, propice à la réflexion en profondeur, ouvert au songe.

S'il y a un domaine où le livre garde sa fonction irremplaçable, c'est bien dans ces communications de cœur à cœur, d'âme à âme, de nerfs à nerfs.

TOURGUENIEV, lui aussi, a cru eimer follement, sur le tard, une petite actrice de trente ans sa cadette, Marie Savina. Mais croyait-il à cette passion, ou s'en servait-il pour réchauffer son imagination ? Les artistes sont suspects de vivre à demi les choses pour voir l'effet qu'elles leur procurent et l'usage qu'ils peuvent en faire.

Chez Tourgueniev, il n'y avait pas place pour d'autre passion que celle qui l'unit toute sa vie à la cantatrice française Pauline Viardot. Étrange lien, qui décide de sa vie et de son œuvre, de son éloignement de la Russie bien-aimée, de son engagement « occidentaliste », et qui resta pourtant platonique, le plus souvent, sans jalousie à l'égard du mari, comme si Tourgueniev retrouvait, auprès du couple, la soumission de l'enfance !

La mère du petit Iven, Vervara Petrovna, a eu sa part de responsabilité dans cette immaturité prolongée. C'était une matrone écrasante comme Henri Troyat a le don de les évoquer, par exemple dans son avant-dernier roman « isolé », *Marie Karpovna*. Il y a une façon de frapper et de morigéner qui, loin de faire passer à l'enfant le goût de la faute et de la dépendance, l'entretient.

SANS mériter rabrouante, Iven n'aurait sans doute pas eu le comportement lâche, dont il s'accusera, lors d'un naufrage en Baltique. Il ne se serait pas jeté dans l'impasse affective de sa vie parasitaire auprès des Viardot. Les photographies jointes au livre attestent que Pauline la cantatrice manquait pour le moins de grâce. Sa voix de contralto faisait-elle oublier ses traits massifs ?

Très vite, Iven s'installe dans l'ombre des époux, sans abuser de la situation. Il les suit dans leur château d'Île-de-France, à Bougival, à Paris. Il se sa chemise d'ami ; d'enfant, dirait-on, comme le vieux raté de *la Désolation*. Il ne supporte pas d'être éloigné, plus de quelques mois, de ses protecteurs français. Cette sujétion va commander sa vie de demi-exil et le cosmopolitisme qui la coupera de ses amis slavophiles, dont Dostoevski.

Il a trente ans lorsque sa mère lui coupe les vivres ; trente-deux ans quand il la retrouve à Moscou et ose lui dire son fait. Vervara Petrovna n'édredne pas qu'on lui reproche une monstruosité dont elle est consciente. Elle se brouille avec tous ses enfants. Au seuil de la mort, elle regrettera son orgueil. Iven arrivera trop tard pour apurer ce compte insolvable !

Pauline n'est pas tout pour Tourgueniev, mais, comme par hasard, aucune rencontre n'a de suite. Adolescent, déjà, il faisait le cœur à une voisine qui se révèle être la maîtresse de son père. On lui connaît des aventures ancillaires, des amours compliquées ou inabouties avec une nièce, avec la sœur de Tolstoï. Mais rien ne remplace, à ses yeux, la torture infligée par Pauline Viardot, et dont sa mère lui a donné le goût.

Toute une vie « au bord du nid d'un autre », résume Henri Troyat : « Un talon sur le cou », « le visage enfoncé dans la boue », il souffre de la situation et ne peut rien y changer...

SES amitiés elles-mêmes portent le marque de cette névrose harnétique. Ce ne sont que « sympathies interrompues », avec l'« amertume » qu'elles entraînent, selon le beau mot de Flaubert, son seul ami durable. Entre le prophète Tolstoï, un peu soudard, trop convaincu, et Tourgueniev, le raffiné bavard à l'occidentale, le courant passe mal. De plus, Tolstoï voit juste : « Tourgueniev n'aime pas, dit-il, il aime à aimer. » Ces clairvoyances agacent toujours. Les deux hommes n'en finiront pas d'hésiter entre l'embrassade et le duel, avec ce mélange de repentance vraie et de théâtralité où excellent les Russes de ce temps-là.

Jusqu'au bout, leurs relations leur ressembleront, avec romanesque. D'un côté, le chasseur heureux (Tolstoï) : de l'autre, le maladroit bradouille. Ici, le patriarcat comblé ; là, le faux Parisien imitant le french cancan devant un Tolstoï consterné...

En toutes choses, Tourgueniev se retrouve entre deux chaises : proche des comploteurs extrémistes mais pas révolutionnaire, fou de sa terre natale et sans cesse à l'étranger, tout comme il se maintient à l'ombre d'une femme dont il ne peut rien espérer... Double, inclassable, déplacé, inessouvi, il mérite la caricature que Dostoevski trace de lui sous le nom de Karmazinov, dans *les Possédés*.

Un sentiment de compassion nous étreint en imaginant Tourgueniev à la remorque des Viardot à Baden, dans son chalet collé à la maison de Bougival, ou dans l'hôtel de la rue de Douai, relié au salon de chant de Pauline par un tuyau acoustique proprement ombilical...

Seule rémission au mal-être qu'il e voulu, cultivé : les relations avec cet autre fils mal grandi qu'était Flaubert. A travers les souvenirs d'Alphonse Daudet — *Trente ans de Paris* —, Henri Troyat évoque les diuers d'hommes où, les coudes sur la table, en compagnie de Maupassant et d'autres, on parlait gaillardement de voluptés improbables et, amoureux, de la seule maîtresse qui comptait pour eux : la littérature.

L'ULTIME velléité de passion pour la petite Savina serre le cœur. Il est clair que le comédien a pitié de l'esclave des Viardot, qu'elle le trompe, et qu'elle se va marier ailleurs. Tourgueniev vieillissant ne doit même plus ajouter foi à ses propres rêves d'escapade en Italie. Un cancer de la moelle épinière achève de l'asservir à ses bienfaiteurs.

Le mari de Pauline disparaîtra peu avant lui, trop tard pour que Tourgueniev songe à occuper en entier une place qu'il n'eût jamais revendiquée vraiment. Sa mort à Paris et son inhumation en Russie mettront un point final hautement symbolique à son déchirement entre l'émour inspiré de la terre natale et l'ouverture aux séductions de l'Europe.

Si le plaisir des biographies est de voir un grand destin se sceller peu à peu autour de hasards et de volontés malés, celle-ci devrait combler les amateurs, et les emener à lire ou relire les chefs-d'œuvre que Tourgueniev a tirés d'une enfance jamaïs congédée.

* STRINDBERG, UNE VIE, de Per Olov Enquist, traduit de suédois par Marc de Convois et Lenn Grunbach, Flammarion, 256 p., 110 F.

* TOURGUENIEV, d'Henri Troyat, Flammarion, 256 p., 125 F.

L'actualité croquée avec tendresse et ferocité



Prix 59F

La Découverte, Le Monde

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

هكذا من الأصل

Emmanuel Kant

(Suite de la page 25.)

C'est dans cette atmosphère que le jeune Kant, qui avait perdu sa mère à treize ans, poursuivait ses études. A vingt-deux ans, il fait imprimer son premier travail de physique : *Pensées sur la véritable appréciation des forces vives*. Bien que ce mémoire ne soit pas scientifiquement concluant (le problème, qui opposait Descartes et Leibniz, avait été résolu par d'Alembert six ans auparavant, ce que Kant ignorait...), le jeune homme y fait déjà preuve d'une paranoïa authentiquement philosophique : « Mon entendement, écrit-il, a découvert la vérité que les grands maîtres de la connaissance humaine ont recherchée en vain. » Que le propos soit présomptueux, il le sait bien. Raison de plus pour n'en pas démordre : « Je n'ose souscrire à cette idée sans toutefois pouvoir y renoncer. »

En fil des pages, la machine de la légende fait place à un homme qui a su changer, s'obstiner, se préserver. Non pas un Kant, mais plusieurs.

Celui d'avant la *Critique de la raison pure*, trop souvent oublié ou méconnu, encore plongé dans son « sommeil dogmatique », imbu de Leibniz et de Wolff. Ce physicien écrit de curieux textes où se mêlent les hypothèses scientifiques et les envolées lyriques. Ainsi, en 1755, son « *Histoire universelle et théorie du ciel ou essai sur la conception et l'origine mécanique de l'ensemble de l'univers selon les principes de Newton* » contient une étonnante description des mers de feu à la surface du soleil et s'achève sur un « essai de comparaison entre les habitants des différentes planètes ».

Il reste longtemps pauvre. L'enseignement est sa seule ressource. Précepteur, puis privat-docent, il donne de seize à vingt-huit heures de cours par semaine. « Je me mets, quant à moi, chaque jour devant cette enclume qu'est mon bureau et je fais mes cours comme si je frappais à l'aide d'un lourd marteau », écrit-il à J.-F. Lindner en 1759. En quarante et un ans d'enseignement, Kant assurera 268 cycles de cours, aussi bien sur la logique et la métaphysique que sur la géographie physique, l'éthique, l'anthropologie, la physique théorique, les mathématiques, le droit, la pédagogie, la mécanique, etc.

Arsenij Goulyga nous fait découvrir que Kant est resté longtemps jeune, retenant chez lui à minuit passé jusqu'à la quarantaine, jouant aux cartes et au billard. Imagine-t-on Kant ivre, ne

retrouvant plus sa maison de la Magistergasse ? Le voit-on s'enflammer pour Swedenborg le visionnaire, au point de prélever sur son maigre budget pour faire venir de Londres les œuvres de cet illuminé ?

Il y a plus sérieux. Après avoir soutenu sa thèse d'habilitation en 1770, le philosophe se tait. Cet auteur déjà connu, voire respecté, fait silence onze ans. « Je persisterai dans mon projet et ne me laisserai pas aller à écrire dans le seul but de récolter une gloire facile. » Le résultat fut, en 1781, la *Critique de la Raison pure*.

Points de repère

Nous n'indiquons évidemment que quelques points de repère dans une bibliographie considérable.

C'est principalement aux Presses universitaires de France (*Critique de la raison pure*, *Critique de la raison pratique*) et à la librairie Vrin (*Critique de la faculté de juger*, *Anthropologie* et nombreux opuscules) que sont disponibles en français les œuvres de Kant. Les *Fondements de la métaphysique des mœurs* sont édités chez Delagrave.

D'autre part, une édition des *Œuvres philosophiques*, composée de traductions nouvelles ou entièrement revues, est en cours à la « bibliothèque de la Pléiade » (Gallimard). Deux volumes sont parus, rassemblant les écrits philosophiques de Kant jusqu'en 1791.

Parmi les introductions, on retiendra : Kant et le kantisme de Jean Lacroix (PUF, coll. « Que sais-je ? ») ; l'Œuvre de Kant d'Alexis Philonenko (Vrin) ; Pour connaître Kant de Georges Pascal (Bordas).

Parmi les interprétations majeures : Kant et le problème de la métaphysique, de Martin Heidegger (Gallimard), et Kant, d'Alexandra Kojève (Gallimard).

Parmi les ouvrages récents, qui marquent le travail de la réflexion contemporaine sur la problématique kantienne, il faut signaler : la *Maison de Kant*, de Bernard Edelman (Payot) ; le *Différend de Jean-François Lyotard* (Minuit) et la *Faculté de juger*, ouvrage collectif où Jean-Luc Nancy (auteur d'un essai sur la philosophie kantienne, le *Discours de la syncope*, Aubier-Flammarion, 1976), Vincent Descombes, Jacques Derrida, entre autres, travaillent le texte kantien. Lyotard contribue également à ce volume. Minuit, coll. « Critique », 240 p., 140 F.)

R.-P. D.

L'œuvre ne rencontre d'abord aucun écho. En 1804, quand meurt le penseur, on estime à trois mille les livres qui lui sont déjà consacrés, ce qui n'implique pas forcément que ses contemporains aient mesuré l'ampleur de la révolution qu'il avait accomplie dans la pensée.

C'est dans le dernier quart de sa vie que Kant publie l'essentiel de son œuvre en morale, en esthétique, comme en politique. Désormais célèbre, il voit les étudiants se presser autour de lui, parmi lesquels le jeune Fichte. A l'éna, on se bat en duel à son propos. D'Autriche, une jeune fille lui écrit : « Grand Kant ! Je fais appel à toi comme un croyant à son Dieu pour qu'il l'aide, le console et le renvoie sur la mort. » Bonaparte, Premier Consul, veut se faire expliquer sa pensée, en quatre heures. En signant le Concordat, il aura cette phrase : « Les prêtres valent bien mieux que les Cogliostro, les Kont et tous ces Allemands extravagants. »

Sans être aussi cruelle que celle de Nietzsche, la fin du grand homme fut sombre. L'hôte gastronomique et discret devint un convive muet et sans appétit. Il ne sort plus, reconnaît à peine les siens et griffonne à son bureau, d'une écriture tremblante des phrases qui font rêver : « On ne peut pas concevoir la statuosité intestinale autrement que selon des principes subjectifs... »

Alexandre Dumas

(Suite de la page 25.)

Première donnée : un appétit géant de vivre qui amène Dumas à fuir chaque fois qu'on l'embête, à trafiquer ses versions latines, et à fuir, au plus tôt, vers Paris. C'est raconté fidèlement par notre biographe. Avec peut-être moins de verve que Dumas lui-même dans ses *Mémoires*. Mais bon. Nous voilà à Paris. Le jeune homme est surnuméraire dans les bureaux du duc d'Orléans. 1824, le théâtre romantique prépare ses coups d'éclat. Dumas écrit sa première pièce, à du mal à la faire jouer, réussit la seconde, *Henri III et sa cour*. Il triomphe et se montre précurseur. Un an après, en 1830, c'est la bataille d'Hernani, qui donne lieu à un magnifique morcean de bravoure : Alexandre est, au milieu des cris et des fautes inversées, comme un poisson — un peu exalté — dans l'eau. Un vieillard sourd s'indigne de ce qu'Hugo ait osé écrire « *Vieil as de pique, il l'aime* », un jeune cheveu lui répond qu'on a bien le droit, puisque les cartes à jouer sont inventées sous Charles VI. Une histoire comme les aime Dumas : le détail qui tue.

Il ne faut pas s'attarder : quarante ans devant soi. 1831, c'est le succès d'*Antony*, le célèbre « *Elle me résistait, je l'ai assassinée* » qu'on connaît même si l'on n'a jamais entendu parler d'*Antony*, et c'est peut-être là le génie propre de Dumas, sa formidable simplicité.

Il triomphe, il aime, il voyage, il rompt, il est gentil, il écrit, il pense à une majestueuse suite de romans qui « apprendraient l'histoire au peuple, qui montreraient le sens de cette Histoire qui va vers la fraternité et la liberté ». Il s'est battu en 1830, il se battra encore en 1848 : jamais rangé, toujours républicain, il proclame que « les libertés reprennent toujours par les racines ».

Portos et Balzac

En attendant, en 1836, il invente le roman-feuilleton avec Emile de Girardin et sa *Presse*, où il fait aussi la critique théâtrale. Ça fait déjà deux innovations pour un monsieur qu'on croit souvent de seconde zone, la plume et la lame faciles, trop scolaire et trop bon vivant pour être vraiment un écrivain. Erreur. Voici les *Mousquetaires*. Claude Schopp traite l'affaire si discrètement que pour un peu on ne s'apercevrait pas qu'on assiste à la naissance d'une légende formidable. 14 mars 1844, premier épisode d'un feuilleton qui paraît dans le *Siècle* — Un pour tous, tous pour un ? D'Artagnan, c'est

Retenir de ce livre son seul aspect anecdotique serait en donner une image fautive. L'auteur présente à mesure, de façon dans l'ensemble pertinente, un honnête résumé de la pensée kantienne qui peut constituer une première initiation. Aux familiers des œuvres, il fournit des éclairages inattendus et parfois savoureux.

Un d'URSS

On peut certes rester perplexe en voyant affirmer, URSS oblige, que Kant jette les bases de la dialectique ou que son projet de paix perpétuelle peut se rapprocher des conceptions soviétiques en matière de relations internationales. En revanche, les pages consacrées à l'influence, mal connue, de Kant sur les œuvres de Dostoïevski et de Tolstoï sont tout à fait intéressantes.

« L'auteur s'efforce de ne parler que de l'essentiel, et le plus simplement possible », précise l'avant-propos. Pari gagné. Du coup, on comprend d'autant moins l'utilité d'une longue postface du traducteur, Jean-Marie Vaysse, totalement amphigourique. Par contraste, elle donne une piètre image d'un certain maniérisme à la française.

ROGER-POL DROIT.

★ EMMANUEL KANT, UNE VIE, d'Arsenij Goulyga. Traduit du russe par Jean-Marie Vaysse. Aubier, 352 p., 128 F.

Dumas, Athos est inspiré d'Hugo, dit-on, et Porthos de Balzac, quant à Aramis, voyez Vigny. L'alliance avec l'historien Auguste Maquet porte ses fruits. Schopp ne s'attarde pas (peut-être pas assez) sur la guerre qui s'allume vite contre Dumas, accusé dès 1845 de ne rien écrire lui-même : les fameux nœuds de l'écrivain à qui, soit dit en passant, on ne pardonne pas facilement d'incarner, comme le note Hugo, le génie français avec une grand-mère noire, et des cheveux crépus.

Une histoire d'ogre

Alexandre gardera toujours la nostalgie de ces années de « bague ». Les journaux qu'il fonde dix ans plus tard, quand, désormais sur la mauvaise pente, tout va plutôt mal, s'appellent *Le Mousquetaire*, ou *Monte-Cristo*. Tous les romans les plus fameux ont paru en trois ans, de 1844 à 1847. En feuilleton. *La Reine Margot* dans la *Presse*, et *Joseph Balsamo* aussi. *Vingt Ans après* dans le *Siècle*, et *Monte-Cristo* dans les *Débats*. Et puis la *Dame de Monsoreau*, les *Quarante-Cinq*. Énumération idiote : à l'actif du monsieur, il y a cent pièces, et mille volumes ; une histoire d'ogre : penser, rire, aimer écrire, rêver et voyager, « qui fait oublier fusur et passé ».

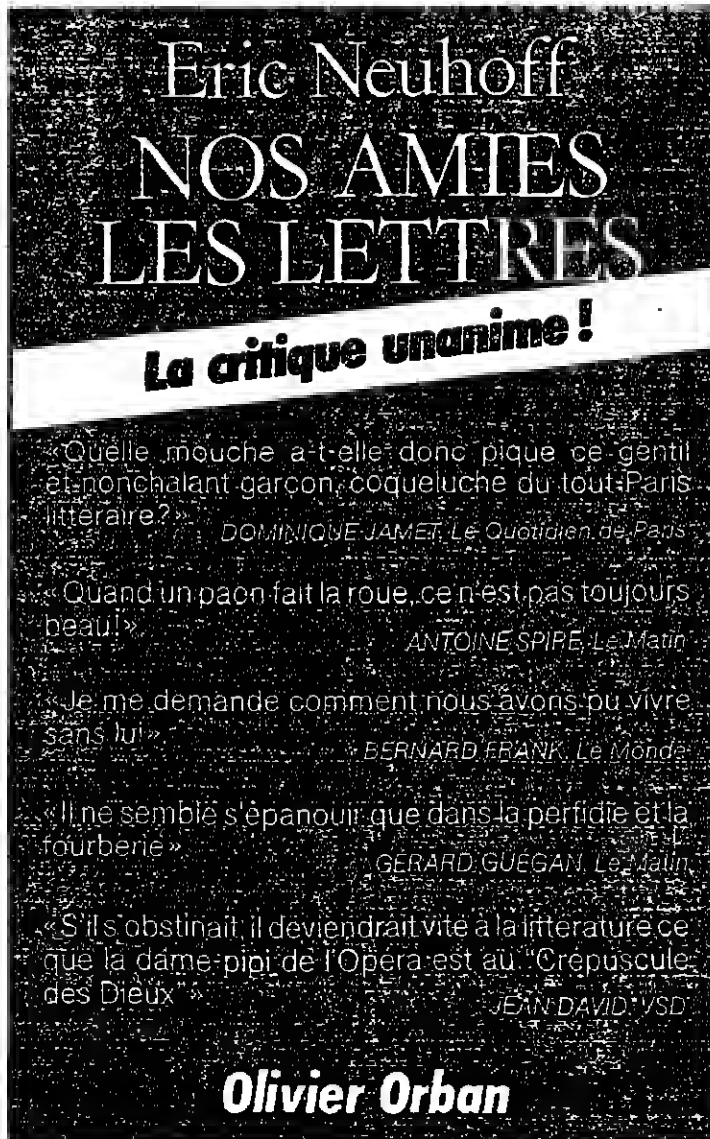
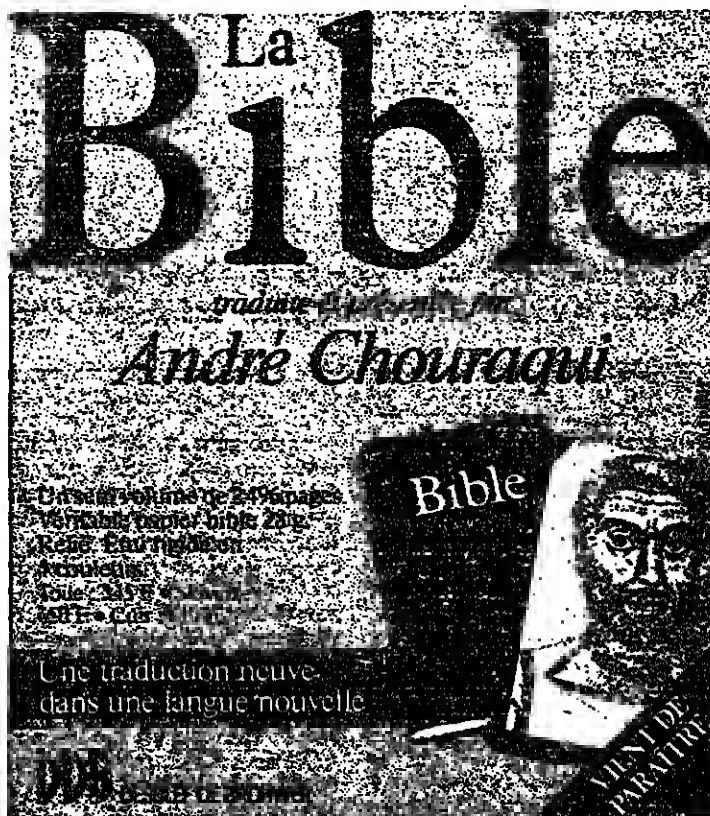
Dumas cuisine aussi, férocement. Son dernier livre, d'agonisant, c'est un *Grand Dictionnaire de cuisine*. Épatant. En 1870, il meurt ruiné pour la vingtième fois ; il dit à son fils : « On m'accuse d'avoir été prodigue. J'ai débâté avec une pièce d'or (il désigne une coupe sur la cheminée), elle est là. »

Claude Schopp réussit, à travers les lettres, les anecdotes, les femmes qu'il nous peint, à communiquer sa sympathie, son enthousiasme pour l'homme « débordant de bonne enfance, pétillant d'esprit » que saluaient les frères Goncourt. Cette espèce de Protée, qu'on croyait vaguement deviner derrière son style, passionné, oublieux, tête en l'air, généreux, étincelant, maladroit, cosmopolite et balourd, génial et capricieux, dément ce lieu commun, cher aux envieux, qui voudrait qu'il faille choisir entre l'appétit de vivre et l'exigence d'une œuvre.

On n'a plus qu'un désir, ensuite, retrouver les *Impressions de voyage*, les *Mémoires*, ou même, la *Reine Margot*.

GENEVIEVE BRISAC.

★ DUMAS, de Claude Schopp, éd. Mazarine, 555 p., 140 F.



DU MONDE ENTIER

PARUTIONS D'OCTOBRE 1985

Kôbô ABE
Rendez-vous secret
Roman - Traduit du japonais par René de Ceccatty et Ryôji Nakamura

Thomas BERNHARD
Béton
Traduit de l'allemand par Gilberte Lambrechts

Graeme GIBSON
Mouvement sans fin
Roman - Traduit de l'anglais par Jean Lambert

Yachar KEMAL
Et la mer se fâcha...
Roman - Traduit du turc par Münevver Andac

GALLIMARD *nrf*

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Le roi David, notre contemporain

Joseph Heller - l'auteur de *Catch 22* - a pris son nouveau personnage dans la Bible : c'est le vainqueur de Goliath. Il téléphone à Dieu... quand Dieu veut bien lui répondre.

JOSEPH HELLER est - on ne le sait pas assez en France - l'auteur d'un des plus gros succès de librairie aux États-Unis, avec *Catch 22*, son premier livre, qui avait paru en 1961, après huit années de travail et qui est considéré comme un des meilleurs romans américains de l'après-guerre. Publié en France chez Gallimard, en 1964, sous le titre *Le piège à cons*, le roman n'avait pas trouvé son public, et il faut être reconnaissant aux éditions Grasset, non seulement de lui avoir donné une seconde chance vingt ans après - comme on l'a fait ailleurs pour V. de Thomas Pynchon par exemple - mais de nous avoir offert une traduction entièrement nouvelle qui rend mieux justice à l'œuvre.

Rebaptisé *Catch 22* (on aurait pu oser *Piège à cons n° 22*), le roman fait référence à un article fictif inventé par l'administration afin de décourager toute velléité

de tirer au flanc. Or le héros de cette épopée burlesque, Yossarian, pilote de bombardier basé dans une petite île de la Méditerranée en 1944, estime que son seul devoir est de sauver sa peau, quitte à se faire passer pour fou. Mais l'article 22 stipule que « quiconque veut se faire dispenser d'aller au feu n'est pas réellement cinglé ». Tous, officiers, généraux, médecins, infirmières, usent de « pièges à cons » et s'opposent à Yossarian, hyperlogique, dont le seul but est de rester vivant dans un monde délirant. « L'ennemi, dit-il, c'est quiconque vous envoie à la mort. De quelque côté qu'il soit. » Et il tirera jusqu'à l'absurde les conséquences de cette maxime, en luttant de toutes ses forces contre la bêtise et sa peur.

Pas plus que *Catch 22* n'est un livre sur la seconde guerre mondiale, *Dieu sait*, le dernier roman de Joseph Heller, n'est un livre sur la Bible. Même s'il s'agit de l'histoire du roi David, celui qui avait tué Goliath, le plus illustre des rois de l'Ancien Testament.

Une vie du roi David, contée à la première personne en un long monologue, qui est moins un roman, car on en connaît tous plus ou moins l'histoire, qu'un commentaire écrit par un exégète de Brooklyn, fanatique des Marx Brothers.

Cannes, il fait référence à Nietzsche, à « ce plagiaire de Shakespeare » à Einstein, ou à Freud. Il téléphone à Dieu... quand Dieu veut bien lui répondre !

« A moi la poésie et la passion »

Il a suffisamment vécu pour pouvoir comparer. « Je n'aime pas me vanter, dit-il. En toute honnêteté, c'est quand même moi qui ai la meilleure histoire de la Bible. D'où pourrait bien venir la concurrence ? » Et il se fait critique littéraire et théâtral pour justifier ce qu'il affirme en des pages qu'il faudra ajouter dorénavant à l'appareil critique de la Bible de Jérusalem et de la Diaspora brooklynienne. « Moïse, ce n'est pas mal, je dois le reconnaître. Mais qu'est-ce que c'est long ! Avec toutes ces lois, l'histoire n'en finit plus (...). Moïse a les Dix Commandements, c'est vrai, mais c'est moi qui ai les phrases les plus belles. A moi la violence sauvage et la douleur tout bêtement crue et civilisée du cœur humain. Mes psaumes, ça tiendra la distance. Je pourrais me reposer à jamais rien que sur ma célèbre élégie si



Joseph Heller : biblico-comique.

Je n'étais pas déjà en train de crever de vieillesse.

Le style, c'est l'homme. On peut se rendre compte que le charme et la drôlerie de *Dieu sait* résident dans le mode de narration choisi par Joseph Heller qui n'est jamais irrespectueux pour le livre, mais qui transpose la pensée de son personnage dans le monde

juif d'aujourd'hui et dans une bizarre langue yiddisho-new-yorkaise. D'où l'extrême difficulté pour trouver des équivalences en français : cela a dû être un terrible casse-tête pour l'excellent traducteur qu'est Robert Pépin.

On rit beaucoup devant les trouvailles de l'auteur : l'antisémitisme des Philistins, la fondation de Jérusalem qui « devait devenir la vitrine étincelante de tout le Moyen-Orient », le combat singulier contre Goliath (« le plus beau jour de ma vie »). Mais David sait être grave pour évoquer tout ce qui menace la vie humaine : « suicides, réicides, parricides, homicides, fratricides, infanticides, adultères, incestes, pendants, décapitations », la mort de son fils Absalon en révolte contre lui, la bêtise de son fils Salomon : « Sachez que ce putz (pauvre niais, crétin en yiddish) était raide sérieux lorsqu'il proposa de couper le moutard en deux. Je le jure devant Dieu. »

Quel beau rôle pour Woody Allen !

Pourtant, David a tout d'un bon père, d'un « yiddish papa » : « Qu'est-ce qu'ils ont donc tous, ces pères qui veulent bousiller

leurs enfants ? D'où sourd donc ce noble et royal désir de faire couler le sang de ses rejetons ? (...) Moi, jamais je ne hais Absalon. Et je sais bien que si j'étais Dieu et avais son pouvoir, je préférerais anéantir le monde que j'aurais créé plutôt que de permettre que l'un quelconque de mes enfants y périsse (...). C'est peut-être parce que moi je suis juif, et que Dieu ne l'est pas. »

Ce monologue s'étend sur plus de quatre cents pages. Il est impossible de le lire d'une traite, d'autant plus que, comme un catéchisme, les histoires se succèdent pour se répéter et revenir sans cesse au point de départ. Après avoir réglé ses comptes avec l'armée et la guerre, Heller, cette fois, s'en prend à Dieu qui « sait ». Peut-être faut-il être né juif américain pour bien savourer ce roman biblico-comique... C'est néanmoins une excellente initiation aux obsessions du peuple du Livre. Et quel beau rôle ce serait pour Woody Allen !

NICOLE ZAND.

* *CATCH 22*, de Joseph Heller. Traduit de l'américain par Brice Mathieu. Grasset, Les Cahiers rouges, 512 p., 59 F.

* *DIEU SAIT*, de Joseph Heller. Traduit de l'américain par Robert Pépin. Grasset, 450 p., 120 F.

Henrik Stangerup à l'ombre de Kierkegaard

A travers le roman d'une fuite au Brésil, la difficulté d'être Danois.



Une superbe vierge à la peau douce

Quand le livre commence, David a soixante-dix ans. Grabaire, il attend la mort, tandis que tourne autour de son lit, constamment présente, une superbe vierge à la peau douce et au teint virginal qui ne parviendra pas à le réchauffer : Abischa, la Sunamite. « Des belles vierges, j'en ai déjà connues, et trouvais que je perdais mon temps. Les deux femmes que j'ai le plus aimées étaient mariées lorsque je les rencontrai (...). Les deux fois, j'eus de la chance : leurs époux moururent pile au bon moment... » Lui, le vieux roi, il préférerait aimer une fois encore son épouse, Bath-Schéba, mais chaque fois qu'il lui demande : « Reviens, petite Schéba ! », celle-ci lui répond qu'ils sont « tous les deux trop vieux pour ça ». Alors, il se contente de souvenirs infiniment plus précis et plus techniques que ce que, vous et moi, nous avons pu lire dans la Bible.

« La vie que je menais fut longue et bien remplie, non ? Vous n'avez qu'à vérifier. » Heller n'invente pas ; pas plus qu'il n'a inventé l'horreur de la boue de la guerre. David donne ses sources bibliographiques : « Vous retrouverez tout ça aux Premiers et Deuxièmes Livres de Samuel. Et aussi dans les Chroniques, sauf que les Chroniques ne sont que bouillie bien-pensante d'où l'on a écarté les moments les plus fumeux de mon existence (...). Les Chroniques, je déteste : je ne suis jamais qu'un pleureur raseur aussi terne qu'un eau de vaisselle, aussi insipide que cette pharisaïsme de Jeanne d'Arc, et Dieu sait que je ne fus jamais rien de semblable ! »

Dieu sait tout. Dieu sait tout de lui. De même, David, couché sur son lit de mort, connaît tout, du passé, de l'avenir, et ne craint pas les anachronismes : il a lu la Bible, et il a lu tous les livres, il a parcouru le monde, il est allé à Manhattan et au Festival de

L'est pas facile d'être un écrivain danois. Depuis ses origines, cette petite province de l'Europe du Nord hésite. Entre la puissante Allemagne, ses fièvres romantiques, son goût pour les systèmes totalitaires, et le sombre besoin d'aventure des navigateurs scandinaves ; entre la terre, les cultures pieusement engrangées sous un ciel bas, les petits villages tranquilles et propres, et les horizons infinis de la mer, les voyages dont on ne revient que par hasard ; entre l'acceptation serine des desseins divins, une intériorisation forcée du péché, et la pure révolte, le blasphème, l'éclosion et la prolifération de toutes les formes et de toutes les forces de la vie.

Nombreux dans le passé furent les artistes danois qui résolurent la contradiction par la fuite. Les lettres danoises sont par nature cosmopolites. Marquées ici par l'Angleterre, là par la France, ailleurs par l'Allemagne ou par la Norvège.

Le plus fantasque des philosophes

Lagoa Santa, roman d'Henrik Stangerup, peut être lu comme une expression de ce mal d'être. Il raconte l'histoire d'un savant naturaliste, le docteur Lund, que tout promet à une brillante carrière dans les académies et les muséums, et qui préfère au confort et aux honneurs bourgeois la fable explication - nous sommes en 1835 - d'une des contrées les plus reculées du Minas Gerais, de la nature la plus sauvage, la plus cruelle, la plus

hostile : elle parviendra à bousculer les certitudes de cet homme vigilant, méthodique et raisonnable jusqu'à ce qu'il perde l'esprit.

Lagoa Santa est aussi le récit de la lutte continue que se livrent l'intelligence et la nature, le besoin de comprendre et la force d'exister. Lund, par sa profession, par sa culture, par ses origines, fait partie de ces hommes qui ont tout sacrifié à l'explication, au classement systématique de tout ce qui existe afin de faire entrer chaque chose dans le vaste plan d'une raison universelle. De la reproduction du ver de terre aux cataclysmes des origines terrestres, tout doit pouvoir s'organiser selon de longues chaînes de causalités dont chaque découverte, aussi minime, aussi infime soit-elle, doit permettre de distinguer les maillons.

Et voilà que la découverte, dans des grottes de Lagoa Santa, de squelettes pétrifiés d'animaux de la préhistoire vient brusquement bouleverser la conception même de ce laborieux assemblage. Comme si les temps se chevauchaient, que cette logique se tordait, que la nature se moquait de l'ordre et de l'harmonie.

Ce n'est pas pour rien que ce roman d'aventures emboîte les pas, hésitants et chancelants, du plus célèbre mais aussi du plus fantasque des philosophes danois, Søren Kierkegaard, dont la silhouette apparaît d'ailleurs dans le récit - on le surnomme « la Fourchette » à cause des piques redoutables dont il se sert pour désarçonner ses interlocuteurs. Car *Lagoa Santa* est évidemment aussi le récit d'une crise métaphysique dont l'exploration brésilienne n'est que le signe et l'occasion. S'il accepte les fatigues, les privations, les maladies, la morsure des araignées, les nuits traversées de fièvre et de cauchemars, Lund croit le faire au nom de la science, au nom d'une foi inaltérable dans la providence divine et dans le Plan que Dieu a donné à sa création : mais il le fait aussi pour fuir la malédiction qui paraît devoir frapper tous ses proches - la référence aux *Dies irae* de Danois Dreyer vient obligatoirement à l'esprit, - fuir la révolte contre le créateur qui ne manque

rait pas de l'assaillir s'il devait rester à attendre tranquillement la mort dans l'horizon confiné d'une famille.

Il devient une sorte d'ermite, hâve, décharné, hagard, qui, au lieu d'aller rechercher la vérité spirituelle dans le désert et dans la méditation aurait choisi de le faire au contraire dans le travail acharné et aveugle, au milieu de la faune et de la flore les plus extravagantes, les plus dangereuses, en cet endroit qui est peut-être celui de l'apparition de la vie et qui conserve jalousement ses mystères les plus monstrueux.

Un sommeil mortel

Récit, méditation, description historique de la vieille Europe laborieuse et optimiste de l'âge romantique, *Lagoa Santa* est enfin une fable, très actuelle celle-là, et chargée d'ironie inquiète. Henrik Stangerup a toujours occupé dans les lettres de son pays une place marginale. L'établissement local n'a guère apprécié les questionnements incessants de cet écrivain et de ce cinéaste qui, au

nom du passé, de l'histoire, des sources spirituelles de la civilisation danoise, remettait en cause le paisible optimisme et la croyance dans le progrès à petits pas de la social-démocratie dominante. Il appréciait d'autant moins que grandissait à l'étranger la réputation de ce mouton noir.

Aujourd'hui, bon gré mal gré, le Danemark accepte de reconnaître Stangerup le révolté, Stangerup le sulfureux, comme l'un de ses grands artistes. Mais la fable de *Lagoa Santa* est une coulée qui ne sera pas facile à avaler. Elle dit à peu près que le vieux monde est en train de s'assoupir d'un sommeil mortel et que le salut, s'il y en a un, n'empruntera pas les routes goudronnées de la bonne et saine logique, mais celle de l'ascèse, de la destruction de tous les systèmes et de la reconquête spirituelle de soi. Une voix étrange dans le concert de la littérature européenne.

PIERRE LEPAPE.

* *LAGOA SANTA*, de Henrik Stangerup. Traduit du danois par Elise-Marie Jacquet-Tissot. Mazurine, 320 p., 98 F.

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées

NOVEMBRE 1985 - N° 224

Les littératures du Nord

Les grands classiques : Strindberg, Lagerman, Hansson, Hesse, Andersen, Kierkegaard.

Les grands contemporains : Gasterbauer, Enquist, Melin, Stangerup, Berges.

Entretiens : Michel Serres, Ernesto Sabato

En vente chez votre marchand de journaux : 20 F

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 72 F

Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- ☐ Georges Perec
- ☐ Spécial polar
- ☐ Raymond Aron
- ☐ Jean Cocteau
- ☐ Sciences humaines : la crise (numéro double)
- ☐ George Orwell
- ☐ Blaise Cendrars
- ☐ Diderot
- ☐ Vienne, l'aube du XX^e siècle
- ☐ Antonin Artaud
- ☐ Foucault
- ☐ Géopolitique et stratégie
- ☐ La littérature et le mal
- ☐ Proust, autour de la Recherche
- ☐ Raymond Chandler
- ☐ Fernand Braudel
- ☐ 60 ans de surréalisme
- ☐ Victor Hugo
- ☐ François Mauriac
- ☐ Les enjeux de la biologie
- ☐ Venise des écrivains
- ☐ Michaux
- ☐ La littérature et l'exil

Nom :

Adresse :

Règlement par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris Tél. : 544-14-51

DAKAR du 10 au 16 décembre 1985

1^{re} FOIRE INTERNATIONALE DU LIVRE ET DU NOTARIAL DIDACTIQUE EN AFRIQUE

SOFIDAK : route de l'Aéroport de Yoff
BP 3329 Dakar
Tél. : 23-10-11 - Telex 430 SG

— LA VIE DU LIVRE —

Stages/offres et demandes d'emploi

TOUS LES LIVRES disponibles en France dans les meilleurs délais uniquement par CORRESPONDANCE. Lettre périodique d'information gratuite sur demande. Librairie N. HUBMANN, B.P. 43, 78392 BOIS-D'ARCY CEDEX.

LE PASSÉ/PRÉSENT Librairie ancienne et moderne, 1, rue Milton - 75009 PARIS. Tél. : 878-78-84. envoi catalogue SURREALISME/BOURGOGNE/VARIE sur simple demande.

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à LA LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES, 6, rue de Savoie, 75006 PARIS. Tél. 326-90-72 (à compter du 25/10/1985 : 43-26-90-72).

تكرار من الأصل

culture

CINÉMA

« LA PARENTELE », de Nikita Mikhalkov

Maria et les siens

Une forte compagne à la langue bien pendue part de son village de Russie centrale, chargée comme un baudet de paquets hétéroclites, pour aller rejoindre, à la ville, sa fille Nina, son gendre Stassik et sa petite-fille Irichka. Le voyage en train est, déjà, pour Maria Kononova, une équipée mais, à l'arrivée, elle a l'impression de se trouver dans un monde de fous. Nina fume et s'habille de manière « extravagante », la gamine est toujours collée à la télévision ou à son walkman. Quant à Stassik, il a quitté le domicile conjugal. A l'idée d'un divorce en cours, Maria se met à bouillir d'indignation, bien qu'elle ait, jadis, quitté un mari ivrogne. Elle va, d'ailleurs, le revoir.

Tel est l'argument de cette comédie dont le style, il est vrai, ne ressemble pas à l'intimisme délicat et poignant que l'on connaît chez Nikita Mikhalkov. D'une certaine manière, ici, tout est exagéré, à l'exception de Noma Morokhova, actrice aussi prodigieuse dans le coup de gueule, le coup de poing

(à son gendre !), l'agitation, le cœur à fleur de peau et le besoin de se mêler de tout pour établir un ordre, un bonheur, que le fut Anna Magnani.

Mais ce personnage de paysanne parle et agit dans le désert parce qu'elle est sortie de son milieu naturel. Et, seul, Liapine, le quinquagénaire qu'elle a rencontré dans le train est capable de la comprendre. Il est certes, tranquille, calme, mais son ordre répond à sien. Les citadins, habitants d'une ville industrielle modernisée par le béton avec de grands immeubles où l'on trouve le confort, tel qu'il peut exister en France et dans les pays occidentaux, n'entendent pas vraiment le langage de Maria, jugent ses actes incongrus. Ses bonnes intentions ne font qu'aggraver les choses. Constamment, elle met les pieds dans le plat.

Sans doute peut-on relever dans la *Parentèle* la satire mordante d'une société urbaine (soviétique) entrée dans la consommation et les manières « à l'occidentale ». Cette

satire n'est qu'anecdotique. Une fois de plus, mais dans un ton différent qui est celui du comique absurde, Nikita Mikhalkov se préoccupe des reletins barmes, des malentendus, des ciacitres intérieures.

On rit, bien sûr, des étourderies, des indignations, des maladroitures, de l'obstination de Maria. Et puis, à la longue, cette femme, avec sa vitalité débordante, émet, comme émettent aussi les êtres qu'elle croise, apparemment désemparés, au début, pour la plupart. Dans la mise en scène de comédie, Nikita Mikhalkov passe du particulier au général, englobe tout un univers par ses mouvements de caméra admirables, fait ressentir la solitude profonde de Maria et des siens, dans un restaurant où se déroule une scène ridicule, dans une gare envahie de conscripts. Et là, on est au bord de la tendresse qui pourrait s'exprimer, réunir, cimenter.

J. S.

* Voir les films nouveaux.

UN ENTRETIEN AVEC LE RÉALISATEUR

Garder ou retrouver ses racines

Il a eu quarante ans le 21 octobre. Frère du cinéaste Andréi Mikhalkov-Konchalovski, il a débuté comme acteur — il l'est toujours, dans les films des autres, et tient parfois une silhouette dans les siens — et s'est fait un nom tout seul. Depuis *Une journée tranquille à la fin de la guerre* (1970), court métrage, pour son diplôme de fin d'études cinématographiques, Nikita Mikhalkov a réalisé *Le nôtre* (1976), *Partition inachevée pour piano mécanique* (1977), *Cinq Soirées* (1978), *Quelques jours de la vie d'Obolomov* (1979), *La Parentèle* (1981) et *Sans témoins* (1983). Bien connu, très estimé en France, il est, dans le cinéma soviétique, le grand artiste des tragédies intimistes, de la vérité des êtres qui ont mal à la vie.

La *Parentèle*, film resté inédit (à l'exception d'une représentation à la télévision — FR 3, « Cinéma sans visa » — le 14 juin 1984), sort cette semaine. La Cinémathèque française rend hommage à Nikita Mikhalkov en même temps : le cinéma Le Français à Enghien lui consacre la soirée du 7 novembre avec *Sans témoins*, et des rétrospectives de tous ses films ont lieu à Paris et à Bordeaux.

Il a adapté Tchekhov (*Partition inachevée*) et Ivan Gontcharov (*Obolomov*), et l'on s'accorde à trouver dans tout ce qu'il filme, une écriture tchekhovienne, l'intense frémissement des destins imbibés, des sentiments blessés, des existences ratées.

« Je suis très content qu'on ait constaté cela, dit Nikita Mikhalkov, car, c'est vrai, pour moi Tchekhov est un modèle, et j'ai l'impression que, d'œuvre en œuvre, je fais un seul grand film. La question de savoir pour quoi il faut vivre est au centre de tout mon cinéma. Je m'intéresse avant tout à la recherche de l'harmonie entre l'homme, la nature (que nous avons tendance à oublier), et sa nature profonde. Cette harmonie est difficile à obtenir, mais elle peut exister. Ainsi, dans *Sans témoins*, le jeune femme y parvenait, après un terrible conflit, en libérant sa relation personnelle et intérieure à elle-même. Mais je montre toujours les choses concrètement.

« Avant la *Parentèle*, je n'avais réalisé qu'un film sur la société contemporaine, *Cinq Soirées* et il était situé à la fin des années 50. La *Parentèle* c'est la vie quotidienne dans une grande ville industrielle

d'aujourd'hui, sous le regard d'une femme habituée à la vie rurale. C'est une comédie. Complètement. Mais Tchekhov appelle ses pièces aussi des comédies. Et quand on passe par ce genre, les émotions s'expriment et l'homme — sans lequel il n'y a pas d'art russe — sont plus forts. Les problèmes que j'aborde dans la *Parentèle* sont d'une façon inhabituelle.

« Cela n'a pas plus aux bureaux crates qui s'occupent d'art cinématographique. Cela ne ressemble pas aux films qui leur conviennent. J'ai eu des difficultés. Il a fallu faire des coupures. Alors je me suis demandé ce qui était essentiel ou non. Pour ce qui n'était pas essentiel, j'ai cédé. Mais, pour l'essentiel, j'ai trouvé la force de démontrer que j'avais raison. Et j'ai obtenu gain de cause. C'est le combat de tout artiste. Il faut que je recherche, également, l'harmonie pour moi. Qu'ils appartiennent au passé ou au présent, mes personnages doivent garder ou retrouver leurs racines. Je crois que, seul, ce qui est vraiment national peut devenir international. N'est-ce pas à cause de leurs racines nationales (vie, esprit, culture, sentiments) que mes films pénètrent à l'étranger ? »

Propos recueillis par JACQUES SICIER

MUSIQUE

CRÉATION DU « CONCERTO POUR VIOLON » DE DUTILLEUX

L'arbre des songes

Six ans après *Timbre, espace, mouvement*, Henri Dutilleux, à l'approche de ses soixante-dix ans, donne enfin ce *Concerto pour Violon* que Pierre Vlazinsky lui avait commandé à l'intention d'Isaac Stern et de l'Orchestre national. Annonce pour 1980, puis pour 1983, l'œuvre a été créée mardi soir (et diffusée en direct sur France-Musique) par ses dédicataires, sous la direction de Lorin Maazel ; mais on ne tiendra pas rigueur à son auteur, acclamé par le public d'un Théâtre des Champs-Élysées rempli jusqu'aux loges évangeliques, d'avoir poli aussi longtemps cette partition d'une beauté rayonnante.

D'une durée sensiblement égale (près de vingt-cinq minutes) à celle du *Concerto pour violoncelle* (*Tout un monde intérieur*), celui-ci mêle plus intimement le soliste à son environnement orchestral, une même pulsation devant animer l'un et l'autre, écrit le compositeur. Dans ce souci d'unité, qui a toujours été dominant chez lui, l'œuvre est d'un seul tenant, avec quatre mouvements reliés par de brefs interludes qui concentrent l'attention musicale et la relancent. Et sans qu'on puisse vraiment parler de monothématisme, Dutilleux avoue la présence d'un « contour mélodique qui parcourt l'ensemble de la partition, sorte de noyau central de la partie soliste ».

Ce noyau central, le violon le murmure dès l'entrée sur un frêle ment de cymbale, le développe par fragments méditatifs sur un orchestre qui l'entoure de sonorités miroitantes dans le premier mouvement, très libre, vêtement et rêveur tour à tour.

Le premier interlude amène un autre carilloné par les claviers (glockenspiel, vibraphone, piano, crotales), bien différents alors du noyau central, qui entraîne l'orchestre dans un tempo rapide, et le violon dans une cadence virtuose enchaînant les formules les plus diverses ; il donne ainsi son élan au deuxième mouvement, d'un extrême brio, au milieu de ce tissu instrumental riche, profond, mouvant, en épanouissements rapides qui attisent la verve du soliste.

Mais le compositeur ne s'attarde pas à l'œuvre bémol déclinée jusqu'à son terme, mais se livre à des mélodies, en épanouissements rapides qui attisent la verve du soliste.

Mais le compositeur ne s'attarde pas à l'œuvre bémol déclinée jusqu'à son terme, mais se livre à des mélodies, en épanouissements rapides qui attisent la verve du soliste.

lent, babillé par un admirable dialogue entre le soliste et le hautbois d'amour, si bien nommé, enveloppé par un orchestre lumineux, nû l'on entend parfois le cri nostalgique du loup, qui est l'émblème de Dutilleux depuis son fameux ballet.

Après une dernière expansion fervente, le développement paraît suspendu dans le troisième interlude, fort curieux, nû le hautbois, sans façon, appelle les instruments à s'accorder... Et cela suffit à faire rebondir l'action, comme reconstruite dans un final au style ramassé, impérieux, sonnant et carillonnant. Un instant, on croit que le soliste va disparaître comme il était venu, sur une formule mélancolique descendante, avec une ravissante touche de cymbalum ; mais le discours reprend feu avec violence et l'œuvre s'achève dans une grande lumière.

Le plus récent exégète d'Henri Dutilleux (1) nous apprend qu'il avait pensé appeler ce concerto *L'Arbre des songes*. Sa modestie devant un titre « trop poétique » l'en empêcha. Nul ne convient mieux cependant à cette métamorphose

des motifs qui se ramifient et se renouvellent constamment pour donner à la partition cette puissance unitaire sensible et cependant invisible, irradiée par l'écriture d'une finesse exceptionnelle, que le compositeur a tissée de sa vie intime.

Lorin Maazel, qui dirigeait par ailleurs *l'ouverture d'Iphigénie en Aulide* de Gluck, dans une orchestration lourde et pompeuse de Wagner, et la *Symphonie fantastique* de Berlioz, a magistralement interprété cette création, lui conférant une extrême lisibilité, avec un Orchestre national aux superbes couleurs et plein d'élan, et Isaac Stern, qui a voué tout son talent et son cœur à cette partition ardemment désirée.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Daniel Humbert, *Henri Dutilleux. L'œuvre et le style musical* (Ed. Champion-Slatkine, 260 pages, 98 F.). Cet excellent ouvrage, qui vient de paraître, sera malgré (ou à cause de) sa technicité, un guide très précieux pour les amateurs de Dutilleux. On y trouvera en particulier une première analyse du *Concerto pour violon*.

DANSE

Le Ballet de Harlem aux Champs-Élysées

Faire applaudir à New-York une troupe académique composée de Noirs, tel est la défi lancé voici seize ans par Arthur Mitchell, alors soliste chez Balanchine. Choqué par l'assassinat de Martin Luther King, il renonce à sa carrière et ouvre une école classique au cœur de Harlem, où il est né.

Invité pour la seconde fois par le Festival de danse de Paris, le Ballet de Harlem a pris le risque de présenter *Gielle*. Manifestement, la compagnie ne possède pas une technique traditionnelle assez forte pour venir à bout de la chorégraphie originale de Perrot et Coralli, mais ce drama romantique, astucieusement transposé en Louisiane et surtout Virginia Johnson apportent une intériorité au personnage de Gielle, et Eddie Shelmann, malgré son style ramassé, est un attachant prince Albrecht.

Là où la compagnie excelle, c'est dans le néoclassicisme contemporain. Elle enlève avec vigueur l'acrobatique *Voluntaries* de Tetley, apporte rythme et cohésion à *Caravan* de Tetley Beatty, vieux roudier du jazz. Elle explose avec *Troy Game* de Robert North, période des jeux du stade.

La Théâtre-Danse de Harlem s'affirme aujourd'hui comme une valeur culturelle, spécifiquement américaine, il semblerait cependant totalement coupé des racines africaines, et Douglas, vaste fresque de Geoffrey Holder sur le théâtre de la négritude, n'en offre qu'une pittoresque vision de music-hall.

MARCELLE MICHEL.

* Théâtre des Champs-Élysées : jusqu'au 10 novembre, *Troy Game* et *Gielle* ; du 11 au 17 novembre, *Voluntaries*, *Caravan*, *Douglas*.

ROCK

Tears for Fears ou la victoire des médias

Le succès fulgurant de *Tears for Fears*, en tête de tous les hit-parades internationaux (45 tours et 33 tours), nul ne peut l'ignorer. Personne n'osera contester non plus la faculté du duo britannique à concocter des mélodies entêtantes. Une omniprésence sur les ondes, des chiffres de ventes qui se traduisent en millions. En l'espace de trois ans et deux albums, Curt Smith et Roland Orzabel sont devenus les nouveaux champions du prêt-à-porter : jolies rangées, production banalisée, voix exécutées sur fond de synthétiseurs, techno-pop passe-partout, hébille sonore hebile. Prototypes de cas musiciens qui sont nés avec et grâce au vidéo-clip, leur musique ne transporte rien.

Tears for Fears a déjà joué au Zénith l'année dernière. Sur scène, c'était le néant : ni spectacle, ni émotion, seulement la répétition obligée et consciencieuse des tubes pour un public essentiellement adolescent qui les connaissait par cœur. Transparents, mollassons, les deux leaders disparaissaient au milieu de leurs mollesons. De la même façon, ce soir, ce ne sont pas des personnages ni même des créateurs qu'on ira vénérer, mais des chansons entendues à longueur de journée. Ce ne sera pas la victoire d'un groupe, mais celle des médias qui ont fait. Avant rester chez soi et applaudir un poste de radio. Le concert est d'ailleurs complet.

ALAIN WAIS.

* Ce jeudi 7 novembre, à 20 heures, au Zénith.
* Discographie chez Phonogram.

VARIÉTÉS

DIANA ROSS A BERCY

Lady Ebony

Superstar de la variété américaine, cinquante-sept albums en vingt-deux ans de carrière, jusqu'à en faire une figure de la multitude de disques d'or, d'étoiles sucées comme *Summer, Remember Me, Touch Me in the Morning, Last Time I Saw Him, Silk Electric, Coming up*, un oscar à Hollywood pour son interprétation dans le film *Lady Sings the Blues*, des millions de dollars brassés dans des affaires de show-business, de la mode, dans des produits cosmétiques : Diana Ross est aujourd'hui l'exemple de réussite à l'américaine. Celle-là même que monte en épingle *Ebony* (1 500 000 exemplaires), le magazine de la classe noire qui, au fil des mois et des années, montre des Noirs parvenus au haut de l'échelle sociale, donnant leurs formules pour le succès et, selon M. John H. Johnson, propriétaire du journal, « communiquant à d'autres Noirs la confiance pour parvenir au succès ».

Diana Ross et son extraordinaire voix ont littéralement fait décoller le trio féminin des Supremes au début des années 60 et ont ainsi imposé au monde entier le son de Tamla Motown. Sa carrière solo a commencé à l'aube des années 70, avec une image de moins en moins « soul » jusqu'à en faire une figure de la haute confection de variétés et aussi de la « jet society ». Riche et fière de l'être. Ce qui ne l'a pas empêchée, par exemple, de jouer la comédie tragique de Billie Holiday (*The Lady Sings the Blues*) et de revenir à certaines occasions au « soul ».

Le dernier disque de Diana Ross, produit par Berry Gobb, a suscité la collaboration des Bee Gees et de Michael Jackson. Il est techniquement irréprochable, il a de la gueule, même si l'auditeur se peut-être frustré d'émotions.

A Paris, où elle réside pour quelques mois afin de préparer le tournage d'un film sur la vie de Joséphine Baker, Diana Ross a donné, mercredi 6 novembre, un concert accompagné par un orchestre de douze musiciens et d'une garde-robe somptueuse qu'elle a montrée avec classe le long d'un spectacle où on l'a vue se promener sereinement d'une période à l'autre de son aventure, chantant des titres de Billie Holiday, rendant hommage à Marvin Gaye.

G. F.

* Album Pathé Marconi.

VÉRONIQUE SANSON A L'OLYMPIA

La leçon américaine

Véronique Sanson a publié son premier album en 1971. Son arrivée sur scène, quelques mois plus tard, est comme une explosion de couleurs, d'émotions et de rythmes. Elle apparaît alors comme la seule Française à coller à la nouvelle génération. Avec une musique ouverte, libre, pleine de vibrations, de nonchalance et de tensions. Ses chansons, écrites sur le vent, épousent un monde fragile : un goût de larmes dans un fou rire, le bonheur qui frôle la vie qui passe.

Très vite, Véronique Sanson a conquis son indépendance musicale. Puis elle s'est mariée avec Stephen Stills, qui, à l'époque, avait réuni le groupe *Manassas* avant de faire revivre Crosby, Stills, Nash and Young pour un concert géant à Wembley. Avec celui qui était alors une superstar du rock, elle est partie vivre aux États-Unis. Elle y est restée onze années, entrecoupées de brefs passages à l'Olympia et au Palais des sports. Outre-Atlantique, elle a découvert beaucoup de musiques, et une manière spécifiquement américaine de travailler, de ressentir un spectacle, d'avoir une disponibilité totale. Puis les hasards de la vie ont ramené Véronique Sanson en France. A Paris, elle a pris son temps — qua-

tre années — pour concevoir son neuvième album (*C'est long, c'est court*) et revenir à la scène.

Dans le très beau spectacle monté à l'Olympia par Claude Wild, déjà responsable des dernières productions d'Eddy Mitchell et de Michel Jansaz au Palais des sports, Véronique Sanson se montre vibrante de sensations, de tendresse et de swing. Elle entraîne le public dans une sorte de jeu de ping-pong musical. Sa voix généreuse et déstabilisante frémit, change de modulation, et est troublée soudain par des cris rauques, comme si elle mordait méchamment dans les mots.

CLAUDE FLEOUTER.

* 20 à 30, Olympia. Dernier album WEA.

* RENCONTRES CHARLES DULLIN. 11 rencontres Charles-Dullin, qui ont commencé le 5 novembre, se poursuivront jusqu'au 23 novembre. Elles ont lieu principalement au théâtre Romain-Rolland de Villejuif. Mais deux des spectacles seront présentés au Théâtre d'Iry. Au total, neuf compagnies jouent neuf pièces de sept créations. Le lauréat 1985 sera désigné à l'issue des représentations. Théâtre Romain-Rolland, 18, rue Eugène-Vaillat, 94060 Villejuif. Tél. : 47-26-15-02 et 47-26-08-12 ; Théâtre d'Iry, 1, rue Simon-Denis, 94060 Iry-sur-Seine.

PROLONGATION JUSQU'AU 17 NOVEMBRE INCLUS

THEATRE 14 JEAN-MARIE SERREAU 45.45.49.77

HENRI MICHAUX « Je vous écris d'un pays lointain »

Mise en scène Gilles GUILLOT

Courez goûter la plénitude des textes de Michaux. NOUVEL OBS. Spectacle parfaitement réussi. FRANCE CUI. Un poète dans sa liberté... une fructueuse rencontre. LE FIGARO. Images belles, maîtrisées. LA CROIX. En apesanteur. LE MATIN. Remarquablement interprété. NOUVEL OBS. Le public est ravi. LE MONDE. Le plus beau spectacle à voir en ce moment à Paris. FRANCE INTER.

Centre Dramatique de la Courneuve

NOUVELLES

ODESSA

Mise en scène Christian Dory

LA COURNEUVE 7 novembre 8 décembre CENTRE CULTUREL JOYEUXMONT 43.61.44

en alternance Mes souvenirs

d'après Herculine Barbin, dite Alexina B.

Je songe au vieux soleil

d'après William Faulkner

Dominique Voladé, allant d'un état de souffrance traversée d'extase vers une métamorphose pathétique LE MATH - Rigueur, justesse, sens aigu du geste, du art, de l'effacement des êtres LE FIGARO - Un acte qui participe, au plus profond, de l'essence du théâtre L'HUMANITE - Que Laurence Mayer, André Marcon et Alain François soient remerciés d'avoir réussi cet hommage à William Faulkner LE MONDE - Rigueur et passion REVOLUTION - C'est impressionnant, miraculeux LE QUOTIDIEN - Le plus beau des cadeaux LIBERATION.

THEATRE OUVERT / L'ARTIN D'HIVER LOC 42 62 50 49

SPORTS

FOOTBALL

LE FC NANTES QUALIFIÉ EN COUPE DE L'UEFA

Les Canaris raffermissent leurs ailes

Le Football Club de Nantes s'est qualifié pour le troisième tour de la coupe de l'UEFA. Après avoir réussi le match nul (1 à 1) en Yougoslavie, les Canaris ont nettement battu Partizan de Belgrade (4 à 0), mercredi 6 novembre au stade de la Beaujoire à Nantes, en match retour des seizièmes de finale. Les buts ont été inscrits par Jorge Burruchaga sur une ouverture d'Ayache (13'), par Loïc Amisse (57') et Vincent Bracigliano (57'), auteur de deux exploits personnels. A deux minutes de la fin, Loïc Amisse, servi par Halilhodjic, clôturait la marque. Ce score sévère illustre la domination totale de l'équipe nantaise passée en quelques semaines du doute à la sérénité.

De notre envoyé spécial

Nantes. — Entorse à la tradition pour un club dont le centre de formation est la première richesse, le FC Nantes avait dû, à l'intersaison, se lancer sur le marché des transferts pour compenser les départs de ses internationaux Maxime Bossis (Rouen), Fabrice Poulain et Michel Buard (PSG), les tristes départs de Smith Adonkor et de Jean-Michel Labeyrie, ainsi que la longue indisponibilité de Bruno Baronchelli. Les nouvelles recrues, Yvon Le Roux (Monaco) Vincent Bracigliano (Metz) et Jorge Burruchaga (Independiente de Buenos-Aires) font mieux que tenir leur rang, mais ce sont aussi des noms inconnus ou presque que le public découvre à l'occasion du parcours européen des Nantais : Antoine Kombouaré, Christophe Frankowski, Didier Deschamps, Fabien Debotté, Déniché à Alençon, où il évoluait en numéro dix, ce dernier est arrivé au club en 1980. Transformé en milieu défensif, il se morfondait depuis en troisième division. Barré par Fabrice Poulain, victime aussi de son fief caractéristique : à la fois écorché vif et fataliste. « Il ne savait pas se faire apprécier », dit Jean-Claude Suaudeau, expert dans l'art de l'exploit. En fait, Debotté était un peu le vilain petit canard contre lequel « il avait presque un sentiment de rejet » au sein de la courbe des Canaris.

Comme des vétérans

Tout juste remplaçant au début de la saison, il rayonne depuis quelques semaines dans l'entre-deux nantais, au point que Jean-Claude Suaudeau éberlé lui-même par une si totale métamorphose, estime que « il est en train de devenir indispensable comme l'étoile avant lui Fabrice Poulain ». Comparaison flatteuse mais inévitable, puisque les deux joueurs infatigables, et durs à la tâche, évoluent dans le même registre. Appliqué et rigoureux lors de ses premières sorties, Fabrice Debotté a pris peu à peu de l'assurance, effectuant un sans-faute lors du match aller à Belgrade, se risquant même sur le flanc droit de l'attaque au retour.

Pour ce jeune homme de vingt-trois ans, onguère habité par le doute, le déclic a été d'ordre psychologique. « Tout a changé lorsque j'ai senti qu'on me faisait confiance », dit-il. Son évolution est

à l'image de celle de toute l'équipe. A la dérive cet été, humiliée en Islande, la formation nantaise peinait malgré l'adaptation rapide de Le Roux et de Bracigliano et les départs prometteurs de Burruchaga. Le problème était davantage mental que technique.

Les incertitudes du début de saison sont aujourd'hui dissipées grâce à la prise de responsabilité des plus jeunes. Debotté, mais aussi Michel Der Zakarian qui est en train de s'affirmer au poste de libéro comme un véritable patron. A vingt-deux ans. Des plus, avec des joueurs comme José Touré et William Ayache, souverains mercredi, font figure de « briscards » au même titre que les vétérans Loïc Amisse et Jean-Paul Bertrand Demanes. Or les deux internationaux n'ont pas vingt-cinq ans.

Cette moyenne d'âge peu élevée était la principale inquiétude avant un match difficile à négocier sur le plan tactique. Contre une formation invaincue en championnat de Yougoslavie, depuis treize matches, forte de plusieurs internationaux, et habile à jouer le contre, fallait-il défendre, fallait-il attaquer ? Les Nantais ont fait les deux. Sagement, dans un match un peu fou. Sans paniquer après ce que Jean-Claude Suaudeau appelle « le coup du bluff yougoslave des dix premières minutes ». Sans céder à l'euphorie par la suite.

L'entraîneur nantais avait une inquiétude. Il sait désormais qu'il a une équipe d'avenir.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

LES QUALIFIÉS

● Coupe des champions (quarts de finale) : Juventus de Turin, Steaua de Bucarest, Göteborg, Anderlecht, Bayern de Munich, Lazio, Aberdeen, Barcelone.

● Coupe de vainqueurs de coupe (quarts de finale) : Uerdingen Dresde, Dynamo de Kiev, Dukla de Prague, Rapid de Vienne, Benfica, Atletico de Madrid.

● Coupe de l'UEFA : Nantes, Real de Madrid, Cologne Dusseldorf, Legia de Varsovie, Hajduk Split, Dniepr, Spartak de Moscou, Moeohenglobnch, Milan AC, Atletico de Bilbao, Neuchâtel Xamax, Warem, Hammarby, Inter de Milan, Spawing de Lisbonne.

[Le tirage au sort des huitièmes de finale de la coupe de l'UEFA aura lieu vendredi 8 novembre.]

D'un sport à l'autre

● CYCLISME : les « Renault » changent de maillot. — Cyrille Guimard, le directeur sportif de l'équipe Renault, dissout en fin de saison, a annoncé, mercredi 6 novembre, la conclusion d'un accord avec de nouveaux commanditaires, le groupe Unico-Système U et les Cycles Gitanes. Cette nouvelle équipe comprendra Laurent Fignon, entouré des anciens coureurs de Renault et sera renforcée par quelques nouveaux éléments.

● SPORTS ÉQUESTRES : Patrick Caron entraîneur national. — Patrick Caron, un cavalier de trente-cinq ans, qui fut membre de l'équipe de France de 1979 à 1983, a été choisi pour succéder à Marcel Rozier au poste d'entraîneur national de saut d'obstacles.

● GYMNASTIQUE : championnats du monde. — L'Union soviétique a remporté, mercredi 6 novembre, à Montréal, la médaille d'or de la compétition masculine par équipes. La République populaire de Chine a pris la deuxième place devant la RDA. La France a terminé dixième.

● TENNIS : journal de Stockholm. — Yannick Noah s'est qualifié, mercredi 6 novembre, pour le troisième tour du Tournoi de Stockholm, doté de 375 000 dollars, en battant l'Espagnol Sanchez (7-6, 6-7, 6-1). En revanche, Henri Leconte, mal remis de son entorse à la cheville, a dû abandonner contre l'Espagnol Rodriguez, qui menait 7-5, 4-1, et Guy Forget a été battu (6-4, 6-2) par le Suédois Jarryd.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 07-11-85 A 0 h G.M.T.

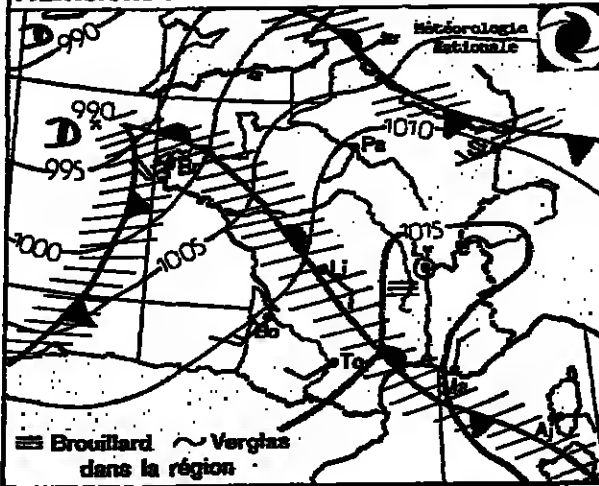


Evolution probable du temps en France entre le jeudi 7 novembre à 0 heure et le vendredi 8 novembre à 24 heures.

Persistence du courant perturbé d'ouest humide et doux. La France reste sous l'influence d'une vaste zone dépressionnaire qui recouvre le nord de l'Europe.

Vendredi, ciel très nuageux dès le matin sur la majeure partie du pays, quelques éclaircies se développent des Alpes à la Provence et au nord de la Corse. Deux zones de pluie, une première qui s'étend en bordure des frontières du nord-est. La deuxième, de la Bretagne aux Pyrénées, pénétrant sur le pays. Les températures maximales de 7 degrés à 10° sur la moitié est, avec, localement, 3° à 5° du Centre aux Vosges et de 12° à 15° sur la moitié ouest.

PRÉVISIONS POUR LE 8 11 85 DÉBUT DE MATINÉE



En cours de journée, sauges et pluie traverseront le pays d'ouest en est. Seules quelques éclaircies se développeront sur le littoral méditerranéen. Partout ailleurs, ciel restant très nuageux avec pluies temporaires.

Les températures maximales évolueront entre 10° et 15° sur la moitié ouest de l'Alsace à la Bretagne, et entre 15° et 20° sur la moitié sud.

Le vent de sud-ouest soufflera assez fort de la Bretagne à l'Aquitaine.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 6 novembre, le second, le minimum de la nuit du 6 novembre au 7 novembre) : Ajaccio, 20 et 10 degrés ; Biarritz, 14 et 13 ; Bordeaux, 15 et 10 ; Bréhat, 14 et 9 ; Brest, 11 et 8 ; Cannes, 20 et 6 ; Cherbourg, 11 et 8 ; Clermont-Ferrand, 11 et -2 ; Dijon, 10 et -2 ;

Dinard, 12 et 7 ; Embrun, 11 et -1 ; Grenoble-St-M-H., 13 et 0 ; Grenoble-St-Georges, 13 et -2 ; La Rochelle, 13 et 10 ; Lille, 10 et 5 ; Limoges, 10 (max.) ; Lorient, 11 et 7 ; Lyon, 11 et 0 ; Marseille-Marganne, 15 et 6 ; Menton, 20 et 11 ; Nancy, 10 et 1 ; Nantes, 12 et 7 ; Nice, 20 et 11 ; Paris-Montsouris, 11 et 6 ; Paris-Orly, 11 et 3 ; Pau, 15 et 12 ; Perpignan, 17 et 12 ; Rennes, 11 et 7 ; Rouen, 8 et 5 ; Saint-Etienne, 10 et -2 ; Strasbourg, 11 et 1 ; Toulouse, 15 et 10 ; Tours, 10 et 5.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 21 ; Genève, 9 et -2 ; Lisbonne, 21 et 18 ; Londres, 11 et 8 ; Madrid, 22 et 14 ; Rome, 22 et 9 ; Stockholm, 7 et 2.

[Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.]

PARIS EN VISITES

VENREDI 9 NOVEMBRE

« Visite de l'Hôtel de Lassay, demeure du président de l'Assemblée nationale, de plusieurs internationaux, au Grand Condé », 14 h 30, sortie métro Chambre des députés (L. Haillier).

« Une forêt du quinzième siècle à Belleville », 14 h 30, métro Belleville (M. Banassat).

CARRIÈRES SCIENTIFIQUES

Bourses d'études pour les femmes. — Les meilleures élèves des classes de première scientifique et technique pourront plus aisément devenir ingénier, chercheur ou technicienne grâce à la bourse de la vocation scientifique et technique des femmes créées par le ministère des droits de la femme. Cette bourse de 40 000 francs remise à chacune des cinquante lauréates nationales leur permettra de poursuivre des études supérieures. Les jeunes filles intéressées doivent demander à leur délégation régionale aux droits de la femme un dossier à retourner avant le 30 novembre. Renseignements pour l'Île-de-France au 45-50-32-12.

FORMATION

CONSEIL CONJUGAL. — L'institut des sciences de la famille propose une formation au métier de conseil conjugal et familial. Ce stage, de 400 heures, débute en novembre et s'adresse aux titulaires d'un diplôme professionnel dans le secteur social, paramédical ou psychologique. Informations et inscriptions à l'ISF, 30, rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon. Tél. : 16 78-92-91-24.

Paris

BATAILLE SUR LA BUTTE

La limitation de la circulation et du stationnement des cars de tourisme sur la butte Montmartre décidée par le préfet de police de Paris (le Monde du 5 novembre) déclenche des manifestations en cascade. Lundi 4 novembre, pour protester contre ces mesures, les propriétaires de cars et plus de trois cents de leurs véhicules ont tenté d'escalader la butte avant que la police ne leur barre la route. La fédération nationale des transporteurs routiers demande l'abrogation de la décision préfectorale mais accepte d'en supporter les effets à titre expérimental. Elle menace de se livrer ultérieurement à de « nouvelles démonstrations plus importantes ». De leur côté, les associations de défense de Montmartre expriment leur déception et leur colère devant des mesures aussi partielles — alors que M. Alain Juppé, élu (RPR) du XVIII^e arrondissement et adjoint au maire de Paris, leur avait promis d'interdire complètement le quartier aux cars de tourisme. Elles annoncent que leurs militants barrièreront les rues de Montmartre dimanche 10 novembre.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du jeudi 7 novembre : DES ARRÊTÉS

● Modifiant l'arrêté du 3 octobre 1973 portant réglementation des conditions d'hygiène applicables dans les lieux de vente en gros des produits de la mer et d'eau douce.

● Fixant les modalités de rémunération des allocataires d'enseignement supérieur.

CONFÉRENCES

2, place Maurice-Quentin, 15 heures : « La vie continue après la mort » (Mouvement du Graal).

26, rue Bergère, 10 heures à 18 heures : le chant de l'un, séminaire, tél. : 47-70-44-70 (L'Homme et sa connaissance).

loterie nationale				LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER			
TERMI-NAISONS		FINALES ET NUMÉROS		SOMMES GAGNÉES		TERMI-NAISONS	
1		031 381 411 308 091		500 500 500 4 000 000		5	
2		102 832 6 592 7 932		500 500 2 000 2 000		6	
3		3 53 343 353 453 18 283 41 233		100 300 300 800 800 10 300 10 100		7	
4		304 3 384 51 204		500 2 000 10 000		8	
5		215 1 795 4 725 28 495		500 800 2 000 10 000		9	
						0	

LOTTO			
12	13	14	23
26	32	15	
TRANCHE D'UTRILLO			
Tirage du mercredi 6 novembre 1985			

loterie nationale				LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER			
TERMI-NAISONS		FINALES ET NUMÉROS		SOMMES GAGNÉES		TERMI-NAISONS	
1		031 381 411 308 091		500 500 500 4 000 000		5	
2		102 832 6 592 7 932		500 500 2 000 2 000		6	
3		3 53 343 353 453 18 283 41 233		100 300 300 800 800 10 300 10 100		7	
4		304 3 384 51 204		500 2 000 10 000		8	
5		215 1 795 4 725 28 495		500 800 2 000 10 000		9	
						0	

LOTTO			
12	13	14	23
26	32	15	
TRANCHE D'UTRILLO			
Tirage du mercredi 6 novembre 1985			

11 novembre

LES SERVICES

OUVERTS ET FERMÉS

PRESSE : les quotidiens paraissent normalement.

BANQUES : fermées du 8 novembre au soir au 12 novembre au matin.

BUREAUX DE POSTE : fermés le lundi 11 novembre, pas de distribution de courrier à domicile.

SNCF, RATP : service des dimanches et jours fériés.

GRANDS MAGASINS : tous fermés le 11 novembre.

SÉCURITÉ SOCIALE : guichets fermés du 8 novembre à 15 h 30 au mardi 12 novembre au matin.

ALLOCATIONS FAMILIALES : caisses fermées du 8 novembre à 12 heures au mardi 12 novembre au matin.

ARCHIVES NATIONALES : les salles de lecture seront fermées le 11 novembre ainsi que le Musée de l'histoire de France.

MUSÉES : à Paris seront ouverts le Grand Palais, le Musée de l'Orangerie, le Musée des arts d'Australie et d'Océanie, le musée Delacroix, le Musée des monuments français ainsi que le Musée de l'air et de l'espace au Bourget, le Musée Rodin (de 10 heures à 17 heures), le Musée des Invalides et le Musée de l'armée.

En-dehors de France : la Malmaison, Bois-Préau (partiellement), le Musée du prieuré à Saint-Germain-en-Laye, de 10 heures à 18 h 30 ; expositio « Le chemin de Garguio », Vanx-le-Vicomte, de 14 heures à 17 heures, Fontainebleau, le musée Talleyrand à Saint-Chérin.

En province : le château de Pau, Les Eyzies-de-Tayac, le Musée des Deux-Victoires (à Mouilleron-en-Pareds), Blérancourt, les musées de l'île d'Aix, et la maison Bonaparte à Ajaccio.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4092

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Pâturage de canard. — II. Plus basse chez les Basques que chez les Bretons. — III. Abouit au n° plus ou moins. Au cœur de l'hiver. — IV. Sa pléiade voisine celle des iris. C'est aussi hier monsieur Dupont que monsieur Durand. — V. Génie scandinave. — VI. Une envie peu enviable. — VII. Industrielle moldave. Stades de formation pour géologue. — VIII. Démonstratif. Pile. Ordre de départ. — IX. Personnel. Tentera éventuellement de tirer le meilleur des poires. — X. On peut qualifier le sophisme dans son école. Station bretonne. — XI. Panier de pêcheur.

VERTICALEMENT

I. Travailler ayant souvent des ampoules aux mains. — 2. Manifestation d'innocents édentés ou de redoutables croqueurs. — Piqua- uoc tête. — 3. Franchissons la mesure de la modestie. Préposition. — 4. Flotte au long cours. Apies à reproduire en milieu marin. — 5. Révèle un usage de faux. On espère que le nouveau sera meilleur que le précédent. — 6. Participe passé. Ne peut revêtir quand elle est électroale. — 7. Homme de littérature. Trois types pouvant en représenter beaucoup d'autres. — 8. Bloc glaciaire. Voie d'eau. — 9. Signe parfois plus d'un échec avant de recevoir un mandat. Cours de Halle.

Solution du problème n° 4091

Horizontalement

I. Ligne. — II. Inaudible. — III. Etreintes. — IV. Vos. Fouge. — V. Ru. Ai. Réa. — VI. Ecorcha. — VII. Maslic. — VIII. Tare. — IX. Obèse. Omo. — X. Ili. Nul. — XI. Ténorise.

Verticalement

1. Lièvre. Toit. — 2. Inouchable. — 3. Gars. Rein. — 4. Nue. Armes. — 5. Edificateur. — 6. Inc. Ht. — 7. Ohturations. — 8. Lège. Mue. — 9. Pêco-alcool.

GUY BROUTY.

هكذا من الأصل

LE TITRE RESTAURANT «PRIS EN SANDWICH»



L'arrêté du 22 décembre 1967 définit le Titre-Restaurant, subvention à caractère social dont bénéficient des millions de salariés.

Depuis le 2 juin 1983 la perception du Titre-Restaurant par les Etablissements ayant une activité de Restauration Rapide est assortie d'exigences: *"le paiement d'au moins une préparation alimentaire chaude comprenant, en plus d'autres denrées, au minimum 80 grammes d'aliments apportant des protéines animales, tels que viandes, poissons, œufs, produits lactés."*

Dix-huit ans après la création du Titre-Restaurant les modes nutritionnels des français ont considérablement évolué. Ils se nourrissent différemment et veulent pouvoir utiliser leurs Titres-Restaurants pour s'alimenter comme il leur plaît, où il leur plaît. En toute liberté.

Pourtant l'arrêté de 1967 fait toujours autorité, interdisant aux salariés porteurs de Titres-Restaurant de consommer des préparations froides tels que sandwich, salade composée, tartine au fromage, dont la valeur nutritionnelle, et diététique, est souvent supérieure à certains plats chauds trop riches en lipides.

Que faut-il en conclure et quelle genre d'initiative devons-nous prendre, nous Spécialistes de la Restauration Rapide qui essayons de satisfaire quotidiennement une clientèle toujours plus exigeante et qui vient chez nous retrouver le goût des produits du terroir, un pain croustillant, un jambon de Savoie, un Comté du Jura, etc...

Entre le goût du Public, les arrêtés de l'Administration, les conseils des diététiciens, le Titre-Restaurant va-t-il encore longtemps rester pris en sandwich!

pomme de pain

Le repas sandwich



Pomme de pain - 14 points de vente Paris-Région Parisienne-Provence
40 millions de chiffre d'affaires prévus pour 1985
Pomme de pain - 3/5 voie Félix Eboué - Immeuble "Le Trident"
94024 Créteil Cedex - Tél.: 43 39 48 07

économie

REPÈRES

Dollar : Repli à 7,90 F

Sur le rumeur insistante d'une prochaine déescalade des taux d'intérêt aux Etats-Unis, la baisse du dollar a repris, jeudi 7 novembre, sur toutes les grandes places financières internationales. La devise américaine s'échangeait ainsi à 7,9050 F (contre 7,9210 F la veille) et à 2,5930 DM (contre 2,6048 DM). A Tokyo, son cours est tombé à 203,40 yens (contre 205,95 yens), son plus bas niveau depuis cinq ans. De l'avis des cambistes, les banques centrales ne sont pas intervenues, pour autant que le calme des affaires pouvait en témoigner.

Agro-alimentaire : les exportations américaines au plus bas depuis 1978

Les exportations agro-alimentaires des Etats-Unis se sont élevées à 31,2 milliards de dollars pour l'année fiscale terminée au 30 septembre 1985 : soit une baisse de 29 % sur le record de 1980-1981, et de 18 % sur l'exercice précédent, 1983-1984. Les exportations, dont les volumes sont en diminution, sont le blé, le maïs, le riz, le soja, les tourteaux de soja et le coton. Par contre, les ventes à l'étranger de produits laitiers, de semences, de tabac et d'arachides ont progressé. Les importations agro-alimentaires ont coûté 19,7 milliards de dollars. D'où un solde positif de 11,4 milliards de dollars, résultat le plus faible depuis 1978 (10,8 milliards).

MATIÈRES PREMIÈRES

La crise de l'étain

Un certain « chaos »

La crise qui paralyse le marché international de l'étain depuis deux semaines persiste. Les membres du Conseil international de l'étain (CIE), qui regroupent vingt-deux pays producteurs et consommateurs de cette matière première, ne sont pas parvenus, le mercredi 6 novembre, à trouver un dénouement à cette crise. Une réunion d'urgence doit se tenir ce jeudi, mais on n'en attendait qu'un communiqué d'intention.

Aucune réponse ne sera sans doute donnée aux seize établissements financiers - quatorze banques et deux maisons de courtage - qui ont présenté un plan de sauvetage sous condition. Il s'agissait d'une suspension pendant un an du remboursement de la dette (principal et intérêts) du CIE à leur égard (300 millions de livres), si les pays membres s'engageaient à fournir de l'argent frais et à garantir les emprunts. Les établissements financiers attendaient une réponse avant vendredi afin que la cotation des cours, suspendue depuis le 24 octobre, puisse reprendre à la Bourse des métaux de Londres - London Metal Exchange (LME).

Pour sa part, la Banque d'Angleterre, pressée d'intervenir, notamment par le président du LME, M. Jacques Lion, aurait déclaré qu'elle ne pouvait envisager unilatéralement de couvrir les créances desdits établissements. Enfin, la Malaisie, premier producteur mondial d'étain, a indiqué qu'elle ne contribuerait pas à un fonds de sauvetage, sauf engagement préalable des autres membres du CIE (1).

Ainsi, chacun attend l'autre, et la situation paraît proche du « chaos » qu'évoquait le président du LME dans une lettre ouverte adressée au président du Conseil international de l'étain, M. Peter Lai. « L'industrie mondiale de l'étain est dans un complet désarroi, et le temps des discussions académiques est depuis déjà longtemps passé », soulignait-il.

Le désarroi traduit en tout cas l'impossibilité de ne pas tenir compte des lois de l'offre et de la demande dans un marché en état de surproduction. L'étain, surtout utilisé dans la fabrication des boîtes de conserve, subit, en effet, la concurrence de l'aluminium et du plastique, alors même que les pays producteurs n'ont pas les mêmes intérêts. Comme pour l'or, la solidarité fait défaut pour la défense d'un accord qui fut considéré comme exemplaire, mais qui se révèle irréaliste.

M. B.

(1) Des ventes d'étain auraient repris à Penang à un cours inférieur de 20 % au prix-plancher (8.500 livres la tonne) de l'accord international.

DÉCOUVERTE D'OR EN IRLANDE...

L'un des plus importants gisements d'or d'Europe a été découvert en Irlande du Nord, et son exploitation pourrait être commercialement viable. Selon la société minière *Ulster Base Metals*, les forages ont montré la présence de filons très riches dans les montagnes de Sperrin (comté de Tyrone). Ces montagnes, situées dans l'ouest de l'Ulster, s'élèvent à 680 mètres d'altitude, et les géologues savent depuis longtemps qu'elles renferment de l'or. Des habitants ont pu en recueillir de petites quantités dans les rivières et les ruisseaux. (A.P.)

...ET EN CHINE

Un important gisement d'or a été découvert dans la péninsule de Liaotung, dans l'est de la Chine. Selon le quotidien de Hongkong, *Wen Wei Po* (proche du régime de Pékin), qui cite des géologues du bureau des mines de Shandong, les réserves identifiées seraient de plus de 25 tonnes d'or dans la région de Qiao-Yuan.

CONJONCTURE

L'industrie se lève à l'Ouest

C'est sous un concert d'éloges que M. Jacques Voisard a transmis, le mercredi 6 novembre à Vitré (Ille-et-Vilaine), à son successeur, M. Charles-Henri de Saint-Julien, la fonction de commissaire à l'industrialisation de l'Ouest, et de délégué de l'association Ouest-Atlantique.

Il en avait été l'inventeur il y a plus de quinze ans, et l'animateur depuis. Et il n'est pas de maire, de chef d'entreprise, de responsable syndical ou professionnel des trois régions de l'Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes) qui n'ait eu à apprécier, en bien ou en mal, ses analyses prospectives sur l'économie, sa recherche de nouveaux industriels, français ou étrangers, sa détermination à créer, de Saint-Malo à Angoulême, un « réseau de compétences et d'intelligences », enfin, son franc parler qui parfois faisait dresser les cheveux sur la tête des fonctionnaires de l'aménagement du territoire, car la Datar finance à 45 % le budget de l'Ouest-Atlantique.

M. Voisard, qui a été nommé vice-président de l'association et qui souhaitait retrouver sa « totale liberté d'expression », n'y est pas allé par quatre chemins, lors de l'assemblée générale. « C'est moi qui avec la création des quinze pôles de conversion dans l'Est et le Centre, et les mesures de libéralisation en faveur de l'île-de-France, les régions de l'Ouest n'apparaissent plus comme une priorité gouvernementale pour l'aménagement du territoire ».

C'est une erreur, voire une faute. Car s'il est exact, que l'Ouest a mieux résisté que d'autres zones à la crise jusqu'en 1984, son économie reste encore très fragile. Et dans les secteurs de pointe et de recherche de haut niveau, les retards dans les investissements constituent un grave handicap à long terme.

A cause de la vitalité démographique, le taux de chômage des jeunes de moins de vingt-cinq ans atteint dans l'Ouest 35 %, au lieu de 29,7 % pour l'ensemble de la France. D'ici à 2005, la population active augmentera de 14 % en moyenne en France, mais de 19,4 % dans les régions de l'Ouest. « Ce sont donc sept cents à huit cent mille emplois qu'il faut créer d'ici vingt ans », que se fixe comme objectif M. Charles-Henri de Saint-Julien.

Pari d'une audace extrême, si l'on songe aux difficultés que traversent la Rochelle, Brest, Saint-Nazaire, Fougères ou Redon. Mais pari réaliste aussi quand on voit les réussites

de Cholet, et surtout du pays de Vitré, où 32 % de la population a moins de vingt ans, et où on enregistre le taux de chômage le plus faible de toute la Bretagne.

A l'adresse de quelque cinq cents industriels et élus politiques, réunis à Vitré, qui ont pris l'habitude de ne plus penser aux seuls besoins de leurs entreprises ou à leur réduction immédiate, mais aux intérêts de l'Ouest atlantique en général, M. Michel Albert, président de l'association Ouest-Atlantique, a déclaré : « Si autrefois, le développement a été fondé sur la présence de bonnes terres agricoles, puis sur les gisements de matières premières ou d'énergies, les modèles actuels

de la Suisse ou du Japon, montrent que les leviers de l'expansion ont désormais changé. Les riches, demain, seront d'abord ceux qui auront su faire de bonnes associations ».

Une façon de dire que les trois régions de l'Ouest et les départements qui les composent, tous dominés par l'opposition, sauf les Côtes-du-Nord, doivent davantage marcher la main dans la main pour concevoir solidement leur développement, et pour réinventer une théorie et une pratique de l'aménagement du territoire.

FRANÇOIS GROSCHARD.

UNE ÉTUDE DE L'IPECODE

Les pays industrialisés doivent mettre à profit le reflux de l'inflation pour assainir leurs finances publiques

Si la France peut stabiliser son déficit public à 3 % du PIB au cours des prochaines années, son taux d'endettement public net (Etat, collectivités locales, sécurité sociale) ne dépasserait pas 27 % du PIB en 1990 contre 15 % en 1983. Le taux d'endettement moyen des sept grands pays industrialisés passerait, lui, de 29 % en 1983 à 39 % en 1990 selon une étude de l'IPECODE (Institut de prévisions économiques et financières pour le développement des entreprises).

Le poids des intérêts de la dette publique globale est passé en moyenne de 1,9 % du PIB en 1970 à 4,6 % en 1983 dans les grands pays industrialisés. En France, ce ratio est passé de 1,1 à 2,5 % du PIB. Il

devrait atteindre 2,8 % du PIB en 1990 contre 4,7 % pour la moyenne des grands pays industrialisés.

Après avoir rappelé que le poids de l'endettement s'est accru aux Etats-Unis à partir de 1982 (réduction d'impôts) et en France à partir de 1981 (relance Mauroy), l'IPECODE souligne que, dans les années qui viennent, les administrations vont recueillir les bénéfices de la désinflation, et ce malgré un endettement croissant. Mais, ajoute l'IPECODE, « une réduction ne durera que le temps nécessaire pour les taux de s'ajuster à un palier d'inflation plus bas et pour la dette de se renouveler ».

« A l'horizon de 1990, si politique budgétaire inchangée, les inté-

rets reprendront leur progression dans le PIB, car, à long terme, c'est le rythme de l'endettement qui commande l'évolution de la charge de la dette ».

« De plus, conclut l'IPECODE, un taux d'endettement élevé expose les administrations à de sérieuses difficultés en cas de choc inflationniste. Un taux d'inflation passant de 5 à 10 % doublerait à terme les charges d'intérêts ».

« Il serait donc souhaitable que les administrations mettent à profit le reflux de l'inflation pour assainir leurs finances et réduire le déficit public sinon les taux d'endettement ».

AFFAIRES

Fermeture prochaine des usines Citroën de Nanterre et de Clichy

La direction de Citroën vient d'annoncer la tenue d'un comité central d'entreprise extraordinaire le 14 novembre portant sur la fermeture prochaine - et attendue - des usines de Clichy et de Nanterre, qui devraient entraîner une demande de licenciement économique. Si les effectifs inscrits au 1^{er} janvier 1985 font apparaître 1 200 salariés à Clichy et 800 à Nanterre, les cas à traiter sont en fait beaucoup plus réduits. Une partie des effectifs concerne en effet des « services délégués » (après-vente, méthodes) qui ne sont pas concernés par les suppressions d'emplois.

D'autre part, les procédures en cours (retour au pays, mutations) devraient, selon des sources syndicales, limiter l'effectif « résiduel » à une cinquantaine de salariés à Nanterre et quelques centaines à Clichy. Les solutions envisagées de retour au pays d'immigrés parisiens sont assez limitées sur Clichy étant donné qu'il s'agit d'immigrés de longue date font désirer de quitter la France. Quant aux mutations, elles sont exclues sur la région parisienne, où les autres usines de Citroën ont un millier de salariés en sursaturation, et rencontrent peu de succès sur la province quand elles sont offertes, comme à Charleville, où une centaine de postes seraient disponibles.

EN BOURSE

Metrologie International : la micro et péri-informatique au second marché de Paris

Si le secteur du textile est l'un des mieux garnis au second marché (tant à Paris que sur les places de province), la technologie, au sens large, est en passe de lui marcher sur les talons. Le 7 novembre 1985, une nouvelle société, Metrologie International, fait en effet son entrée au second marché de la Bourse de Paris sous la forme de 80 000 actions de 20 F nominal, mises en vente au prix d'offre minimum de 170 F par titre. Une introduction conduite par les banques Paribas et Worms et la charge d'agents de change Alain Fari, Bernard Fari, Christian Germe.

L'histoire commence comme ces « success stories » américaines où le « manager » a fait ses premières armes dans un garage avant de s'agrandir et de pouvoir conjuguer rentabilité et réussite médiatique. « Février 1977 : trois personnes dans 30 mètres carrés : novembre 1985 : 430 personnes dans 9 000 mètres carrés », indique en exergue la brochure de présentation de Metrologie International, simple invitation à mieux connaître ce groupe, le premier français dans la distribution et la maintenance de matériels micro et péri-informatiques à usage professionnel.

Préside par M. Roger Hadad, elle réside dans cette activité un chiffre d'affaires de 488 millions de francs en 1984, le chiffre de 540 millions de francs étant escompté pour

l'année en cours, laquelle est marquée, depuis le 18 septembre dernier, par l'entrée de la société britannique Unitech (au chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs, qui fabrique des circuits d'alimentations stabilisées tout en distribuant dans plusieurs pays des composants et des systèmes).

Regroupant Metrologie SA, Alfatronie, Metrologie GmbH (Allemagne) pour ce qui est de la distribution de micro et péri-informatique proprement dite, la société Solution pour la distribution d'IBM-PC et de logiciels de base et la firme Matroservice pour la maintenance, le groupe a réalisé, en 1984, un bénéfice net de 8 millions de francs (identique à celui de l'année précédente) qu'il compte porter à 11 millions cette année. Détenue jusqu'à présent par les fondateurs de l'entreprise à hauteur de 53 %, par Unitech - déjà citée - pour 22,3 %, par Panhoai, une société de portefeuille (12,3 %), par Avepar (groupe Paribas) à 8,1 % et par le personnel dans la même proportion, Metrologie International compte sur une croissance annuelle de 25 % pour les cinq prochaines années. Son prix d'introduction correspond à quatre fois le bénéfice net par action estimé pour l'exercice 1985 (17,40 F).

S. M.

ENTREPRISES

Coop Normandie : 697 suppressions d'emplois et 88 magasins fermés

A lors qu'ils se déclarent une branche solide et même saine de la fédération, les Coop de Normandie « plongent » à leur tour. La restructuration décidée se traduit par la disparition de 697 emplois, dont 250 licenciements « secs » sur les 3 400 existants, et de 88 magasins, dont 4 mœbius. En revanche, un mœbius ouvrirait à Caen, et une autre implantation commerciale est envisagée à Bihorel sur les hauteurs de Rouen. La direction des Coopérateurs de Normandie parle d'une « accélération du processus de modernisation ». (Corresp.)

Lecteurs de disques à laser :

une PME de Bourges dans le vent

Audioanalyse, PME de Bourges, spécialisée dans la production de matériels hi-fi moyen et haut de gamme, pour le grand public, deviendra bientôt le premier fabricant français de lecteurs de disques à laser. M. Michel Gauriat, PGD de la société, négocie avec le groupe néerlandais Philips l'achat de la licence pour se lancer dans cette activité. L'accord pourrait être prochainement signé, et Audioanalyse, qui travaille déjà sur la mise au point d'un modèle original, lancerait ses premiers appareils dans la courant du mois de février 1986. L'objectif de ventes pour la première année de lancement est d'environ mille appareils. M. Gauriat table, pour 1985, sur un chiffre d'affaires de 13 millions de francs (+ 62,5 %), dont 31 % réalisés à l'exportation (contre 22 % en 1984).

Solex Grande-Bretagne

va mal

Solex UK, filiale britannique de la société française Solex (groupe Metra), célèbre pour ses carburateurs, va mal. Avec l'effondrement du marché local, il lui manque 3 millions de livres (34,3 millions de francs) pour éponger ses pertes et se restructurer. En proie aussi à de sérieuses difficultés (50 millions de francs de déficit escomptés pour 1985), sa maison mère n'a pas les moyens de se porter à son secours. Selon la procédure britannique, l'administration de Solex UK vient donc d'être confiée à M. John Powell, représentant de la Midland Bank, principal créancier de l'entreprise, qui espère trouver auprès des clients de la firme (Saab, Austin-Rover, Talbot) un appui pour redresser le bar. L'activité continue, mais sur les cinq cent cinquante personnes encore employées plus de cent quatre-vingt pourraient être licenciées. Solex UK possède trois installations dans la région londonienne et réalise un chiffre d'affaires de 12,5 millions de livres (143 millions de francs).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SEPT MOIS
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
S.E.U.	7,9830	7,9600	+ 60	+ 75
S. can.	5,5040	5,5000	+ 14	+ 34
Yen (100) ..	3,3925	3,3875	+ 55	+ 68
DM 3,4480	3,4500	+ 112	+ 124	+ 215
Flora 2,7715	2,7825	+ 60	+ 76	+ 133
F.B. (100) ...	15,0600	15,0650	+ 57	+ 85
F.S. 3,7230	3,7260	+ 178	+ 194	+ 313
L. (1 000) ...	4,5100	4,5150	+ 183	+ 198
C. 11,3420	11,3480	+ 247	+ 289	+ 478

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U.....	8 1/8	8 3/8	8 1/2	8 1/8	8	8 1/8	8	8 1/8	8	8 1/8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	9	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10	10 1/4	10 1/2	10 3/4	11	11 1/4	11 1/2	11 3/4	12	12 1/4	12 1/2	12 3/4	13	13 1/4	13 1/2	13 3/4	14	14 1/4	14 1/2	14 3/4	15	15 1/4	15 1/2	15 3/4	16	16 1/4	16 1/2	16 3/4	17	17 1/4	17 1/2	17 3/4	18	18 1/4	18 1/2	18 3/4	19	19 1/4	19 1/2	19 3/4	20	20 1/4	20 1/2	20 3/4	21	21 1/4	21 1/2	21 3/4	22	22 1/4	22 1/2	22 3/4	23	23 1/4	23 1/2	23 3/4	24	24 1/4	24 1/2	24 3/4	25	25 1/4	25 1/2	25 3/4	26	26 1/4	26 1/2	26 3/4	27	27 1/4	27 1/2	27 3/4	28	28 1/4	28 1/2	28 3/4	29	29 1/4	29 1/2	29 3/4	30	30 1/4	30 1/2	30 3/4	31	31 1/4	31 1/2	31 3/4	32	32 1/4	32 1/2	32 3/4	33	33 1/4	33 1/2	33 3/4	34	34 1/4	34 1/2	34 3/4	35	35 1/4	35 1/2	35 3/4	36	36 1/4	36 1/2	36 3/4	37	37 1/4	37 1/2	37 3/4	38	38 1/4	38 1/2	38 3/4	39	39 1/4	39 1/2	39 3/4	40	40 1/4	40 1/2	40 3/4	41	41 1/4	41 1/2	41 3/4	42	42 1/4	42 1/2	42 3/4	43	43 1/4	43 1/2	43 3/4	44	44 1/4	44 1/2	44 3/4	45	45 1/4	45 1/2	45 3/4	46	46 1/4	46 1/2	46 3/4	47	47 1/4	47 1/2	47 3/4	48	48 1/4	48 1/2	48 3/4	49	49 1/4	49 1/2	49 3/4	50	50 1/4	50 1/2	50 3/4	51	51 1/4	51 1/2	51 3/4	52	52 1/4	52 1/2	52 3/4	53	53 1/4	53 1/2	53 3/4	54	54 1/4	54 1/2	54 3/4	55	55 1/4	55 1/2	55 3/4	56	56 1/4	56 1/2	56 3/4	57	57 1/4	57 1/2	57 3/4	58	58 1/4	58 1/2	58 3/4	59	59 1/4	59 1/2	59 3/4	60	60 1/4	60 1/2	60 3/4	61	61 1/4	61 1/2	61 3/4	62	62 1/4	62 1/2	62 3/4	63	63 1/4	63 1/2	63 3/4	64	64 1/4	64 1/2	64 3/4	65	65 1/4	65 1/2	65 3/4	66	66 1/4	66 1/2	66 3/4	67	67 1/4	67 1/2	67 3/4	68	68 1/4	68 1/2	68 3/4	69	69 1/4	69 1/2	69 3/4	70	70 1/4	70 1/2	70 3/4	71	71 1/4	71 1/2	71 3/4	72	72 1/4	72 1/2	72 3/4	73	73 1/4	73 1/2	73 3/4	74	74 1/4	74 1/2	74 3/4	75	75 1/4	75 1/2	75 3/4	76	76 1/4	76 1/2	76 3/4	77	77 1/4	77 1/2	77 3/4	78	78 1/4	78 1/2	78 3/4	79	79 1/4	79 1/2	79 3/4	80	80 1/4	80 1/2	80 3/4	81	81 1/4	81 1/2	81 3/4	82	82 1/4	82 1/2	82 3/4	83	83 1/4	83 1/2	83 3/4	84	84 1/4	84 1/2	84 3/4	85	85 1/4	85 1/2	85 3/4	86	86 1/4	86 1/2	86 3/4	87	87 1/4	87 1/2	87 3/4	88	88 1/4	88 1/2	88 3/4	89	89 1/4	89 1/2	89 3/4	90	90 1/4	90 1/2	90 3/4	91	91 1/4	91 1/2	91 3/4	92	92 1/4	92 1/2	92 3/4	93	93 1/4	93 1/2	93 3/4	94	94 1/4	94 1/2	94 3/4	95	95 1/4	95 1/2	95 3/4	96	96 1/4	96 1/2	96 3/4	97	97 1/4	97 1/2	97 3/4	98	98 1/4	98 1/2	98 3/4	99	99 1/4	99 1/2	99 3/4	100	100 1/4	100 1/2	100 3/4	101	101 1/4	101 1/2	101 3/4	102	102 1/4	102 1/2	102 3/4	103	103 1/4	103 1/2	103 3/4	104	104 1/4	104 1/2	104 3/4	105	105 1/4	105 1/2	105 3/4	106	106 1/4	106 1/2	106 3/4	107	107 1/4	107 1/2	107 3/4	108	108 1/4	108 1/2	108 3/4	109	109 1/4	109 1/2	109 3/4	110	110 1/4	110 1/2	110 3/4	111	111 1/4	111 1/2	111 3/4	112	112 1/4	112 1/2	112 3/4	113	113 1/4	113 1/2	113 3/4	114	114 1/4	114 1/2	114 3/4	115	115 1/4	115 1/2	115 3/4	116	116 1/4	116 1/2	116 3/4	117	117 1/4	117 1/2	117 3/4	118	118 1/4	118 1/2	118 3/4	119	119 1/4	119 1/2	119 3/4	120	120 1/4	120 1/2	120 3/4	121	121 1/4	121 1/2	121 3/4	122	122 1/4	122 1/2	122 3/4	123	123 1/4	123 1/2	123 3/4	124	124 1/4	124 1/2	124 3/4	125	125 1/4	125 1/2	125 3/4	126	126 1/4	126 1/2	126 3/4	127	127 1/4	127 1/2	127 3/4	128	128 1/4	128 1/2	128 3/4	129	129 1/4	129 1/2	129 3/4	130	130 1/4	130 1/2	130 3/4	131	131 1/4	131 1/2	131 3/4	132	132 1/4	132 1/2	132 3/4	133	133 1/4	133 1/2	133 3/4	134	134 1/4	134 1/2	134 3/4	135	135 1/4	135 1/2	135 3/4	136	136 1/4	136 1/2	136 3/4	137	137 1/4	137 1/2	137 3/4	138	138 1/4	138 1/2	138 3/4	139	139 1/4	139 1/2	139 3/4	140	140 1/4	140 1/2	140 3/4	141	141 1/4	141 1/2	141 3/4	142	142 1/4	142 1/2	142 3/4	143	143 1/4	143 1/2	143 3/4	144	144 1/4	144 1/2	144 3/4	145	145 1/4	145 1/2	145 3/4	146	146 1/4	146 1/2	146 3/4	147	147 1/4	147 1/2	147 3/4	148	148 1/4	148 1/2	148 3/4	149	149 1/4	149 1/2	149 3/4	150	150 1/4	150 1/2	150 3/4	151	151 1/4	151 1/2	151 3/4	152	152 1/4	152 1/2	152 3/4	153	153 1/4	153 1/2	153 3/4	154	154 1/4	154 1/2	154 3/4	155	155 1/4	155 1/2	155 3/4	156	156 1/4	156 1/2	156 3/4	157	157 1/4	157 1/2	157 3/4	158	158 1/4	158 1/2	158 3/4	159	159 1/4	159 1/2	159 3/4	160	160 1/4	160 1/2	160 3/4	161	161 1/4	161 1/2	161 3/4	162	162 1/4	162 1/2	162 3/4	163	163 1/4	163 1/2	163 3/4	164	164 1/4	164 1/2	164 3/4	165	165 1/4	165 1/2	165 3/4	166	166 1/4	166 1/2	166 3/4	167	167 1/4	167 1/2	167 3/4	168	168 1/4	168 1/2	168 3/4	169	169 1/4	169 1/2	169 3/4	170	170 1/4	170 1/2	170 3/4	171	171 1/4	171 1/2	171 3/4	172	172 1/4	172 1/2	172 3/4	173	173 1/4	173 1/2	173 3/4	174	174 1/4	174 1/2	174 3/4	175	175 1/4	175 1/2	175 3/4	176	176 1/4	176 1/2	176 3/4	177	177 1/4	177 1/2	177 3/4	178	178 1/4	178 1/2	178 3/4	179	179 1/4	179 1/2	179 3/4	180	180 1/4	180 1/2	180 3/4	181	181 1/4	181 1/2	181 3/4	182	182 1/4	182 1/2	182 3/4	183	183 1/4	183 1/2	183 3/4	184	184 1/4	184 1/2	184 3/4	185	185 1/4	185 1/2	185 3/4	186	186 1/4	186 1/2	186 3/4	187	187 1/4	187 1/2	187 3/4	188	188 1/4	188 1/2	188 3/4	189	189 1/4	189 1/2	189 3/4	190	190 1/4	190 1/2	190 3/4	191	191 1/4	191 1/2	191 3/4	192	192 1/4	192 1/2	192 3/4	193	193 1/4	193 1/2	193 3/4	194	194 1/4	194 1/2	194 3/4	195	195 1/4	195 1/2	195 3/4	196	196 1/4	196 1/2	196 3/4	197	197 1/4	197 1/2	197 3/4	198	198 1/4	198 1/2	198 3/4	199	199 1/4	199 1/2	199 3/4	200	200 1/4	200 1/2	200 3/4	201	201 1/4	201 1/2	201 3/4	202	202 1/4	202 1/2	202 3/4	203	203 1/4	203 1/2	203 3/4	204	204 1/4	204 1/2	204 3/4	205	205 1/4	205 1/2	205 3/4	206	206 1/4	206 1/2	206 3/4	207	207 1/4	207 1/2	207 3/4	208	208 1/4	208 1/2	208 3/4	209	209 1/4	209 1/2	209 3/4	210	210 1/4	210 1/2	210 3/4	211	211 1/4	211 1/2	211 3/4	212	212 1/4	212 1/2	212 3/4	213	213 1/4	213 1/2	213 3/4	214	214 1/4	214 1/2	214 3/4	215	215 1/4	215 1/2	215 3/4	216	216 1/4	216 1/2	216 3/4	217	217 1/4	217 1/2	217 3/4	218	218 1/4	218 1/2	218 3/4	219	219 1/4	219 1/2	219 3/4	220	220 1/4	220 1/2	220 3/4	221	221 1/4	221 1/2	221 3/4	222	222 1/4	222 1/2	222 3/4	223	223 1/4	223 1/2	223 3/4	224	224 1/4	224 1/2	224 3/4	225	225 1/4	225 1/2	225 3/4	226	226 1/4	226 1/2	226 3/4	227	227 1/4	227 1/2	227 3/4	228	228 1/4	228 1/2	228 3/4	229	229 1/4	229 1/2	229 3/4	230	230 1/4	230 1/2	230 3/4	231	231 1/4	231 1/2	231 3/4	232	232 1/4	232 1/2	232 3/4	233	233 1/4	233 1/2	233 3/4	234	234 1/4	234 1/2	234 3/4	235	235 1/4	235 1/2	235 3/4	236	236 1/4	236 1/2	236 3/4	237	237 1/4	237 1/2	237 3/4	238	238 1/4	238 1/2	238 3/4	239	239 1/4	239 1/2	239 3/4	240	240 1/4	240 1/2	240 3/4	241	241 1/4	241 1/2	241 3/4	242	242 1/4	242 1/2	242 3/4	243	243 1/4	243 1/2	243 3/4	244	244 1/4	244 1/2	244 3/4	245	245 1/4	245 1/2	245 3/4	246	246 1/4	246 1/2	246 3/4	247	247 1/4	247 1/2	247 3/4	248	248 1/4	248 1/2	248 3/4	249	249 1/4	249 1/2	249 3/4	250	250 1/4	250 1/2	250 3/4	251	251 1/4	251 1/2	251 3/4	252	252 1/4	252 1/2	252 3/4	253	253 1/4	253 1/2	253 3/4	254	254 1/4	254 1/2	254 3/4	255	255 1/4	255 1/2	255 3/4	256	256 1/4	256 1/2	256 3/4	257	257 1/4	257 1/2	257 3/4	258	258 1/4	258 1/2	258 3/4	259	259 1/4	259 1/2	259 3/4	260	260 1/4	260 1/2	260 3/4	261	261 1/4	261 1/2	261 3/4	262	262 1/4	262 1/2	262 3/4	263	263 1/4	263 1/2	263 3/4	264	264 1/4	264 1/2	264 3/4	265	265 1/4	265 1/2	265 3/4	266	266 1/4	266 1/2	266 3/4	267	267 1/4	267 1/2	267 3/4	268	268 1/4	268 1/2	268 3/4	269	269 1/4	269 1/2	269 3/4	270	270 1/4	270 1/2	270 3/4	271	271 1/4	271 1/2	271 3/4	272	272 1/4	272 1/2	272 3/4	273	273 1/4	273 1/2	273 3/4	274	274 1/4	274 1/2	274 3/4	275	275 1/4	275 1/2	275 3/4	276	276 1/4	276 1/2	276 3/4	277	277 1/4	277 1/2	277 3/4	278	278 1/4	278 1/2	278 3/4	279	279 1/4	279 1/2	279 3/4	280	280 1/4	280 1/2	280 3/4	281	281 1/4	281 1/2	281 3/4	282	282 1/4	282 1/2	282 3/4	283	283 1/4	283 1/2	283 3/4	284	284 1/4	284 1/2	284 3/4	285	285 1/4	285 1/2	285 3/4	286	286 1/4	286 1/2	286 3/4	287	287 1/4	287 1/2	287 3/4	288	288 1/4	288 1/2	288 3/4	289	289 1/4	289 1/2	289 3/4	290	290 1/4	290 1/2	290 3/4	291	291 1/4	291 1/2	291 3/4	292	292 1/4	292 1/2	292 3/4	293	293 1/4	293 1/2	293 3/4	294	294 1/4	294 1/2	294 3/4	295	295 1/4	295 1/2	295
-----------	-------	-------	-------	-------	---	-------	---	-------	---	-------	-------	-------	-------	---	-------	-------	-------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	----	--------	--------	--------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	---------	-----	---------	---------	-----

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

هكذا من الأصل



RITA Welcome to the USA!

L'Administration américaine vient d'acquiescer pour ses forces armées le système RITA développé par THOMSON.

C'est une décision sans précédent et qui représente pour THOMSON un marché d'un milliard de dollars. Comme toute armée moderne, l'armée américaine avait un impératif: disposer d'un système de transmission fiable et inviolable. Une véritable opportunité pour qui saurait la détecter.

Dès 1982, THOMSON l'a saisie en proposant le système RITA. Réseau Intégré de Transmission Automatique. RITA est le système d'avenir de la communication militaire, utilisant l'informatique. Depuis 1983, il équipe les armées française et belge.

Pourtant, le plus dur restait à faire pour s'intégrer, et s'adapter aux exigences américaines.

THOMSON l'a parfaitement compris et n'a pas hésité à constituer une véritable «task force», à développer un véritable partenariat avec un leader américain, G.T.E.

Aujourd'hui, RITA vient de l'emporter malgré la très vive concurrence du système anglais qui lui était opposé. RITA s'impose donc sur le plus difficile des marchés, celui des U.S.A. et face au plus difficile des décisionnaires: l'armée américaine.

Que les Etats-Unis acceptent, pour la première fois de leur histoire dans le domaine des systèmes de communication, qu'une entreprise étrangère puisse équiper leur armée, c'est pour THOMSON une preuve éclatante de la justesse de ses orientations industrielles actuelles.

Décider, faire des choix parfois difficiles, relever le défi permanent d'être à la pointe des marchés. Entreprendre, se donner tous les moyens humains et techniques nécessaires pour atteindre son objectif. Réussir techniquement mais aussi commercialement et financièrement sur les marchés les plus performants dans le monde.

Telle est la force de l'entreprise THOMSON.



THOMSON-CSF

Pour nous, l'avenir a un sens.

SOCIAL

LE RECLASSEMENT DES LICENCIÉS DE CREUSOT-LOIRE

« Le plus difficile reste à faire... »

Sur les 980 licenciés de Creusot-Loire, 339 sont aujourd'hui reclassés, tel est le premier bilan du protocole signé le 18 octobre 1984 entre les pouvoirs publics et les syndicats, la CGT exceptée.

De notre envoyée spéciale

Le Creusot. — Affalé sur son siège, un personnage de bande dessinée affirme son découragement au fil des bulles qui le mettent en scène. Il faudra attendre la fin de l'histoire pour le voir se lever et se mettre à la recherche d'un emploi. La fable rédigée par l'ARFAS (Association pour le reclassement et la formation des anciens salariés de Creusot-Loire) symbolise l'effort de l'association. Dans un environnement économique détruit par la mort d'une mono-industrie, après deux siècles de paternalisme, les Creusotins doivent apprendre à se battre et Le Creusot « à revivre » ainsi que l'affirme son maire M. Camille Dufour (PS).

Lorsque l'ANPE a ouvert une antenne spéciale pour recevoir les salariés de Creusot-Loire à reclaser, elle a été obligée de « jouer les pompiers ». « J'ai vu entrer dans mon bureau de véritables épaves », affirme un membre du « comité d'accueil », tandis qu'une psychologue note que « les licenciés ont vécu cette expérience comme un échec, une rupture avec un avenir tout tracé, un rejet par rapport à leurs camarades restés dans l'entreprise ». De plus, Creusot-Loire gérait tout. Des services spécialisés remplissaient les feuilles de sécurité sociale, écoutaient les histoires de famille, préparaient les préretraites sur les salaires pour payer les impôts ou les pensions alimentaires. Les salariés confirment eux-mêmes ces constatations. « En apprenant que j'étais licencié, je me suis senti méprisé dans une entreprise où j'avais travaillé vingt-deux ans. J'ai perdu 14 kg », affirme une employée.

L'ARFAS a donc en une approche très pragmatique. Il a fallu apprendre à ces salariés, qui n'avaient jamais eu l'idée de chercher un employeur, à se présenter devant un chef d'entreprise, à rédiger un curriculum vitae, à s'exprimer. Car l'association, affirme M. Jean-Pierre Deek, son directeur, « n'est pas un distributeur automatique d'emplois ». Mais M. Deek sait qu'il est condamné à réussir. En avril 1986, un an après sa mise en place, l'ARFAS aura obligatoirement proposé un emploi à tous les licenciés de Creusot-Loire. Il lui faut donc les former afin de les préparer à une réinsertion professionnelle rapide. L'AFPA et l'IUT du Creusot proposent toute une gamme de stages définis d'après les besoins des entreprises locales et les capacités d'évolution des licenciés. 170 000 heures de formation sont programmées.

Polyvalence et souplesse

Enfin, il a fallu commencer le reclassement. 25 000 entreprises du pôle de conversion ont été contactées par lettre. Tous les directeurs de PME employant au moins 50 salariés ont été visités. Mais les difficultés sont bientôt apparues. Le tissu industriel creusotin est essentiellement constitué de PME, les entreprises qui se créent sont de taille moyenne. Les salariés de Creusot-Loire sont habitués à des tâches spécifiques alors que les patrons des petites entreprises recherchent la polyvalence. Les horaires d'une PME sont plus « souples » et les syndicats y sont mal accueillis, alors qu'ils étaient puissants à Creusot-Loire.

Sans doute les chefs d'entreprise bénéficieront-ils d'aides (primes à l'embauche versées par l'ARFAS — exonération de charges sociales) mais à leurs yeux elles ne sont pas décisives : « Employer un salarié au SMIC coûte 65 000 F par an.

Si nous recevons 10 000 F de prime et que le nouvel arrivant ne nous convient pas, l'opération ne présente aucun intérêt pour nous », explique M. Daniel Fevrat, directeur de la Compagnie française des diagrammes (150 salariés), qui remplace 13 préretraités par autant d'anciens de Creusot-Loire. L'embauche des jeunes, moins payés, est souvent plus facile. « Je recevais 3 700 F à Creusot-Loire, mon salaire est de 3 500 F aujourd'hui », affirme un jeune. Pour les plus âgés la situation est parfois épineuse. « Je gagnais 7 000 F, j'ai aujourd'hui 3 800 F. Ma femme travaille à mi-temps et j'ai une maison à payer. Pour l'instant je puis dans le pécule versé par l'ARFAS », remarque un salarié de quarante ans.

Toutes ces difficultés s'empêchent pas le préfet de Saône-et-Loire, M. Gilbert Curau, d'afficher fièrement son bilan. « 241 personnes sont aujourd'hui reclassées ou Creusot, 85 ont choisi le retour ou pays. Il nous faut encore trouver une solution pour 338 personnes. » Mais chacun reconnaît ici que « le plus difficile reste à faire ».

Réindustrialiser une région rendue exsangue après la disparition de Creusot-Loire, tel est l'objectif des pouvoirs publics. Trois chargés de mission et deux sociétés de conversion : Sodicestra (1) et Sofipara (2) sont venus compléter l'action de l'ARFAS. Deux objectifs leur ont été fixés : soutenir le tissu industriel local et réindustrialiser le bassin de l'emploi.

Sortir de la mono-industrie

Un programme de grands travaux permet de soutenir le BTP (construction d'un hôtel de police, de logement, de routes, etc.). La facture payée par le FSGT (Fonds spécial des grands travaux), le FIAT (Fonds d'intervention et d'aménagement du territoire), le GIZON (Groupe interministériel de reconstruction

des zones minières) atteint aujourd'hui 102 814 000 F.

Pour l'avenir, M. Adrien Garcia, chargé de « vendre la région », a des idées bien arrêtées. Il ne veut que des dossiers solides — « Un dépôt de bilan comme celui de Creusot-Loire, cela suffit » — et préfère les PME aux grandes entreprises, ce qui permettra au Creusot, selon lui, « de sortir de la mono-industrie et de répartir les risques ». Chaque montage financier est étudié afin de pencher les primes de la DATAR, de la région, de l'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche), les emplois d'initiative locale, etc., et de mettre en contact les chefs d'entreprise avec les banques et les investisseurs. 604 emplois ont été à ce jour primés par la DATAR, dans dix entreprises, « 169 salariés travaillent déjà ».

La mairie y met du sien : elle vient d'acquiescer, pour 12 millions de francs, 80 hectares pour en faire une zone industrielle. Sodicestra, dans dix entreprises, « une ancienne de Creusot-Loire elle aussi ».

Le protocole d'accord

Le protocole d'accord signé le 18 octobre 1984 par la CFDT, la CGC et FO prévoit que les anciens salariés de Creusot-Loire bénéficieront d'un préavis normal de deux mois et d'un préavis exceptionnel de trois mois. A l'issue de cette période, ils deviennent salariés de l'ARFAS, financée par les ministères du travail et du redéploiement industriel, et perçoivent 70 % de leur salaire pendant six mois. L'Association doit alors leur proposer un emploi.

A tout moment un salarié peut sortir du système. S'il trouve un emploi avant l'expiration de son préavis, il capitalise les fonds qui lui auraient été versés à hauteur de 80 %. S'il quitte l'ARFAS après ses cinq mois de préavis, il capitalise à hauteur de 65 %.

centre a un capital de 25 millions de francs et dispose de 40 millions de francs débloqués par le gouvernement. La société a déjà accordé des prêts à long terme à 10 chefs d'entreprise. Enfin, l'ANPE (Agence nationale pour la création d'entreprise) a lancé le 26 septembre une opération « ODACE » (Opération de détection et d'accompagnement des créateurs d'entreprise), dotée de 850 000 francs par les pouvoirs publics.

Pourtant, ainsi que le remarque M. Antoine Diaz, expert-comptable, « les Creusotins ne créent des entreprises que contraints et forcés. Ce ne sont pas encore des aventuriers ». Il est vrai que les trois quarts des projets reçus par Sodicestra viennent de l'extérieur. Mais 70 personnes du bassin d'emploi ont fait une demande de prime pour s'installer à leur compte. Ainsi, M. Marc Desbois (trente-quatre ans), après avoir tenté de racheter la fonderie de Monchanin, est aujourd'hui à la tête d'une moulurerie avec sa femme, « une ancienne de Creusot-Loire elle aussi ».

Un premier bilan permet de chiffrer l'effort entrepris : quatorze primes d'aménagement du territoire seront accordées avant la fin 1985 pour un montant de 65 millions de francs. Sodicestra a versé 6 millions de francs ; la région, 1,9 million pour les primes à l'emploi et 2,2 millions pour la prime régionale à la création d'entreprise ; l'ANVAR, 5,2 millions. 62 emplois d'initiative locale ont été accordés (2,1 millions). Un plan de soutien aux industries textiles (second secteur pour l'emploi dans le département) a été mis en place (3,5 millions). Il faut encore y ajouter le financement des FNE, des aides financières de la municipalité pour la location de locaux, une enveloppe de 5 millions attribuée pour la formation des chômeurs de longue durée. Coût total de l'opération : de 500 millions de francs à 1 milliard selon les interlocuteurs, mais, précise-t-on au ministère du redéploiement industriel,

« l'encours des banques au moment du dépôt de bilan atteignait 4,3 milliards et elles ont perdu 500 millions dans l'affaire ».

L'effort fait en faveur des salariés de Creusot-Loire ne mobilise-t-il pas les énergies au détriment des autres demandeurs d'emploi, particulièrement les femmes et les jeunes ? Sur les 2 707 chômeurs creusotins, on comptait 61 % de femmes (49 % en moyenne nationale) et 43 % de moins de vingt-cinq ans (37,5 % en moyenne nationale). « Les jeunes qui voudraient faire un stage sont exclus du circuit de formation, on leur demande de laisser la place aux anciens salariés de Creusot-Loire », affirme M. Magalie Menier, de la mission locale pour l'insertion des jeunes en difficulté. Dernières « victimes » des difficultés économiques dans le bassin d'emploi : les préretraités. « Leur nombre a augmenté considérablement ; ces gens-là s'ennuient », affirme un médecin.

« Le pôle des illusions »

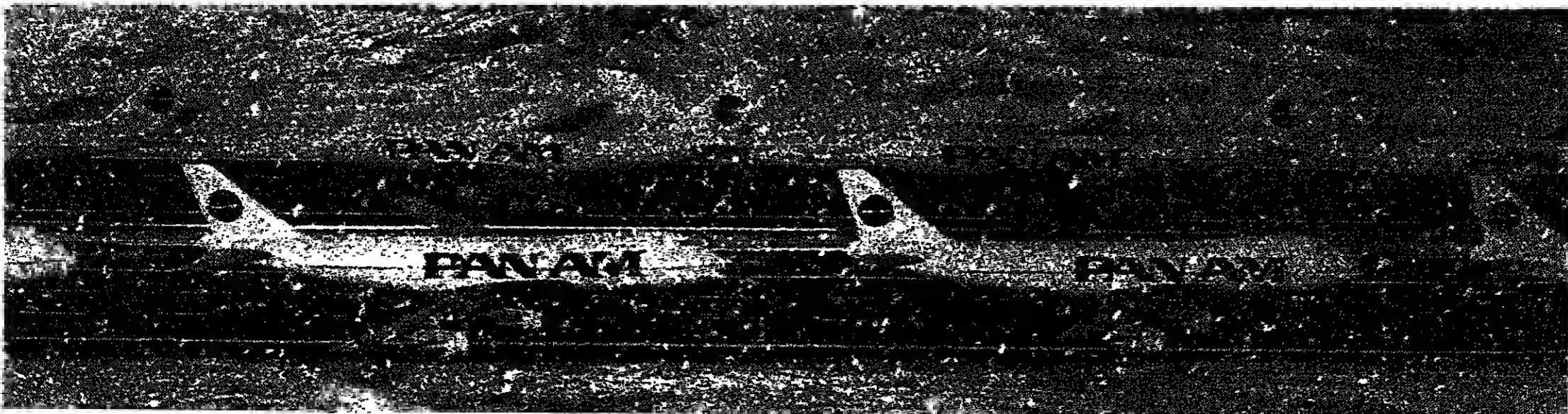
Le Creusot se prépare à une mue sans précédent. Si la CGT condamne le « pôle des illusions », si la CGC se cantonne dans un attentisme prudent, la CFDT a conscience que « les syndicats doivent se reconstruire ». « Nous devons adapter notre action aux PME, jusqu'à présent hostiles aux syndicats », affirme M. Jean-François Gros, un responsable de la CFDT.

« Il n'est pas facile de mettre fin à deux siècles de mono-industrie », conclut le maire de la ville. Le pôle de conversion, en dépit des énergies mobilisées et des succès remportés, ne risque-t-il pas de ressembler au tonneau des Danaïdes ? « Chaque mois, on enregistre sur le triangle Chalons-Montceau-Mines-Le Creusot cent nouveaux licenciements économiques. »

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

- (1) Pour Unisior.
- (2) Pour Charbonnages de France.

L'autoroute céleste Pan Am reste ouverte tout l'hiver.



Pas d'hibernation pour nos grands oiseaux blancs, mais un trafic sûr et régulier pendant tout l'hiver sur l'autoroute céleste Pan Am. Ainsi, au départ de Roissy-Charles de Gaulle, les vols directs Pan Am à destination de New York se poursuivent.

Au départ de Nice, des vols Pan Am sans escale pour New York seront assurés 5 fois par semaine. Et, le froid aidant, vous apprécierez encore plus les mille et un services exclusifs Pan Am :

le Worldport® terminal privatif de Pan Am à Kennedy Airport qui vous assure directement les liaisons internationales et intérieures vers 35 villes américaines.

L'hélicoptère privé de Pan Am qui vous déposera gracieusement, que vous soyez en première classe ou en Clipper Class, dans le centre

de Manhattan ou à Wall Street.

Le nouveau Pass Pan Am qui, à partir de 2.290 F, permettra à tous nos passagers ayant traversé l'Atlantique de visiter, jusqu'au 31 mars prochain, les Etats-Unis, les Caraïbes ou encore le Mexique.

Pour plus d'information, contactez votre agence de voyages ou Pan Am au 42.66.45.45.



Pan Am

Rien ne remplacera jamais l'expérience.

JEAN-MARIE

هكذا من الأصل

ement pour
l'assurance

LE DÉPÔT
A la recherche

Le Creusot se prépare à une mue sans précédent. Si la CGT condamne le « pôle des illusions », si la CGC se cantonne dans un attentisme prudent, la CFDT a conscience que « les syndicats doivent se reconstruire ». « Nous devons adapter notre action aux PME, jusqu'à présent hostiles aux syndicats », affirme M. Jean-François Gros, un responsable de la CFDT.

les syndicats
le gouvernement
negociations socia

L'échelle mobile

Le Creusot se prépare à une mue sans précédent. Si la CGT condamne le « pôle des illusions », si la CGC se cantonne dans un attentisme prudent, la CFDT a conscience que « les syndicats doivent se reconstruire ». « Nous devons adapter notre action aux PME, jusqu'à présent hostiles aux syndicats », affirme M. Jean-François Gros, un responsable de la CFDT.

JEAN-PIERRE CLERC

SOCIAL

Un projet de règlement pour la nouvelle convention sur l'assurance-chômage

Après l'accord du 29 octobre, le nouveau visage de l'assurance-chômage se dévoile peu à peu. Les techniciens de l'UNEDIC ont achevé la rédaction d'un projet de règlement de la nouvelle convention, à compter du 1^{er} avril 1986, et des avenants permettant de mettre en œuvre d'ici là les mesures transitoires (en particulier la hausse des cotisations au 1^{er} novembre). L'ensemble a été transmis aux partenaires sociaux le mercredi 6 novembre afin qu'ils en discutent dès jeudi. Certains points étant restés relativement imprécis dans le protocole du 29 octobre, la rédaction du projet de règlement a rassemblé à un véritable casse-tête pour les techniciens de l'UNEDIC.

La principale difficulté concerne la durée de versement des allocations qui doit être modifiée à partir du 1^{er} octobre 1986. Si le protocole indique clairement que l'allocation de base est prolongée de trois mois pour les allocataires de plus de cinquante ans, et de deux mois pour ceux de moins de cinquante ans (la durée maximale de prolongation de l'allocation de base étant réduite d'un mois pour ces derniers), il demeure silencieux quant à l'imputation ou non de ces prolongations sur la durée de versement de l'allocation de fin de droits, attribuée après l'extinction de l'allocation de base. Tout est ici question d'interprétation.

Les techniciens de l'UNEDIC ont raisonné à partir du chiffre qui sous-tend le dispositif du 29 octobre et proposent aux partenaires sociaux d'imputer l'allongement de l'allocation de base sur la durée de versement de l'allocation de fin de droits. Si un tel schéma était retenu, un chômeur de moins de cinquante ans, ayant travaillé douze mois dans les deux ans ayant précédé la rupture de son contrat de travail, bénéficierait d'une allocation de base de quatorze mois (au lieu de douze) avec cinq mois éventuels de prolongation, puis d'une allocation de fin de droits d'une durée initiale de douze mois (sans changement) qui pourrait être prolongée de cinq mois au lieu de six actuellement. Dans la même hypothèse, un chômeur de plus de cinquante ans, ayant travaillé douze mois dans les deux ans ayant précédé la fin de son contrat de travail, toucherait l'allocation de base pendant dix-huit mois (au lieu de quinze) avec une prolongation sans changement de quinze mois, puis aurait éventuellement droit à une allocation de fin de droits de quinze mois, qui ne pourrait être prolongée

que pendant neuf mois au lieu d'un an actuellement. Si les partenaires sociaux retiennent ces propositions, le nouveau régime d'assurance-chômage serait « ficelé » rapidement, ce qui permettrait au gouvernement de prendre position pour le 15 novembre, comme l'a annoncé M. Michel Delors, ministre du travail, sur le réajustement de la dette de l'UNEDIC. Toutes les organisations syndicales et patronales avaient demandé que « la charge financière annuelle de l'UNEDIC (...) soit ramenée de 2 750 millions de francs à 1 500 millions de francs ». Sous réserve de modalités à définir, notamment quant à l'interruption des remboursements entre le 1^{er} octobre 1985 et le 31 mars 1986, et sous réserve aussi de l'accord de banques intéressées, l'Etat devrait rapidement leur donner satisfaction. Une façon de reconnaître l'effort d'assainissement engagé.

Le dernier problème à régler concerne la CGT. En refusant de signer le protocole de la centrale de M. Henri Krasucki va-t-elle s'encluser de la gestion du régime d'assurance-chômage ? La réponse se situe à un double niveau. Le montage juridique de l'assurance-

chômage est complexe. La CGT a signé, comme la CFDT - en désaccord également sur le nouveau régime mis en place - la convention du 24 février 1984, « relative aux institutions de l'assurance-chômage », conclue pour une durée indéterminée et suivie par la convention du 31 mars 1984 entre l'Etat et l'UNEDIC, par laquelle la puissance publique confiait à la seconde le versement des allocations de solidarité qu'elle finance, convention elle aussi à durée indéterminée. C'est en vertu de ces textes que la CGT est habilitée à siéger au conseil d'administration et au bureau de l'UNEDIC et perçoit des subventions pour la formation des administrateurs. Sur ce point pas de changement.

En revanche, le refus de signature de la nouvelle convention par la CGT devrait entraîner son exclusion des commissions paritaires des ASSEDEC, celles qui décident des prolongations d'allocation. Le 24 février 1984, la CGT avait signé pour « être présente partout où se traitent les intérêts des chômeurs ». Le même raisonnement pourrait aboutir à la même conclusion, peut-être entre le 16 et le 31 mars 1986.

MICHEL NOBLECOURT.

LE DÉPART DE M. PÊCHEUR

A la recherche d'un conseiller social

M. Bernard Pêcheur ne fêtera pas ses trente-cinq ans, le 7 décembre prochain, à l'hôtel Matignon comme conseiller social du premier ministre (*Le Monde* du 7 novembre). Seize mois après avoir été promu à ce poste, il a été nommé le 6 novembre maître des requêtes au Conseil d'Etat en tour extérieur. Le successeur de M. Delors, Soube et Brunhes aura ainsi battu un record de brevité dans une fonction où il s'efforçait, en « mécanicien de l'administration », de faire entrer dans la modernisation des rapports sociaux chère à M. Fabius. Non membre du PS et non syndiqué, cet énarque courtis et ferme se définissait comme « un homme de rigueur mais aussi de dialogue » et il avait noué de bonnes relations tant avec M. André Bergeron qu'avec la CFDT et la CGC.

Dans la perspective d'une alternance politique en 1986, M. Pêcheur est ainsi - bien accueilli, et remplacé par deux de

ses conseillers, MM. Michel de Virville et Philippe Calaviat. Un départ symbolique à un moment où, à cinq mois des élections législatives, le gouvernement semble hésiter sur certaines orientations de sa politique sociale, notamment sur l'aménagement du temps de travail. Matignon va se retrouver dans la situation qu'il a connue du début 1983 à juillet 1984 lorsqu'il n'y avait plus officiellement de conseiller social. Vacance ou apparence ?

M. Pêcheur s'en va au Conseil d'Etat, mais part-il vraiment ? Les partenaires du conseiller social, syndicalistes notamment, demeurent sceptiques, assurant qu'il restera de fait en fonction et gardera l'œil sur ses dossiers. Mais officiellement il sera au Conseil d'Etat. M. Pêcheur innovera peut-être dans la fonction de conseiller social... fantôme ?

M. N.

TRANSPORTS

UN « COUP » DU POINT DE MULHOUSE

Paris-New-York pour 950 F

On cria au Laker français, ce qui est excessif, mais l'annonce par le Point de Mulhouse du lancement d'un billet d'avion de Paris à New-York au prix de 950 F à partir du 20 décembre représente une nouveauté dans le monde du voyage aérien français où l'on comptait avec envie les 99 dollars (750 F) d'un Bruxelles-New-York lancé par Paopla Express ou les 99 livres (1 130 F) d'un Londres-Miami offert par Virgin Atlantic Airways.

Pas d'aller-retour en charter au départ de la France sur l'Atlantique nord, en dehors des vacances de Noël et des mois de février et de mars durant lesquels Air Charter débarquait à Lyon des skieurs américains. Pas de prix au-dessous de 3 000 F l'aller-retour France-Amérique : Maurice Freund, président du Point, ne pouvait mieux choisir son moment.

« Le directeur général de l'aviation civile française nous avait mis au défi d'affronter la concurrence des compagnies aériennes américaines qui assurent 97 % du trafic charter sur l'Atlantique nord », raconte-t-il. Nous avons décidé de relever le gant grâce au DC 8 remotorisé que nous venons d'acheter, et grâce à des calculs très serrés qui nous permettent de parvenir au prix de 950 F la place sur le vol Paris-New York.

Frais généraux (salaires + administratifs) : 18 100 F
X 15 heures de vol = 271 500 F.
Droits de survol : 8 300 F.

Taxe d'aéroport à Paris : 20 200 F.

Taxe d'aéroport à New-York : 13 100 F.

Carburant : soit 8 200 litres X 15 heures X 1,82 F = 167 400 F.

Hébergement de l'équipage : 3 700 F.

Total : 484 200 F.

« Il convient de diviser ce total par 504 passagers, soit 252 dans chaque sens = 960 F. Va pour 950 F, auxquels s'ajoutent bien sûr les 80 F de cotisation à notre association. Les 10 F manquants

seront rattrapés sur les ventes hors taxes en vol et sur les repas car il n'y aura aucune prestation - ni boisson ni nourriture - incluse dans le prix du billet.

« Notre appareil partira pendant tout l'hiver, chaque vendredi, à 9 h 30, pour New-York et reviendra le samedi à midi à Paris. La veille du départ, les places non vendues au prix officiel seront cédées à notre bureau du 54, rue des Ecoles à Paris au tarif de 500 F. »

Du côté américain, l'agence « Salt and Pepper » commercialisera une centaine de sièges chaque semaine, à un prix inférieur d'environ 5 dollars à celui du marché (460 dollars en moyenne pour un aller-retour New-York-Paris en charter).

Le « coup » du Point comporte une première incertitude. Le conseil supérieur de l'aviation marchande n'a pas encore donné le feu vert à cette opération. Culotté comme à son habitude, Le Point lance ses vols sans avoir reçu toutes les estampilles requises. M. Daniel Tennenbaum, directeur général de l'aviation civile, nous a déclaré, à propos des vols charters organisés au départ de Paris : « La part de la France dans le trafic charter long-courrier est infime. Nous avons toujours dit que nous soutiendrions toutes les compagnies qui se présenteraient sur ce marché. Si Le Point veut se battre avec les compagnies outre-Atlantique, il est le bienvenu. Sur cette liaison, il n'existe ni risque de guerre franco-française ni menace pour le service public. »

D'autres incertitudes subsistent. Le Point trouvera-t-il chaque semaine deux cent cinquante clients dans chaque sens, alors que l'hiver n'est pas propice aux déplacements ? Si les places soldées à 500 F sont trop nombreuses, l'équilibre financier des vols ne sera-t-il pas compromis ?

En fait, Le Point cherche à faire voler au maximum son DC-8 acheté avec une subvention du conseil régional de la Réunion attribuée sous la forme d'un prêt

sans intérêt de 65 millions de francs. Avec son opération Paris-New-York, il réalise une opération de publicité et obtient une meilleure répartition de ses frais fixes.

Via Ougadougou

La structure associative du Point - exceptionnelle dans le monde aérien - lui permet cette prise de risque et des coûts extrêmement bas. Dans les cockpits et dans les syndicats des compagnies aériennes, on ne manquait pas de dénoncer ces « bricoleurs soixante-huitards » du tourisme qui vivaient, jusqu'en 1977, en communauté à Mulhouse. On trouvait déjà bizarre que ses hôtes de l'air acceptent de vendre les billets d'avion à que ses pilotes perçoivent des salaires inférieurs à ceux pratiqués dans les compagnies françaises. Avec cette nouvelle audace, on insinuait que les conditions de sécurité ne seraient pas assurées avec un tarif aussi bas.

Cartes. Le Point n'est pas passé loin du dépôt de bilan en 1980, après de graves déboires avec une chaîne de charters vers les Antilles. Pourtant, il est parvenu, à partir de 1981, à vendre les places de son Boeing-707 pour Ougadougou (Burkina, ex-Haute-Volta) au prix de 1 580 F l'aller-retour, quand UTA et Air Afrique affichaient 7 530 F.

Le Point et son Paris-New-York « à la Laker » s'expliquent mal par la seule rationalité économique. Il faudrait y ajouter la véritable passion pour l'aviation qui a saisi ses animateurs. Sans oublier leur désir de ne jamais devenir une compagnie aérienne ou une agence de voyages comme les autres et les exigences de la grande famille des copains et des adhérents où l'on retrouve, paternelle, des « routards », des tourmonistes, des missionnaires, un ancien chef d'Etat africain et un éminent représentant de l'Elysée...

ALAIN FAUJAS.

ÉTRANGER

En Italie

Le patronat et les syndicats se retournent vers le gouvernement après le blocage des négociations sociales

De notre correspondant

Rome. - Les syndicats et le patronat se rejoignent le 26 septembre, de reprendre, après huit années où leurs relations « conflictuelles » avaient dû passer par la médiation du gouvernement, des négociations directes portant notamment sur l'emploi, l'échelle mobile des salaires, les horaires de travail et le coût de la main-d'œuvre. Mais, le mercredi 6 novembre, il a fallu retourner voir « mammà l'Etat », comme on dit parfois ici, après la rupture intervenue la veille entre les parties.

Les trois organisations représentant les salariés ont rencontré le chef du gouvernement, M. Bettino Craxi, pour notamment l'informer des raisons du blocage survenu et de sa première conséquence : la décision unanime des syndicats d'organiser, région par région, entre le 10 et le 20 novembre, des débrayages de quatre heures tant dans les entreprises publiques que privées. Le président de la Confindustria, l'organisation patronale, M. Luigi Lucchini, devait également rencontrer rapidement le chef du gouvernement.

Cet empiètement des partenaires sociaux à en référer à la plus haute autorité de l'exécutif n'est pas seulement une manière de renouer avec les pratiques d'un passé récent. C'est que l'on estime volontiers de part et d'autre que certaines décisions concrètes du gouvernement sont nécessaires pour remettre un peu d'huile dans les rouages.

Les négociations sociales ont échoué sur deux points. Le plus important concerne la réduction des horaires de travail : les syndicats demandent une diminution de deux heures et moyenne par semaine pour aboutir à 38 heures en trois ans ; le patronat estime qu'une telle concession alourdirait le « coût du travail » à un point tel - 5,4 % - que la compétitivité de l'industrie italienne serait battue en brèche. Il a donc tendance à se retourner vers le gouvernement pour lui demander de « fiscaliser » certaines dépenses qui

sont aujourd'hui indûment à la charge des entreprises.

Aux organisations de salariés, par ailleurs, la Confindustria, demande avant tout accord sur la réduction des horaires, de garantir une plus grande « flexibilité » - dont les modalités (heures supplémentaires, possibilité de travailler le samedi, etc.) seraient d'abord négociées branche par branche. Sur ce point, il y a actuellement heurt entre deux prévisions, situation délicate à surmonter.

L'échelle mobile

Le deuxième sujet de friction est l'échelle mobile des salaires. Cette formule d'indexation automatique des revenus sur l'augmentation du coût de la vie a désormais perdu, aux yeux des syndicats, son caractère quasi sacré. Son effet inflationniste, d'une part, et peu stimulant, d'autre part, a été admis. Mais on ne veut pas aller trop vite dans la démontage du système - pas aussi vite, en tout cas que le patronat.

Ce point est certainement moins conflictuel que le précédent, puisqu'il porte moins sur des principes que sur des chiffres au total raisonnablement éloignés les uns des autres. Là aussi, le gouvernement peut avoir un rôle important pour débloquer la situation. L'influence négative de la désindexation d'une partie des salaires sur les feuilles de paie pourrait, en effet, trouver une contrepartie dans certains dégrèvements fiscaux négatifs permis par le gouvernement aux salariés (*Le Monde* du 7 octobre).

Les syndicats n'ont pas manqué de rappeler ce point au chef du gouvernement remis en selle le même 6 novembre par le vote de confiance du Parlement. En outre, ils ont demandé à M. Craxi de renouer à certains aspects du projet de budget pour 1986, qui attente à la protection sociale et contre lequel ils ont déjà récemment fait une grève générale de deux heures (*Le Monde* du 1^{er} octobre).

JEAN-PIERRE CLERC.

En Belgique

Qui va payer pour le soutien des Charbonnages du Limbourg ?

De notre correspondant

Bruxelles. - La grève d'avertissement de vingt-quatre heures, qui a paralysé les mines de charbon du Limbourg dans la région flamande du pays, ne s'est terminée que mercredi soir 6 novembre.

Après avoir rencontré la direction des charbonnages, les centrales syndicales, estimant avoir reçu des garanties suffisantes, avaient demandé de suspendre, provisoirement, le mouvement. Mais cet appel n'avait pas été entendu immédiatement, puisque, mercredi dans la journée, les activités n'avaient pas repris dans deux des cinq sièges. Le premier ministre, qui est en train de former sa nouvelle équipe, n'en outre annoncé qu'aucune décision ne serait prise avant l'entrée en fonctions, aux environs du 15 novembre, du nouveau gouvernement.

Le plan du conseil d'administration des mines limbourgeoises, qui avait suscité le mouvement de grève, prévoyait la suppression de 3 700 emplois - sur 18 000 - et la réduction de la production annuelle de 6,3 à 5,5 millions de tonnes. Actuellement, la Belgique utilise environ 16 millions de tonnes de charbon par an. Or, selon un économiste flamand, le prix de revient du charbon local est de 2,80 à 3,10 francs belges le kilo, alors que le prix du charbon importé oscille entre 1,80 et 2,10 francs belges. D'où l'énorme déficit des charbonnages.

En 1982, une enveloppe de 32 milliards de francs belges (environ 4,8 milliards de francs français) avait été ouverte par le gouvernement pour permettre aux charbonnages du Limbourg de faire face à leurs difficultés. A raison de près de 8 milliards de pertes par an, ces fonds devraient être épuisés mi-1986. Que se passera-t-il alors ?

Pour le moment, les charbonnages, concentrés dans le Limbourg (la dernière mine wallonne a été fermée en 1984), dépendent encore du gouvernement national, alors que l'aide aux autres grands secteurs économiques est de la compétence de chacune des deux régions. Les responsables flamands

accepteront-ils de prendre à leur charge le soutien de leurs mines de charbon ? On évoquerait-ils le caractère « stratégique » de celles-ci pour continuer à demander un aide de l'Etat central ?

Le débat n'est pas de pure forme dans un pays où - les discussions au sujet de la restructuration de la sidérurgie wallonne l'ont montré - tout ce qui touche aux compétences régionales et à la distribution de l'argent public est chargé de lourds contentieux entre les deux communautés. « Le Limbourg montre que ce n'est pas toujours la Flandre qui paye pour la Wallonie », concluait ainsi un homme politique...

JOSÉ-ALAIN FRALON.

● Diminution du chômage en octobre. - Le chômage a baissé en Belgique au mois d'octobre, selon les chiffres officiels rendus publics le 6 novembre. Le nombre de chômeurs officiellement recensés est ainsi revenu de 564 021 (13,4 % de la population active) en septembre à 552 800 (13,1 %) en octobre. Toutefois le nombre de personnes privées d'emploi a augmenté de 8,2 % en un an. - (AP.)

GRANDE-BRETAGNE

● Déficit de la balance commerciale en septembre. - Confirmant les sombres pronostics des chefs d'entreprise britanniques, qui se plaignent, depuis quelques mois, d'être défavorisés par les taux de change excessifs de la livre, la balance commerciale de la Grande-Bretagne a enregistré en septembre un déficit de 200 millions de livres (2,3 milliards de francs). Ce déficit a été largement compensé par les recettes invisibles (marchés de la City, banques, tourisme, etc.), qui ont produit un excédent de la balance des paiements courants de 200 millions de livres en septembre, contre 206 millions le mois d'août, et un déficit de 474 millions pendant la période correspondante de l'année précédente. Pour les neuf premiers mois de l'année, le balance des paiements courants a été excédentaire de 1,4 milliard de livres, contre 511 millions pendant la période correspondante de l'an dernier.

Aux Etats-Unis

Réunion monétaire au Congrès sur la stabilisation du dollar

Deux parlementaires américains, M. Jack Kemp, représentant (républicain) et Bill Bradley, sénateur (démocrate), ont pris l'initiative de réunir les 100 membres du Congrès, une réunion monétaire destinée à étudier les voies d'une stabilisation des taux de change et, en particulier, du dollar. « L'accord conclu entre les cinq (Etats-Unis, France, RFA, Grande-Bretagne, Japon), le 22 septembre dernier à New-York, sur les interventions des banques centrales confirme l'apparition d'un consensus transcendant les barrières idéologiques sur l'idée que le système monétaire en vigueur a besoin d'être révisé », note le communiqué. Outre d'autres membres

du Congrès, sont invités un certain nombre d'experts, hommes politiques, économistes américains et étrangers : MM. Henry Kaufman, Alan Greenspan, Felix Rohatyn, Clayton Yeutter (représentant spécial du Président Reagan aux négociations commerciales), Robert Roosa, Lewis Lehrman, Robert Mundell, Robert Triffin, et MM. Valéry Giscard d'Estaing, Helmut Schlesinger (vice-président de la Bundesbank), Rainer Gut (président du Crédit Suisse), Lamberto Dini (président du groupe des Dix et haut fonctionnaire de la Banque d'Italie), Pierre Uri, notre collaborateur Paul Fabra, etc.

Au Canada

Une nouvelle banque en difficulté

La crise bancaire qui s'était développée cet été au Canada, avec la faillite de deux établissements dans l'Alberta, la Canadian Commercial Bank et la Northland Bank, vient de rebondir. La septième banque canadienne - la Continental Bank, ébranlée par de très importants retraits de fonds, a dû emprunter 1,4 milliard de dollars à la Banque centrale. De plus, les six plus grandes banques du pays ont ouvert à la Continental une ligne de crédit de 1,5 milliard de dollars pour lui permettre de sortir du mauvais pas dans lequel elle se trouve actuellement.

Les retraits massifs opérés ont mis la Continental Bank en très mauvaise posture, malgré une gestion sans reproche et de bons résultats. Ces retraits s'expliquent par la crise de confiance qui s'est aggravée, au lieu de s'apaiser comme on avait pu le croire (*Le Monde* du 25 octobre), à la suite du sauvetage de la Mercantile Bank en octobre.

Les secourus qui agitent actuellement le système bancaire canadien continuent de faire la une des journaux et, sur le plan politique, l'opposition libérale critique durement le

gouvernement fédéral pour avoir laissé se développer une pareille situation.

Faits et chiffres Social

● Renault-Douai : refus de sanctions par le comité d'établissement. - Le comité d'établissement de l'usine Renault de Douai s'est prononcé, le mercredi 6 novembre, contre la « mise à pied conservatoire » demandée par la direction de MM. Jean-François Carf, secrétaire du syndicat CGT, et Eric Lachamp, secrétaire (CGT) du comité, accusés d'avoir, dans la nuit du 15 au 16 octobre, molesté deux agents de maîtrise. Les neuf représentants de la CGT ont voté contre, ainsi que les deux représentants de la CFDT, qui estiment que l'affaire, relevant du droit commun, devait d'abord être tranchée par la justice (une plainte a été déposée et une instruction est en cours). Les deux délégués FO se sont abstenus, faute d'information suffisante. Les deux délégués cadres (un CGC, un sans étiquette) ont voté pour. La direction va saisir l'inspection du travail, qui devra donner sa réponse dans les huit jours.

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

URGENT

ORGANISME DE FORMATION

FORMATEURS VACATAIRES

TECHNIQUES DE VENTE. Envoyez C.V. en prédisant sur l'enveloppe le réf. 214 à RUEL, 50, rue Gérard, 75013 PARIS qui transmettra.

Sté nouvelle rech. gestionnaire avec diplôme + secrétaire expé. Env. C.V. + lettre, prêt. Ecrire sous le n° 214.

LE MONDE PUBLICITE service annonces classées 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Nous sommes une société française de première importance

Nous recherchons quelques

PERSONNES DE CARACTERE

capables après stage, d'obtenir après un an 10.000 à 15.000 F mensuels

Nous leur offrons:

- une formation complète;
- une activité permanente;
- un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire à PEAU NEUVE

Ecrire avec C.V. et photo à n° 4.625 Publications Réunies 112, bd Voltaire, 75011 Paris. La préférence sera donnée à candidats ayant fait:

- SOUT de bonnes études;
- SOUT la preuve de leur personnalité.

DEMANDES D'EMPLOIS

CONSULTANT 42 ans

A et M + Sc. Eco + Praticien

Statut indépendant

Basé à Montpellier

Maitrise les gdes fonctions de l'entreprise; capable de comprendre sa culture et de

rejoindre l'équipe managériale ou grand cabinet national pour missions toutes durées.

Ecr. sous le n° 8.001

LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, Paris-7

représentation

demandes

REPRESENTANTE

35 ans, sérieuses références, cherche place stable, V.R.P. exclusive, région parisienne. Ecr. sous le n° 8825

LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, Paris-7

capitaux

propositions commerciales

COMPAGNIE PETROLIERE TEXANE cherche d'urgence particulier ou société pour représenter sa gamme de matériaux hautement performants pour la maintenance des immobles. Salaires exceptionnels et possibilité d'expansion.

Aucune expérience n'est requise. Nous sommes des professionnels dans notre domaine avec cinquante ans d'expérience et nous offrons une formation complète. Usine moderne en Europe. Prête à signer en anglais et

S.E. DICKERSON SOUTHWESTERN PETROLEUM P.O. BOX 788 Ft. Worth, Texas 76101 U.S.A. Télax: 758300, Cable: SWPECO.

propositions diverses

Guide International d'adresses pour rechercher un emploi à l'étranger.

Informations de sources publiques et privées. Documentation gratuite sur guide INTERNATIONAL/DIFFUSION (éditions), code LM, 6 P. 30, 76310 Sainte-Adresse.

L'immobilier

appartements ventes

5^e arrdt

Près mosquée, charmé prov. 50 m² SUR JARDIN EN PLEIN SOLEIL. 45-46-07.

6^e arrdt

PRÈS INSTITUT, 120 m² 2^e ét., salle à manger, salon 3 chbres, s. de bns, s. d'eau + service, possibilité parking. Téléphone: 45-42-18-54.

7^e arrdt

Saint-Dominique, 75 m² 47-03-32-44

MAISONNETTE, JARON.

9^e arrdt

MADELINE 75 m² 4 p., 5^e ét., asc. à refaire. PROX. INTERESSANT. GAREL 45-67-22-98.

14^e arrdt

YAVIN 75 m² 3 p., cul., bns, 2^e ét., bel imm. GARBI 45-67-22-88.

17^e arrdt

MONCEAU p. de L., calme, agréable, 5 p., 3 bns, 2 bns, asc., 2 000 000, 45-77-88-85.

93

Seine-Saint-Denis

DEMANDES D'EMPLOIS

CONSULTANT 42 ans

A et M + Sc. Eco + Praticien

Statut indépendant

Basé à Montpellier

Maitrise les gdes fonctions de l'entreprise; capable de comprendre sa culture et de

rejoindre l'équipe managériale ou grand cabinet national pour missions toutes durées.

Ecr. sous le n° 8.001

LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, Paris-7

représentation

demandes

REPRESENTANTE

35 ans, sérieuses références, cherche place stable, V.R.P. exclusive, région parisienne. Ecr. sous le n° 8825

LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, Paris-7

capitaux

propositions commerciales

COMPAGNIE PETROLIERE TEXANE cherche d'urgence particulier ou société pour représenter sa gamme de matériaux hautement performants pour la maintenance des immobles. Salaires exceptionnels et possibilité d'expansion.

Aucune expérience n'est requise. Nous sommes des professionnels dans notre domaine avec cinquante ans d'expérience et nous offrons une formation complète. Usine moderne en Europe. Prête à signer en anglais et

S.E. DICKERSON SOUTHWESTERN PETROLEUM P.O. BOX 788 Ft. Worth, Texas 76101 U.S.A. Télax: 758300, Cable: SWPECO.

propositions diverses

Guide International d'adresses pour rechercher un emploi à l'étranger.

Informations de sources publiques et privées. Documentation gratuite sur guide INTERNATIONAL/DIFFUSION (éditions), code LM, 6 P. 30, 76310 Sainte-Adresse.

locations non meublées demandes

Paris

Pour le personnel et cadres supérieurs, importante c^o française électronique rech. en location, 2 à 8 p., studios ou pavillons Paris et ses environs. Téléphone: 45-04-48-21.

Part. rech. appartement bon standing, 9 p., 16^e, 17^e. Téléphone: 45-78-08-49.

Pour le personnel et cadres supérieurs, importante c^o française électronique rech. en location, 2 à 8 p., studios ou pavillons Paris et ses environs. Tél. 45-04-48-21.

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. (1) 48-88-88-88 42-83-67-02.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. (1) 48-88-88-88 42-83-67-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. appartements beaux et plus. Tél.: 45-28-18-85.

bureaux

Ventes

XVP COURCELLES BON STOC, BON ETAT, 185 m² R+dc, cour privative BÉRIOL 42-22-48-90.

locations

GARE DE LYON

150 + 60 m², PARK MICHEL BERNARD

Tél.: 45-02-13-43.

PORT DE GENTILLY

680 m², PARK, NEUF MICHEL BERNARD

Tél.: 45-02-13-43.

ÉTOILE, GDE-ARMÉE

150 m², STANDING MICHEL BERNARD.

Tél.: 45-02-13-43.

locations non meublées demandes

Paris

Pour le personnel et cadres supérieurs, importante c^o française électronique rech. en location, 2 à 8 p., studios ou pavillons Paris et ses environs. Téléphone: 45-04-48-21.

Part. rech. appartement bon standing, 9 p., 16^e, 17^e. Téléphone: 45-78-08-49.

Pour le personnel et cadres supérieurs, importante c^o française électronique rech. en location, 2 à 8 p., studios ou pavillons Paris et ses environs. Tél. 45-04-48-21.

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. (1) 48-88-88-88 42-83-67-02.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. (1) 48-88-88-88 42-83-67-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. appartements beaux et plus. Tél.: 45-28-18-85.

bureaux

Ventes

XVP COURCELLES BON STOC, BON ETAT, 185 m² R+dc, cour privative BÉRIOL 42-22-48-90.

locations

GARE DE LYON

150 + 60 m², PARK MICHEL BERNARD

Tél.: 45-02-13-43.

PORT DE GENTILLY

680 m², PARK, NEUF MICHEL BERNARD

Tél.: 45-02-13-43.

ÉTOILE, GDE-ARMÉE

150 m², STANDING MICHEL BERNARD.

Tél.: 45-02-13-43.

ÉTOILE, GDE-ARMÉE

150 m², STANDING MICHEL BERNARD.

Tél.: 45-02-13-43.

ÉTOILE, GDE-ARMÉE

150 m², STANDING MICHEL BERNARD.

Tél.: 45-02-13-43.

ÉTOILE, GDE-ARMÉE

150 m², STANDING MICHEL BERNARD.

Tél.: 45-02-13-43.

ÉTOILE, GDE-ARMÉE

150 m², STANDING MICHEL BERNARD.

Tél.: 45-02-13-43.

ÉTOILE, GDE-ARMÉE

150 m², STANDING MICHEL BERNARD.

Tél.: 45-02-13-43.

ÉTOILE, GDE-ARMÉE

150 m², STANDING MICHEL BERNARD.

Tél.: 45-02-13-43.

ÉTOILE, GDE-ARMÉE

150 m², STANDING MICHEL BERNARD.

Tél.: 45-02-13-43.

ÉTOILE, GDE-ARMÉE

150 m², STANDING MICHEL BERNARD.

Tél.: 45-02-13-43.

ÉTOILE, GDE-ARMÉE

150 m², STANDING MICHEL BERNARD.

Tél.: 45-02-13-43.

ÉTOILE, GDE-ARMÉE

150 m², STANDING MICHEL BERNARD.

Tél.: 45-02-13-43.

ÉTOILE, GDE-ARMÉE

150 m², STANDING MICHEL BERNARD.

Tél.: 45-02-13-43.

ÉTOILE, GDE-ARMÉE

150 m², STANDING MICHEL BERNARD.

Tél.: 45-02-13-43.

ÉTOILE, GDE-ARMÉE

150 m², STANDING MICHEL BERNARD.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE ÉLECTRO-FINANCIÈRE

Certaines filiales des groupes CGE (France), Fiat (Italie) et SMH (Suisse) ont décidé de coopérer, dans le cadre du programme Euréka, à la réalisation d'un atelier flexible optronique.

Ces sociétés (Cilas-Alcatel, CGEE-Alstom - CGP - SESA pour la CGE; Coman et Telectra pour Fiat et Lassag et Microb pour SMH), spécialisées en optronique et productique veulent ainsi contribuer au développement des applications industrielles du laser, à partir des compétences acquises dans leurs centres de recherche respectifs.

La conception et la mise en œuvre de cet atelier flexible font appel à cinq innovations majeures dans le domaine du laser:

- Le robot laser CO2;
- Le robot laser YAG;
- Le robot d'assemblage à positionnement par laser;
- Le guidage de chariots automatiques par laser;
- Le réseau local par fibres optiques.

Par ailleurs, le système de pilotage de l'atelier permettra sa gestion en temps réel.

Les partenaires italiens, suisses et français vont signer une lettre d'intention d'accord et ont déposé un projet auprès des responsables du programme Euréka.

Un industriel allemand et un autre industriel français, également intéressés par le projet, pourraient se joindre au groupe d'entreprises européennes ainsi constitué.

CAP GEMINI SOGETI

RÉSULTATS DES NEUF PREMIERS MOIS DE 1985

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 1985, le groupe CAP GEMINI SOGETI a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 1 526 000 000 F.

en progression de 25 % par rapport à celui réalisé pendant la même période de l'exercice précédent. Dans le même temps, la marge brute d'exploitation s'est accrue de 30 %, marquant donc une nouvelle amélioration de la rentabilité globale.

Ces résultats - ajoutés aux prévisions faites par les responsables opérationnels du groupe pour le quatrième trimestre de l'année - permettent de penser que le résultat net de l'ensemble CAP GEMINI SOGETI pour l'exercice 1985 sera dans la ligne des prévisions antérieures et représentera par conséquent une progression d'au moins 25 % sur celui constaté en 1984.

La première hypothèse budgétaire faite pour l'année 1986 permet de penser que, pour l'exercice suivant, ce taux de progression sera du même ordre.

Les résultats - ajoutés aux prévisions faites par les responsables opérationnels du groupe pour le quatrième trimestre de l'année - permettent de penser que le résultat net de l'ensemble CAP GEMINI SOGETI pour l'exercice 1985 sera dans la ligne des prévisions antérieures et représentera par conséquent une progression d'au moins 25 % sur celui constaté en 1984.

La première hypothèse budgétaire faite pour l'année 1986 permet de penser que, pour l'exercice suivant, ce taux de progression sera du même ordre.

Les résultats - ajoutés aux prévisions faites par les responsables opérationnels du groupe pour le quatrième trimestre de l'année - permettent de penser que le résultat net de l'ensemble CAP GEMINI SOGETI pour l'exercice 1985 sera dans la ligne des prévisions antérieures et représentera par conséquent une progression d'au moins 25 % sur celui constaté en 1984.

La première hypothèse budgétaire faite pour l'année 1986 permet de penser que, pour l'exercice suivant, ce taux de progression sera du même ordre.

Les résultats - ajoutés aux prévisions faites par les responsables opérationnels du groupe pour le quatrième trimestre de l'année - permettent de penser que le résultat net de l'ensemble CAP GEMINI SOGETI pour l'exercice 1985 sera dans la ligne des prévisions antérieures et représentera par conséquent une progression d'au moins 25 % sur celui constaté en 1984.

La première hypothèse budgétaire faite pour l'année 1986 permet de penser que, pour l'exercice suivant, ce taux de progression sera du même ordre.

Les résultats - ajoutés aux prévisions faites par les responsables opérationnels du groupe pour le quatrième trimestre de l'année - permettent de penser que le résultat net de l'ensemble CAP GEMINI SOGETI pour l'exercice 1985 sera dans la ligne des prévisions antérieures et représentera par conséquent une progression d'au moins 25 % sur celui constaté en 1984.

La première hypothèse budgétaire faite pour l'année 1986 permet de penser que, pour l'exercice suivant, ce taux de progression sera du même ordre.

Les résultats - ajoutés aux prévisions faites par les responsables opérationnels du groupe pour le quatrième trimestre de l'année - permettent de penser que le résultat net de l'ensemble CAP GEMINI SOGETI pour l'exercice 1985 sera dans la ligne des prévisions antérieures et représentera par conséquent une progression d'au moins 25 % sur celui constaté en 1984.

La première hypothèse budgétaire faite pour l'année 1986 permet de penser que, pour l'exercice suivant, ce taux de progression sera du même ordre.

Les résultats - ajoutés aux prévisions faites par les responsables opérationnels du groupe pour le quatrième trimestre de l'année - permettent de penser que le résultat net de l'ensemble CAP GEMINI SOGETI pour l'exercice 1985 sera dans la ligne des prévisions antérieures et représentera par conséquent une progression d'au moins 25 % sur celui constaté en 1984.

La première hypothèse budgétaire faite pour l'année 1986 permet de penser que, pour l'exercice suivant, ce taux de progression sera du même ordre.

Les résultats - ajoutés aux prévisions faites par les responsables opérationnels du groupe pour le quatrième trimestre de l'année - permettent de penser que le résultat net de l'ensemble CAP GEMINI SOGETI pour l'exercice 1985 sera dans la ligne des prévisions antérieures et représentera par conséquent une progression d'au moins 25 % sur celui constaté en 1984.

La première hypothèse budgétaire faite pour l'année 1986 permet de penser que, pour l'exercice suivant, ce taux de progression sera du même ordre.

Les résultats - ajoutés aux prévisions faites par les responsables opérationnels du groupe pour le quatrième trimestre de l'année - permettent de penser que le résultat net de l'ensemble CAP GEMINI SOGETI pour l'exercice 1985 sera dans la ligne des prévisions antérieures et représentera par conséquent une progression d'au moins 25 % sur celui constaté en 1984.

La première hypothèse budgétaire faite pour l'année 1986 permet de penser que, pour l'exercice suivant, ce taux de progression sera du même ordre.

Les résultats - ajoutés aux prévisions faites par les responsables opérationnels du groupe pour le quatrième trimestre de l'année - permettent de penser que le résultat net de l'ensemble CAP GEMINI SOGETI pour l'exercice 1985 sera dans la ligne des prévisions antérieures et représentera par conséquent une progression d'au moins 25 % sur celui constaté en 1984.

La première hypothèse budgétaire faite pour l'année 1986 permet de penser que, pour l'exercice suivant, ce taux de progression sera du même ordre.

Les résultats - ajoutés aux prévisions faites par les responsables opérationnels du groupe pour le quatrième trimestre de l'année - permettent de penser que le résultat net de l'ensemble CAP GEMINI SOGETI pour l'exercice 1985 sera dans la ligne des prévisions antérieures et représentera par conséquent une progression d'au moins 25 % sur celui constaté en 1984.

La première hypothèse budgétaire faite pour l'année 1986 permet de penser que, pour l'exercice suivant, ce taux de progression sera du même ordre.

Les résultats - ajoutés aux prévisions faites par les responsables opérationnels du groupe pour le quatrième trimestre de l'année - permettent de penser que le résultat net de l'ensemble CAP GEMINI SOGETI pour l'exercice 1985 sera dans la ligne des prévisions antérieures et représentera par

Le Monde

AVANT LA CONVENTION NATIONALE

Le PS achève la mise au point de ses listes électorales

Le bureau exécutif du PS a tenu, le mercredi 6 novembre, une réunion exceptionnelle longue, consacrée à la fois aux questions électorales et à l'élaboration du programme politique de 1986, en prévision de la convention nationale prévue les 9 et 10 novembre.

L'essentiel de la discussion sur la constitution des listes électorales pour les élections législatives et régionales a porté sur la recherche d'un accord avec le MRG, après les nouvelles discussions qui ont eu lieu au début de la semaine. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a souligné que cet accord est « souhaité, nécessaire et même possible », à la fois pour illustrer la volonté d'élargissement des listes socialistes, et pour assurer le maintien dans le temps du contrat politique existant avec le MRG.

En outre, solidaires au gouvernement, socialistes et radicaux de gauche devraient, selon M. Jospin, aller ensemble aux élections. A l'issue des nouvelles discussions qui vont avoir lieu, MM. Jospin et François Durbin, président du MRG, devraient annoncer eux-mêmes un accord, vendredi - c'est-à-dire avant la convention nationale, qui aurait alors à le ratifier.

Un nouveau projet

Outre le problème du MRG, une douzaine de cas difficiles restent en suspens, qui devront être réglés par la commission ad hoc - qui se réunit jeudi et vendredi - ou, en dernier ressort, par la convention elle-même. En dehors de la question des ministres à « caser », et des éventuelles permutations que cela implique, l'une des situations bloquées la plus délicate est celle de la rivalité entre M. Maurice Poirebœuf et M. Maurice Adevah-Petit dans le Puy-de-Dôme (le Monde du 12 octobre).

En revanche, il apparaît que, malgré quelques cas individuels douloureux, les femmes obtiennent 10 % de quelque cent soixante-dix sièges répartis par l'accord national du 6 juillet, alors qu'elles ne représentent que 7 % de l'actuel groupe parlementaire.

A l'issue de cette convention, les listes législatives du PS devraient être définitives, alors que les listes régionales pourraient encore subir quelques modifications. Bien que les radicaux estiment être, sur ces listes, encore loin de leur quota (28,5 %, soit leur score national dans les congrès fédéraux), il est difficile d'avoir, dès maintenant, une vue globale de ces listes. La volonté politique de la direction du PS - qui devrait trouver sa traduction dans les ajustements apportés par la convention - est que ce quota soit respecté.

Second sujet de réflexion du bureau exécutif : le programme socialiste pour les législatives. Qualifié de « matériel brut » par M. Jospin, le long texte mais en forme par M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national du PS chargé des études, devrait

être revu. Plusieurs intervenants ont souhaité un texte plus politique, plus offensif, et plus ramassé. M. Gérard Fuchs, rocardien, membre adjoint du secrétariat national du PS, a, par exemple, estimé que, dans son état actuel, ce texte « n'est pas un programme politique ». Dix à quinze priorités, ou « propositions fortes », selon la formule de M. Pierre Mauroy, devraient se dégager.

Dans ces conditions, un nouveau texte sera préparé, à partir du document de travail de M. Strauss-Kahn, entre la convention nationale des 9 et 10 novembre et le comité directeur chargé d'adopter définitivement.

ment ce programme (1). A l'origine, seules les commissions exécutives fédérales (CEF), des départements devaient, dans l'intervalle, discuter de ce texte.

Outre ce délai supplémentaire, la rédaction d'un nouveau document pour le comité directeur évite que le projet des socialistes pour l'après-86 ne soit éclipsé par l'élaboration des listes, qui aurait constitué de toute façon « l'événement » du week-end.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Prévu initialement pour le 7 décembre, ce comité directeur pourrait avoir lieu le 14.

UN CONGRÈS SUR LE TRAITEMENT DU CANCER

La chimiothérapie d'abord

Le premier congrès international sur la chimiothérapie néo-adjuvante (CNA) a lieu à Paris jusqu'au 9 novembre (1). Présidé par le professeur Claude Jacquillat (hôpital La Pitié-Salpêtrière), ce congrès est l'occasion pour certains des meilleurs oncologues de confronter leurs résultats dans une discipline qui est encore loin de faire l'unanimité, la chimiothérapie néo-adjuvante, une chimiothérapie anticancéreuse que l'on pratique avant tout traitement local, qu'il soit chirurgical ou radiothérapique. Son but ? Faire régresser le volume tumoral et tester la sensibilité de la tumeur à la chimiothérapie. De même que la chimiothérapie adjuvante - c'est-à-dire celle que l'on pratique après un traitement local - la CNA vise à éradiquer les micro-métastases éventuelles du cancer primitif. On voit bien les avantages d'une telle méthode :

1) Si, par la suite, on doit procéder à un traitement chirurgical, l'intervention, du fait de la régression du volume tumoral, sera le moins mutilante possible ;

2) Si la chimiothérapie est efficace comme premier traitement, elle sera vraisemblablement suivie d'une intervention chirurgicale ou d'une radiothérapie.

Une plus longue survie ?

Mais il ne faudrait pas croire pour autant que cette méthode thérapeutique peut s'appliquer à tous les types de cancer. « Les principaux cancers concernés », indique le professeur Jacquillat, sont ceux du sein, du testicule, de l'ovaire, du canal anal ; auxquels il faut ajouter les cancers de la sphère ORL et des voies aéro-digestives supérieures, et les ostéosarcomes (un des cancers des os). Les cancers du poumon, de l'œsophage et de la vessie ont une chimiorésistance variable. Quant aux cancers du pancréas, du colon, de l'estomac, ainsi que les mélanomes, ils sont, eux, carrément chimiorésistants.

Si l'on prend l'exemple du cancer du sein, une chimiothérapie préalable et à fortes doses entraîne le plus souvent une régression tumorale qui, dans certains cas, permet d'éviter une amputation d'un membre : une large excréte (enlèvement d'une partie de l'os) suffit. Cette méthode, expérimentée par le professeur G. Rosso (Etiats-Unis), a permis d'atteindre un taux de survie à cinq ans de 92 %.

Dans une autre indication, le cancer du canal anal, il est parfois possi-

ble d'éviter grâce à la chimiothérapie néo-adjuvante la pose d'un anus artificiel.

En ce qui concerne le cancer du sein, le professeur B. Fisher avait déjà montré que l'ablation totale du sein en cas de cancer était inutile, et que, lorsque la taille de la tumeur n'excède pas 4 centimètres, une simple mastectomie partielle (ablation partielle de la glande mammaire) peut suffire (le Monde du 23 mars). Le docteur Maryse Weil (de l'équipe du professeur Jacquillat) se demande s'il ne serait pas possible d'aller plus loin en évitant tout simplement dans de nombreux cas de recourir à la chirurgie.

On peut, dit-elle, se contenter d'associer chimiothérapie et radiothérapie (irradiation externe associée à une endocurie-thérapie (2) dans de nombreux cas. Dans notre service, nous n'avons pas procédé à l'ablation d'un sein depuis au moins six ans. Selon des résultats encore préliminaires, on obtient ainsi dans les formes graves (lorsque la taille de la tumeur initiale excède 7 centimètres) un pourcentage de survie à trois ans sans rechute (sans métastases) de l'ordre de 55 %. Sans ces chiffres attendent confirmation.

Il ne faudrait pas croire que la chimiothérapie soit un nouveau remède miracle. Elle est, à elle seule, incapable (sauf par exemple dans certains types bien particuliers de leucémie) de guérir une tumeur cancéreuse : elle est associée soit à une intervention chirurgicale, soit à une radiothérapie. De toute manière, pour affirmer l'efficacité de la chimiothérapie néo-adjuvante, il faudrait prouver que, grâce à elle, la survie des patients est améliorée de façon évidente et que le risque de métastases est réduit. Cela nécessiterait des études comparatives très longues, très coûteuses et discutables sur le plan éthique. Pendant longtemps encore, partisans et adversaires de cette méthode s'affrontent donc à coups de statistiques pas toujours rigoureusement contrôlées.

FRANCK NOUCHI.

(1) A cette occasion, le prix Cino Del Duca a été remis par le professeur Jean Bernard à deux oncologues américains, les professeurs R. Nissen-Meyer et B. Fisher.

(2) Il s'agit d'une thérapie utilisant des sources radioactives placées à l'intérieur des tumeurs ou dans des cavités naturelles.

La mise en place de la défense spatiale

M. REAGAN : les États-Unis n'accorderont à l'URSS aucun droit de veto

Parlant, mercredi 6 novembre, avec des correspondants des agences de presse occidentales, M. Reagan a démenti les interprétations qui avaient été données de ses déclarations à quatre journalistes, la semaine précédente, et laissant entendre que les États-Unis ne déploieraient pas de système de défense spatiale avant l'élimination des armes nucléaires offensives.

« Ce dont j'ai parlé, à plusieurs reprises et avec de nombreuses autres personnes, a dit le président américain, c'est que lorsque l'initiative de défense stratégique sera au point et que nous disposerons de ce genre d'armes défensives, nous voudrions nous assurer autour d'une table avec les autres puissances nucléaires pour leur dire : attelons-nous maintenant à la tâche consistant à éliminer les armes nucléaires et à mettre en place une défense. »

Comme on lui demandait s'il comptait donner aux Soviétiques un droit de veto à la « guerre des étoiles », M. Reagan a répondu : « Ciel, non ! ». « L'IDS est trop importante pour le monde, pour la cause de la paix », a-t-il ajouté.

Interrogé sur l'affaire Youatchenko et sur d'autres cas dans lesquels des transfuges soviétiques ont voulu retourner en URSS, le président américain a répondu qu'il n'existe pas de possibilité d'un « complot délibéré » et d'« aoc » « manœuvre » des autorités soviétiques. « Ce soupçon existe, a-t-il dit, mais nous ne pouvons que vivre avec, car il n'y a aucun moyen de le prouver ou de le démentir. » Vitaly Youatchenko a quitté Washington, mercredi soir, pour Moscou par un avion de l'Aeroflot.

On annonce, d'autre part, qu'un marin de la marine marchande roumaine, Stefan Vernica, a fait défection lors d'une escale de son navire à Jacksonville, en Floride, et demandé l'asile politique aux États-Unis. (Reuters, AP.)

MENACES CONTRE LES OTAGES AMÉRICAINS A BEYROUTH

Beyrouth (AP). - Un correspondant anonyme affirmant parler au nom du Djihad islamique a indiqué jeudi 7 novembre à une agence de presse occidentale à Beyrouth que tous les otages américains détenus par cette organisation allaient être « exécutés » du fait de l'« impasse » dans laquelle se trouveraient les « négociations indirectes » engagées avec les États-Unis.

« Nous appellerons à nouveau à 13 heures (11 heures GMT) pour préciser ce qu'il adviendra des cadavres des otages américains », a poursuivi le correspondant dans un appel téléphonique dont il était impossible de vérifier l'authenticité. Six otages américains ont été enlevés à Beyrouth, certains depuis plus d'un an. Le Djihad avait annoncé en octobre avoir tué l'un d'entre eux, le diplomate William Buckley, mais son corps n'a jamais été retrouvé.

UN BOEING JAPONAIS S'EST ÉGARÉ DANS L'ESPACE AÉRIEN SOVIÉTIQUE

Japan Air Lines (JAL) a failli perdre, le 31 octobre, un Boeing-747 avec cent trente-deux passagers. Partant de Tokyo, le vol 411 à destination de Paris via Moscou s'est égaré, à la suite d'une erreur de navigation, aux alentours de la presqu'île de Sakhaline, zone hautement stratégique de la défense soviétique. L'appareil s'est trouvé à 75 kilomètres de l'endroit où un Boeing-747 de la Korean Airlines avait été abattu, le 1^{er} septembre 1983, par la chasse soviétique, avec deux cent soixante-neuf personnes à bord. L'avion japonais a été intercepté par des chasseurs, qui l'ont raccompagné jusqu'au corridor de circulation normal. La direction de la JAL a annoncé des sanctions contre le pilote fautif.

Cet incident aérien prouve, d'abord, que le dispositif de surveillance de l'armée rouge est plus efficace : il ne lui a pas fallu plusieurs heures comme en 1983, pour s'apercevoir des anomalies d'un vol commercial. D'autre part, l'accord tripartite intervenu en septembre dernier entre l'URSS, les États-Unis et le Japon semble fonctionner correctement puisque le téléphone rouge installé au centre de contrôle aérien de Khabarovsk a joué son rôle pour éviter un drame et remettre l'avion dévié dans le droit chemin.

Sur le vif

J'ai un malaise

Vous avez vu dans le Parisien ce sondage Louis Harris : le gouvernement dont rêvent les Français ? Mais c'est qu'ils m'entraînent le pain de la bouche, ces crépuscules, avec leur bon sens, leur saine logique et leur totale absence de préjugés politiques. Rocard à Matignon, Barre Rue de Rivoli et Giscard au Quai d'Orsay, Chirac à l'intérieur, Tapis à l'industrie. Et Chevènement, at Lang, et Badinter, reconduits à la tête de leurs ministères. Il n'y aurait rien à redire. Donc rien à dire pour ceux qui font profession de se moquer des gens en place, de les brocarder, de les caricaturer, de les mettre en boîte, en pièces et en charpie. Une vraie catastrophe.

Vous nous voyez obligés de touiller des plaisanteries vaines et rancieuses sur les salades de M^{me} Cresson à l'agriculture ou les leçons de karaté de Chaban à la défense. Et encore, dans ce cabinet idéal, on n'a pas pensé à Hornu. Il était au creux de la vague Greenpeace au moment du sondage. Mais depuis sa course poursuite à la Zorro avec un chauffeur lyonnais,

sa cote a tellement remonté qu'on lui rendrait ses uniformes et ses médailles sans hésiter.

Moi, quand j'ai lu ça ce matin, j'ai eu un malaise. Heureusement que j'étais assise, je serais tombée. Je me suis accrochée des deux mains à mon bureau. Je me suis secouée et je me suis réveillée : allez, faut pas l'affoler, c'est qu'un mauvais rêve. Le bon peuple peut bien dire ce qu'il veut, grâce à Dieu le Tout-Est s'en fout. Nommer aux postes-clés des hommes compétents et expérimentés sans savoir s'ils pratiquent le rose ou le noir ou au vert ! Non mais, ça va pas ! C'est qu'il ne s'agit pas de rigoler. Il s'agit de garder ou de reprendre le pouvoir. Il y a des parts pour ça. Il y a des États-majors. Il y a des chefs. Il y a des plans de bataille, des trésoirs de guerre, des luttes et des bagarres au couteau. La 16 mars au soir, le vainqueur s'installera en maître, suivi par ses supporters et ses amis. C'est la loi du plus fort. Pas celle du meilleur. Encore une chance pour les amateurs !

CLAUDE SARRAUTE.

M^{me} CHRISTINE OCKRENT ENTRE À RTL

M^{me} Christine Ockrent, ancienne rédactrice en chef et présentatrice de l'édition de 20 heures à Antenne 2, entre à RTL. A partir du 25 novembre, elle animera une émission d'un nouveau genre - on parle même d'une « nouvelle forme de radio » - plusieurs jours par semaine, le matin, à une heure de grande écoute.

Il s'agira de deux rendez-vous, avant et après les informations de 8 heures, avec deux personnalités très différentes l'une de l'autre, avec lesquelles Christine Ockrent engagera un dialogue. Cette première décision de M. Philippe Labro, nouveau directeur général des programmes de RTL, montre à l'évidence une volonté de valoriser l'information sur une station qui, longtemps en tête des auditeurs, s'est récemment vu dépasser, au lieu de France, par Europe 1 (le Monde du 17 octobre).

Formée à l'école anglo-saxonne - elle a travaillé pour le centre européen de films documentaires de la NBC, puis au bureau londonien et au siège américain de CBS News, Christine Ockrent s'est fait une réputation sans pareille en France - elle est née à Bruxelles - d'abord au magazine « Vendredi » de FR 3, ensuite et surtout comme présentatrice-vedette du journal de 20 heures sur Antenne 2.

Malgré sa démission retentissante de ses fonctions en mars dernier - on peut-être à cause de cette démission, - à la suite de la nomination à la présidence d'Antenne 2 de M. Jean-Claude Hébert, elle s'est vue consacrer dans son titre de « reine Christine » en gagnant deux « Sept d'or », dont celui de « personnalité de télévision 1985 » (le Monde daté 27-28 octobre).

A. W.

MORT D'ALBERT PIGASSE FONDATEUR DE LA COLLECTION « LE MASQUE »

Albert Pigasse, fondateur et animateur des éditions du Masque, la doyenne des collections françaises de roman, policier, vient de mourir.

Né le 12 octobre 1887 à Albi, Albert Pigasse était entré, dans les années 20, chez l'éditeur Bernard Grasset. En 1926, il racheta la Librairie des Champs-Élysées, un petit local de la rue Marbeuf, où il lançait, un an plus tard, la collection « Le Masque », première collection policière française.

Même s'il n'allait se vendre qu'à trois mille exemplaires durant les trois premières années, le premier volume édité allait se révéler un coup de maître. Ce devait être l'« anonyme » : le Troisième d'un certain Valentin Williams. Ce fut, sur les conseils d'une amie qui lui avait apporté le manuscrit de cette inconnue du célèbre Meurtre de Roger Assolant d'Agatha Christie.

Dès lors, « Le Masque », et sa couverture jaune, se spécialisa dans le roman policier à l'anglaise. Albert Pigasse revêtit au passage, grâce à la fondation, en 1930, du Grand Prix du roman d'aventures, des auteurs désormais classiques comme Pierre Véry, SA Stearn, Charles Exbrayat, Pierre Nord et, surtout, la toadtem Boileau-Narcejac.

A plus de quatre-vingts ans, Albert Pigasse, infatigable, avait lancé une collection... western. Il avait des idées simples : « Un bon roman policier, disait-il, est un roman qu'on lit de la première à la dernière ligne sans le lâcher. » De cette définition, le flair aidant - collection policière oblige ! - il a fait un succès qui ne s'est pas démenti un demi-siècle durant.

Sur CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100.3 MHz)
à Bordeaux (101.2 MHz)
à St-Nazaire-La Boule (94.8)
à Limoges (102.1 MHz)
à Toulouse (88.6 MHz)

JEUDI 7 NOVEMBRE
« le Monde » reçoit
Annie COHEN-SOLAL
écrivain, auteur de « Sante »
avec **PHILIPPE BOUCHER**

VENDREDI 8 NOVEMBRE
CAVAYNA
face au « Monde »
avec **JOSYANE SAVIGNEAU**
et **CHRISTIAN VILLAIN**

Panorama du Monde Arabe
du lundi au vendredi
à 13h30 avec
VICTOR BERCIN
sur
RADIO ORIENT
FM-104.30 MHz

Escarpins femme en cuir : 249 francs !

Chausures homme et cuir : 89 F, chausures enfant en cuir : 29 F. Pourquoi ces prix stupéfiants ? Parce que l'entreprise H.E.T. a des relations privilégiées avec certaines fabriques de chaussures de qualité. Cinq points de vente : 24, rue de la Verrerie, devant le 84 ; 18, rue J.-Lafont ; Tessier (10^e) ; M^{me} Goncourt, 84, rue Cambronne (15^e) ; M^{me} Valgrand, 42, rue Claude-Tarnasson (10^e) ; M^{me} Prie Saint-Cloud et 6, rue Héro (20^e) ; M^{me} St-Fargue, 11 h à 19 h 30, lundi au samedi - 42-38-10-01. Recherches franchises provinciales.

Moquettes + Tissus Moins cher au rouleau
Chez Artisans Récupérateurs

DÉJA 1^{er} EN MOQUETTE + TISSU. Arrivez baisse encore ses prix avec l'Opération Prix-Proprio-Rouleaux : Bien que moins cher que tous les autres, vous lui achetez un rouleau dépassant un peu vos besoins, vous fait encore 10 % de remise (non cumul.).

Artisans Récupérateurs, Impasse St Sébastien : au 87 Bd Richard Lenoir (11^e), prendre rue St Sébastien puis TOURNER 2 FOIS 1^{re} GAUCHE. Parking. 355.66.50.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

Le numéro du « Monde » daté 7 novembre 1985 a été tiré à 468 076 exemplaires

A B C D E F G

42 rue d'Anjou
PARIS 8^e

La plus importante et la plus prestigieuse rénovation de bureaux au cœur du quartier des affaires
4700 m² de bureaux avec parkings disponibles en Décembre 85.

OUVERTURE DE LA COMMERCIALISATION LE 7 NOVEMBRE 1985

UNE RÉALISATION LONDON AND BIRMINGHAM TRUST BALFOUR BEATTY CAPITAL ET CONTINENTAL.

REPRESENTATION **GEAI 80**
25, rue d'Arcole 75008 Paris Tél. (1) 45.81.19.17

مكتبة من الأصل